JUL 1 1930

Année. N° 11. 1er Juin 1930.

RIODICAL ROOM
NERAL LIBRARY
NIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

		Pages.
te de Fels.	*Les États-Unis français*	481
ed Hérault	*Les derniers jours du Cabinet Dufaure.* — I. .	498
-Louis Vaudoyer .	*Quelques jours à Berlin*	522
nçois Mauriac. . .	*Ce qui était perdu* (fin).	542
ert Dreyfus	*M. Thiers devant l'Allemagne (1872-1873)* . .	571
o Svevo	*Sénilité.* — II.	601
nne Ganderax. . .	*Sarah Bernhardt et la Comédie-Française* . . .	628
Blum	*Lettres et Sciences dans l'Éducation secondaire.*	645
the Georges-Gaulis.	*Ibn Sa'oud, roi du Hedjaz et du Nedjd.* . . .	668
rcel Thiébaut . . .	*M. André Chaumeix à l'Académie Française.* .	693
ert Flament	*Tableaux de Paris et d'ailleurs*	699

Chronique bibliographique : J.-M. Bourget.

Copyright 1930 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1930

La REVUE DE PARIS *publiera prochainement :*

Journal écrit en hiver

par EMMANUEL BOVE

La Cour du tigre bleu

par CHARLES LANDSTONE

Les États-Unis Français
(Les Principes d'une Fédération)

par le Comte de FELS

Le Centenaire de Mistral

par ALBERT THIBAUDET

La Mission extraordinaire
du
Marquis de Torcy en Danemark

par JEAN MARCHAND

Le Judaïsme

par le rabbin LIBER

LES ÉTATS-UNIS FRANÇAIS

I

Lorsque M. Aristide Briand a lancé son projet des États-Unis d'Europe, nous avons posé la question préjudicielle des États-Unis français[1]. S'il doit se constituer une vaste fédération européenne, est-ce la France seule qu'elle accueillera dans son sein où la république impériale française dont le drapeau flotte sur d'immenses territoires dans les cinq parties du monde, peuplés de cent millions d'habitants? La France s'engagera-t-elle seule sans stipuler pour ses dépendances coloniales? Il nous semble qu'à la signature du pacte fédéral elle doive se présenter environnée de son cortège de satellites africains, asiatiques, américains et océaniques. Négligera-t-elle l'avantage d'une définition de son propre statut fédéral avant de prendre place dans un fédéralisme plus vaste? Il tombe sous le sens que, si la France commettait l'imprudence de souscrire aux clauses politiques et économiques découlant d'un contrat fédéral sans avoir parfait l'incorporation de ses Dominations à son propre système, elle se mettrait au risque de graves difficultés ultérieures.

Affirmer que les États-Unis d'Europe ne sauraient être constitués qu'en fonction des États-Unis français, c'est, de notre part, donner à nos travaux antérieurs leur suite logique. Au rebours de M. Aristide Briand, nos anticipations se déroulent d'abord sur le plan national. Le plan international ne vient qu'en second lieu. Les États-Unis français tels qu'ils nous sont apparus — nous réclamons l'honneur de les

1. Cf. la *Revue de Paris* du 15 janvier 1930.

avoir nommés le premier, — ont une valeur propre et revêtent une nécessité indépendante de toute combinaison internationale. Ils se suffisent à eux-mêmes. Nous tenons seulement à indiquer avec force que, si les États-Unis français peuvent se passer des États-Unis d'Europe, il n'est pas permis de conclure à la réciproque.

Les États-Unis français sont, dans notre pensée, le couronnement de l'Impérialisme français. C'est en eux qu'il doit se réaliser sous le signe de la politique expérimentale.

Ce nous est une grande joie de constater que cette théorie de l'Impérialisme que nous avons toujours entendue dans le sens d'expansion pacificatrice et civilisatrice, ne soulève plus les étranges pudeurs qu'elle avait suscitées dans le principe. Nos contemporains commencent, semble-t-il, à comprendre la puérilité de proscrire le mot quand on pratique la chose, c'est-à-dire quand on règne sur d'immenses possessions extérieures.

Qu'est-ce que la colonisation, puisque, malgré son impropriété, on persiste à employer ce mot?

« La colonisation est la force expansive d'un peuple, c'est sa puissance de reproduction, c'est sa dilatation et sa multiplication à travers les espaces, c'est la soumission de l'univers, ou d'une vaste partie, à sa langue, à ses mœurs, à ses idées, à ses lois. Un peuple qui colonise, c'est un peuple qui jette les assises de sa grandeur dans l'avenir et de sa suprématie future. » Qui a tenu ce mâle et fier langage? Est-ce un tribun que l'exaltation de ses sentiments patriotiques a fait montrer sur le trépied? Ce n'est pas moins que le paisible et laborieux économiste Paul Leroy-Beaulieu écrivant dans un gros volume resté classique[1].

En des termes plus simples, nous avons jadis donné de l'Impérialisme cette définition à laquelle nous nous référons, une fois de plus :

« Reconnaissons dans l'Impérialisme l'affirmation de la volonté d'un peuple d'étendre sa domination et son influence au delà de ses frontières[2]. »

Non moins étroitement la question des États-Unis français

1. *Le problème colonial chez les peuples modernes*, Guillaume, édit.
2. *L'Impérialisme francais*, Berger-Levrault édit.

se rattache à la campagne que nous avons entreprise, à la fin de l'année 1921, pour un inventaire méthodique des richesses acquises ou virtuelles de l'État français, inventaire dont notre domaine colonial devait former l'un des principaux articles[1]. La constitution des États-Unis français n'est même pas concevable, sans qu'il ait été procédé à cette opération que M. Albert Sarraut, pendant son remarquable passage au ministère des colonies, a d'ailleurs ébauchée et mise en train.

Tout se tient et s'enchaîne donc rigoureusement dans les travaux que nous avons consacrés depuis quatorze ans à l'Impérialisme français, à la grandeur de la France et à l'administration expérimentale de ses richesses.

Nous sommes parti du postulat qu'il y a fait d'impérialisme pour un peuple chaque fois qu'il se manifeste hors frontières, sous quelque forme que ce soit. Il s'ensuit que les acquisitions territoriales dans lesquelles l'impérialisme français s'est révélé doivent être mises en valeur et incorporées sous la forme fédérative à la communauté. Ce n'est, d'ailleurs, pas une solution que nous soyons maîtres de repousser ou d'adopter à notre fantaisie. Croître ou disparaître. Tels sont les termes de l'inexorable alternative.

Mais, avant de pousser plus loin l'étude d'une question dont les complexités et les difficultés nous échappent moins qu'à personne, il nous a paru indispensable de rechercher dans quelle mesure les spécialistes coloniaux entraient dans nos façons de voir. Les débats parlementaires, auxquels le Budget des colonies pour 1930-31 a donné lieu, dans les deux Chambres, nous fournissent une occasion tout indiquée de procéder à cette recherche. Précisément, du 28 janvier au 1er février de la présente année, à raison de deux séances par jour, la Chambre des députés a pu donner à la discussion du problème colonial un ample développement dont témoignent plusieurs centaines de colonnes à l'*Officiel*.

Y trouve-t-on, à l'état naissant, l'idée d'un fédéralisme français? C'est ce dont l'analyse à laquelle nous nous sommes livrés va permettre de juger.

1. *Vers une solution au problème financier*, p. 49, brochure parue chez Calmann-Lévy.

Nous constaterons que l'idée d'une fédération de l'Empire français commence à poindre à l'horizon parlementaire. Mais, nous dirons aussi que, sourd à l'appel que nous lui avons adressé ici même le 15 janvier dernier[1], M. Aristide Briand poursuit son idée d'une Fédération européenne et qu'à peine de retour de la Conférence navale de Londres, le maître de notre politique extérieure adresse un questionnaire à vingt-six nations européennes, sans paraître préoccupé de la place qui sera réservée dans une nouvelle organisation de l'Europe à la République impériale française environnée de son cortège de Dominations et de possessions coloniales.

II

D'une façon générale, on peut souscrire à l'appréciation portée par M. l'abbé Bergey, sur un débat auquel il a d'ailleurs participé brillamment. Le député de la Gironde s'est senti animé du sentiment d'une vraie joie patriotique devant l'importance nouvelle que les questions coloniales ont prise dans les milieux parlementaires. Malheureusement, il n'a versé à ce débat, au lieu des suggestions pratiques qu'on eût attendues de la part d'un représentant de la région bordelaise, que des effusions lyriques et sentimentales écloses au soleil de la Gironde. Il n'est pas le seul qui en l'occurrence ait péché par verbalisme. Néanmoins, on doit reconnaître que, dans l'ensemble, les spécialistes du problème colonial qui sont une cinquantaine à la Chambre ont le sentiment, parfois indistinct, mais toujours très profond, de vivre une heure climatérique où les destinées de notre Empire colonial vont s'engager sans retour, et que cette circonstance a communiqué à l'ensemble de la discussion un très grand intérêt.

Le groupe communiste, représenté par M. Doriot, a ouvert le feu. L'orateur, qui revenait d'Asie, où il avait pris une part active à la propagande soviétique en Chine et en Indo-Chine, n'a pas laissé d'émettre quelques critiques qu'il y aurait

1. *Revue de Paris* du 15 janvier 1930 : « Les États-Unis français et le Bloc atlantique. »

imprudence à traiter par le dédain. Il est bien remarquable qu'à un certain moment, M. Ernest Outrey, député de Cochinchine, peu suspect de connivence avec le bolchevisme, ait ait été amené à reconnaître la pertinence de certains faits allégués par le mandataire des communistes. Mais ces faits n'ont rien dont on puisse tirer parti pour élucider la notion du fédéralisme colonial. Pour les communistes la question est simple. Et ils la tranchent de la façon expéditive. Que les Français, colons, soldats, fonctionnaires, se rembarquent. Après quoi, Moscou se chargera de faire, à peu de frais, le bonheur des indigènes. Allons-nous-en ! Notre présence, loin d'améliorer le sort de ces derniers, ne fait que l'aggraver.

Les délégués du groupe socialiste ont ensuite occupé la tribune. Ceux-ci ne songent plus à proposer l'abandon de la moindre parcelle de notre domaine colonial. Ils reconnaissent que l'indépendance serait le plus funeste cadeau dont la Mère Patrie pût accabler ses sujets et protégés.

La position que les collectivistes ont désormais adoptée par rapport à la question coloniale leur imposait donc la charge de riposter à la philippique communiste. C'est ainsi que M. Sixte Quenin, comme l'eût pu faire un député de la majorité ministérielle, a raillé plaisamment l'inconséquence des communistes qui s'en vont prêchant le nationalisme chez des peuples très éloignés de comprendre encore l'idée qu'on se fait d'une nation et qui nient la nation là où elle est solidement constituée.

Rester partout où nous sommes, sauf en Syrie. Telle est la formule à laquelle les socialistes ont fini par se ranger, après bien des variations et tergiversations. On se félicitera de leur ralliement au fait colonial, mais le concours qu'ils seraient susceptibles d'apporter à la création des États-Unis français reste bien incertain et aléatoire.

En cette matière, comme en tant d'autres, le socialisme excelle dans la partie destructive. Il est, par définition, le grand redresseur de torts. Et comme personne n'aura la naïveté de croire que tout puisse être pour le mieux dans le meilleur des mondes coloniaux possibles, il s'ensuit que le groupe socialiste n'éprouve aucune peine à se tailler de faciles succès à la tribune en insistant sur les imperfections insé-

parables d'une aussi vaste entreprise. A ce métier, on a toutes les chances de tomber fréquemment juste et d'avoir souvent raison. Nous aurions, par exemple, mauvaise grâce à nous plaindre que M. Sixte Quenin ait constaté l'impossibilité de dresser, faute de l'inventaire par nous réclamé, un bilan sincère et véritable de l'entreprise coloniale avec les seuls documents communiqués aux membres du parlement et au public.

Tout cela peut se résumer en trois phrases. Ne pas abandonner notre Empire. Celui-ci est aussi mal administré et géré que possible. Et, naturellement, la gloire de le mieux gérer et administrer revient de droit aux socialistes qui se flattent sans doute de trouver dans Karl Marx des lumières pour cet objet. Mais l'inconséquence dont il se plaît à convaincre son frère ennemi, le communisme, est aussi le lot du socialiste, en cette matière.

Quand M. Sixte Quenin, fidèle à la méthode de son parti, s'est fait le héraut à la tribune du grand grief de certains agrariens français contre notre politique coloniale, il a en réalité porté le coup le plus direct et le plus violent à l'idée même des États-Unis français.

Les viticulteurs du Midi et les agriculteurs de la Beauce, s'est écrié M. Sixte Quenin, se demandent si c'était la peine de dépenser tant d'argent pour leur créer une concurrence, car ils se plaignent amèrement du tort que leur cause l'invasion du marché national par les produits algériens, tunisiens ou marocains. Ils s'inscrivent en faux contre la théorie qui prétend justifier la colonisation en nous représentant, d'une part, les colonies comme une réserve inépuisable de matières premières et, d'autre part, comme un débouché sans fond pour la surproduction industrielle.

M. Sixte Quenin ne paraît même pas avoir soupçonné qu'en présentant sous cette forme absolue la thèse soutenue par quelques groupements ruraux, il se mettait en contradiction avec lui-même. Il tombe en effet sous le sens que, si l'on relève, entre les colonies et la métropole, une irréductible opposition d'intérêts, ce ne sont pas seulement les États-Unis français qui sont niés d'avance, c'est même le fait élémentaire du colonialisme qui est sapé par la base.

Non que, dans notre esprit, la question ne doive être posée sans en dissimuler l'angoissante difficulté. Mais il convient de l'envisager ainsi que nous le faisons nous-mêmes, comme susceptible d'une solution à rechercher précisément dans le cadre des États-Unis français dont l'avènement se présente sous le triple aspect moral, politique et financier.

Par malheur, les socialistes ne sont coloniaux qu'en fonction de l'internationale marxiste. Leur métier de redresseurs de torts, ils ne l'exercent dans nos possessions que dans l'intérêt de leur propagande.

C'est encore un orateur collectiviste, M. Nouelle, qui a retracé, en termes grandiloquents, ce qu'il appelle le drame du travail forcé. Vingt mille indigènes auraient trouvé la mort dans les chantiers du Congo-Océan et les blancs eux-mêmes auraient été victimes des procédés de force et de brutalité auxquels certains exploitants recourent pour se procurer la main-d'œuvre. Il semble que les faits aient été fortement exagérés et qu'ils n'aient pas été jugés avec le degré de relativité suffisante. Ainsi que l'ont dit d'autres orateurs, la ligne de démarcation entre l'abus et l'usage est très difficile à déterminer sous les latitudes tropicales. Nous ne sommes pas de ceux qui envisagent d'un œil sec cette dépense d'êtres humains comme une fatalité inexorable dont la conscience nationale n'a pas à s'alarmer.

Le groupe radical n'a pas pris à ce débat une part proportionnée à son importance. Il s'est contenté d'envoyer à la tribune deux délégués, n'appartenant pas à l'état-major du parti. M. Louis Proust, qui a fait la traversée du Sahara, parcouru le Niger, la Haute-Volta, le Soudan français, le Sénégal, l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale, a présenté de judicieuses observations sur l'œuvre immense d'hygiène sociale, à peine ébauchée, qui nous attend là-bas. En conformité avec les tendances de son parti, il a combattu le retour dans ces contrées au système des grandes concessions. Sans se prononcer, pour cela, en faveur du commerce libre il refuse aux concessionnaires la propriété exclusive du sol et ne leur accorde que l'exploitation des richesses naturelles. Quant à M. Ernest Béluel, que l'aspect moral du problème colonial a plus particulièrement retenu, il s'est

demandé, en vertu d'un doute qui l'honore, si nous déposons dans l'âme indigène ce que notre civilisation a produit de meilleur. N'était-ce pas toucher à ce qu'il y avait d'essentiel et de plus délicat dans le débat?

Mais n'est-ce pas aussi laisser tomber le point d'interrogation dans le vide? L'orateur n'a pas songé à demander au fédéralisme une réponse.

III

L'intervention du ministre des colonies au milieu de ce débat qui révélait tant de flottement dans les idées nous a valu quelques aperçus, vigoureux et originaux, dont la conception des États-Unis français est appelée à profiter indirectement.

Dans l'ordre financier et économique, l'esprit solide et judicieux de M. Pietri, à qui l'on doit la réussite de nombreuses et difficiles réformes monétaires coloniales, n'a pas d'hésitation. Il sait ce qu'il veut. Il sait où il va.

A quel stade nos colonies se trouvent-elles? Le ministre n'éprouve aucun embarras à répondre.

Seule d'entre nos possessions, l'Indo-Chine est un pays à économie complète, et peut-être aussi la Nouvelle-Calédonie qui, avec ses 17 000 Français, constitue notre plus gros peuplement de colonisation.

Nos colonies, dans l'ensemble, stationnent encore au stade commercial, plutôt qu'au stade réellement productif. Elles vendent et achètent, mais n'ont pas encore atteint le point où elles consomment et produisent dans le sens économique du mot. M. Pietri invite le Parlement à se défier de la façade commerciale d'un pays, car l'activité commerciale n'est qu'une activité secondaire. C'est le mouvement, mais non pas la vie. Dans l'opinion du ministre, l'activité commerciale est même susceptible de contrarier la vocation normale et industrielle de la colonie, et c'est un peu la tendance funeste de nos colonies africaines.

On réagira contre cette tendance par le moyen des grands travaux de mise en valeur. Le programme en est arrêté. Cinq milliards seront demandés au crédit public sous la garantie

de la métropole, garantie purement nominale, destinée simplement à faciliter et à contrôler l'opération. Sauf l'Afrique équatoriale et la Guyane, nos colonies sont solvables.

Ce n'est point le langage d'un ministre qui chercherait à noyer son embarras et son incompétence dans la rhétorique : M. Pietri est prêt à l'action. Ce n'est plus qu'une procédure à déclancher et, dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, nos possessions seront pourvues de l'outillage propre à éveiller leur activité industrielle et à les faire entrer dans un nouveau stade évolutif auquel nous cherchons à donner un sens, un nom, et auquel M. Pietri est bien qualifié pour présider. « On m'a laissé le temps et l'autorité, disait, un jour, à propos du Maroc, le maréchal Lyautey, et c'est pourquoi j'ai pu faire œuvre utile. » Souhaitons que, pareillement, on accorde au jeune et brillant ministre des colonies ces deux moitiés du succès : le temps et l'autorité.

IV

Rien n'aura été plus propre que le duel oratoire, où l'on a vu aux prises M. Alexandre Varenne avec son collègue M. Diagne, député noir du Sénégal, à faire ressortir tout ce que l'entreprise coloniale française, hors les voies du fédéralisme, présente d'incertain, d'inachevé et d'ambigu.

On se rappelle, sans doute, qu'en des temps pas très lointains, M. Alexandre Varenne, membre du parti S. F. I. O. prit momentanément congé de celui-ci et de ses disciplines et participa à la grande curée de 1924. M. Alexandre Varenne eut dans son lot la vice-royauté d'Indo-Chine. Et cette circonstance communique une saveur particulière aux opinions émises, en matière de colonisation, par ce socialiste notoire.

Il serait injuste de méconnaître que son contact prolongé avec la réalité coloniale l'a conduit à des vues infiniment plus pragmatiques et plus positives que celles qu'il professait avant d'avoir pris le paquebot pour Saïgon. Et encore faut-il noter que le débat, ici résumé, n'a pu faire état des graves événements qui viennent de se produire dans nos possessions indo-chinoises. S'ils fussent survenus plus tôt, ils auraient sans doute détourné les jurisconsultes socialistes de s'indigner

contre le fonctionnement, pourtant bien anodin, de la justice répressive en Indo-Chine, mais qui a le tort, à leurs yeux, de ne pas se calquer sur les formes indulgentes, et presque déliquescentes, en usage dans la Mère Patrie.

M. Varenne, au temps de sa vice-royauté, n'a pu se refuser au constat d'un malaise, qu'il appelle l'esprit de revendication et qui acquiert son maximum de virulence en Annam. A sa grande surprise, le gouverneur général s'est aperçu que le mécontentement de ces populations est en raison directe des bienfaits qu'elles ont reçus de nous. Il y a des causes secondes à cette situation. Fils d'une vieille civilisation, l'Annamite en a conservé la fierté et peut-être les Européens ne tiennent-ils pas assez compte de ce sentiment. Toute l'Asie est entraînée dans un grand courant dont il devient de plus en plus difficile de protéger nos pupilles.

Mais la cause première du malaise s'est manifestée avec une telle et si puissante évidence, que le préjugé de M. Alexandre Varenne lui a rendu les armes, non sans quelque déchirement intérieur.

« C'est un véritable drame pour la France, s'est-il écrié, de voir les idées jetées par celle-ci à pleines mains germer partout et se retourner contre elle ! »

Drame, si l'on veut, mais trop prévu.

Nous apprenons, par l'entremise de M. Alexandre Varenne, qu'à Hanoï, nos grands auteurs révolutionnaires, et notamment le *Contrat Social*, sont achetés et dévorés avec avidité par les indigènes. Il est vrai que nous ne prenons, a ajouté M. Alexandre Varenne, aucune précaution pour dissimuler notre religion officielle. Les pédagogues que nous envoyons là-bas et qui donnent pour sujet de composition à de jeunes Annamites : *Causes et origines de la Révolution de Quarante-Huit*, déploient dans cette direction une intrépidité dont on reste quelque peu stupéfait. Le parti de la jeunesse et le parti révolutionnaire, qui préparent ouvertement en Indo-Chine l'expulsion des Français, puisent leur justification dans nos propres livres. Il est avéré que ces deux partis se recrutent parmi les déclassés et inadaptés que nos lycées et collèges fabriquent à foison et qui, après avoir été durant leur séjour dans nos villes universitaires l'objet d'un racolage

politique intensif, ne rapportent chez eux que des motifs d'aigreur et de mécontentement.

Cette confession d'un révolutionnaire est loin d'avoir obtenu le succès qu'elle méritait. On ne saurait prétendre, assurément, que le cas de M. Alexandre Varenne soit inédit. Il s'est présenté des centaines de fois dans le passé.

C'est, en effet, la coutume du démagogue de poser, pour parvenir au pouvoir, des principes universels indémontrables et abstraits, dont la sommaire simplicité séduit les foules, quitte à en déployer et à en réprimer les conséquences quand l'autorité leur est venue avec ses profits. Le jacobin ou le socialiste n'a que des pensées unitaires. Il légifère pour l'homme en soi, sans songer que telle théorie juridique, tel article du code, devenus inoffensifs en France, peuvent mettre le feu à toute l'Asie. Et l'étonnement que ressent M. Alexandre Varenne voyant lever en tentatives insurrectionnelles les germes intellectuels que son parti a semés est d'un comique presque shakespearien.

L'erreur des socialistes est, d'ailleurs, cousine germaine de celle que nous avons relevée plus haut chez des centaines d'économistes qui en sont restés au pacte colonial, qui rêvent d'importer en France, où l'on a trop de blé, de prétendus excédents de riz dont manque l'Indo-Chinois sous-alimenté; qui prétendent imposer du fond d'un bureau parisien tel ou tel mode de production et d'assolement à telle ou telle colonie; interdire à celle-là de faire du vin et à cette autre de récolter des céréales.

Si la France devait céder aux inspirations de cette monomanie unitaire et centralisatrice, elle compromettrait inévitablement toutes ses chances de puissance coloniale. Fédéralisme, fédéralisme toujours. C'est en lui seulement, comme disait le rude logicien P.-J. Prudhon, que se peuvent concilier les contraires dont foisonne la question coloniale.

Suivant la coutume des utopistes à qui la réalité vient d'infliger de rudes désillusions, M. Alexandre Varenne s'est porté d'un extrême à l'autre. Parti de l'unitarisme il s'est jeté dans le séparatisme éventuel. Il renonce à l'idée d'inculquer aux Indo-Chinois le sentiment d'une patrie dont la France serait le noyau.

C'est ainsi qu'il a provoqué l'intervention éloquente et indignée de M. Diagne, député noir du Sénégal.

Avec une communicative émotion, celui-ci a repris véhémentement son collègue d'avoir ouvert à l'esprit public indo-chinois la perspective d'une patrie qui ne serait pas la patrie française : « Il faut dire, au contraire, s'est-il écrié, il faut dire aux indigènes que nous avons une patrie commune, faite non seulement de la France continentale, mais aussi des Frances d'outre-mer qui la prolongent, et qui est la plus grande France.

« Il n'y a pas deux patries. On n'a qu'une patrie, celle qui vous aime. C'est ainsi qu'on est attiré vers une patrie.

« Ce qui nous liera, ce qui nous lie, d'une façon définitive, c'est une âme commune.

« Toutes les autres colonisations ont débuté par des raisons d'intérêt colonial. La nôtre procède d'une conception d'humanité, d'une impulsion de *cœur* et de *raison.* »

De *cœur* et de *raison.* C'est très bien dire, si l'on fait nettement la distinction.

M. Diagne nous a ouvert une large fenêtre sur la psychologie de nos pupilles noirs. N'ayant pas de passé, ils n'ont pas d'orgueil. Ils nous doivent tout. Leur reconnaissance est entière. Quelle répugnance éprouveraient-ils à se dire Français?

Le jaune, et nous n'avons pas le droit de lui en faire un crime, a une histoire, des ancêtres, une civilisation, une culture auxquels il demeure attaché. La politique d'assimilation que nous suivons en Indo-Chine fait fausse route. Comme l'a fait observer Gobineau dans un livre qui est un chef-d'œuvre : *Religions et Philosophies en Asie*, l'Asiatique, au contact d'une autre civilisation, superpose ce qu'il en reçoit sur ses croyances antérieures. Il ne se débarrasse jamais de celles-ci. On peut être sûr que l'Annamite fera quelque chose du *Contrat Social* et du *Manifeste Communiste.* On voit déjà le parti qu'il commence à en tirer.

Il faut plaindre les Français qui ne concevraient pas l'immense intérêt qui s'attache à cet épisode où l'on a vu s'affronter deux conceptions si divergentes de la question coloniale. Pour les coloniaux que nous venons de citer, la solution se meut entre deux pôles : sécession future, inté-

gration complète. L'idée du fédéralisme n'apparaît pas encore.

M. Archimbaud, qui appartient au parti radical et qui rapporte, depuis quelques années, avec beaucoup de distinction le budget des colonies, a coupé le discours de l'orateur socialiste, M. Sixte Quenin, de cette interruption :

« Nous n'avons pas des colonies pour qu'elles rapportent à la Métropole. »

Cette déclaration de désintéressement a été très applaudie. Elle est assurément très noble et fort belle. Elle procède en droite ligne de cet esprit de chevalerie et de générosité que nous sommes peut-être les seuls à pratiquer dans le monde, et qui nous a valu autant d'honneur qu'il nous a causé de dommages. Nous rentrons ici dans la pure tradition quarante-huitarde. Quand nous aurons doté nos pupilles des bienfaits dus à l'introduction de tous les progrès scientifiques, quand nous les aurons outillés, équipés, nous en userons à la manière des tuteurs. Nous rendrons des comptes à nos pupilles et nous les abandonnerons à leur propre gravitation dans l'espoir qu'elle les conduira dans les sentiers de la reconnaissance. Voilà pour la sécession en perspective.

M. Diagne, ainsi qu'on vient de le constater, parlant, au nom des noirs et stipulant pour les vieilles colonies, entend qu'elles soient considérées comme autant de départements français et que leurs habitants soient habiles à jouir de tous les droits et prérogatives inhérents à la qualité de Français de France. Ce qui soulève l'irritant problème de la représentation coloniale au Parlement, dont la solution est également à chercher sous le signe du fédéralisme. Voilà pour l'intégration.

Il ne se peut rien imaginer de plus caractéristique que cette discussion. Le colonial asiatique et le colonial africain envisagent l'avenir de leur domaine respectif dans son rapport avec la métropole sous un angle nettement divergent. Encore une fois, c'est très naturel. L'Africain se donne, se livre sans condition. Il ne demande, pour ainsi dire, qu'à s'abîmer dans la nationalité française. L'Asiatique se réserve. Il n'envisage pas le don total de sa personnalité ethnique. Il stipule *in petto* une forte part d'indépendance. Ses perspectives s'ouvriraient même au besoin sur le séparatisme.

Mais, comme on ne saurait caresser l'ambition de réduire à l'unité des tendances qui nous sont données par la nature même des choses, il en résulte, pour la politique expérimentale, le devoir de concilier ces antinomies, dans un essai de fédéralisme, où les forces centrifuges et les forces centripètes, c'est-à-dire le sentiment général et le préjugé local, rencontreront un point d'équilibre et d'harmonie qui variera suivant chaque Domination.

V

Deux mois après la Chambre, le Sénat avait à connaître du budget des colonies, dans des conditions qui ne lui permettaient guère d'instituer un débat approfondi. En fait, celui-ci n'a pris que deux séances et a été presque entièrement rempli par deux exposés, d'ailleurs remarquables, l'un dû à M. le général Messimy, président de la Commission des colonies, et l'autre à M. Albert Lebrun, ancien ministre des Colonies, et rapporteur.

Malgré d'inévitables redites, quelques aperçus intéressants sont à glaner dans cette discussion écourtée.

C'est ainsi que M. Messimy a été conduit à insister sur l'esprit de malveillance qui se manifeste à Genève chaque fois qu'il y est question du rôle colonial de la France. Malveillance née surtout, dans l'opinion de l'orateur, d'un sentiment de jalousie et qui doit nous induire en réflexion. Elle prouve que, si nous venions à manquer à notre mission impériale, nombreuses seraient les candidatures à notre succession.

M. Messimy s'alarme également qu'une fois la période de conquête et de pacification révolue, notre activité coloniale semble avoir été frappée de ralentissement et de paralysie.

Dans l'intervalle des deux discussions, s'était produit le drame de Yen-Bay, dont le président de la Commission sénatoriale des Colonies n'a pas dissimulé la gravité. Que, sur trois points du territoire annamite, des tentatives à main armée se soient produites, avec une parfaite concomitance, qu'elles aient coûté la vie à plusieurs officiers et gradés tant du cadre français que du cadre indigène, il en résulte que « l'esprit de revendication », dont parlait M. Alexandre Varenne à la

Chambre, tourne trop facilement à *l'esprit de révolution*. Pour sa part M. Messimy n'a pas hésité à mettre en cause la formation intellectuelle que reçoivent les étudiants indo-chinois que nous faisons venir en trop grand nombre à Paris, en vertu de ce qu'il appelle une *lourde sottise*. L'attitude fâcheuse de ces éphèbes, lors de l'inauguration de la cité universitaire indo-chinoise, en présence du Président de la République et de l'Empereur d'Annam, ne donne que trop de poids à cette opinion.

Les réflexions que nous a suggérées, plus haut, le cas de M. Alexandre Varenne, ne laissent pas de s'appliquer dans une large mesure à M. Messimy qui aurait dû peut-être profiter de cette occasion propice pour répudier de faux principes aussi féconds en suites funestes.

Ce que nous retiendrons surtout du discours de M. Messimy, c'est l'adhésion précieuse qu'il apporte à l'idée fédérale, pour laquelle on nous permettra de revendiquer le bénéfice de l'antériorité. Il pose, comme nous, en principe que la marche logique des événements appelle la Fédération française à précéder tout essai de constituer la fédération européenne.

M. Albert Lebrun, à qui son ardente sollicitude pour notre empire colonial a inspiré une éloquente intervention, partage implicitement cette opinion, bien qu'il n'ait pas cru devoir aborder de front le problème fédéraliste.

Ce n'est pas lui qui se refuserait aux nécessaires initiatives, après avoir affirmé, avec force, que le fait colonial est la dominante du siècle, que la France est, pour ainsi dire, prisonnière de ses possessions et qu'elle ne saurait se dérober aux responsabilités coloniales assumées depuis un siècle sans se condamner à une vie métropolitaine déchue et amoindrie.

Toutefois, l'ancien ministre des Colonies ne méconnaît pas le travail qu'il reste encore à accomplir sur l'opinion publique française pour l'animer du véritable esprit colonial. Celui-ci n'a encore passé que sur certaines sphères de la politique, de l'administration, de l'armée, des finances et de l'entreprise. Il faudrait qu'il pénétrât dans les profondeurs de la nation et que la colonisation cessât d'être une spécialité pour devenir une manière d'être et de sentir universelle, à laquelle l'homme de la rue participerait, en un mot que la

métropole et les possessions formassent un tout organique, vivant d'une seule vie.

Et si ce n'est pas la définition même des États-Unis français, c'en est du moins, proclamée avec un grand bonheur d'expressions, la fin dernière.

VI

Des deux débats parlementaires que nous venons de résumer, on peut déduire un actif et un passif.

A l'actif, sur les lèvres de M. Pietri, un langage gouvernemental qui rend un son d'initiative et d'innovation.

Le mot, jadis scandaleux, d'impérialisme, relevé enfin d'une trop longue disgrâce. « Il est temps pour la France de penser impérialement », a bien osé dire le rapporteur, M. Archimbaud. Et M. Archimbaud est radical.

A l'actif encore, le sentiment très net qu'il est urgent d'aboutir. « Nous avons à peine dix ans devant nous pour organiser la France coloniale, a déclaré le même M. Archimbaud. Passé ce délai, il sera trop tard. »

Le préjugé contraire au fédéralisme a perdu du terrain.

Bien qu'il donne à ce mot une extension vague et abusive, M. Alexandre Varenne, lui-même, en fait usage.

Pour la première fois, l'enceinte étonnée du Palais-Bourbon et celle du Luxembourg ont retenti de la formule nouvelle : « Les États-Unis français », portée à la tribune de la Chambre par M. de Warren, député de Nancy, et à celle du Sénat par M. Messimy, après avoir reçu le baptême de la *Revue de Paris.*

La Chambre appelle de ses vœux, confus encore, la naissance d'un organe de coordination qui, placé au point de vue d'ensemble, soustrait aux inconvénients de l'instabilité parlementaire, pourrait nourrir de longs espoirs et de vastes pensées.

— Un grand ministère de la France extérieure, a dit M. de Warren.

— Un conseil national des pays d'outre-mer, a dit M. Pietri.

Au passif l'insuffisance, appelée sans doute à se prolonger longtemps encore, des institutions actuelles.

Le public était dans l'illusion de croire que le Conseil supérieur des colonies jouait un rôle considérable. Or, M. le

rapporteur Archimbaud nous a révélé qu'il n'existait que sur le papier et qu'il était, au surplus, envahi par les incompétences.

Au passif, encore, la persistance, dans l'esprit de notre école dirigeante, malgré les plus rudes rappels à la réalité, de l'illusion mystique qu'elle est appelée, en vertu d'une mission singulière, à propager la révolution dans nos colonies. Illusion pour le moins étrange, de la part d'un bienfaiteur, éducateur et tuteur, qui enseigne d'abord à ses pupilles le mépris de sa propre autorité.

Il faudrait savoir, une fois pour toutes, quel germe de civilisation l'on aspire à répandre. Est-ce le socialisme marxiste que nous avons l'ambition de diffuser en Asie et en Afrique? Si oui, Moscou s'acquittera mieux que nous de la besogne.

Comme nous l'avons écrit dans notre *Impérialisme français*, les conceptions impérialistes diffèrent selon le tempérament de chaque peuple, la nature de sa civilisation, l'idée qu'il conçoit de sa mission dans le monde, le but qu'il vise en cherchant à étendre ses possessions et sa zone d'influence.

Tout cela est à fixer et à déterminer avec une extrême précision. Nous avons l'espoir d'y contribuer par le moyen d'une enquête que nous proposons d'ouvrir sur les États-Unis français et dont nous attendons, comme résultat essentiel, plus d'ordre dans les intelligences et plus d'énergie dans les actes.

Comment faire en sorte que, sans perdre leur génie propre, sans abdiquer leur nécessaire autonomie économique, sans renoncer à leur statut local, les habitants de la Mère Patrie et des Dominations en viennent à posséder dans une profonde union morale, un titre civique et politique qui les fasse membres de la Plus Grande France et citoyens de l'Empire français en leur ouvrant des droits certains et utilisables dans toutes les parties des États-Unis français?

Tel est le premier problème dont la solution doit précéder la création des États-Unis et dont l'étude fera l'objet de notre prochain article.

FELS

LES DERNIERS JOURS DU CABINET DUFAURE

LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON ET LA RÉPUBLIQUE. LA CHAMBRE DE 1876 PAR UN DES 363.

M. Alfred Hérault, mort en 1926, a été l'un des derniers survivants de la phalange des 363. Il a laissé deux manuscrits importants, une histoire de la ville de Châtellerault, véritable œuvre de bénédictin, qui vient d'être publiée en quatre volumes, et des Mémoires politiques qui vont de sa jeunesse à la fin de 1877. Ces Mémoires, qui ont été écrits quelques années après que A. Hérault eut quitté le Parlement, frappent par un accent de sincérité et d'équité qui commande la confiance. On se sent en présence d'un témoin qui ne peut être récusé, qui, éclairé par la suite des faits, a pu quelquefois corriger ses jugements, mais n'a pas altéré ses portraits ni ses récits.

M. Hérault appartenait à une famille de la bourgeoisie libérale, qui était préparée à l'avènement de la République.

Tout jeune, il avait été délégué après le 4 septembre à la sous-préfecture de Châtellerault, qu'il avait quittée pour commander une compagnie de mobilisés. Il a tracé un tableau des difficultés que rencontrait en province l'organisation de la Défense Nationale.

Choisi comme candidat à la députation dès 1871, il a joué dans son département un rôle politique qui lui fait grand honneur. Il a suivi de très près, bien qu'il n'en fît pas partie, les travaux de l'Assemblée Nationale. Mais ce qui paraît devoir être détaché de préférence de ses Mémoires, dont elle est le morceau capital, c'est l'histoire de la Chambre de 1876, celle des 363 : c'est le drame du conflit, péniblement différé, toujours prêt à éclater, entre cette Chambre et le maréchal de Mac-Mahon.

Pour obtenir la reconnaissance de la forme républicaine, la gauche de l'Assemblée Nationale avait dû accepter dans la constitution de 1875 l'institution monarchique d'un chef d'État investi du pouvoir exécutif et qui n'était responsable que devant sa conscience de

l'usage qu'il en faisait. L'Assemblée Nationale léguait à la Chambre de 1876 l'obligation de ne pas mécontenter le Maréchal, qui pouvait avec le concours du Sénat la dissoudre, tandis qu'elle ne pouvait pas le renverser.

Le Maréchal croyait que la défense de la politique conservatrice était confiée à son honneur de soldat, et qu'il ne devait y laisser faire aucune brèche pendant la durée de son septennat. Tout changement dans le personnel ou dans la législation éveillait ses scrupules et soulevait sa résistance.

Les ministres, que cette résistance paralysait, avaient devant la Chambre l'attitude la plus embarrassée. Pour ne pas découvrir le Maréchal, ils s'usaient en transactions et en subterfuges. M. Dufaure faisait encore figure dans ce rôle, car s'il était sincèrement rallié à la forme républicaine, la politique radicale lui inspirait la plus vive répugnance. Mais quand il se fut laissé renverser par le Sénat sur la question des mesures de clémence envers les insurgés de la Commune, son successeur, Jules Simon, auteur d'un livre célèbre sur la Politique radicale, se trouva dans une situation tout à fait paradoxale, où toutes ses ressources de souplesse ne tardèrent pas à s'épuiser. M. Hérault n'analyse pas par le menu toutes les questions que la Chambre eut à débattre, et dont certaines ont beaucoup perdu de leur intérêt. Il prend cette période de haut, et se borne à mettre en pleine lumière les occasions de conflit devant lesquelles la majorité de la Chambre était exposée à jouer les destinées de la République. Jusqu'où fallait-il pousser les concessions, au risque de n'être pas compris de l'opinion républicaine, afin de retirer aux conseillers du Maréchal tout prétexte à une dissolution et à un appel au pays, accompagné sans doute cette fois de tous les procédés de l'Empire? Et aussi, comment sauvegarder la paix et la sécurité de nos relations extérieures, si notre gouvernement paraissait encourager le mouvement de protestation de l'Église française contre l'occupation de Rome par l'Italie?

Les nouveaux députés républicains étaient, comme leurs anciens de l'Assemblée Nationale, à une école de prudence et de patience. Il ne s'agissait pas pour eux d'une participation peu enviable au pouvoir et à la distribution des portefeuilles. Il s'agissait de ne pas briser sur les écueils la barque fragile de la IIIe République. Ils résolvaient de leur mieux, et le plus souvent de la façon la plus raisonnable, les cas de conscience qui se rencontraient sur la route. Ils restaient plus souvent en deçà des suggestions de Gambetta qu'ils ne les dépassaient.

Loi municipale, statut de l'enseignement supérieur, amnistie, budget des cultes, droits budgétaires du Sénat, ils se sont tenus sur tous ces sujets à des solutions modérées, concédant par exemple au gouvernement la nomination des maires de chefs-lieux de cantons.

Il semble bien que ce qui a hâté la rupture de la part du Maréchal, ç'a été l'opposition, chaque jour plus accusée, entre la nouvelle

Chambre et le parti clérical, qui avait dominé l'Assemblée Nationale. Le parti clérical et le parti bonapartiste coalisés voulaient livrer bataille avant que les cadres administratifs, dont ils devaient utiliser le zèle, eussent été renouvelés.

L'heure était venue et le Maréchal était impatient de la saisir. Jules Simon ne cachait plus sa lassitude et était réduit à dire que les raisons pour lesquelles il se dérobait aux interventions étaient maintenant connues de tout le monde. La preuve que le parti du Maréchal était pris mais qu'il voulait se garder d'en démasquer la véritable raison, c'est qu'il a invoqué dans la lettre de blâme qui a déterminé la démission de Jules Simon, le prétexte du vote par la Chambre d'une proposition transférant à la Cour d'assises des délits politiques justiciables de la police correctionnelle, proposition due à un député de la droite bonapartiste, M. Cunéo d'Ornano.

Le drame que M. Hérault fait revivre est d'une clarté et d'un relief admirables. Il nous donne, des principaux protagonistes, des portraits fouillés à la Saint-Simon, mais avec plus de bienveillance. C'est une galerie où défilent notamment Dufaure, Jules Simon, Gambetta, Grévy, Jules Ferry, Buffet, Clemenceau, Brisson, Victor Hugo, le duc Decazes, de Mun, Waddington, Chesnelong, Raoul Duval, le prince Napoléon, qui fit un beau scandale à la Chambre en dénonçant le danger de la politique cléricale.

M. Hérault n'évoque pas seulement les grandes scènes de la salle des séances. Il sait et il dit ce qui s'est passé dans les coulisses; il donne des récits, que l'on n'avait encore lus nulle part, des séances des bureaux et des commissions.

Le hasard l'a fait membre du même bureau que Gambetta, Clemenceau, Cassagnac et Spuller. Il les a entendus s'expliquer plus librement qu'ils ne pouvaient le faire à la tribune. Il était très lié avec Massicault, qui a été un des collaborateurs intimes de Jules Simon. Il entra bientôt dans le cénacle de la Commission du budget, présidée successivement par Gambetta, Brisson et Casimir Périer. C'est là qu'il se fit remarquer, car sa modestie redoutait la tribune. C'est là que par sa puissance de travail, sa clarté d'exposition, la sérénité et l'aménité de son caractère, il s'imposa à l'estime et à la sympathie de tous ses collègues. En 1885, Sadi Carnot ne consentit à entrer dans le cabinet Brisson que si Alfred Hérault acceptait d'être son sous-secrétaire d'État.

La partie des Mémoires que publie la *Revue de Paris* s'arrête au 16 mai 1877. Les législatures de 1877 et de 1881 n'exigèrent plus de la majorité républicaine la même abnégation.

La bataille avait été gagnée le 14 octobre 1877, quand le suffrage universel s'était refusé à désavouer les 363. Le Maréchal ne pouvait plus se dissimuler l'inanité d'une nouvelle résistance, que ses amis n'étaient plus unanimes à conseiller. Plutôt que d'entrer dans la voie des coups d'État, il se résigna à laisser frapper les fonctionnaires qui s'étaient compromis au service de sa politique, et quand, l'appui du

Sénat lui faisant défaut, après le renouvellement de 1879, il lui parut trop pénible de frapper aussi les généraux, ses anciens compagnons d'armes, il se retira faisant un geste de dignité et laissant la voie libre au parti républicain.

G. ALAPETITE

L'interruption de la session[1] n'améliora en rien la situation parlementaire. Le désaccord entre une majorité républicaine de plus en plus impatiente et un ministère[2] de plus en plus hésitant et timoré, n'avait fait que s'accentuer et on en eut la preuve dès la rentrée, à l'occasion de la discussion d'une proposition de loi présentée par un député d'Eure-et-Loir, Gâtineau, avocat à Paris, et un certain nombre de ses collègues.

Le dépôt de cette proposition avait été effectué au cours de la discussion relative à l'amnistie[3]. Retirée d'abord par ses auteurs, qui semblaient ne pas très bien s'entendre sur le caractère qu'ils lui attribuaient; déposée de nouveau dans la séance du 26 mai, elle avait pour but de mettre fin à toutes nouvelles poursuites au sujet de faits relatifs à l'insurrection de la Commune.

Le Garde des Sceaux lui-même, après le rejet de toutes les demandes d'amnistie, n'avait pas hésité à déclarer que, de même qu'il lui paraissait nécessaire que le Gouvernement usât dans la plus large mesure possible de son droit de grâce à l'égard des condamnés de la Commune, de même le ministère était tout disposé à examiner s'il n'y aurait pas lieu d'admettre une certaine prescription en ce qui concernait les insurgés non encore poursuivis et qui sembleraient plus égarés que coupables.

Ces déclarations répondaient aux sentiments de la majorité républicaine qui les avait très favorablement accueillies avec le très vif désir qu'elles ne restassent pas lettre morte. Mais on ne tarda guère à s'apercevoir que là encore, il y avait désaccord entre la Chambre et le Cabinet.

D'abord, la façon dont le Président de la République exerça son droit de grâce, ne sembla pas répondre à ce que le

1. Les Chambres étaient entrées en vacances le 12 août.
2. Ministère Dufaure, de Marcère, Decazes, issu des élections de 1876.
3. Projet d'amnistie qui visait surtout les « Communards » condamnés.

Garde des Sceaux avait paru promettre. En cinq mois, du mois de juin au mois d'octobre, 350 condamnés de la Commune bénéficièrent d'une remise entière de leur peine, 134 d'une réduction, 222 d'une commutation. Or, il ne faut pas oublier que les condamnations contradictoirement prononcées par les conseils de guerre étaient au nombre de 10 137.

D'un autre côté, pendant que la commission nommée par la Chambre pour l'examen de la proposition Gâtineau, se livrait à une étude approfondie de la question et cherchait à s'entendre avec le Garde des Sceaux sur une rédaction qui satisfît à la fois le Gouvernement et la Chambre, le Président de la République faisait paraître à l'*Officiel* une lettre qui paraissait n'avoir pour but que de démontrer l'inutilité de l'intervention parlementaire.

Dans cette lettre, en effet, datée du 27 juin, et adressée au ministre de la Guerre, le maréchal de Mac-Mahon invitait les généraux détenteurs de l'action publique devant les conseils de guerre à ne plus exercer de poursuites nouvelles pour faits se rattachant à l'insurrection de la Commune, sauf dans des cas graves et après qu'il en eut été référé au Conseil des ministres.

Qu'un juriste comme Dufaure eût suggéré une pareille lettre, qu'il l'eût même simplement acceptée, il y avait vraiment de quoi s'étonner. De quel droit le Président de la République pouvait-il suspendre l'action de la justice? De quel droit le Conseil des ministres pouvait-il défendre ou autoriser telles ou telles poursuites? Quelles garanties d'ailleurs la lettre du 27 juin offrait-elle aux intéressés? Ne laissait-elle pas aux conseils de guerre la latitude, sous réserve de l'autorisation du Conseil des ministres, d'entamer des procédures nouvelles? Ce que la Chambre voulait, ce que le ministère semblait avoir promis, c'était que les hommes — en nombre considérable[1] — plus égarés que coupables qui erraient à Paris, de quartier en quartier, qui s'y cachaient sous un faux nom, qui y vivaient au jour le jour, sous la menace perpétuelle d'une dénonciation plus ou moins justifiée, inspirée par des motifs plus ou moins honorables, qui les livrât à la justice;

1. Non pas cent mille, comme on l'avait dit avec exagération, mais très nombreux, sans doute.

que ces hommes qui n'osaient ni se montrer ni rien entreprendre, et aussi ceux que la peur avait poussés à se réfugier à l'étranger, pussent enfin respirer et reprendre leur travail en toute sécurité. Or, cette sécurité, une loi seule pouvait la leur assurer. Sans doute, la rédaction de cette loi présentait des difficultés; il fallait prévoir des exceptions, car il n'entrait dans les intentions de personne que les crimes odieux, assassinat, pillage ou incendie, bénéficiassent de cette cessation de poursuites. Sans doute, à travers ces exceptions, quelques coupables pourraient se faufiler et échapper à la justice. Mais quoi, il y avait eu 50 000 poursuites! le nombre des impunités serait bien minime. Sans doute encore, la loi, étant une loi d'exception, une loi de circonstance, violerait certains principes, porterait atteinte à d'autres lois. Mais tout n'avait-il pas été mesure d'exception dans la répression de l'insurrection communaliste? Gouvernement et majorité, en somme, pouvaient s'entendre, arriver à un compromis. Seulement il fallait qu'ils poursuivissent un même but, et il n'en était pas ainsi.

Le désaccord certain, permanent, absolu, portait sur ce point que la Chambre voulait, par le vote d'une loi, démontrer que ses intentions formelles, dans la mesure du possible, et tous ménagements gardés, étaient d'inaugurer vraiment une politique d'apaisement. Et le Gouvernement, au contraire, tout en ne répugnant pas, dans une certaine mesure, à cette politique, entendait en faire un acte du pouvoir exécutif, conservant l'initiative et la responsabilité. User du droit de grâce, ne pas intenter en fait de nouvelles poursuites, il y consentait, — mais se laisser enchaîner par des prescriptions législatives, associer à ses actes le pouvoir législatif dans quelque mesure que ce fût, il s'y refusait absolument, sous le prétexte que ce serait, de sa part, une faiblesse regrettable, une concession à des passions subversives.

La conséquence de cet état de choses fut que, le Gouvernement et la Commission n'ayant pu s'entendre sur la rédaction d'un texte de loi, celui qui fut soumis à la Chambre prêtait le flanc, sans aucun doute, à des critiques fondées, et que le Garde des Sceaux, sans se préoccuper le moins du monde de chercher à l'améliorer, le combattit avec une viva-

cité, une aigreur, sur un ton rogue, qui indisposèrent la Chambre. La discussion devint confuse; mécontente du ministère, mécontente de sa Commission, ne sachant plus auquel entendre, la Chambre finit pas prendre tant bien que mal sa résolution, et, par des votes successifs, elle accorda le bénéfice de la prescription de l'article 137 du code d'Instruction criminelle à tous les individus qui n'auraient pas encore été l'objet de poursuites, à l'exception de ceux inculpés d'assassinat, de meurtre, d'incendie, ou de vol. Elle décida que ces derniers comparaîtraient devant la Cour d'assises, mais elle se refusa à dessaisir les conseils de guerre de la suite des jugements par contumace prononcés par eux. L'ensemble de la loi fut adopté par 311 voix contre 175.

Bien que le Garde des Sceaux eût paru, à la suite de la vive critique qu'il avait faite du projet de loi, se désintéresser de la suite des débats, le résultat du scrutin n'en constituait pas moins pour lui un échec très marqué, car les membres les plus modérés de la majorité républicaine s'étaient montrés, en grand nombre du moins, sourds à ses objurgations. Le Cabinet, en outre, faisait preuve, dans la circonstance, d'un certain manque d'homogénéité ou d'une certaine incohérence qui ne relevait pas son prestige. Les ministres et sous-secrétaires d'État députés, de Marcère, Christophe, Faye et Passy, votèrent, en effet, l'article 1er de la loi qui reconnaissait le principe de la cessation des poursuites par mesure législative contre lequel le Président du Conseil avait protesté, et, par une singulière contradiction que ne justifiait guère l'adoption de l'article 2, ils repoussèrent ensuite l'ensemble de la loi.

Le surlendemain, 6 novembre, recommença la discussion du budget. Elle s'engageait évidemment dans d'assez fâcheuses conditions, bien que le premier ministère en cause, celui de de la Marine et des Colonies, ne parût pas devoir soulever d'irritantes récriminations. L'amiral Fourichon ne se heurtait pas dans la Chambre à des animosités personnelles. On lui tenait compte, tant de la part qu'il avait prise à la Défense Nationale que de ses opinions politiques qui le rapprochaient du centre gauche. Quant au rapporteur du budget de la Marine, il avait été choisi par Gambetta dans

les rangs mêmes de la droite. C'était sous l'inspiration, en effet, de Gambetta, que ce très important rapport fut confié à Raoul Duval, un des rares membres de la minorité qui fissent partie de la Commission du budget, et une telle désignation parut presque un scandale. On s'étonna, on s'indigna même, dans les rangs de la gauche, d'une telle avance faite à un bonapartiste avéré, ancien avocat général sous l'Empire, et qui s'était signalé à l'Assemblée Nationale par l'énergie et la ténacité avec lesquelles il avait combattu tous les projets de loi, dénoncé toutes les combinaisons politiques d'où devait sortir la République.

Il est vrai que ce même Raoul Duval avait été plus tard un des premiers auteurs de la fameuse alliance qui, lors de l'élection des sénateurs inamovibles, amena la retentissante déconfiture des membres du centre droit, et fit entrer dans la forteresse qu'ils avaient édifiée pour leur défense une forte garnison républicaine. Mais, de cette aventure, on ne parlait plus guère et surtout on ne se vantait pas.

Il est vrai encore que, depuis quelque temps, Raoul Duval manifestait certaines velléités de se rallier à la République; c'était, de plus, un homme fort intelligent, très énergique et doué d'un talent de parole extrêmement remarquable, qui, par l'ampleur du discours, l'envolée et la chaleur du débit, rappelait celui de Gambetta lui-même. Il n'en avait pas fallu davantage pour que ce dernier, avec son extrême abandon, son oubli des injures, son mépris de l'opinion, ouvrît les bras tout grands à cette nouvelle recrue, et ce fut un des premiers indices, du moins visibles, de cette politique à idées larges qu'il entendait suivre et dont il donna dans la suite des preuves encore plus éclatantes; politique en somme très belle et très louable, mais qui, mal comprise du parti républicain, mina sourdement la popularité du grand tribun; car elle donna quelque apparence au reproche qui lui fut adressé de chercher à se créer une clientèle personnelle.

Quoi qu'il en soit, le choix de ce rapporteur permit à la Commission du budget de formuler sur les services de la Marine, et surtout sur ceux des Colonies, certaines critiques très fondées et que l'on ne pouvait imputer à l'esprit de parti. Mais le Ministre, dont la patience était le moindre

défaut, les prit fort mal. — Germain Casse, un des membres les plus violents de l'extrême-gauche, très peu maître d'ailleurs de sa parole, ayant attaqué avec véhémence le directeur des colonies Benoist d'Azy, auquel on reprochait d'avoir alloué des subventions exagérées à une société commerciale dont son propre père était le directeur et le principal intéressé, l'amiral Fourichon crut devoir prendre fait et cause pour son subordonné avec autant de mauvaise humeur que de vivacité. Non moins vivement, quoique avec plus de mesure que Germain Casse, Raoul Duval insista sur les étranges procédés du directeur des colonies, de sorte que Gambetta fut obligé d'intervenir pour calmer l'amiral et mettre fin à l'incident.

La discussion du budget du ministère des Affaires étrangères souleva quelque émotion. Madier de Montjau demanda la suppression de l'ambassade française auprès du Vatican; Keller lui répondit avec aigreur, en laissant échapper des paroles peu séantes à l'égard de l'ambassadeur d'Italie à Paris, qui était le général Cialdini, ancien commandant en chef de l'armée piémontaise lors de l'invasion des États pontificaux. Il appartenait au ministre des Affaires étrangères de relever ce langage inconvenant. Le duc Decazes le fit, mais sans le moindre empressement et en termes fort embarrassés. Ce fut encore Gambetta qui dut intervenir et témoigner, dans une éloquente allocution, des véritables sentiments de la Chambre à l'égard de l'Italie et de celui qui la représentait à Paris.

Non moins malheureux que ses collègues, le ministre de l'Intérieur, M. de Marcère, échoua dans toutes les réclamations qu'il présenta, notamment en ce qui concernait la suppression des sous-préfectures de Saint-Denis et de Sceaux qui fut votée, bien qu'il insistât vivement pour leur maintien. Mais un incident beaucoup plus grave que tous ceux qui s'étaient produits jusqu'alors prit naissance à l'occasion du budget de la Légion d'honneur.

Félicien David, le célèbre compositeur, était mort pendant les vacances parlementaires, et comme il était membre de la Légion d'honneur, un piquet de troupes avait été commandé pour lui rendre les derniers devoirs; mais lorsque l'officier qui

commandait ce piquet s'aperçut que les obsèques étaient civiles, il refusa d'accompagner le corps jusqu'au cimetière, prétendant que des ordres supérieurs lui enjoignaient, en pareil cas, de se retirer. Ce fait donna lieu sur le moment à de vifs commentaires, et bien des gens, en le rapprochant des mesures déjà prises au sujet des enterrements civils, y virent une nouvelle atteinte à la liberté de conscience. L'incident, qui s'était produit au commencement de septembre, paraissait cependant à peu près oublié, lorsque Floquet, dans la séance du 21 novembre, à propos du budget de la Légion d'honneur, interpella le Gouvernement et lui reprocha de violer les prescriptions du décret de messidor an XII. Dans un discours un peu emphatique, mais non dénué d'habileté et même quelquefois d'une certaine éloquence, il rappela que le second Empire n'avait pas craint de décerner les honneurs funèbres au sénateur Vieillard dont les obsèques étaient purement civiles, et que même en pleine Restauration, on avait vu la Faculté de Médecine tout entière, revêtue de ses insignes officiels, l'Institut, l'Académie de Médecine, les piquets d'honneur suivre à travers tout Paris jusqu'au cimetière la dépouille mortelle du docteur Chaumier, professeur d'anatomie à la Faculté de Médecine, qui avait interdit toute cérémonie religieuse à l'occasion de ses obsèques. Que de chemin, depuis ces deux exemples si typiques, avaient fait les prétentions du parti clérical!

Assez embarrassé, le Garde des Sceaux voulut, avant de répondre, se donner le temps de la réflexion, et, se retranchant derrière l'absence du ministre de la Guerre, que la discussion de la loi sur l'administration de l'armée retenait au Sénat, il demanda la remise du débat. La Chambre se sépara en proie à une très vive agitation.

Personne ne se dissimulait que la situation était assez embarrassante pour le Ministère, car en tranchant la question, il devait, dans un sens comme dans l'autre, se heurter à des partis pris passionnés. Mais la solution apportée n'en parut pas moins extraordinaire. Lorsque la Chambre reprit, en effet, séance, on vit apparaître à la tribune non pas le ministre de la Guerre, mais M. de Marcère qui apportait un projet de loi au nom du Gouvernement, « soucieux de maintenir la paix

publique que des controverses (en pareille matière) sont de nature à troubler ». Dans un exposé des motifs long et diffus, le ministre de l'Intérieur s'efforça d'établir « que le maintien du décret de messidor et son application à toutes les funérailles sans distinction peut troubler désormais les consciences émues par le spectacle de la puissance publique associée à des cérémonies funèbres qui pourraient prendre parfois le caractère de manifestations offensantes pour les croyances générales »...

En conséquence « les honneurs funèbres, disait l'article 1er du projet de loi, tels qu'ils sont établis par le décret du 24 messidor an XII et par le décret du 13 octobre 1863, continueront à être rendus aux militaires de tout grade en activité de service au moment de leur décès »; et l'article 2 : « les décrets susvisés ne seront pas applicables aux membres de la Légion d'honneur ni aux fonctionnaires et dignitaires de l'État de l'ordre civil ».

Ainsi, dans cette matière d'ordre si grave et si délicat, c'était à ce décret boiteux qu'aboutissaient toutes les réflexions et délibérations du Gouvernement. Il supprimait brutalement la difficulté, en partie du moins; il ne la résolvait pas. La solution était même incomplète, puisque le projet de loi restait muet en ce qui concernait les enterrements civils des officiers décédés en activité de service. C'est ce que la droite fit observer en ricanant, pendant que de longues rumeurs désapprobatives couraient sur les bancs de l'extrême-gauche, et que le centre restait silencieux et pour ainsi dire stupéfait. Un des membres les plus modérés de la majorité, Germain, député de l'Ain, et président du Conseil d'administration d'un des plus importants établissements de banque de Paris, monta à la tribune aussitôt après le ministre, réclama l'urgence pour le projet du Gouvernement, parce qu'il importait de donner le plus tôt possible une solution à la question posée, et que, sans nul doute, la Chambre saurait la résoudre « dans le sens de la liberté de conscience ».

Ces simples paroles, prononcées d'une voix chaude et convaincue, répondaient si bien aux sentiments unanimes de la majorité, qu'elles furent couvertes d'applaudissements répétés, et sur les onze membres de la Commission nommée

le lendemain pour l'étude du projet de loi, dix se déclarèrent décidés à le repousser. L'irritation causée par ce texte malencontreux se manifesta même si générale et si vive que la Commission, redoutant pour le ministère un échec par trop retentissant et peut-être aussi dans l'espoir de trouver un terrain de transaction, ne se hâta point de déposer son rapport, malgré le désir évident de la Chambre d'en finir avec cette énervante question.

D'autres débats d'ailleurs appelèrent l'attention des députés. De tous les budgets de dépenses il n'en restait plus qu'un seul à voter, mais c'était celui sur lequel on pouvait s'attendre aux discussions les plus passionnées : le budget des cultes; car sur un assez grand nombre de points, la Commission du budget et le Gouvernement se trouvaient en désaccord marqué. Sans doute, la première ne se montrait pas animée de sentiments très conciliants; elle faisait même preuve de quelque esprit sectaire. Mais le Gouvernement, d'un autre côté, aurait dû comprendre que, dans les circonstances présentes et pour ne pas soulever d'irritantes récriminations, le mieux était de maintenir purement et simplement pour les cultes, dans le budget de 1877, le chiffre qui figurait au budget de 1876. Il avait jugé bon au contraire de proposer une augmentation sensible de ce budget qu'il portait de 53 727 595 francs à 55 228 245 francs soit en plus 1 500 650 francs en grande partie[1] destinés à élever de 900 à 1 000 francs le traitement de douze mille desservants.

Sans doute ces augmentations de crédit pouvaient se justifier par de très bonnes raisons, mais n'était-il pas intempestif de demander à une majorité, encore toute enfiévrée de la lutte électorale, des mesures de bienveillance en faveur de desservants qu'elle avait trouvés le plus souvent au permier rang de ses adversaires?

La Commission du budget non seulement repoussa les propositions du Gouvernement[2] et notamment la création

1. 1 256 250 francs.

2. Du moins dans un premier rapport qui fut déposé par Cornil, le 10 juillet 1876; mais un second rapport du 23 novembre 1876 manifesta des intentions plus conciliantes. La Commission du budget avait pu constater, en effet, que ses propositions ne rencontraient pas dans les rangs de la majorité une adhésion absolue. Le rejet intégral de toutes les propositions du Gouvernement apparais-

d'un poste de chanoine évêque au Chapitre de Saint-Denis, mais, prenant à son tour l'offensive, elle demanda qu'il ne fût plus pourvu aux vacances qui viendraient à se produire dans ce Chapitre, et, ce qui était plus grave, sous prétexte que chaque année un certain nombre de boursiers des séminaires abandonnaient les études ecclésiastiques avant de recevoir la prêtrise, elle proposa de réduire de 300 le nombre de ces bourses.

La discussion du budget s'ouvrit le 23 novembre par des discours de comparses et sans grand éclat; mais le lendemain, sur une proposition de quelques membres de l'extrême gauche, réclamant la suppression complète du budget des cultes, elle prit une ampleur inattendue. Un député de Saône-et-Loire, qui ne manquait pas d'une certaine valeur, mais dont l'éloquence sèche et froide n'avait aucune action sur la Chambre, Boysset, descendait de la tribune après avoir soutenu la proposition, lorsque le prince Napoléon demanda la parole. Presque dans l'ombre, car il siégeait sous le balcon à droite, il se tenait debout à l'extrémité du couloir, le doigt levé, attendant la réponse du Président. Celui-ci semblait visiblement étonné, presque embarrassé[1]. Peut-être se demandait-il comment il appellerait ce collègue. « La parole, dit-il enfin, est à « monsieur le Prince Napoléon Bonaparte ». Le député de la Corse descendit aussitôt les gradins d'un pas rapide et se dirigea vers la tribune.

sait à beaucoup de députés républicains, et non des moindres, comme un acte impolitique au premier chef. Craignant de ne pas être suivie, la Commission du budget se résigna à une transaction. Elle ne voulut pas accepter le principe d'une augmentation uniforme du traitement de tous les desservants, ce qui eût engagé dans l'avenir, suivant les dires du rapporteur, une dépense trop considérable; mais elle consentit à accorder cette augmentation à un certain nombre de prêtres qui se trouvaient réellement dans une gêne voisine de la misère. Elle admit l'inscription dans le budget d'un crédit de 200 000 francs qui permettrait d'élever à 1 000 francs le traitement de deux mille desservants exerçant leur ministère dans des communes inférieures à 300 habitants et dans lesquelles par suite le casuel était insignifiant. Elle accepta en outre la création de 30 succursales nouvelles, de 25 vicaires, et elle augmentait de 200 000 francs le crédit affecté aux grosses réparations des édifices diocésains.

Ce rapport complémentaire fut déposé le jour même où commença la discussion du budget des Cultes.

1. M. Grévy, il faut le dire, paraissait toujours un peu somnolent. Je crois que c'était une tactique pour laisser passer beaucoup de choses. Il attendait que quelque violent incident l'obligeât à sortir de son calme, et à faire montre alors de ses incomparables qualités de Président.

Le prince Napoléon avait à cette époque cinquante-quatre ans. Il était grand et fort, mais ses épaules étaient trop hautes et son buste trop court. De plus il pliait les jambes en marchant, ce qui donnait à toute sa personne un balancement peu gracieux.

La tête, en revanche, était fort belle; une tête tragique, un masque d'empereur romain. Dans sa jeunesse, ses traits rappelaient d'une manière frappante ceux de son oncle Napoléon Ier. Mais en vieillissant ils s'étaient modifiés et creusés; le nez plus busqué, le menton plus accentué accusaient maintenant beaucoup de ressemblance avec l'ancien roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte, que j'ai eu quelque occasion d'apercevoir en 1857.

Pendant que le Prince gravissait les marches de la tribune, le silence s'était fait instantanément dans cette vaste salle. Pour un homme qui ne comptait pas, à vrai dire, un ami dans l'Assemblée, qui ne pouvait même apercevoir sur tous les bancs que des visages délibérément hostiles, l'épreuve était assez rude. Le Prince ne semblait cependant ni ému ni embarrassé. Il s'installa à son aise à la tribune, trop à son aise, s'y carrant, se laissant aller à un sans-gêne d'attitude étonnant. Il se dandinait, mettait ses pouces dans ses poches, agitant la paume de chaque main comme une nageoire. Il pinçait les lèvres, prenait, quittait, reprenait son lorgnon, donnant l'impression d'un comédien, et d'un comédien de sang italien.

Et cependant cette désinvolture ne manquait pas d'une certaine allure. On y sentait le prince, l'homme habitué à être entouré de courtisans et de flatteurs, une extraordinaire confiance en soi. La voix était splendide, la plus belle peut-être que j'aie entendue, mordante, timbrée, stridente. — L'orateur la ménageait habilement, tantôt la laissant tomber au point qu'on l'entendait à peine, tantôt, au contraire, la lançant à pleins poumons et remplissant toute la salle. Il savait admirablement dire, aiguiser ses pointes, ne rien perdre de ses effets; comédien, toujours comédien.

Quant au fond même de son discours, il ne fut que le développement de la phrase qu'il prononça en montant à la tribune : « J'ai demandé la parole pour remplir un devoir,

celui de signaler les empiètements successifs, que je considère comme un grand danger pour mon pays, du parti clérical. » Et de même qu'il manquait quelque chose à l'homme, de même il manquait aussi quelque chose au discours, tantôt plein de force, tantôt presque plat, terne et vulgaire. A chaque instant la mémoire faisait défaut à l'orateur; il se penchait sur un petit papier, puis se redressant, il reprenait d'une voix âpre, son allocution hachée, sans suite, sans ordre, impressionnante pourtant, mais dont l'intérêt consistait surtout dans l'importance que tous les mots empruntaient à l'ancienne situation officielle de celui qui les prononçait.

« Il y a quatre ou cinq jours, dit-il, à l'occasion de la discussion sur l'ambassade de Rome, j'entendais le ministre des Affaires étrangères... vous rappeler les prières que le Saint-Père avait faites pour la France; j'en étais vivement touché et reconnaissant; mais l'histoire nous apprend autre chose, et ici, Messieurs, je vous parle avec une grande franchise, sans précaution oratoire.

» A ces allégations, il m'est douloureux — mais c'est mon devoir — d'opposer des allégations contraires et de venir révéler ce fait historique qui pourra être prouvé diplomatiquement quand on le voudra : c'est que l'issue malheureuse de la guerre de 1870 vient de l'occupation de Rome et que le maintien du pouvoir temporel des papes nous a coûté l'Alsace et la Lorraine; il faut que le pays le sache...

» ... Si on avait abandonné ce pouvoir temporel, on aurait eu une alliance immédiate, et une alliance éloignée qui ne se serait pas fait attendre longtemps. La France alors entrait en campagne avec 500 ou 600 000 hommes de plus, et elle se trouvait dans une situation qui aurait certainement gêné nos ennemis. »

Ces déclarations, d'une exactitude très contestable, mais que personne dans la Chambre n'était à ce moment en mesure de discuter, tombaient de la tribune comme une lave brûlante. La droite poussait des cris de rage, l'extrême-gauche, visiblement satisfaite, retenait ses applaudissements à grand'peine; la gauche, silencieuse, curieuse, vivement intéressée, satisfaite de voir ses adversaires aux prises, souriait aux incartades de l'orateur, dédaigneuse aussi, et mal impres-

sionnée par un langage si étrange et si peu digne d'un homme qui avait derrière lui le passé du prince Napoléon.

Le discours se termina par une péroraison retentissante — et qui en était peut-être le seul but.

« Il est impossible que la France, qui a fait la grande Révolution de 1789, soit la seule puissance cléricale de l'Europe! Non, cela ne se peut pas! Il y a en présence deux politiques : la politique de la société civile et de l'avenir, et la politique de réaction sous toutes les formes, la politique du passé qui a pour drapeau le drapeau clérical. Ne suivez pas ce drapeau! Quant à moi, je resterai toujours fidèle aux grands principes de la Révolution. »

Sur ces mots, l'orateur descend de la tribune, et aussitôt le plus extraordinaire tumulte éclate. Quelques rares applaudissements se font entendre sur les bancs de l'extrême-gauche, et lorsque le prince Napoléon passe devant la droite pour regagner sa place, il est assailli par les invectives, les sarcasmes, les huées des bonapartistes et des cléricaux. Tristan Lambert, debout, lui lance une apostrophe que nous n'entendons pas. Napoléon répond par quelques mots que nous n'entendons pas davantage, sans s'arrêter, en haussant les épaules d'un air de suprême dédain.

Un long et lugubre personnage apparaît à la tribune. C'est Keller, ancien officier d'artillerie, Alsacien, ardent patriote, catholique non moins ardent, ultramontain et mystique.

De sa voix traînante, monotone, mais à ce moment tremblante et impressionnante : « Je n'ai pu surmonter, dit-il, l'émotion que j'ai éprouvée non seulement comme catholique, mais comme Français et comme Alsacien, quand j'ai entendu dire à cette tribune, à une tribune française, que c'était nous, catholiques, qui étions cause de la perte de l'Alsace et de la Lorraine... Mais l'orateur qui descend de cette tribune, moins que personne, devait réveiller ces douloureux souvenirs, car il porte un nom qui est inscrit en lettres de sang dans la chair palpitante de l'Alsace et de la Lorraine. »

Cette fois, à cette virulente réplique, la gauche applaudit à tout rompre; les cléricaux se taisent, les bonapartistes hurlent. Groupés au pied de la tribune, ils interpellent violemment l'orateur, ils lui rappellent qu'il a été candidat officiel sous

l'Empire. Le président a toutes les peines du monde à maintenir l'ordre, et, lorsque Keller a terminé son discours, qui n'est, à part le début, qu'une longue défense de l'Église, le tumulte renaît de plus belle, lorsque Gambetta très surexcité, très peu maître de sa parole, fait son apparition à la tribune. « J'exerce, dit-il, mon droit de député, qui consiste à rechercher quels sont les enseignements politiques à tirer pour le pays des combats qui viennent de se livrer à la tribune entre la branche aînée et la branche cadette du bonapartisme. » « C'est une calomnie et un argument ridicule », crie de sa place le prince Napoléon. Gambetta poursuit; il rappelle le décret de déchéance et de flétrissure rendu contre l'Empire par l'Assemblée Nationale[1] et, de sa voix la plus retentissante, sans que les interruptions et les invectives des bonapartistes, tous debouts et le menaçant du geste, lui permettent d'achever une seule phrase, il déclare que cet arrêt vient de recevoir, des faits révélés par une personne aussi autorisée pour parler des fautes et des défaillances du bonapartisme devant l'ennemi, une confirmation souveraine.

Tristan Lambert perd la tête et à deux reprises différentes crie « Vive l'Empereur! » La gauche tout entière se lève; l'extrême-gauche descend dans l'hémicycle en réclamant avec violence la censure, l'expulsion du membre de la Chambre qui vient « d'insulter la France ». La censure est prononcée. Gambetta termine son discours, agressif, décousu et sans portée politique. Raoul Duval essaie de prononcer quelques paroles de conciliation, mal écoutées, du reste, et Madier de Montjau, rappelant les souvenirs du Deux décembre, affirme de sa voix tonitruante que le nom de Napoléon n'était pas seulement inscrit en lettres de sang sur le sol de l'Alsace-Lorraine, mais aussi sur toute la longueur des boulevards de Paris et qu'aucune réconciliation n'était possible avec quiconque ne répudiait et ne flétrissait pas un semblable passé.

Cette séance passionnée et stérile, une des plus émouvantes auxquelles j'aie assisté, n'avançait en rien la discussion du budget. Celle qui suivit fut marquée par un grand discours de Dufaure, discours très remarquable, d'une élévation de forme incomparable, mais prononcé du ton le plus hargneux,

1. En réalité il n'y a jamais eu de décret, mais un simple vote de flétrissure.

le plus rogue et aussi éloigné que possible de toute note politique exacte, soit qu'il affectât de croire que la majorité républicaine partageât les idées des rares membres de l'extrême-gauche dont Boysset avait été l'organe, soit qu'il en fût réellement convaincu, ce qui n'était peut-être pas impossible, tant il connaissait peu la Chambre et les sentiments qui l'animaient. Le Garde des Sceaux consacra la première partie de son argumentation à défendre le Concordat et le budget des Cultes. Qu'il le fît en termes succincts, rien de mieux, puisqu'il répondait aux orateurs qui en demandaient la suppression; mais qu'il semblât croire que l'un et l'autre étaient menacés, c'était certainement une exagération évidente.

Ni Boysset, ni ses amis ne se faisaient la moindre illusion sur les chances de succès de leur proposition. S'ils la présentaient et s'ils la soutenaient, c'était uniquement dans le but d'affirmer leurs principes et surtout de donner satisfaction aux électeurs dont ils tenaient leur mandat, tout au plus dans l'espoir de poser un jalon pour l'avenir. Le président du Conseil présentait cette question sous un jour faux et d'une façon blessante pour les membres de la gauche qui devaient voter le budget des Cultes[1], et souverainement impolitique en même temps, car elle autorisait la droite à se prévaloir du langage du Gouvernement pour dire que nous étions des ennemis de la religion.

La seconde partie du discours de Dufaure ne répondit pas mieux à la vérité des faits. Il s'attacha à démontrer que le péril clérical n'était qu'un vain fantôme : « Vous vivez, dit-il à la gauche et à deux reprises, dans un monde qui est étroit, qui est exclusif, qui vous empêche de connaître le pays... Vous ne connaissez ni les choses ni les hommes... »

Mais lui les connaissait bien.

« Quand je lis les publications que nous devons à nos évêques, permettez-moi de vous dire que je n'y trouve que des principes absolument conformes aux nôtres. »

1. Si l'on prend le chiffre de 363 comme étant celui des membres de la majorité républicaine, et si l'on constate que 62 députés de gauche ont voté l'amendement Boysset, 20 se sont abstenus, 11 étaient absents par congé, il en résulte que 270 (sur les 363) ont voté le budget des Cultes. Il n'y avait donc pas lieu de le croire menacé.

Voilà ce qu'affirmait sérieusement M. Dufaure, et pour prouver que le clergé n'intervenait pas dans les élections, il donnait lecture d'un mandement de Mgr Sibour, archevêque de Paris, mandement daté de 1849, et dans lequel le prélat recommandait aux prêtres de son diocèse de ne pas intervenir dans les luttes des partis et surtout de ne pas transformer la chaire en une tribune politique. Les choses s'étaient-elles modifiées depuis 1849? Point du tout; un très honorable prélat ne venait-il pas, dans ces derniers temps, de tenir le même langage que Mgr Sibour, et *il n'a été démenti* par aucun de ses collègues.

On a bien dit, il est vrai, que, pendant la dernière bataille électorale, les prêtres avaient joué un rôle politique, soutenu certains candidats et combattu d'autres avec violence; mais M. Dufaure avait demandé à ses procureurs généraux d'ouvrir des informations sur les faits principaux qui lui avaient été signalés, et les rapports des parquets constataient qu'il ne s'était trouvé personne pour porter témoignage des faits allégués.

D'où pouvait donc provenir cette levée de boucliers contre un clergé « aussi sage qu'éclairé »? D'abord, de ce que la religion a dans les journalistes religieux des défenseurs qui souvent lui sont utiles, mais qui quelquefois aussi font preuve d'une intempérance de zèle qui la compromet. En second lieu, de ce qu'il existe en France « des partis politiques qui déclarent que la religion est leur affaire propre, qui l'identifient avec eux, de manière que tous les adversaires de ces partis deviennent naturellement hostiles à la religion. On veut en faire contre elle, contre sa volonté, contre la déclaration de ses évêques, on veut en faire un parti politique, engagé dans nos débats, exposé comme chacun de nous à toutes les hostilités de ses adversaires ».

Ainsi M. Dufaure ignorait tout, tout ce qui s'était passé depuis 1849, et l'invasion de la France par les congrégations religieuses, et le Syllabus, et la véritable révolution de conséquences si graves que le concile de 1870 avait effectuée dans la constitution de l'Église, et les déclarations des Congrès catholiques, et la part que les prêtres de tout ordre y avaient prise, et l'intervention des évêques dans l'essai,

en 1873, de restauration monarchique, leur attitude, leur langage, leurs écrits, leur correspondance, les brochures de Mgr Dupanloup, les mandements de Mgr Pie. M. Dufaure préférait s'en rapporter à ce que lui affirmaient ses procureurs généraux, dont personne sans doute ne pouvait contester le dévouement aux institutions républicaines.

Que cet aveuglement ne fût pas sincère, que M. Dufaure volontairement se méprît à un tel point sur les idées et les intentions « des prélats si sages et si distingués », comme il disait, « qui forment à ce moment l'épiscopat français », quiconque a pu se rendre compte de l'état d'esprit dans lequel vivait ce très digne et très honnête homme hésiterait à l'affirmer, mais on ne saurait demander à une Chambre animée de passions politiques plus ou moins violentes d'apprécier les faits comme un vieillard sur lequel les événements récents et les tendances nouvelles n'ont plus de prise. En tout cas le discours de M. Dufaure froissa la gauche tout entière et rompit les derniers liens qui pouvaient encore exister entre la majorité et lui. Du coup, il perdit toute action, toute influence sur les membres mêmes les plus modérés du centre gauche. La discussion prit même à un certain moment à son égard un caractère tout à fait personnel et extrêmement regrettable.

La Commission du budget avait pu constater que, dans beaucoup de départements, il existait ce que l'on appelait des curés et des vicaires fictifs, c'est-à-dire des prêtres le plus souvent secrétaires de l'évêché, professeurs de séminaires ou d'établissements ecclésiastiques que les évêques investissaient de fonctions dans des communes où ils ne résidaient pas et où ils ne faisaient pas acte de présence, souvent éloignées de 40, 50 ou 60 kilomètres de leur véritable résidence. Ces prêtres touchaient cependant le traitement afférent aux fonctions dont ils étaient investis, et cela d'autant plus facilement que l'autorité civile, n'intervenant pas dans la nomination des desservants et des vicaires qui appartenait à l'autorité épiscopale seule, et ne connaissant par suite les noms de ces prêtres que par la remise des états de situation du clergé, n'adressait pas les mandats de payement aux maires, comme cela se faisait sous le Gouvernement de Juillet, mais à l'évêque, ou directement aux parties prenantes elles-mêmes.

Pour couper court à cet abus, la Commission du budget demandait que l'on procédât à une rigoureuse enquête, et, à titre de sanction, elle réduisait de cent mille francs le crédit affecté au traitement des desservants.

Le ministre des Cultes reconnaissait l'existence des faits — mais il déclarait qu'ils étaient infiniment exagérés. — Il avait demandé des renseignements aux préfets, quelques réponses lui étaient déjà parvenues. Dans certains départements on ne signalait aucun desservant qui ne résidât point. Dans d'autres, on constatait qu'il en existait, mais en nombre très restreint, et, dans certains cas, l'absence du desservant se justifiait par le défaut de presbytère pour le loger. Le ministre s'engageait du reste à faire une enquête à ce sujet et à en communiquer les résultats aux Chambres. Il combattait, en tout cas, une réduction de crédit qui n'avait pas de base sérieuse et qui pouvait mettre le Gouvernement dans l'impossibilité de payer en temps utile des traitements dont les titulaires, dans leurs conditions de vie si réduites, avaient le plus grand et le plus pressant besoin.

Wilson répondit au Président du Conseil en déroulant d'après l'*Ordo* d'Indre-et-Loire[1] une longue liste de professeurs au petit séminaire de Tours, professeurs à l'institution Saint-Louis de Gonzague à Tours, aumônier à l'hospice de Tours, chanoine prébendé à la cathédrale, prosecrétaire de l'archevêché, qui tous étaient pourvus de cures ou de vicariats dans des communes d'Indre-et-Loire, et il ne manqua pas de faire remarquer que ceci se passait dans un diocèse, dont le titulaire avait écrit au Garde des Sceaux une lettre à laquelle il avait donné du reste la plus grande publicité, pour affirmer que la Commission du budget poursuivait des abus imaginaires.

Ces renseignements si précis — et surtout la façon dont ils étaient présentés — d'une voix volontairement monotone, avec un flegme tout britannique, mais aussi avec la plus souveraine ironie, piquèrent au vif le Garde des Sceaux. Il reprocha vivement à Wilson de ne pas lui avoir communiqué les documents dont il faisait usage à la tribune; il déclara

1. Annuaire ecclésiastique, donnant les noms des curés et vicaires du diocèse de Tours.

« qu'on semblait considérer le Gouvernement comme un adversaire et qu'on se réservait vis-à-vis de lui des armes pour les lui opposer à un moment où il ne pouvait rien vérifier. »

Wilson lui répondit que, pour mettre fin aux abus qu'il signalait, « il lui avait paru nécessaire de leur donner une certaine publicité et que, s'il les avait remis au Garde des Sceaux, il aurait eu peur qu'ils allassent rejoindre les autres documents relatifs au clergé ». Accusation vague, blessante et gratuite, puisqu'il s'agissait d'un document imprimé, publié, et que tout le monde pouvait se procurer chez un libraire.

En proie à une très vive et très réelle émotion, Dufaure somma Wilson de dire à la Chambre quels étaient les documents que la Commission du budget lui avait remis et qui avaient disparu : « J'ai dit tout à l'heure, ajouta-t-il, d'une voix altérée, que l'on considérait le Gouvernement comme un adversaire contre lequel on peut se permettre de dissimuler les actes que l'on apporte à la tribune; j'ajoute maintenant qu'on le considère tellement comme un adversaire qu'on vient lui reprocher d'avoir dissimulé des documents sans pouvoir indiquer lesquels. »

L'humiliation, le mot n'est pas trop fort, de ce vieillard que nous n'aimions guère mais pour lequel nous professions un sincère et profond respect, la joie maligne et choquante de ses adversaires, les exclamations triomphantes de la droite, rendaient la scène extraordinairement pénible. La majorité s'agitait, irritée, mécontente. Mécontente de tout le monde, du Gouvernement, de la Commission du budget et d'elle-même. Gambetta s'efforça de ramener un peu de calme en affirmant que Wilson n'avait pas parlé au nom de la Commission du budget; que celle-ci ne professait aucun sentiment d'hostilité à l'égard du Cabinet. De plus, dans la séance suivante, les 100 000 francs, cause du conflit, furent votés comme le demandait le Gouvernement. Le coup n'en était pas moins porté, et, du reste, le désaccord sur tous les autres chapitres du budget des Cultes subsista entre le ministre et la Chambre. M. Dufaure échoua dans toutes ses demandes de rétablissement de crédit, même lorsqu'il

intervint personnellement dans le débat, comme pour la subvention à l'École des hautes études ecclésiastiques. Nul doute que dès ce moment sa résolution ne fût prise de quitter le pouvoir. Il se tint prêt à profiter pour cela du premier prétexte venu et il ne tarda pas à le trouver.

La proposition de loi votée par la Chambre des députés au sujet de la cessation de poursuites pour faits se rattachant à l'insurrection de la Commune avait été transmise au Sénat le 6 novembre 1876 et renvoyée par lui à l'examen d'une Commission dans laquelle le hasard des bureaux donnait cinq représentants à la droite et quatre à la gauche. Ces derniers eux-mêmes n'acceptèrent pas dans son entier, ni dans son texte, la loi votée par la Chambre, mais se rallièrent à un amendement présenté par un d'entre eux, M. Bertauld, et aux termes duquel l'action publique serait prescrite pour les faits en question « à l'égard de tous individus qui, sans avoir fait partie des membres élus de la Commune et du Comité central, et sans avoir exercé un commandement supérieur au grade de capitaine, ont pris part à l'insurrection dans les rangs de la garde nationale ou autrement, et n'ont commis aucun crime de droit commun contre les personnes et les propriétés ».

L'amendement Bertauld réservait en outre les droits des tiers, ce qui était de toute justice, et dont la Chambre des députés n'avait pas fait mention. Le Garde des Sceaux déclara devant la Commission qu'il acceptait cet amendement, mais la majorité de droite le rejeta et donna mandat à son rapporteur, qui fut M. Paris, de repousser à la fois et l'amendement Bertauld et la proposition de loi votée par la Chambre. Le rapport chercha à appuyer ce rejet sur des considérations plus ou moins discutables, mais dont la principale en somme était la suivante : « Quand M. le Maréchal Président a fait connaître d'une manière aussi solennelle ses intentions d'accorder le bénéfice de l'oubli à ceux qui n'ont été qu'égarés, édicter une prescription qui interdise les poursuites, ce serait sinon nier le droit qu'il a exercé et ébranler la foi due à sa parole, du moins chercher des garanties contre un retour à d'autres sentiments, diminuer ainsi aux yeux de la nation l'autorité morale qui doit s'attacher

à une déclaration du premier magistrat de la République. » Tel était l'état d'esprit dans lequel se trouvaient des juristes comme M. Paris. Il est vrai que, dans son discours devant le Sénat, le rapporteur n'hésita pas à déclarer que ce n'était pas « une question juridique qu'il y avait à examiner, mais bien une question politique au premier chef ».

Ce fut, au contraire, au point de vue purement juridique que se plaça Bertauld pour défendre son amendement et en vérité il était bien difficile de contester les arguments mis en avant par ce très savant et très retors professeur de droit. Le Garde des Sceaux prit la parole après lui, et on se demandait avec une certaine curiosité comment il allait se prononcer au sujet d'une disposition dont il avait combattu le principe à la tribune de la Chambre des députés, et à laquelle il s'était ensuite montré favorable devant la Commission du Sénat. La puissante éloquence, la grande habileté de M. Dufaure lui permirent de se tirer d'affaire sans se perdre ou s'amoindrir dans de trop choquantes contradictions, mais l'appui qu'il apportait à l'amendement Bertauld ne fut ni bien chaleureux ni bien entraînant, car il se borna à dire que le Gouvernement *préférait* l'adoption de cet amendement à son rejet. Par 148 voix contre 134 le Sénat refusa de passer à la discussion des articles.

Dès le soir même, M. Dufaure fit savoir qu'il allait remettre au Maréchal sa démission de Garde des Sceaux et de président du Conseil des ministres.

ALFRED HÉRAULT

(*A suivre.*)

QUELQUES JOURS A BERLIN

La France des environs de Paris devient doucement la France du nord. Les maisons des petits rentiers, si assidûment et unanimement banales qu'elles en prennent du caractère, cèdent peu à peu la place aux basses demeures de briques rouges qui annoncent les Flandres. Nous longeons les Ardennes : la forêt vaste et mystérieuse où l'on se promène chimériquement avec Shakespeare, guidé par Orlando et Jacques le Mélancolique. Le ciel est une éponge de nuages toute disposée à laisser l'eau qui la sature larmoyer.

Faisant transition entre la plaine et la montagne, les délicats crassiers élèvent leurs pyramides de scories et de cendres, douces à l'œil comme le plumage l'est à la main. Tout à l'heure, nous apercevions l'église saccagée de Saint-Quentin, et nous pensions que les pastels de La Tour n'ont pas encore pu rentrer chez eux. Maintenant, les employés du train crient : « Maubeuge ! »...

... Nous revoyons Berlin, en 1910. Nous y étions venus inaugurer une exposition d'art français. Notre XVIIIe siècle : les Fragonard envoyés de Paris montrés près des Watteau du roi de Prusse. Le soir de l'inauguration, dans le palais du Pariserplatz, notre ambassadeur recevait Guillaume II. Au seuil de la galerie se tenait M. Jules Cambon, ayant près de lui, dans leurs habits officiels, le statuaire Mercié, le peintre Cormon, l'architecte Bernier, gloires mortes. Aux murs, exposant les couleurs de la France avec moins d'autorité

mais plus de nuances que le bleu-blanc-rouge du drapeau, les tapisseries des Gobelins montraient, dans leurs cadres de fleurs de laine, Marly, Versailles et Fontainebleau. Le cortège impérial fit son entrée. L'Empereur avait son grand costume de belluaire; une pelisse, bordée de peau de panthère, cachait, jetée sur l'épaule, le mauvais bras; maints diamants, parmi les grands-cordons de moire, lançaient leurs feux. La décorative Impératrice, nullement souriante, vêtue de velours abricot, dépassait Guillaume de la tête. Venait ensuite le Kronprinz, au masque aiguisé, le teint rouge et comme écorché... Que d'uniformes!... Rien que des uniformes! Notre attaché militaire et notre attaché naval représentaient sans arrogance l'armée française. Il y avait aussi un officier anglais, en franche et sonore couleur de coquelicot; et un tout petit japonais, somptueusement vêtu de soies précieuses, bleu saphir et jaune d'or.

Nulle morgue chez cet empereur dont les moustaches relevées laissaient voir, dans le sourire, l'éclair des dents. Le désir de plaire; la convoitise d'être aimable; point d'effort; un peu d'application...

Il nous reçut le lendemain, dans cette cité de palais militaires qui formait alors, au milieu de Berlin, une sorte de camp retranché. Il désirait montrer aux Français, dans son château, son « Embarquement pour Cythère »; le vrai, le « fini » (le moins beau). L'Impératrice n'avait pas voulu que le tableau sortît de son boudoir pour figurer à l'exposition : « Ma femme aime tant cette peinture! » entendîmes-nous dire par un petit monsieur en jaquette, pas très distingué, accueillant, presque familier; certainement trop gentil.

Nous le vîmes une fois encore. Représentation de gala à l'Opéra « Unter den Linden ». Les seuls uniformes français sont ceux de l'Académie des Beaux-Arts : six vieillards sans prestance, pris dans le noir et vert. On ne les avait pas choisis pour leur belle taille. Autour d'eux (et de nous) cent Lohengrins en dolmans blancs; un état-major de géants très sélectionnés, étonnamment équipés, possessifs, mis au point. C'est un acte de *Rienzi* qu'on donnait ce soir-là; puis un ballet : les danseuses n'étaient pas moins robustes que les militaires; elles évoluaient comme des amazones, faisant de la scène

un Champ-de-Mars. Au « cercle », dans le Foyer, l'Empereur dit à l'un de nous : « Ces danseuses, au jour de l'an, l'Impératrice peut leur donner à toutes la main... »

... Ce Berlin d'autrefois était lourd, arrogant, peu attachant. De lui, ma mémoire n'a conservé que du sombre. Qu'allons-nous voir, demain, dans un monde nouveau?

***

La voûte de la gare, à Cologne : une immense voûte nue, où les enseignes de publicité restent sobrement soumises aux lignes de l'architecture. Comme s'il avait des roues de velours, le silencieux train du *Mitropa* stoppe suavement le long du quai. Sleepings aux cabines blanches; rien qui ressemble aux nôtres, armoires intimes que l'étoffe et le bois mordorent. Les parois uniformément laquées, les couchettes nettes aux armatures de métal feraient plutôt songer (si l'on y tenait) à la clinique, à la salle d'opération. Sans la déplorable literie germanique, on y serait fort bien : mais couvertures et draps sont remplacés par des bandes de capiton plat et sec, houssé de linge. En Allemagne, pas une mère ne sait ce que signifie : « border un enfant dans son lit ». Comment dormir sous ce couchage dont le poids sans souplesse étouffe, et qui laisse sournoisement filtrer des courants d'air désobligeants?...

Nous arrivâmes à Berlin avec l'aube. En viaduc, la voie ferrée surplombe une ville qui, du moins à l'ouest, semble n'avoir point de faubourgs. Nous longeons un grand jardin, où les franges de la nuit s'effilochent. C'est le *Tiergarten*, constellé de petits lacs gelés. Dimanche matin : la ville ne s'éveillera pas de bonne heure.

La gare quittée, les taxis filent vite le long d'avenues aux boutiques closes. Un hôtel aux mille chambres nous accueille; et, dans une salle à manger, où, malgré l'heure matinale, des hordes de garçons s'affairent, on nous apporte, pour tremper dans le café au lait, des corbeilles pleines de petits pains de formes et de pâtes innombrables, saupoudrés de graines aromatiques; ils sont excellents.

***

Quinze écrivains français sont ici, pour quelques jours, les invités du directeur d'un Cirque fameux. Madame Colette est à notre tête; reine des bêtes libres, consolatrice des bêtes asservies. Puis l'éminente élite des spécialistes de cirques et de music-halls; enfin, admis par faveur, quelques dilettantes de ces spectacles toujours alléchants.

Ce soir, nous irons donc au cirque. Ce matin, il fait si beau! on nous embarque dans un immense autocar au toit vitré, clair et chaud comme une serre. Nous allons à Potsdam. Debout, le dos au conducteur, une sorte de Fafner vocifère un français qui est loin d'être inintelligible. Il signale impartialement les restaurants et les grands magasins, les monuments et les musées : « Palais de l'Empereur! » crie-t-il; et il ajoute, sans changer de ton : « Plus d'Empereur!... » — « Caserne!... » — « Plus de soldats!... »

Nous suivons au delà de la ville une route inflexiblement droite, très large et très longue. Fafner ne nous cache pas que l'Empereur l'a fait faire, jadis, pour le retour de ses troupes victorieuses. Rien, dans l'intonation du guide, qui permette de soupçonner ses sentiments. Est-il indifférent, résigné? Ou bien ce professionnel a-t-il arboré son masque de promeneur-pour-Français?

De part et d'autre de la route, les maisons neuves d'un quartier neuf. Dans des bois dont les lotisseurs n'ont pas été les adversaires, des villas spacieuses sont essaimées. Il faut être sincère : j'y cherche en vain les traces de ce fameux « mauvais goût allemand », qui servait paresseusement (et sert encore) à bafouer tout ce qu'on faisait, chez nous, d'un peu hardi (souvenez-vous de ce qu'on disait, dans sa nouveauté, du Théâtre des Champs-Élysées, chef-d'œuvre aujourd'hui reconnu de l'architecture contemporaine...). Presque toute ces demeures plaisent par l'harmonie et la simplicité de leurs lignes; par un néo-classicisme qui rappelle agréablement la spiritualité du style palladien.

Avant qu'elle ne nous quitte, nous laissâmes l'allée que n'a pas servi son destin; et nous voici presque immédiatement dans la vraie campagne. Un chemin entre guérets et bois, le

long duquel on pourrait rencontrer les personnages des chansons de Schubert : le chasseur, le meunier, la fille du meunier. De grands lacs découpés brillent au bas des pentes, laissant monter une fine vapeur d'eau; elle donne une teinte amortie à l'azur heureux de ce très beau matin.

Potsdam. Le rococo effervescent de Sanssouci ne plaît pas du tout à la plupart des nos compagnons. Je crois que nous n'avons pas raison, dès que nous voyons un château ou un pavillon datant du XVIIIe siècle, de songer aux Trianons. Il faut certes savoir ce que l'on préfère; mais si, en voyage, on se défend d'être éclectique, on gâte souvent le bon moment du plaisir. Nous serions désolés (et stupéfaits) de rencontrer Sanssouci (ou Caserte, ou Peterhof) au bord du Canal, à Versailles; mais pourquoi vouloir trouver, ici, Mansart ou Gabriel? Pour notre part, nous nous laissons bien volontiers amuser et séduire par tous ces amusements du caprice baroque, par cette cordiale débauche de sculptures et d'architectures, par tous ces chiffonnements et par toutes ces dentelles, par ces gongorismes de la pierre peinte et de la pierre taillée... Tout cela devait faire si bon ménage avec les costumes de brocart à grosses fleurs polychromes, avec les perruques à boucles, les rubans de strass, avec les carrosses de bois doré et les chaises de vernis-martin!...

Au retour, nous traversâmes Potsdam, vieille petite assemblée de maisons de plaisance. Elles montrent, par des échantillons variés, les manières dont on aimait, avec Gœthe et après Gœthe, l'Italie, en l'Allemagne, au siècle dernier. Voici qui vient de la Villa du Pape Jules; voici qui vient des églises chrétiennes; voici Vignole, et voici Alberti. On peut trouver, à Paris, quelques traces de jeux pareils; par exemple dans ce qui subsiste du vieux Boulogne, du vieux Passy...

***

A défaut d'empereur Guillaume, nous eûmes, le soir, l'empereur Sarrazani.

Son royaume est installé sur le vaste Tempelfeld. Les lampes d'Aladin éclairent profusément une façade faite de châssis légers. La piste est plus large que les pistes habituelles.

Les gradins s'élèvent en longue pente douce, gagnant sans hâte le point où la déclivité du toit commence. Les avalanches d'un double orchestre d'où le vent a chassé les cordes sont assénées dès le seuil sur le public; par le despotisme du bruit, elles le contraignent au despotisme du mouvement. Six mille spectateurs sont dans l'ombre, sorte de frai humain, docile et anonyme. Les feux des projecteurs, entre-croisant leurs rais d'argent et leurs rais d'or, collaborent, pendant la parade et le défilé, avec les fanfares. Ce défilé est placé, au début du spectacle, comme l'est un sommaire tout chargé de promesses, au début d'un long récit.

Nous avons vu un cirque allemand, l'an dernier, à Paris, avec ses trois pistes, ses enchevêtrements, ses entassements, son désordre pandémoniaque. Ici, rien de tel. Un spectacle à la fois classique et démesuré. Le rituel du Cirque est pieusement respecté, mais porté à l'échelle du colossal et amené au point d'équilibre de la perfection.

Disons que ce spectacle a quelque chose de romain. Il faudrait, songeant au Colisée, songeant à Nîmes, à Arles, parler, non point de cirque, mais d'arène. Puisque Sarrazani doit bientôt venir en France, conseillons-lui, en juin, en juillet, de ne pas quitter notre pays sans explorer la Provence. On aimerait voir bouillonner son spectacle dans l'une des deux cuves de pierre que, de chaque côté du Rhône, Rome édifia.

Contrairement aux cirques fixes, qui composent leur troupe de « numéros » temporaires, le Cirque Sarrazani bouge avec une troupe qui ne change pas. Babel voyage. Cinquante nations (dit le programme) défilent sous la baguette d'un chef d'orchestre qui fut officier argentin. La troupe chinoise crache le feu, jongle avec des glaives; une troupe congolaise, une troupe cingalaise; une troupe kabyle; une troupe nipponne. Les acrobates du trapèze sont, selon la tradition, français; les acrobates de la barre fixe sont danois. Voici des cows-boys et des Sioux; et l'écuyer allemand (de la célèbre et vieille famille Schumann). Six numéros de fauves : un troupeau de lions, un troupeau de tigres; les ours blancs et les ours bruns. Vingt-deux éléphants; d'innombrables chevaux; les chameaux; les otaries; les zèbres; un hippopotame

dont la peau rose est délicatement nuée de gris. Si ce Cirque est Babel, il est aussi l'Arche de Noé...

... Après le spectacle, Sarrazani (Théophile Gautier l'eût appelé Fortunio) offre à souper sur la piste. Pendant qu'on dresse la table, nous errons dans les coulisses, les écuries. Confort et propreté; espace. Sarrazani est de la variété humaine pour qui aimer les bêtes consiste à les enfermer. Mais ces lions en cage semblent rêver sans tristesse; les longues et souples tigresses lèchent sans nostalgie apparente le poil laineux de leurs tigreaux; la magnifique frise vivante que déploient les vingt-deux éléphants, vue d'affilée au seuil de leur maison nomade, ne serait pas plus belle, vue du seuil de quelque écurie maharadjienne. Seuls, dans leurs cages en plein vent, les ours blancs paraissent mélancoliques. Mais, immerge dans l'eau tiède, l'hippopotame couleur de suie et d'aurore a oublié l'eau du Nil et les bauges d'herbes foulées; sa casemate-aquarium est un coffre-fort gigantesque, éventré par un cataclysme et envahi par l'inondation.

Souper. La piste seule est éclairée. Dans la pénombre, l'étagement des gradins déserts a l'air léger et ouvragé d'une ruche vide. Sarrazani n'est plus le Satrape, le Roi de Lahore de la fête publique, quand, après avoir obtenu de son peuple d'éléphants les plus gracieux saluts de trompes, il gagnait son trône, fendant un peuple d'almées. Il a quitté ses aigrettes, sa joaillerie, ses culottes d'or. Sa petite tenue est le smoking (comme nous). A la longue table, chaque troupe a délégué son chef. Le Sioux « Buffle-Blanc » arbore sa crête-couronne, faite de plumes d'aigles; près de lui, ses voisins ressemblent humblement à des bêtes plumées... Au champagne, Sarrazani parle, et l'on nous traduit ses aimables paroles. Le brinde français, à son tour, est traduit en allemand. Dans ce Cirque, cette nuit-là, la Société des Nations tint exceptionnellement (et pittoresquement) séance. Tour à tour le danseur tunisien et l'équilibriste japonais, l'écuyer causacien et le jongleur chinois firent leur discours pacifiste. « Buffle-Blanc » parla aussi. Les orateurs prenaient place au milieu de la piste; non moins habiles à parler qu'à vomir le feu, qu'à fouler, pieds nus, des tessons. Après chaque palabre, un hymne national jaillissait de l'orchestre...

Lorsque, à deux heures du matin, nous regagnâmes l'hôtel, à travers un Berlin qui donne peu ses nuits au sommeil, voitures et tramways circulaient encore. Paris et Londres, à ces heures-là, sont depuis longtemps endormis; les noctambules y ont leurs quartiers réservés. Rien de tel ici. Berlin vit la nuit. Jusqu'à trois heures, peu de restaurants, de brasseries fermés. Nous ne parlons point de la ville entière, que nous ne connaissons pas; mais de ce qu'un étranger peut voir d'une capitale, au cœur de la nuit.

***

L'an dernier, à cette époque, Berlin gelait à moins 36, paraît-il. Ce février-ci est un mois de printemps. Aussi la rue est-elle animée, heureuse. Promenons-nous. Berlin n'a pas été faite longuement, soigneusement, siècle à siècle, comme Paris, où il est impossible de n'accepter point, pour compagnons de flânerie, autant de fantômes que d'êtres vivants; non seulement les fantômes de créatures qui vécurent de leur réalité palpable, mais les fantômes d'êtres imaginaires. Dans le train nous causions avec un journaliste allemand, qui a été correspondant à Paris; il nous vantait un certain plan ancien de notre ville, grâce auquel il avait pu repérer les endroits où les personnages de Balzac ont demeuré. Un étranger, à Berlin, n'aura que difficilement la tentation d'un divertissement analogue. Maints quartiers y semblent sortis de terre d'un seul coup, et comme tout faits. Peu ou point de vieilles et belles églises. Des monuments moins laids qu'ennuyeux. La rivière qui serpente dans Berlin est si étroite et sournoise, elle joue un si petit rôle que l'on est porté à nommer Sprée, ici et là, quelques canaux tristes et charmantse. Le Parisien n'enviera rien à la topographie de Berlin. Si, cependant : ce vaste *Tiergarten*, au plein milieu de la ville, qui, plutôt qu'au Bois de Boulogne, fait penser aux parcs londoniens. Imaginez ce que seraient les Champs-Élysées, s'ils s'étendaient, foisonnants d'arbres, au delà de l'Étoile; plus loin que les Invalides; et, vers l'ouest, mangeaient le Louvre, pour ne trouver leur lisière, au nord, qu'aux environs de l'Opéra.

Ayant fait son cœur d'un pareil parc, Berlin a fatalement disséminé autour du *Tiergarten* plusieurs points d'animation. A Paris, de la Bastille à l'Arc de Triomphe, rien ne discontinue la veine du mouvement. A Berlin, plusieurs kilomètres isolent *Unter den Linden* de la place prodigieusement vivante où commence *Kurfurstendamm*. Aussi les distances comptent-elles beaucoup; il faut posséder une pratique familière de la ville pour s'y orienter facilement.

Est-ce à cause de ce précoce printemps? Ce *Tiergarten*, où nous aurions aimé flâner davantage, nous parut harmonieux, aisé. Les jardins-promenoirs de Paris sont aujourd'hui devenus trop étroits pour qu'on oublie, même en leur centre, le bruit et le mouvement qui les assiègent. Ou bien faut-il gagner ceux d'entre eux qui sont aux confins de la ville. A Berlin, on peut oublier momentanément la ville sans la quitter. D'assez vilains monuments parsèment ce parc; mais les nôtres, du Luxembourg au Carrousel, sont-ils tous beaux?

Une annexe du *Tiergarten* est le Jardin Zoologique. Les bêtes y sont nombreuses et bien portantes. Les lions peuvent y accepter l'illusion, bien qu'en exil, d'être encore les Rois des Animaux. Rien à voir avec les miteux martyrs que notre Jardin des Plantes exhibe, contre toute humanité, dans d'atroces cellules. On se promène ici sans révoltes, sans apitoiements. J'ai vu, au cœur d'un lac couvert, deux hippopotames jouer dans une eau tiède et vivante; ils nageaient avec la souplesse et l'agilité des truites. Ailleurs, l'éléphant jovial faisait de la musique avec son camarade le cornac. Dans certains coins tranquilles de leur maison, les singes tendaient une paume couleur de mine de plomb à des visiteurs bénévoles. Ceux-ci viennent chaque jour avec des noisettes, du sucre, des bonbons. Avant de donner et d'accepter la nourriture, l'homme et le singe échangent une amicale poignée de main.

Sous le toit des oiseaux, le tapage inexorable et fiévreux est celui qu'on entend sous le péristyle de la Bourse. Dans la maison des rongeurs un silence monacal est scrupuleusement observé; mais c'est un silence habité, comparable à celui qui peuple sournoisement un dortoir, la nuit. Rien à voir avec le silence total, organique, qui règne du haut en bas de l'Aquarium.

On voudrait passer une fois huit jours à Berlin rien que pour l'Aquarium; de même que l'on va à Bayreuth pour Wagner, à Nice pour le Carnaval, en Hollande pour les Tulipes... On deviendrait vite « aquariomane », comme on devient opiomane ou morphinomane. Quelle bonne manière de s'évader, sinon du réel, car, ici, tout est matériellement vrai, du moins du quotidien, du déjà-vu! Voici les dioramas des rêves de la Création. « Les sons, disait Heine, ne sont que des formes invisibles dans lesquels on entend les figures et les couleurs. » Voici ces formes et ces couleurs. Le seul langage qui pourrait transposer ce monde essentiellement silencieux est le langage de la musique. Ces déplacements qui ne laissent point de traces, ces ondulations, ces modulations de lignes sans angles et sans articulations, ces trajectoires sans sillages se déroulent et s'étirent comme des mélodies, et leurs linéaments font penser aux parcours sans heurts et sans pauses de l'archet sur le violon.

Le peuple des poissons est certainement un peuple métamorphosé. Dans des paysages d'eau qu'une sereine lumière aux foyers cachés emplit de nappes prismatiques, dans des décors de roches assez peu particularisés pour accueillir la Féerie et la Fable, les carpes blondes qui errent oisivement sont autant de Loreleys et de Filles-du-Rhin. Andromède et Angélique invisibles sont gardées par ces pieuvres et ces murènes, monstres bien plus vraisemblables que les dragons des peintres. Diaprée d'argent rose, la Chevelure-de-Bérénice, devenue fretin d'ablettes, s'emmêle aux franges des arcs-en-ciel sous-marins. Ce sont les nageoires de la pauvre Petite Sirène qu'ensevelissent les sablonneux linceuls où dorment la raie et le turbot. Et de ces minuscules bêtes phosphorescentes, qui jettent des feux d'escarboucles, Vénus, dans ses limbes humides, avant qu'il lui fût permis de naître, fit ses premiers colliers...

***

Tandis que, dans les dioramas de l'Aquarium de Berlin, la nature prend des airs d'artifice, les dioramas du *Haus Vaterland* cherchent, par l'artifice, à imiter la nature.

Haus Vaterland est une création récente. La « bonne société » berlinoise dédaigne un peu cet endroit de plaisir, ou l'ignore. Il est fait, paraît-il, pour les classes moyennes. La province s'y rue, quand elle vient dans la capitale. C'est un jouet gigantesque pour grandes personnes, un peu compact. Je m'y suis bien amusé.

Il s'agit d'une immense bâtisse, aux façades tranquilles et sérieuses; rien, au dehors, pour attirer, pour retenir le badaud. A cet égard, ce lieu de plaisir ressemble aux palais arabes; à l'Alhambra, par exemple, qui cache ses dentelles dorées dans un coffre nu. Là-dedans sont répartis neuf halls, restaurants et cafés différents; chacun dédié soit à une province allemande, soit à un pays étranger. Voici la salle du Rhin; la salle bavaroise; voici une guinguette de campagne, aux portes de Vienne. Puis une bodega portugaise, une trattoria napolitaine, un Café Turc, un bar du Far-West... Que sais-je encore?...

Le programme n'est pas seulement de proposer au client la cuisine, les boissons locales, mais de lui faire croire qu'il est momentanément transporté à Vienne, à Cintra, ou sur la Corne d'Or. Pour mieux et vite réaliser ce dessein, chaque salle est gratifiée d'un diorama très soigneusement et très adroitement truqué. Celui de la Salle du Rhin est particulièrement réussi. Il occupe, au delà d'une baie immense, tout un côté de la salle. Des bords de cette baie, on domine le fleuve, en face de Saint-Goar. Quand on entre dans la *Rhein-Terrasse,* la duperie est immédiate : on se laisse instinctivement attirer par le paysage, comme en voyage, lorsqu'on est bien content de trouver, dans le restaurant de l'hôtel où l'on s'est arrêté, une table qui vous permet, en déjeunant, d' « avoir la vue ».

Ces dioramas ne se soucient point d'interpréter la nature. Tout y est scrupuleusement fait pour le trompe-l'œil. Ne méprisons pas trop le trompe-l'œil : on nous racontait, dans notre enfance, que le plus grand peintre grec (Apelle, j'imagine) s'estima récompensé et exaucé, le jour où des passereaux vinrent picorer les raisins qu'il avait peints... Mais les Bords du Rhin du *Haus Vaterland* ne prétendent pas seulement tromper les yeux : pour rendre le paysage encore plus

convaincant, la machinerie le fait vivre. Chaque nuit, à des heures fixes, qui sont connues et guettées des amateurs, ont lieu des séances d'orage. Peu à peu, le beau soleil, dont les rayons altéraient les buveurs et leur faisait vider force verres de Rudesheimer et de Johannisberg (vins dignes d'être égalés aux plus grands) s'en va. Des nuages s'amassent; le tonnerre gronde, approche; la pluie se met à tomber (sinon de la vraie pluie, du moins de la vraie eau). Malgré eux, les occupants des tables qui touchent la vue se reculent, s'écartent. Ils savent bien que tout ceci n'est qu'un jeu, mais l'amusement consiste justement à l'oublier : tous les assistants sont véritablement aux bords du Rhin, dépités de voir gâchée une journée qui s'annonçait si bien... Mais les nuages s'épuisent, s'éloignent; les gouttes de pluie s'espacent, cessent; et au son des thèmes le plus héroïques de la Tétralogie, le soleil revient. Sur les montagnes rassérénées se dessine un bel arc-en-ciel qui fait plaisir à tout le monde; non seulement aux touristes imaginaires qui sont ce soir les hôtes de *Haus Vaterland*, mais à leurs compagnons à la fois présents et invisibles, et qui, sur un petit pyroscaphe de carton découpé, vont de la rive gauche à la rive droite du fleuve, en bas. Tout à l'heure, quand nous serons partis, ce sont eux, n'est-ce pas, qui nous remplaceront ici...

De pareils endroits seraient sinistres s'ils n'étaient pas tout le temps très animés, surpeuplés par une foule unanimement disposée à la crédulité. Seule cette crédulité collective et contagieuse rend supportables et même attrayants des mensonges ingénus. Pour notre part, si un pareil établissement existait à Paris, nous y passerions bien des soirées. Dans cet ordre de plaisirs, ceux dont on se lasse le moins sont ceux qui vous restituent un peu de ce qui vous enchantait, enfant. L'Allemand sait très bien préserver, en lui, ces états d'enfance. Les salles du *Haus Vaterland* font assez penser à de grandes cours, à l'heure de la récréation (c'est, au surplus, d'une re-création, sommaire et naïve, qu'il s'agit).

... Dans la salle viennoise, je regarde mes voisins. Autour des tables bien servies, ils boivent ferme le joyeux et gentil vin nouveau de Grinzing, que l'on apporte dans de transpa-

rentes fontaines à pipettes, lesquelles n'invitent certes pas à l'abstinence! Entraînés par les valses insidieuses, tout le monde chante. Non pas à tue-tête, comme à côté, chez les Bavarois, mais du bout des lèvres, légèrement. Ces refrains ne troublent pas les couples, qui préfèrent publiquement être tendres. Et comment ces couples résisteraient-ils à la tendresse? Le diorama est ici baigné dans un grand clair de lune qui rend le ciel aussi bleu que le Danube. Il coule à nos pieds, venant d'une Vienne toute constellée. Un faux vignoble monte jusqu'au bord de la terrasse, qu'ombragent épaissement de faux marronniers en fleurs. Musiciens et chanteurs sont viennois; les serviteurs aussi. Et sans doute aurait-elle voulu être viennoise également, cette grande et belle jeune fille que n'accompagnait aucun cavalier. Avec sa respectable mère, elle occupait l'une des rustiques petites tonnelles. Le plaisir qu'elle goûtait à passer cette nuit de lune et de printemps au-dessus de la ville heureuse l'obligeait de se lever, enthousiasmée; et, pour elle seule, sans se soucier de personne, son corps mimait l'esquisse de la valse qu'elle chantait éperdument...

L'étage supérieur de ce lieu si plaisamment bigarré est un restaurant de nuit, où il ne s'agit plus que d'être à Berlin.

Là, pour la première fois de ma vie (et pour la dernière), on me fit, par surprise, déguster de petits gâteaux qui ressemblaient à des truffes. Horreur! ils étaient faits de chocolat granulé enrobant une pâte de fromage! Alliance barbare, dont les papilles restent longtemps désobligées. Ce fut le seul mauvais trait gastronomique dont nous eûmes à souffrir là-bas.

Ce restaurant de nuit est à la fois salle de spectacle et salle de danse. Ni l'âge ni l'obésité ne conseillent à certains couples de rester sur leurs chaises. De temps en temps, rassurant et consolant le regard, les « Deutschen Girls » viennent nouer et dénouer leurs farandoles. On s'est fait paresseusement, en France, à l'idée qu'il n'y a, en Allemagne, ni belles, ni élégantes, ni jolies femmes. Idée qu'il convient loyalement d'abandonner. La plupart de ces « girls » d'outre-Rhin étaient souples et fines; fort bien faites; aussi fraîches que leurs costumes. Très gaies, très convaincues (c'est peut-être la

conviction qui donne un rythme si entraînant, si persuasif à la vie de Berlin). Il s'agissait évidemment d'une troupe sélectionnée; mais dans les salons, dans la rue, dans les magasins, dans les endroits publics, il n'est pas rare de remarquer de beaux ou expressifs visages; de ces physionomies romanesques qui convient l'imagination à broder. Beaucoup de ces visages avouent, sans doute à leur insu, et fallacieusement, une tristesse passionnée, insatisfaite. Ce sont des visages pour peintres-portraitistes et pour romanciers-psychologues (races disparues). Dans les lieux où les femmes ne portent pas de chapeaux, étincellent de magnifiques chevelures, d'un blond assez particulier, car il donne une impression d'épaisseur et de profondeur habituellement réservée aux chevelures brunes. Peu de créatures éthérées, immatérielles. Ces jeunes corps sans maigreurs ont l'éclat sensuel de la fleur et du fruit. Il s'agit là d'une élite : les femmes que la nature n'a pas favorisées, n'ont aucunement, comme chez nous, la ressource de la supercherie par l'élégance, par l'arrangement, par l'invention. Au surplus, la beauté semble encore être, ici, sous la dépendance de la jeunesse; l'Allemande, sauf exception, vieillit mal; elle se défait vite et se défend peu.

***

Nulle affiche, nul journal n'annonçait ce concert. Nous n'en connûmes l'existence que par les aimables personnes qui nous proposèrent de les y accompagner.

La Philharmonique offrait de la musique à la mémoire d'un de ses administrateurs, mort depuis peu.

Nous entrâmes à quatre heures de l'après-midi dans une salle entièrement tendue de noir; le public y était aussi muet, aussi recueilli que dans une église. Bruno Walter apparut au pupitre. Aucun applaudissement. Il dirigea l'ouverture de *Coriolan*; puis, tournant le dos à ses musiciens, il prononça l'éloge funèbre du disparu. Le même silence total qui avait succédé à l'ouverture, succéda à cette oraison. Pour ceux qui ne participaient pas à l'émotion commune, un pareil silence donnait l'impression insolite d'une chose rêvée. Et voici que Fritz Kreisler apparut. Ce grand artiste, dans la circonstance, semblait encore plus gauche que d'habitude. Privé de la

vague d'applaudissements qui se jette sur lui dès qu'il se montre, se sentait-il mal uni à son public? Il ne salua point; semblant ne pas même voir la salle. Après bien des années, je retrouvais sur le visage de Kreisler cette émouvante expression de faiblesse qui contraste avec sa robuste et haute stature, avec ses mains massives dans lesquelles l'archet et le violon paraissent si fragiles, si menacés... Lui et l'orchestre jouèrent l'adagio du concerto en mi majeur de Bach. Cette page sublime fut comme l'Élévation de cette étrange Messe sans service. Le jeu de Kreisler, qui mêle à la pureté classique une vague saveur de sauvagerie tzigane et forestière, évoque, du moins pour nous, quelque Orphée instruit par Apollon, mais qui n'a pas tout à fait pu oublier Marsyas.

Kreisler s'en alla comme il était venu, absent et docile, en somnambule. Enfin, dans cette salle pétrifiée, fut exécutée un fragment de la *Symphonie Inachevée*. Jamais elle ne nous parut aussi inachevée que ce jour-là; les dernières mesures s'en allèrent, montèrent, se perdirent; comme une courbe qui miraculeusement, échapperait à sa trajectoire.

Puis, dans ce silence que la musique même semblait ne pas avoir interrompu, et dans lequel on eût dit qu'elle avait sombré, comme un trésor jeté dans de l'eau morte, orchestre et public s'en allèrent. Ni bruit de pas, ni bruit de porte. Dans les couloirs peu éclairés, les gens qui se connaissaient se saluaient sans se rien dire. Ce concert avait été incomparable. Pourtant, nous ne pouvions nous défendre d'un étrange malaise, comme si nous avions été les témoins d'une cérémonie mystérieuse offerte clandestinement à quelque divinité de la Catalepsie.

***

Les palais ci-devant impériaux, qui occupent, dans le centre de Berlin, les bords de la Sprée, sont maintenant devenus musées. La peinture moderne est installée dans l'ancien Palais du Kronprinz. Les deux salles principales ne sont données qu'à des Français : Manet, Degas, Renoir, Monet, Cézanne.

Le goût très vif de l'Allemagne pour ces peintres ne date pas d'hier. A une époque où, chez nous, l'État non seulement

n'achetait pas un Manet, pas un Degas, pas un Renoir, mais hésitait à accepter le legs Caillebotte pour le Luxembourg (et, l'ayant accepté, l'entassait dans une petite salle, à l'écart, comme dans un lazaret), Berlin montrait *La Serre* de Manet en place d'honneur. Dans les musées, dans les collections particulières, j'ai vu là-bas, en cinq jours, quinze Manet souvent magnifiques. Et il y en a bien davantage...

Il ne faut pas trop regretter que de belles toiles françaises aillent parler de nous à l'étranger; mais comment ne point se dire sans une tristesse irritée que, à une exception près, tous les Manet que l'on voit au Louvre ont été donnés ou légués? Les hasards et les chances de la générosité privée sauraient-ils effacer la carence de l'État?

Le plus beau Manet que l'on peut voir à Berlin est dans l'ancienne collection Arnold (aujourd'hui Kunheim). Il représente une jeune femme travestie, étendue fainéantement sur un divan de capiton. Une main est posée au bord du siège; l'autre, conduite par un mol et lent mouvement du bras, effleure du bout des doigts la tête. Un éventail entr'ouvert cache à demi les chevilles. La femme est du type de celles qui posèrent pour Manet dans la première partie de sa vie. Plus tard, il peignit des créatures fines, nacrées, d'élégantes « demi-mondaines ». Ici c'est une brune un peu animale : jambes, cuisses et ventre ne sont pas beaucoup moins enveloppées de chair que le divan l'est de capiton. Rarement Manet a apporté autant de voluptueuse tendresse à baigner un corps de femme d'une atmosphère de tiède et intime réalité :

> ... Que nos rideaux fermés nous séparent du monde,
> Et que la lassitude amène le repos...

Cette toile merveilleuse n'est qu'un jeu exquis et fort, allant d'un blanc à peine touché de rose à un pourpre qui penche au noir. Rien de plus discret, dans sa préciosité sans mièvrerie, que les trois tons roses juxtaposés des bas de soie, des culottes de satin et de la main nue. L'œuvre est de 1862; moment où Manet était le plus raillé, le plus injurié; moment où Paul de Saint-Victor écrivait (parlant peut-être de cette peinture même, puisqu'elle figurait à l'exposition dont rend compte l'article d'où ces lignes sont tirées) : « ... Cette expo-

sition est un charivari de palette. Jamais on n'a fait plus effroyablement grimacer des lignes et hurler des tons... » Comment regardait-on la peinture, dans ce temps-là? Cette toile serait placée entre un Titien et un Velasquez, elle les égalerait par l'harmonie et par la sobriété.

A tout le moins, les Allemands aiment de nous notre peinture. L'autre matin, dans le Palais du Kronprinz, trois jeunes gens, sans s'être consultés, le crayon à la main, copiaient, interrogeaient Degas, Cézanne. Ce musée possède, de Cézanne, une nature morte, un paysage aixois et un paysage d'Ile-de-France. Tous trois admirablement choisis, non parmi les toiles avortées dont parlent toujours les détracteurs du maître, mais parmi celles qui, par leur sérénité et leur grandeur statiques, font de Cézanne l'héritier secret d'une tradition plastique qui remonte à l'antiquité (ne vous est-il pas arrivé de penser vaguement à Cézanne devant les quelques répliques romaines de peintures grecques, au musée de Naples?...).

Le prestige de notre art, depuis Delacroix jusqu'à nos jours, rayonne sur le monde entier. Paris est pour l'univers ce que Rome a été pendant des siècles. Je me souviens de matinées passées près de Bourdelle, dans l'atelier de la Grande-Chaumière. Il avait autour de lui des élèves venus de partout; ils l'écoutaient dans une ferveur religieuse, ayant aux yeux l'amour qu'inspire la foi.

Au moment où nous quittions Berlin, s'ouvrait une exposition Matisse, que nous ne pûmes qu'entrevoir. Elle semblait plus importante, plus convaincante que celles qui ont été faites à Paris. Vuillard, Friesz, Dunoyer de Segonzac sont, comme Matisse, appréciés là-bas. A l'heure actuelle, il y a bien un très beau Vuillard, au Luxembourg; c'est un tableau prêté.

***

Dans les parties les plus animées de Berlin, la rue n'est ni trépidante, ni discourtoise. Les Berlinois ont l'air d'avoir accepté de bon cœur certaines contraintes de circulation qui leur assurent la liberté sans gêner celle du prochain. Chacun, faisant sa police pour soi-même, la fait implicitement pour les autres.

Dans *Unter den Linden*, qui est maintenant un peu déchu, et dans *Kurfürstendamm*, qui a la vogue, on peut flâner sur de larges trottoirs; ils ne sont pas envahis, comme ceux de nos boulevards, par d'abominables kiosques aux destinations variées. Peu de magasins tentants, aux devantures très élégantes, très raffinées, comme ceux de Bond-Street ou de la rue de la Paix. Les vitrines des grands magasins attirent le public par des amusements anecdotiques, style carte-postale-en-couleurs. C'était la semaine du « Blanc ». Derrière une haute glace était installée, dans la luxueuse intimité d'un vaste lit, une ineffable blonde de cire rose; un second mannequin, en pimpante livrée de soubrette, apportait le déjeuner du matin. Les plus séduisantes boutiques de Berlin sont celles des fleuristes. Des fleurs magnifiques, surabondantes, prospères, montrées par énormes touffes sans mélanges; si pulpeuses et si substantielles qu'elles en prennent un air comestible. Impossible de ne pas penser aux Filles-Fleurs; Klingsor lui-même est là, régnant sur les cactus géants.

Les cafés de Berlin sont malheureusement sans terrasses. Un Berlinois ne trouverait probablement aucun plaisir à s'asseoir longuement dehors, devant un verre d'eau, comme un Vénitien, ou devant un « pastis », comme un Marseillais, dans le seul but de regarder « ce monsieur qui passe », ou cette dame. Si cette dame, à Berlin, est jolie, et que, pour se souvenir d'elle, on la regarde, malgré soi, avec un peu d'attention, le plus souvent, elle ne cherche pas à dissimuler qu'elle a remarqué qu'on la remarquait. Il s'agit là, sans doute, moins de hardiesse, d'effronterie, que de franchise. Cette franchise très directe, très spontanée, surprend les Latins, habitués aux feintes indifférences de la coquetterie. La vie berlinoise semble d'ailleurs sans la moindre hypocrisie, et tout à fait libre. Plus trace de la discipline caporalisée d'autrefois. Mais des Français qui vivent là-bas (comme on est content de les y trouver!...), et quelques Allemands fort affables, nous mettent en garde : « Berlin est moins une ville allemande qu'une capitale de l'Europe Centrale; toute pénétrée de Juifs et de Slaves. Allez à Dresde, allez à Munich; cette vitalité, cette effervescence, cette licence, vous ne les y trouverez pas... »

Dès une heure de l'après-midi, la vie des rues, brasseries,

restaurants, devient intense; elle ne se calmera que bien avant dans la nuit. Dans le monde des banques et des affaires, on n'interrompt point le travail pour le repas de midi; mais ce travail finit à trois heures, de sorte que les endroits où l'on se nourrit s'emplissent au moment où, à Paris, on ne sert plus à déjeuner nulle part. Il est donc exact de dire que les Allemands mangent toute la journée; mais ce ne sont pas les mêmes. Aucune heure stricte pour les repas. On est invité à déjeuner pour deux heures; on se met à table vers trois heures, et, le soir, passé neuf heures. On soupe beaucoup; usage charmant que Paris a presque abandonné. Paris et Londres sont d'ailleurs, le soir, des villes tristes si on les compare à Berlin, qui ressemble plutôt, à cet égard, à Barcelone, à Madrid. Toutefois, si les Espagnols sont beaucoup et très tard dehors, ils n'ont pas bien l'air d'y être pour s'amuser. Nous n'avons vu Berlin qu'en étranger qui passe; très superficiellement; mais le Berlinois, quand il ne travaille pas, ne donne aucunement l'impression qu'il ne sait pas quoi faire. Il s'amuse avec conscience, c'est-à-dire avec candeur; même quand ces amusements sont singuliers, spéciaux, et, si la morale s'en mêle, à réprouver.

Les théâtres et cinémas qui se chargent de distraire les Berlinois, le font avec un luxe et un confort parfois grandioses. Ce luxe, ce confort ne sont pas réservés aux classes dites privilégiées. Nous assistâmes, dans un théâtre de Charlottenbourg, c'est-à-dire déjà excentrique, à une représentation d'un opéra de Verdi : orchestre, chanteurs, chœurs, mise en scène, tout était parfaitement mis au point, étudié, soigné. Le public est partout ménagé, respecté. Nous avons passé une soirée dans un music-hall : la *Scala*; ceux de nos compagnons qui sont connaisseurs en ce genre de spectacles, avouaient, éblouis, que le programme n'était fait que de vedettes; une seule de ces vedettes eût suffi, paraît-il, pour « faire l'affiche » d'un établissement analogue, chez nous.

Les salles de cinéma (du moins celles où nous allâmes) sont moins banales ou moins prétentieuses que la plupart des nôtres. Dans l'une d'elles, on donnait ce film soviétique : *La Ligne Générale*, qui a été interdit à Paris. On se demande pourquoi, car c'est un film de propagande

pour machines agricoles. D'ailleurs assez long et ennuyeux.

Nous ne sommes pas allé là-bas pour faire l'aveugle; pour dire : « Tout est bien chez nous; tout est mal chez le voisin. » Il nous faut donc encore reconnaître que l'architecture et la décoration allemandes ne sont point ces caricatures ridicules et arbitraires que nous croyons qu'elles sont. Les styles dits nouveaux semblent là-bas issus d'une évolution naturelle. On ne cherche pas à s'étonner soi-même en étonnant les autres. Ayons le courage de l'avouer : nous avons pris l'habitude d'être si sûrs de notre sens esthétique, nous avons tant entendu vanter, depuis des siècles, « le goût français », que nous ne nous inquiétons peut-être plus assez de maintenir ou de justifier cette vieille réputation. Voyager conseille de ne pas s'endormir. Il faut aller voir les quartiers nouveaux de Berlin, ouvriers et autres. L'un d'eux vient d'être aménagé dans un bois, presque dans une forêt; d'un seul coup, mais non point au hasard. Les maisons (comme les lotissements) y sont exemplaires; d'un modernisme très simple, et, surtout, d'une extrême gaieté. Chaque rue, derrière son rideau de pins, a sa physionomie, sa couleur. Celle-ci est peinte de jaunes différents; celle-là enduite d'un rose uniforme; en voici qui sont vouées à un bleu lunaire, ou à de beaux rouges soit dorés soit carminés. De pareilles maisons, assurément, ne font pas le bonheur; du moins invitent-elles à être heureux.

Il y a, pour l'homme qui est soumis à un travail dur, anonyme et monotone, un élément de poésie quotidienne dans le bien-être matériel, une vertu de stimulation amicale dans le confort, dans l'harmonie des choses inanimées qui partagent notre vie. Le monde extérieur existe, pour les Allemands, de la manière la plus positive; ils savent en jouir à la fois individuellement et collectivement. Cette soumission de l'individu à la collectivité n'implique aucun renoncement spirituel, aucune contrainte de l'indépendance. C'est dans ce sens qu'un Français peut trouver un avis, une exhortation, à Berlin, même s'il n'y passe que quelques jours, en flânant.

JEAN-LOUIS VAUDOYER

CE QUI ÉTAIT PERDU[1]

XIX

Marcel, au retour du cimetière, par une après-midi pluvieuse, fut surpris de ce que Tota lui demandait d'une voix presque douce s'il n'éprouvait pas trop de fatigue, s'il avait eu le temps de déjeuner. Il devait avoir les pieds mouillés? Elle alla chercher ses escarpins. Marcel l'observait avec étonnement parce qu'ils s'étaient séparés le matin sur une dispute : la jeune femme avait refusé d'assister à la cérémonie : « Je ne la connaissais pas, répétait-elle avec entêtement, je ne l'avais vue qu'une fois... » « Cela devrait te suffire qu'Irène ait été mon amie », avait-il protesté.

Elle affectait de demeurer étrangère à tout ce qui touchait Marcel : « Dès que j'aime quelqu'un, tu t'en détournes, lui avait-il dit. Tu cherches toutes les raisons de marquer entre nous les distances, de t'opposer. »

Bien loin de s'en défendre, Tota s'était glorifiée de cette attitude avec les paroles les mieux faites pour le blesser. Et voici qu'il la retrouvait détendue, et plus attentive qu'il ne l'avait vue depuis qu'ils vivaient ensemble. Il en fut ému, et l'attira contre sa poitrine. Elle se laissa embrasser avec docilité, avec complaisance. « On n'est plus fâché? » demanda-t-il. Il remarqua qu'elle portait une robe sombre, avec un col rabattu et des manchettes blanches. Alors seulement, sur le lit, il aperçut la trousse de voyage ouverte. Tota suivit la direction

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 avril, 1er et 15 mai.

de son regard et prévint ses questions. Elle allait se reposer quelques jours et pensait que Marcel l'approuverait. Quelques jours seulement, pour réfléchir :

— Pour penser à moi, à nous deux... Je partirai ce soir, ou si tu préfères, demain matin.

— Pas pour La Hume, Tota?

Ce n'était pas cette protestation-là qu'elle avait attendue. Elle avait cru que l'idée même du voyage lui aurait été odieuse. Où voulait-il donc qu'elle allât?

— Où tu voudras, à Rambouillet, à Fontainebleau, ou mieux encore au Trianon, à Versailles.

Elle assura que Versailles était trop près, qu'il viendrait la voir, lui téléphonerait. Marcel ne parut pas avoir senti le coup, comme si le désir de le fuir qu'elle montrait n'eût rien été auprès d'un autre tourment qu'elle pressentait en lui, sans en connaître la nature.

— Eh bien, va dans le midi : à Villefranche, où tu voudras...

Mais elle ne voulait pas qu'il dépensât tant d'argent pour elle seule. Il la remercia aigrement du soin qu'elle prenait de ses intérêts.

— Mais enfin, Marcel, pourquoi pas La Hume? Je n'ai pas revu ma mère depuis six mois...

— Alain était là, il n'y a pas huit jours.

Elle ne répondit rien, étonnée, déconcertée par le tour qu'avait pris la discussion. Marcel, debout, était appuyé au radiateur. Il faisait un grand effort pour paraître calme.

— Rappelle-toi, tu ne pouvais plus vivre à La Hume. L'atmosphère de cette maison t'étouffait. Or, tout y est pire que lorsque tu l'as quittée; ta mère semble plus que jamais prisonnière d'un malade, chaque jour plus féroce. Tu m'as souvent décrit ce qu'était l'hiver dans ce bas-fond : la boue qui s'attache aux souliers, l'humidité d'une maison lézardée et salpêtrée, la gare à six kilomètres et pas de voiture convenable... Je ne me suis jamais fait d'illusion, ou du moins je ne m'en fais plus : c'est pour fuir La Hume que tu as consenti à me suivre.

Elle vit bien qu'il aurait fallu protester, mais ne put lui opposer qu'un vague geste de dénégation.

— Je trouverai de l'argent, — reprit-il, — ne t'inquiète

pas. D'ailleurs, je connais dans le midi des endroits où la vie est pour rien. Depuis le temps que je fais la côte...

— Non, non : tu ne me vois pas toute seule dans un petit hôtel?...

Il dit, à mi-voix, d'un ton indifférent :

— Si Alain pouvait t'accompagner...

— Ah! Ce serait trop beau... Tu crois vraiment? Mais non, il ne voudra pas quitter maman si peu de jours après son voyage ici. Et puis, il ne doit plus avoir d'argent.

Marcel remarqua, de la même voix détachée, que d'ailleurs elle profiterait aussi bien de lui à La Hume.

— Bien sûr, — dit-elle joyeusement, — je n'osais pas te le dire parce que tu as l'air de craindre qu'il ait une mauvaise influence sur moi... Si pourtant tu avais entendu les conseils qu'il me donnait!

Et comme Marcel lui demandait s'ils avaient beaucoup parlé de lui ensemble, elle répondit qu'ils n'avaient guère parlé d'autre chose : « Mais d'une manière que tu aurais approuvée, j'en suis sûre... »

Marcel ne répondit rien. Il regardait, à travers la vitre, les tristes immeubles d'en face. Tota se disait qu'il était redevenu calme et qu'elle allait pouvoir achever ses préparatifs. Pourtant elle avait conscience d'un malaise profond. Quelles idées se forgeait-il? Peut-être craignait-il qu'elle s'éloignât pour toujours? Elle voulut donc le rassurer et lui promit que son absence ne dépasserait pas trois semaines. Mais il ne répondit que par un haussement d'épaules. Non, ce n'était pas là le sujet de son inquiétude. Il aurait volontiers consenti à se séparer d'elle plus longtemps si elle avait dû aller ailleurs qu'à La Hume.

— En cette saison, — dit-il, — Alain ne doit guère être occupé : vous aurez beaucoup de temps...

Elle assura qu'au contraire, en février, Alain serait souvent retenu dans la vigne :

— Mais il y a les soirées, — ajouta-t-elle.

— Ah! — fit-il.

Et elle l'entendit avaler sa salive comme s'il avait eu la gorge serrée.

— Les soirées... Quand vous vous releviez et que vous

faisiez la dînette, après que votre mère était montée se coucher...

— Nous ne ferons pas la dînette, — répondit Tota en riant.

Mais le regard de Marcel arrêta ce rire.

— Pourquoi cet air funèbre? — demanda-t-elle. — Puisque je te dis que dans quinze jours je serai là.

Elle donna de la lumière, mais il détourna vivement la tête vers le mur, la suppliant d'éteindre parce qu'il avait les yeux fatigués. Elle lui obéit, étonnée.

— J'aime le « chien et le loup » pour causer, — ajouta-t-il. — Il y a des choses qu'on se dit mieux quand on ne se voit pas.

La jeune femme protesta qu'elle avait au contraire horreur du « chien et loup », mais n'osa pas rallumer. Elle ne pouvait plus rien déchiffrer sur cette face blême, immobile, aux traits confondus. Elle avait peur de cet homme : des gestes qu'il allait oser? des paroles qu'il allait dire? Elle ne le savait pas, mais cherchait une issue.

— Secouons-nous un peu. A mon retour, il me semble que tout sera plus simple. Il le faut. Tu sais que tu as ton courrier sur la table : une lettre urgente, un « pneu ». Tu ne t'occupes plus de rien... A quoi penses-tu?

— Reste encore un peu. Je pensais à Alain, — ajouta-t-il d'une voix calme, indifférente. — C'est étrange, tout de même, que ce garçon de vingt ans s'intéresse si peu aux femmes, tu ne trouves pas?

— Qu'en sais-tu? Qu'en savons-nous? — repartit-elle d'un ton irrité.

Il interrompit Tota pour affirmer qu'elle eût été la première avertie de la moindre intrigue...

— Pourquoi l'aurais-je su?

Il remarqua l'altération de sa voix. Elle disait :

— Un homme comme toi ne peut pas comprendre Alain. J'imagine ce que tu supposes...

— Que crois-tu que j'imagine? — demanda-t-il avec angoisse.

— Sans doute que c'est un monstre? Un de ces êtres dont tu parles sans cesse.

— Ah! — soupira-t-il, soulagé. — Je vois ce que tu veux

dire. Non, non, je ne doute pas qu'Alain soit fort capable...

— Tout de même! — dit-elle, rassurée. — Il n'a pas vingt ans, ce petit. Il est resté très candide, c'est certain, mais par ailleurs il a tellement de maturité, de sérieux. Je ne sais quoi de réservé, de préservé...

— Préservé de quoi? Réservé pour qui?

Tota ne sut que répondre. Elle entendait rire son mari qu'elle ne voyait presque plus. Elle l'entendait rire comme s'il eût été un autre. Elle avait le pressentiment d'une menace. Un coup venu elle ne savait d'où allait l'abattre. D'un mouvement irréfléchi, elle donna de la lumière. Marcel se cacha les yeux, protestant « qu'il avait horreur de ça... » Mais lorsqu'il eut écarté ses deux mains, Tota demeura muette devant cette figure convulsée. Elle ne l'avait encore jamais vue, cette face que Marie Chavès et tant d'autres femmes connaissaient bien et que souvent elles devaient revoir dans leurs songes. Il marmonnait des paroles dont le sens échappait à Tota; il disait qu'Alain n'avait pas plus besoin de femmes qu'elle n'avait besoin d'hommes :

— D'un mari, ça c'est autre chose. Vous avez été trop heureux de me trouver...

Elle ne comprenait pas, mais cherchait à gagner la porte, comme si cet homme dressé devant elle eût été armé d'une puissance incommensurable. Elle ne croyait pourtant pas qu'il voulût la frapper; mais elle avait le pressentiment qu'il cherchait le cœur, qu'elle était menacée au cœur. Elle pensa à son frère, et ne put se retenir de le nommer à mi-voix.

— Tu l'appelles, — gémit-il. — Tu vois! Mais je te fais peur... Tu n'as pas peur de moi, Tota, ma chérie?

Son visage n'exprimait plus qu'une grande souffrance. Il s'efforçait de parler avec douceur :

— Je ne t'en veux pas, ce n'est pas ta faute; ce n'est pas votre faute. Je me représente si bien votre enfance, votre adolescence dans ce bas-fond, dans ce creux de poussière ou de boue selon les mois. Je les connais, ces propriétés plus perdues dans une campagne qu'un îlot dans le Pacifique; et votre mère asservie au vieux dieu méchant dont c'était votre jeu de vous défendre. Lui seul aurait suffi à vous unir contre

lui, s'il n'y avait pas eu tout le reste : le grand feu de la cuisine, l'hiver; et à l'époque des grandes chaleurs ce divan crevé dans la salle de billard, et dont vous parliez si souvent à Cauterets...

— Oui, — dit Tota rassurée, — c'est sur ce divan que nous avons joué, tout petits; et plus tard, c'est là qu'Alain me faisait la lecture...

Où voulait-il en venir? Elle lui protesta qu'elle ne comprenait pas ce que signifiaient ces paroles. Mais il cria :

— Tu me comprends, puisque, pendant que je parle, tu fais non de la tête. Il se peut que vous n'ayez eu aucune conscience de ce que je te révèle aujourd'hui. Rien ne s'est passé, je le crois... j'en suis même sûr... Mais...

Il fut interrompu par le rire de Tota. Elle disait :

— Cette fois, je crois que j'ai compris. Comment ne m'aurait-il pas fallu beaucoup de temps? Quel être tu es! — ajouta-t-elle sur un ton de mépris. — Voilà donc ce qui t'occupe!

Elle alla s'asseoir sur le divan, les coudes aux genoux, la tête dans les mains. Marcel ne savait pas si elle riait encore ou si elle pleurait. Il s'approcha d'elle, voulut l'embrasser, mais elle le repoussa.

Bien loin d'en souffrir, il jouissait profondément de cette révolte et de cette répulsion que ses paroles avaient déchaînées. Non, cette fois il n'en pouvait plus douter : il avait créé de toutes pièces ces chimères horribles. La stupeur de la jeune femme n'était pas jouée. Elle avait dû s'arrêter à bien des hypothèses avant de commencer d'entrevoir le soupçon dont il l'avait salie. Elle en riait, tellement ces choses lui paraissaient inexistantes, irréelles. Il respirait enfin : « Elle va maintenant m'exécrer; tant pis! J'ai l'esprit en repos. Je n'ai plus qu'à m'inquiéter de la conquérir. La place est nette pour tout reconstruire. » La preuve que l'obsession déjà se dissipe : les vieux soucis, qu'elle avait masqués, réapparaissent. S'il se remettait à un roman... Sur la jalousie peut-être. « On verra bien que je ne suis pas fini. »

Tota arrangeait ses cheveux devant la glace. Elle prit un livre sur la table et quitta la chambre sans qu'il osât la suivre. Il l'entendait, derrière la porte, tourner les pages. Peu lui

importait, maintenant, de n'être pas avec elle. Le calme profond qui régnait en lui suffisait à son bonheur. Tous les jaloux ont savouré cette impression de paix, de silence intérieur, dès que s'interrompt leur torture. Ce n'était donc pas vrai! Ce n'était pas même vraisemblable! Comment avait-il pu croire à cette horreur! Quand avait-il commencé d'y croire? Le soir où elle était allée à la gare pour attendre Alain, et qu'il avait reçu la visite d'Hervé... Les insinuations d'Hervé eussent-elles suffi à déchaîner en lui cette folie? « Non, j'étais préparé déjà. Hervé n'a fait que me révéler à moi-même ce qui me travaillait depuis longtemps. Fini de souffrir. Tout reconstruire. Mais par où commencer? »

Marcel songe qu'il n'eut jamais à se donner beaucoup de peine pour se faire aimer. Il n'est pas habitué à être celui des deux qui souffre, étant né bourreau, comme d'autres naissent victimes. Depuis que Tota est entrée dans sa vie, il a le sentiment de tenir un rôle pour lequel il n'est pas fait. Tout cela va changer. Sans tarder d'une minute, il veut, il exige que cela change. La séparation pour commencer. Quelques semaines à La Hume : le froid, la boue, les allées gluantes, les papiers moisis, le salpêtre des murs, la nuit tôt venue, les soirées interminables, l'odeur de la maladie, les hurlements de l'infirme au petit jour... « Elle aura vite fait de regretter notre lit, ses robes, la danse, l'alcool... »

Marcel poussa la porte entrebâillée. Une lampe basse était allumée près du divan où il put à peine discerner Tota étendue, à demi tournée vers le mur, le visage caché. Comme il l'embrassait par surprise, elle tressaillit et, sans le regarder, elle le repoussa de la main. Il ne se fâcha pas et dit seulement :

— Nous ne pouvons donc être raisonnables tous les deux à la fois? C'est ton tour d'être méchante; et moi je ne comprends plus rien à la folie qui me tenait tout à l'heure; je n'y songe même plus. Je te jure de n'en plus parler jamais. Embrasse-moi.

Mais elle se débattit.

— Tota! Tu ne peux même plus me regarder?

Comme elle avait la figure enfoncée dans un coussin, il n'entendit pas ce qu'elle répondait à mi-voix, mais reconnut

ce mot « horreur ». Il s'écarta un peu, et il regardait ce corps étendu qui, par instants, frémissait. L'épaule droite un peu trop aiguë était remontée. Qu'il aimait ce cou gracile, cette nuque d'enfant! Une seule jambe était repliée, l'autre étendue, — une jambe trop forte qui n'avait pas l'air d'appartenir à ce corps, — ce qu'on appelle aujourd'hui une jambe laide; mais Marcel aimait cette robustesse cachée, n'attachant d'importance qu'aux chevilles et à l'attache des genoux. Maintenant il souffrait à l'idée de ce départ, de cette séparation; mais ce n'est rien de souffrir pour une raison précise et non pour une chimère. Il devrait se passer plusieurs semaines peut-être de Tota. Ah! surtout ne pas manifester son chagrin. Il offrit de lui retenir des places dans le Sud-Express pour le lendemain.

— Le *Sud* part à une heure commode. C'est une bonne idée que tu as eue. Tu vois que je suis devenu raisonnable.

Comme elle ne répondait rien, la face toujours détournée, il lui demanda si elle voulait qu'on descendît la malle ou si elle n'emportait que des valises. Alors, sans se retourner :

— Je ne pars pas.

— Je t'ai déjà dit, ma chérie, que je souhaite maintenant ce départ.

Elle répéta qu'elle restait. Il lui dit en riant qu'elle n'était qu'une petite fille boudeuse et têtue, une vraie petite chèvre; et la prenant par les épaules, il essaya de la tourner vers lui. Mais elle se débattit, et il recula devant ce visage furieux où brillaient des larmes.

— Il me semble, — gémit-elle, — que je ne pourrai plus jamais revenir à La Hume, jamais!

Assise maintenant, le buste droit, elle regardait devant elle avec une expression égarée.

— Quelle horreur! — dit-elle.

— Mais, chérie, puisque ce n'est pas vrai...

Comme elle ne répondait rien, il crut qu'elle ne l'avait pas entendu et répéta :

— Mais, chérie, puisque ce n'est pas vrai!

Cette fois, elle tourna vers lui sa figure pétrifiée, et il ne put douter qu'elle l'avait entendu.

— Tu sais bien que ce n'est pas vrai!

L'angoisse recommençait de sourdre en lui. L'eau montait de nouveau, l'envahissait, le recouvrait : ce n'était pas possible. Tota allait trouver une parole, faire un geste, rire. Oui, le rire de Tota suffirait pour qu'il retrouvât le calme.

Mais elle ne riait ni ne parlait, — prise tout entière et retenue par cette vision de sa vie révolue, — cette vie qu'elle ne croyait déchiffrer que depuis ce soir; dont elle possédait *peut-être* la clé; était-ce la vraie clé? Innocente dans ses pensées comme dans ses actes, de cela elle ne pouvait douter... Mais au delà des actions et des pensées, ce sentiment confus qu'elle ne s'était jamais défini, ne venait-il d'être appelé par son nom, ce soir, pour la première fois? Il n'existait que parce qu'il avait été nommé. Si elle était morte hier, si c'était elle et non Irène qui eût été aujourd'hui ensevelie, ce sentiment n'aurait pas eu de réalité. Mais deux syllabes qu'elle se répète sans remuer les lèvres suffisent à dresser d'un coup, devant Tota, cette passion qui fait peur aux hommes, cette honte, cet amour. Pourtant la puissance des ténèbres dont c'est la joie de souiller et d'empoisonner toutes les sources dans notre cœur, allait trop loin, cette fois, et dépassait le but. Tota secoua la tête, avançant les mains dans un geste de protection :

— Quelle folie! — s'écria-t-elle. — Bien sûr que ce n'est pas vrai!

Elle riait enfin, mais non comme l'aurait voulu Marcel : sa voix demeurait suppliante; Tota demandait d'être rassurée. A Marcel maintenant de lui prouver qu'il avait forgé de toutes pièces un monstre, et qu'ils tremblaient tous deux devant leur créature comme des sauvages devant le dieu dont ils ont tiré eux-mêmes l'image d'un tronc d'arbre à peine équarri.

— J'ai beau rappeler mes souvenirs, — disait-elle, — je ne trouve pas une scène, pas une parole, pas un geste qui puisse... Je te le jure, — ajouta-t-elle en pleurant.

— Alors, tu vois? Pourquoi chercher? Ce qui me fait du mal, Tota, c'est que tu cherches, tu cherches...

Il s'assit près d'elle et lui prit la main. Elle ne la retira pas, bien loin d'ici par la pensée.

— Alain? Il était d'une pudeur presque ridicule pour un garçon. Ce sont des choses que je n'oserais dire à personne et que les gens d'ici ne comprendraient même pas. Il n'entrait

jamais dans ma chambre; il n'aimait pas à me voir dans la sienne. Quand j'allais me baigner, le côté de la rivière devenait pour tous une région interdite... Quoi? Qu'est-ce que tu allais dire?

— Mais rien, — dit Marcel, se retenant de poser la question qui lui brûlait les lèvres : « De quoi donc Alain avait-il si peur? » Elle comprit et se tut. Ils demeuraient ainsi, côte à côte, perdus dans leurs pensées.

Marcel alluma une cigarette et ne s'interrompit plus de fumer. Il songeait au repos d'Irène. La voilà bien, la seule réponse qu'elle lui pût donner! Quand on n'en peut plus, se coucher et s'endormir. Mais Irène n'avait pas été, comme lui, retenue dans la vie par des goûts précis. Elle n'avait pas connu le plaisir.

« Ce n'est pas vrai, se répétait Tota. Je sais que ce n'est pas vrai. Je n'ai pas besoin de me prouver que ce n'est pas vrai. »

Ils entendirent dans la salle à manger le bruit des assiettes. Marcel s'inquiéta :

— Nous ne dînons pas ici, j'espère?

Tota se leva sans répondre, et cria depuis la porte à la femme de chambre qu'il ne fallait pas mettre le couvert.

— Tu ne pars pas demain, Tota?

Non, elle enverrait un télégramme.

Il lui demanda si Alain l'attendait; elle avoua qu'elle lui avait télégraphié dans l'après-midi.

— Je vais m'habiller; et toi?

Lui aussi : non, pas l'habit, le smoking. Il faudrait faire beaucoup de boîtes, cette nuit.

Tota pensait à William. Pourvu qu'il fût libre! Elle lui téléphonerait de se rendre libre coûte que coûte. Ils danseraient jusqu'à n'en plus pouvoir. Elle allait mettre la robe rouge qui lui portait bonheur, bien qu'elle fût un peu défraîchie, et pas assez décolletée dans le dos. Au fond elle se réjouissait de ne pas partir : elle serait morte d'ennui à La Hume. Elle rentra dans la pièce où Marcel étendu, fumait :

— Tu sais, — lui dit-elle, — je suis contente de ne pas partir. Je me serais assommée là-bas.

Il respira : c'était la parole qu'il attendait; c'était ce genre

de paroles qui lui faisait du bien. Il n'espérait pas que ce répit durât longtemps, mais pour cette nuit, du moins, il savait où était le secours : pas de leur sale champagne, pas de cocktails : du whisky.

Après un temps de silence, il appela Tota.

— Mais, chérie, le soir de l'enterrement d'Irène...

Elle le regarda avec étonnement.

— Raison de plus, — dit-elle.

— Oui, c'est vrai, raison de plus.

XX

Après la dernière pelletée de terre, après la dernière main serrée, Hervé, assis dans l'auto près de la vieille femme invisible sous son crêpe, savait que la plus dure épreuve l'attendait encore : il fallait affronter le visage de sa mère, tel qu'il lui était apparu le jour de la mort d'Irène. Il fallait revoir cette face implacable, si terrible à ses yeux qu'Irène morte lui avait semblé moins effrayante à contempler. Depuis, elle ne lui avait guère adressé la parole que pour lui demander de venir coucher, ce soir, rue Las-Cases. Toute une soirée à vivre sous ce regard!

En vain essayait-il de l'observer à travers le crêpe. Il ne discernait rien qu'une insensibilité profonde, la même qui lui avait fait horreur le soir de son retour : ni larmes, ni sanglots, ni le moindre frémissement. Ainsi, dans cette voiture, bien plus qu'Irène morte sa mère perdue occupait la pensée d'Hervé. Tant pis : rien ne lui restait, il n'en serait que plus libre. Le peu que jusqu'à ce jour il avait évité d'accomplir à cause de sa mère, tout cela s'offrait à sa recherche. Il saurait tirer de cette malédiction un bénéfice. La place était nette, la vieille femme s'écartait d'elle-même et ne lui barrerait plus la route. Pourquoi avait-elle demandé qu'il passât la nuit rue Las-Cases? « Peut-être craint-elle que cette nuit même je ne recommence... » Il ricanait, montant seul l'escalier (il avait laissé sa mère dans l'ascenseur). Non, elle pouvait être tranquille : il serait sage, cette nuit. Maintenant il n'était plus pressé, il avait tout le temps.

Elle l'attendait sur le palier, et lui ouvrit la porte d'une

main tremblante qui ne trouvait pas la serrure. Il la suivit dans la chambre. Une fenêtre était restée entr'ouverte et, après la pluie, un oiseau déjà chantait comme à Pâques, en cette fin de février. Hervé regardait la triste cour de l'immeuble, avec un parti pris d'indifférence, d'insensibilité, résolu « à se mettre en boule ».

— Hervé!

Il se retourna. Elle avait rejeté son voile, et debout, haletant un peu, lui souriait. Elle lui souriait. Non, ce n'était plus un juge, mais ce n'était non plus sa mère d'autrefois. Il pensa d'abord, devant ce visage de cardiaque, ce nez pincé, ces lèvres bleues, qu'elle allait mourir elle aussi, que c'était une question de jours, peut-être d'heures. Il prit dans ses mains une pauvre main déformée, semée de rousseurs, aux phalanges énormes. Elle l'appela encore par son nom. Elle ne pleurait pas, et n'avait même pas l'air de souffrir. Bien plus, cette figure de moribonde rayonnait si visiblement que la première pensée d'Hervé fut que sa mère allait tenir des propos de démente.

— Mon chéri, — dit-elle.

Ah! c'était assez pour qu'il fût rassuré. Et soudain, ce que ni la honte, ni l'horreur éprouvées à son retour, ni la veillée auprès d'Irène, ni l'ensevelissement, ni les funérailles n'avaient obtenu de lui, ce simple mot lui ouvrit le cœur enfin, lui fendit le cœur; son cœur se rompit et sa lourde tête d'homme retrouva sa place d'enfant; et il cacha ses yeux entre l'épaule et le cou de sa mère. On peut ne pas s'inquiéter de mouiller de larmes le cou de sa mère, ni de salir sa robe; on peut ne pas avoir honte de grimacer et de renifler comme à dix ans. Il avait encore dix ans, il n'avait rien fait de mal. Le regard de sa mère traversait la couche épaisse de ses actes inconnus, et elle le voyait encore aujourd'hui tel qu'il avait été autrefois. Qu'il reste de pureté dans le dernier des hommes, tant que sa mère n'est pas morte! « Pleure », lui répétait-elle. Mais elle-même ne pleurait pas. De la main, elle retenait cette tête contre son épaule, et ses yeux tournés du côté de la fenêtre cherchaient au-dessus de la cour un ciel terne où l'azur affleurait; et elle pensait qu'il devait être plus tard qu'elle ne croyait, car les jours avaient allongé. Ainsi s'écou-

lèrent quelques minutes; puis elle sentit la tête de son fils lui échapper : Hervé se leva, demeura debout, appliquant des deux mains son mouchoir sur sa figure. Elle le rappela, et comme il ne bougeait pas, ce fut elle qui vint à lui; et elle s'efforçait de l'attirer encore, mais il se défendit :

— Maman, — dit-il, — vous ne me connaissez pas.

— Que tu es sot, mon chéri!

Du même ton que lorsque enfant elle essayait de le réduire, elle ajouta comme en ce temps-là :

— Voyons, Hervé, regarde-moi dans les yeux.

Mais il se dérobait, il balbutiait : elle ne savait pas qu'il avait promis à Irène de rester ce soir-là, qu'il avait trahi sa promesse, que s'il était resté... Comme sa mère ne répondait rien, il pensa qu'elle avait compris enfin. Il aurait voulu qu'elle lui répétât : « Regarde-moi, mon petit. » Mais non. Elle n'osait plus, elle ne pouvait plus. Il lui jeta un regard rapide et fut surpris de ce qu'elle souriait, en agitant la tête. L'avait-elle entendu seulement? Et de nouveau, il craignit qu'elle fût devenue folle, à cause de ce qu'elle disait : « Qu'est-ce que cela peut faire? C'est sans importance... Tout est bien. Tout est pour le mieux. » Et soudain, dans un éclat de joie qui la redressa, qui lui rendit un instant l'attitude, l'allure de la jeunesse (comme du temps où elle paraissait si grande, si majestueuse au petit Hervé) :

— Mon chéri, si tu savais comme nous sommes aimés!

Cette fois, il comprenait. La vieille marotte de sa mère résistait à tous les démentis de la vie. Il aurait dû ne rien répondre; mais c'était tout de même trop fort. Il se déroba vivement au bras qui de nouveau l'enveloppait, et d'une voix irritée :

— Ah! non, maman : ne me dites pas cela, à moi. (Et d'un ton plus bas) : vous ne pouvez pas savoir. Je voudrais vous le dire que je ne le pourrais pas... (Ah! tant pis! il parlerait, ce soir)... C'est votre innocence qui vous fait croire que tout est pour le mieux. Ce serait déjà trop qu'il n'y eût que la laideur, l'isolement, la misère, toutes les maladies, la mort enfin! mais il y a d'autres choses. Vous priez, vous rabâchez vos prières; et vous ignorez jusqu'à l'existence du gouffre où ceux qui vous touchent de près se sont débattus. Ce n'est

pas leur faute; ils ne le voulaient pas; ils en ont eu horreur dès qu'ils l'ont connu; c'était décidé d'avance, avant même qu'ils fussent nés. Ils hurlaient déjà au fond de l'abîme, ils avaient déjà de la boue jusqu'à la bouche, et ils ne savaient pas même encore où ils se trouvaient, ni ce qu'était cette boue... Mais qu'est-ce donc que j'ose vous dire, maman! Oubliez. N'essayez pas de comprendre. Ces paroles ne signifient rien.

Elle ne paraissait point émue. Elle observait, dans le crépuscule, la forme de son fils accroupi sur la chaise basse, le menton près des genoux joints. Et lui entendait sa mère respirer et il n'attendait pas de réponse, il ne croyait pas qu'il pût y avoir aucune réponse. Aussi fut-il surpris lorsque la voix paisible s'éleva. Elle disait, comme la chose la plus évidente : « que pourtant lui-même, Hervé, il avait reçu, entre plusieurs autres, une très grande grâce ».

— Moi?

— Oui, la plus grande de toutes : tu te vois, tu te connais. Tu appelles la boue : la boue. Tu sais que la boue est la boue.

— Oui, — dit-il, à voix basse et comme malgré lui, — oui, je le sais.

Il n'éprouvait plus de colère. Cela lui avait fait du bien de parler, quoique sa mère, croyait-il, ne l'eût pas compris. Elle lui demanda de venir s'asseoir près d'elle; il obéit et de nouveau appuya son front entre l'épaule et le cou. Sa mère parlait d'Irène, lui jurait « que la pauvre petite s'était endormie dans le Seigneur, » qu'elle-même en avait reçu l'assurance... Rêveries, songeait-il, mais il ne repoussait pas l'apaisement qui venait de ces paroles, de cette voix. Un peu de ciel se reflétait encore dans la glace de l'armoire. La chambre de maman envahie de ténèbres avait reculé dans le temps. Il reconnaissait, contre cette robe noire, l'odeur de ses larmes d'enfant. Si Irène avait entendu ce que disait la vieille femme, songeait-il, peut-être eût-elle ressenti moins de dédain. Que dit-elle, pauvre maman? Il s'efforce d'écouter : « Le lépreux qui voit son ulcère, comment ne souhaiterait-il d'être guéri? Et si une seule fois dans le monde a retenti une promesse de guérison; et si des millions de fois cette promesse a été tenue... » Hervé se laissait bercer, s'abandonnait comme lorsque tout petit, sa mère le portait presque endormi jusqu'à

sa chambre, le déshabillait dans la lueur de la veilleuse, et lui réchauffait les pieds en les serrant entre ses mains.

Voici qu'elle parle d'Irène. Elle assure qu'Irène maintenant connaît toutes ces choses :

— Elle qui voit ce que je vais voir bientôt, mon enfant. Avant la fin de cette année...

Comme Hervé protestait, elle répéta encore que son heure était proche et qu'elle le savait. Et il fut si frappé par ce ton de paisible certitude, qu'il ne trouva rien à répondre. Seulement il se leva, éclaira la chambre, et il regardait comme s'il le voyait pour la première fois, pour la dernière fois, ce visage souffrant de sa mère qui était encore vivante.

XXI

L'après-midi s'acheva dans cette paix; et durant le repas rapide qu'ils prirent au coin du feu dans la chambre, et encore jusque vers onze heures, Hervé put croire qu'il était devenu un autre. Il avait déjà embrassé sa mère et ne songeait plus qu'au sommeil lorsqu'un domestique l'avertit qu'une dame le demandait au téléphone; il y alla et reconnut la voix de Marie Chavès.

— Excusez-moi, Hervé... Votre femme? Il n'y a rien de nouveau?

Il répondit : « Mais non »... mollement. Il l'entendit respirer :

— Ah! vous m'ôtez un poids!

Elle lui dit qu'elle parlait d'un café où elle avait pu se rendre, grâce à la complicité d'une infirmière : il existait, assurait-elle, toute une conspiration pour l'empêcher de téléphoner. Elle avait d'abord demandé le numéro de Marcel; la bonne lui avait fait au sujet d'Irène une réponse si ambiguë, qu'elle se fût affolée si, par ailleurs, elle n'avait appris que Marcel et sa femme dînaient au restaurant et ne devaient rentrer que tard dans la nuit.

Hervé ne put retenir un mouvement de profonde joie : Marcel était donc capable de cela, le jour de l'enterrement d'une amie; rien ne pourrait lui faire interrompre, un seul instant, cette sale vie de noce. « Il me traite de haut et il est aussi ignoble que moi. »

Marie Chavès s'excusait d'avoir téléphoné chez Hervé, au risque de réveiller la malade. Cette fois encore le ton de la femme de chambre lui avait paru embarrassé. Elle ne savait rien touchant sa maîtresse :

— Elle m'a dit de m'adresser à vous, que vous dîniez chez madame votre mère. Je me fais des idées, je m'affole, à tort, j'en suis sûre.

Hervé connaissait, disait-elle, le culte qu'elle avait voué à sa femme. Pouvait-il lui assurer qu'il n'était rien arrivé de grave?

Il vit clairement, à cette seconde, qu'il ne fallait pas hésiter. Cela aurait suffi de dire : « Rassurez-vous, tout va bien. » Hervé ne le fit pas, il ne put pas le faire. Lui, le menteur, dans de telles conjonctures, ne pouvait plus mentir. La vérité suintait par tous ses pores, dès qu'il s'agissait d'une vérité mortelle.

— Pardonnez-moi d'insister : mais je sens une hésitation, un trouble dans votre voix. Non, ça n'aurait pu être si soudain, n'est-ce pas? A moins que... C'est une femme forte, incapable de... Mais parlez donc! Êtes-vous là?

— Ma pauvre Marie, — soupira-t-il.

Et ce cri lui échappa :

— Nous sommes bien malheureux!

Il entendit une exclamation :

— Non! ce n'est pas possible... Sa première sortie doit être pour la maison de santé. Elle m'avait promis : dans le courant de la semaine...

S'il y avait eu un accident, pourquoi le lui avait-on caché? Sans doute n'osait-elle avouer le soupçon qui la hantait. Hervé, à ce moment-là, eut conscience de la jalousie qu'il éprouvait naguère lorsqu'on louait sa femme devant lui. Cette basse jalousie avait donc survécu à Irène! Et comme Marie Chavès répétait :

— La seule femme forte que j'aie connu...

— Nous sommes tous faibles, ma pauvre Marie, — prononça-t-il nettement.

Il entendit un cri étouffé, un râle bref.

— Mais non, Marie, — reprit-il. — Vous ne m'avez pas compris. Elle n'a rien prémédité, c'est un accident; elle souffrait trop, alors elle prenait des calmants; elle n'a été

qu'imprudente, elle a forcé les doses sans prévoir... Répondez, Marie, vous êtes là?

Plus personne. Hervé raccrocha le récepteur. Il demeura un instant immobile au milieu de l'antichambre poussiéreuse, dans l'appartement endormi. Qu'avait-il fait encore? Cette force mauvaise qui émanait de lui presque à son insu, qui frappait comme la foudre, le laissait lui-même dans un état de stupeur et presque d'hébétude. Avertir Marcel, coûte que coûte. Mais où l'atteindre, à cette heure? Il cherche dans l'annuaire le numéro du bar. Hervé entend une rumeur de rires et parfois un hoquet de saxophone lorsqu'un client ouvre la porte des lavabos. Le chasseur lui confirma que Marcel venait d'arriver.

Hervé n'hésita pas à rendre ses domestiques responsables de l'indiscrétion. Il entendit le juron de Marcel, qui tout de même le remercia d'avoir pensé à le prévenir, — surtout ce soir où Hervé eût été excusable de ne pas s'occuper des autres. Comme il ajoutait qu'il allait téléphoner à Saint-Cloud :

— Mais non, mon petit Marcel, tu as ton auto? Alors il faut y aller sans perdre une minute : c'est peut-être une question de minutes.

Marcel s'étonnait de cette sollicitude d'Hervé : comme il paraissait ému! Il avait tout de même des « côtés gentils ». Oui, Hervé avait raison : ce serait prudent de partir sans tarder. Il n'avait pas encore commencé de boire. Qu'il lui en coûtait de rentrer dans la vie, après cette journée, après cette scène avec Tota! Marie Chavès... Quel boulet! N'importe, il irait à son secours; Irène aurait trouvé bien qu'il le fît; il ne fallait pas qu'Irène pût devenir la cause même involontaire d'un autre malheur. Il se glissa entre les couples. Personne ne prêtait attention à sa figure ravagée par tout ce qu'il avait subi ce jour-là.

— Non! — s'écria Tota furieuse, — nous arrivons à peine. Pars si tu veux.

Comme il lui disait de parler plus bas, elle reprit :

— Pars : William me ramènera. Vous voulez bien?

Certes, William le voulait. Il devint rouge, jeta un coup d'œil sur le mari que cette proposition laissait indifférent. Marcel, songeait-il, ne le prenait pas au sérieux; il le croyait

bien inoffensif; il avait tort : ce serait pour cette nuit. Le garçon se répétait à lui-même que tout serait accompli avant l'aube. Jamais il ne s'était senti en meilleure forme. Il s'efforçait, depuis quelques jours, d'être raisonnable. Il avait diminué les doses... Ce serait pour ce soir. Le plus souvent le désir en lui ne coïncidait pas avec les occasions de l'assouvir. Tota paraissait, justement, si peu défendue...

Dès que Marcel ne fut plus là, ils se sentirent gênés. William, entre les danses, ne s'asseyait pas auprès de Tota sur la banquette, mais en face d'elle, et d'un bel œil sombre et trouble, il l'observait. L'attente marquait ce jeune visage usé d'une expression sérieuse, presque grave. S'il avait parlé librement, il aurait dit que ce qui allait s'accomplir n'avait pas d'importance, mais son être secret réagissait comme s'il se fût trouvé au bord d'un événement solennel. Il ne pouvait plus boire et n'avait plus envie de danser. Il prit la carte des vins, et eut honte de ses mains d'alcoolique, qui tremblaient.

Tota, la tête appuyée au mur, regardait dans le vague en fumant. Il vit remuer les lèvres de la jeune femme, et chercha à surprendre ce qu'elle disait à mi voix.

— Qu'est-ce qui n'est pas vrai, Tota? Mais si, je vous ai entendue; vous répétez : « Ce n'est pas vrai, je sais bien que ce n'est pas vrai... » Qu'est-ce qui n'est pas vrai?

Elle s'accouda, et elle le regardait fixement.

— Dites-moi ce qui n'est pas vrai?

Elle lui demanda de se pencher : il ne fallait pas qu'on pût l'entendre. Chacun vit de tout près le visage de l'autre. Tota remarqua la barbe déjà un peu poussée, les lourdes paupières rougies, sur l'œil brûlant et cerné, cette gueule entr'ouverte. Et lui vit les dents pures mais mal rangées, la peau du front trop jaune, les joues un peu creuses fardées au petit bonheur, les épaules encore maigres et des yeux d'enfant pleins de larmes.

— Ce qui est vrai, — dit-elle à voix basse, — ce qui est vrai, c'est que je vous aime.

Il secoua la tête : il ne la croyait pas. Elle lui demanda pourquoi.

— A cause de ce que vous disiez tout à l'heure; à cause de ce qui n'est pas vrai.

Comme elle ne répondait rien, il la supplia de rentrer :

— Je sors le premier, vous me rejoindrez dans la voiture.

Assise près de William au volant, elle lui dit :

— C'est étrange, je ne sais rien de vous, de vos parents, de votre enfance. Moi je vous parle tout le temps de La Hume et d'Alain. Vous pourriez être le fils d'un... Je ne sais pas, moi... d'un forçat!

Il rit; il dit qu'il n'aimait pas à parler de ses parents et donna quelques précisions sèches : origine anglaise, maison au Havre, café et cacao; des gens terribles... Son enfance? le lycée, les vacances à Dinard... Elle l'interrompit d'un air boudeur :

— Oui, oui, je sais : vous m'avez déjà raconté tout cela... Au fond, vous n'avez rien à me dire. Ce n'est pas une vraie enfance.

Elle méprisait les gens qui n'avaient pas de campagne.

— Où sommes-nous? — demanda-t-elle. — Vous n'allez pas vers la Seine?

— C'est le boulevard Haussmann, nous sommes arrivés.

— Mais nous n'allons pas chez vous, William?

— Il le faut, — dit-il à voix basse. — Je le veux; vous le voulez aussi.

Il lui enveloppa les épaules de son bras gauche.

— Comme vous tremblez, ma chérie! Pourquoi tremblez-vous?

Il voulut l'embrasser, mais elle détourna la tête, et il ne put toucher de ses lèvres qu'une joue mouillée et salée..

— Non, — suppliait-elle, — non! non.

— Mais, chérie, je ne suis pas une brute... Ce ne sera pas pour ce soir, voilà tout.

Alors elle se serra avec confiance contre lui. Jusqu'à ce qu'il eussent atteint la rue Vaneau, elle demeura la tête appuyée à l'épaule de William. Parfois il la sentait frémir, comme lorsqu'un enfant commence à s'apaiser.

— Vous êtes arrivée, Tota.

Elle descendit, regarda William.

« C'est idiot, se dit-elle. Je ne sais ce qui m'a pris. Qu'est-ce que j'ai eu? »

Rien ne subsistait de la petite fille traquée, que les paupières rouges, que les joues mouillées. William observait avec étonnement cette femme déçue :

— Ah! — gronda-t-il, — la prochaine fois...

XXII

Elle venait de se coucher lorsque Marcel rentra.

— J'ai bien fait d'aller à Saint-Cloud, — dit-il. — Il y a eu une scène terrible que ma venue seule a pu calmer. Mais à quel prix! Le médecin veut dépayser Marie; et elle ne consent à ce séjour dans le midi que si je l'accompagne et si je demeure une quinzaine auprès d'elle. Que fallait-il faire? J'ai promis... Ce sera dur.

Il épiait Tota étendue; elle aussi l'observait entre les cils.

— Vraiment, — remarqua-t-elle d'un ton railleur, — c'est à ne pas croire! Il me semble que tu deviens bon.

Il haussa les épaules : ce n'était pas la bonté, disait-il, qui le faisait agir; mais le souci de n'avoir rien à se reprocher en cas de malheur. Peut-être voulait-il surtout faire ce qu'Irène aurait souhaité qu'il fît, si elle avait été encore au monde. Il hésita un instant :

— Inutile d'ajouter qu'il ne se passera rien, qu'il ne peut rien se passer entre cette pauvre vieille malade et moi...

— Tellement vieille? — interrompit Tota avec insolence. — Je n'aurais pas cru. Mais si cela fait partie du traitement, et si le cœur t'en dit, ne t'en prive pas à cause de moi...

Il serra les dents et se contint.

— Ce n'est pas très fort, tu sais! Rassure-toi : je n'ai jamais espéré que tu fusses jalouse.

— Mais toi non plus, il me semble? Enfin, tu vas me laisser seule quinze jours; tu ne redoutes rien?

Elle s'était un peu soulevée et il put voir sur ses traits une expression de moquerie. Elle songeait à William, à ce qui allait s'accomplir, à ce qui ne pouvait pas ne pas s'accomplir durant ces deux semaines.

— C'est trop drôle, — reprit-elle. — Vraiment, tu ne crains rien?

— Je ne crains pas *cela*.

Et il la regardait fixement.

— Ah! c'est vrai! j'oubliais...

L'ombre d'Alain passait entre eux. Il remarqua qu'elle ne riait plus.

— Dépêche-toi de te déshabiller, Marcel. Tu es là, les bras ballants. Il est près de deux heures, et nous avons eu une rude journée...

— Oui, Tota, une rude journée.

Quand il fut étendu à ses côtés et qu'il eut éteint la lampe, il la croyait déjà endormie. Mais soudain elle parla :

— De nous tous, elle seule connaît la paix.

— Qui donc, ma chérie?

— Mais ton Irène, bien sûr!

— Ah! — gémit-il, — qu'est-ce que nous avons donc tous à tant aimer la mort!

XXIII

Tota s'habillait sans hâte : William serait en retard comme toujours et ne viendrait pas la chercher avant neuf heures. Bien que Marcel fût parti depuis plus d'une semaine, c'était la première soirée qu'ils allaient passer ensemble, William ayant disparu deux ou trois jours, « ayant plongé », comme il disait (ce qui signifiait que son ami qui habite Mantes avait reçu de la drogue).

Tota avait bien supporté ce temps de solitude. Elle ne connaissait presque personne et décourageait les avances, — toujours méfiante, cabrée, toujours sur la défensive et redoutant qu'on se moque de son accent et de ses manières. Et surtout, elle n'éprouvait le désir de voir personne, parce que personne, ici, ne les avait connus, elle et Alain, à la Hume. Qui donc aurait pu l'aider, lui fournir des indices dans cette recherche, dans cette enquête menée à travers son enfance, son adolescence? Elle n'en sortait plus, éveillait d'infimes souvenirs, interprétait des signes. C'était moins une souffrance qu'une fatigue, un épuisement. Elle ne souffrait pas, mais

elle n'en pouvait plus. Pour s'en assurer, il lui eût suffi de sa figure dans le miroir, de ses traits tirés, comme après une longue marche. Elle avait pourtant accepté, à la prière de Marcel, d'aller voir Hervé qui, depuis la mort d'Irène, habitait chez sa mère. Ce ne devait être qu'une formalité; il était entendu qu'elle ne serait pas reçue; mais à son grand étonnement, on l'introduisit dans la chambre de cette vieille dame qu'elle connaissait à peine, qui était couchée et paraissait très malade. Hervé, assis à ce chevet, épiait le visage terreux aux yeux purs, presque enfantins. Marcel se moquait de l'amour d'Hervé pour sa mère : il disait que les types du genre d'Hervé aiment toujours bien leur maman. Mais Tota avait été émue par cette attention passionnée qu'il donnait à sa mère malade, au point qu'il avait à peine regardé la visiteuse. La vieille dame avait dit à Tota, d'une voix trop lente (comme après une petite attaque), qu'Irène tenait beaucoup à Marcel et qu'elle en parlait souvent. La jeune femme avait répondu un peu niaisement, et sur le ton de la moquerie, que pourtant Marcel ne valait pas cher. La malade l'avait regardée avec tristesse et avait répondu : « Nous valons tous très cher » à mi-voix, en fermant les yeux. Tota intimidée, et la croyant endormie, avait déjà gagné la porte sur la pointe des pieds, lorsque la vieille prononça d'une voix forte : « Je penserai à vous et à lui... »

Cette promesse avait déplu à Tota : elle ne voulait point que l'on s'occupât d'eux; elle n'avait besoin de personne. Au fond, elle n'avait jamais eu besoin de personne que d'Alain. William était le premier... Ce soir, elle n'aurait pas peur... Si! elle aurait peur; mais le tout est de s'y attendre; elle ne cédera pas, cette fois-ci, à la panique. D'ailleurs William l'amènerait ici, et non pas chez lui.

« Nous causerons, avait-il promis, nous fumerons, nous boirons au coin de votre feu. Il se passera des choses ou il ne se passera rien. N'y pensez pas, fermez les yeux. »

C'était difficile de ne pas y penser. Elle ne croyait certes pas que ce fût le moins du monde important. Et puis ce serait la meilleure réponse aux idées idiotes de Marcel. Que c'est étrange, cet inapaisable besoin de nous prouver qu'une chimère n'existe pas, n'a jamais existé! William la délivrera d'une

recherche monotone; il rompra l'enchaînement des images.

En est-elle bien sûre? En tout cas, cela va s'accomplir, cette nuit. Rien ne peut l'empêcher; c'est inéluctable. Elle n'imagine rien qui puisse la détourner de cette pauvre chute. Pourquoi une chute? Elle sera fixée, au contraire; il y aura un point fixe dans sa vie. Ce sera au moins agréable, peut-être délicieux. « Oui, mais je souffrirai par cet être qui est un malade... »

Elle se regarda dans la glace, regrettant d'avoir mis cette robe noire que William aimait. Elle détestait le noir; elle avait le goût des filles de la campagne pour les couleurs vives. Cette robe noire la maigrissait... Elle ne reconnaît pas le coup de sonnette... Et puis il est trop tôt; ce doit être le courrier. La bonne avait congé, elle alla donc ouvrir elle-même, — et vit Alain.

Peut-être ce qui l'étonna le plus, fut-ce de n'être pas surprise :

— Je crois que je t'attendais...

Elle ajouta :

— Que c'est étonnant, ton arrivée aujourd'hui, à cette heure précise!

Alors seulement elle s'aperçut qu'Alain était vêtu de noir, lui aussi.

— Père? — demanda-t-elle.

Il inclina la tête. Hier, au petit jour, leur mère l'avait trouvé râlant sur le carreau, près de la cheminée : il avait voulu encore brûler des lettres. Il était mort dans la soirée, ayant toute sa connaissance, bien qu'il ne pût parler.

— Et l'argent?

Tota eut honte d'avoir posé cette question avant toute autre. Mais Alain s'efforça de ne point paraître choqué : la lettre à demi brûlée que leur père tenait encore, quand on l'avait relevé, fournissait toutes les indications nécessaires : la fortune était sauve...

— Enfin, je te raconterai... Comme tu m'avais écrit qu'après l'enterrement de son amie Irène, Marcel était parti, j'ai mieux aimé venir te chercher. Nous n'avons pas tout à fait deux heures devant nous : tu n'as que le temps de te changer et de faire tes valises...

— Oui, — ajouta-t-elle, délivrée — et aussi de téléphoner à quelqu'un qui devait me prendre ici... Va m'attendre dans l'atelier... Dis? ce n'est pas la peine de faire semblant d'avoir de la peine? Non, Alain, ne fronce pas les sourcils. Je parie que maman a pleuré toutes les larmes de son corps.

— Elle a un très grand chagrin; et moi aussi. Va t'habiller, méchante.

— Je ne suis pas méchante : je suis sûre, à La Hume, d'être un peu émue. Et-ce que tu oseras entrer dans sa chambre? Il me semble que nous continuerons, toute notre vie, à marcher sur la pointe des pieds, à parler bas, à écouter sa toux à travers le plafond.

Quand elle rentra dans l'atelier, vêtue pour le voyage, Alain était assis sur la même chaise, à contre-jour. Elle le regarda, et soudain le prit dans ses bras, l'embrassa à plusieurs reprises, sur les deux joues. Il lui rendit ses baisers.

— Ah! — s'écria-t-elle, avec un soupir de joie, — voilà bien la meilleure réponse...

— Quelle réponse?

— Je ne peux te le dire; tu ne me croirais pas... Ou bien peut-être cela te ferait-il, à toi aussi, de l'effet... Non, non, ne me demande rien.

Elle parut réfléchir et ajouta qu'il faudrait que Marcel les rejoignît à la Hume :

— Quel ennui! Mais, d'un autre côté, après avoir vécu deux jours entre nous deux, il sera guéri. Il ne peut pas ne pas guérir.

— Guérir de quoi?

Elle secoua la tête sans répondre.

— Encore un secret?

— Ne m'interroge pas. Quel bonheur de partir ce soir avec toi! Si tu savais à quel moment tu arrives!

Elle lui prit brusquement le tête à deux mains et la tourna vers la lumière.

— Alain, mon chou, tu as quelque chose!

Et comme il se dégageait en riant faiblement :

— Si! tu as quelque chose! Qu'est-ce donc?

Il ne souriait plus, ses lèvres remuaient, mais il ne parla pas.

— Je devine! — cria-t-elle en battant des mains.

Et du ton un peu vulgaire et complice de beaucoup de femmes quand elles touchent à ce sujet :

— L'amour, hein? Tout de même, ça y est, avoue-le?

— Que tu es bête, ma chérie.

— Comme cela t'a changé! — s'écria-t-elle. — Tu as pâli, tes yeux paraissent plus grands... Oui ou non? — reprit-elle. Avoue? Je ne partirai pas avant que tu aies avoué. Tu vas nous faire manquer le train.

Elle s'agenouilla, appuya sa tête contre sa poitrine :

— Dis vite : l'amour?

A peine baissa-t-il les paupières.

— Qui est-ce? Je connais?

Il fit signe que non.

— Quand la connaîtrai-je, ta conquête?

Il ne répondit pas et mit une main sur ses yeux. Il paraissait souffrir.

— A qui en parlerais-tu, sinon à moi? Alain, pourquoi pleures-tu? Tu n'es pas heureux?

Il l'assura qu'il l'était.

— Tu n'es pas aimé?

— C'est l'heure, ma chérie. Tu n'as rien oublié? Nous enverrons demain matin un télégramme à Marcel.

Il cherchait visiblement à changer de propos. Dans la voiture, il demanda où était Marcel.

— En voyage, avec sa vieille. C'est drôle, hein? Ne fais donc pas cette tête! Ah! Non! nous allons pouvoir parler de tout, maintenant, j'espère? Je vais te raconter...

Il l'écoutait avec une attention profonde.

— Crois-tu qu'il était furieux que je ne sois pas jalouse? Juge un peu si je m'en moque! D'ailleurs, même si j'avais été jalouse, je suis tellement sûre qu'il ne se passera rien entre eux... Il ne veut pas avoir un suicide sur la conscience : ça troublerait son sommeil! Et puis il a un côté « avant guerre », un côté « noble cœur », comme dit William. Je pense qu'il fait cela aussi en souvenir de son Irène. Mais c'est un grand sacrifice pour lui : il souffrait de me laisser... Par exemple, s'il avait pu prévoir que tu viendrais en son absence... (Elle s'interrompit net). Non, cela n'a aucun rapport... Je ne sais pas pourquoi je dis cela.

. . . . . .

La Vie parisienne qu'elle avait achetée à la gare glissa de ses mains. Elle dormait enveloppée dans la couverture grise de la Compagnie d'Orléans. Les cahots secouaient sa petite tête morte. Alain avait le sentiment d'être allé chercher ce corps — sous quels décombres! — de l'avoir porté dans ses bras jusqu'à ce wagon. Où allait-il maintenant? Il ne courrait plus si vite, désormais. C'était comme si Tota avait les bras noués autour de son cou; et Tota ne serait pas seule : beaucoup d'autres s'agripperaient à ses vêtements, et déjà il traînait après lui une grappe humaine. Impossible de reculer : derrière lui, tous les ponts rompus; et devant lui, ce brasier qu'il faut qu'il traverse. Être appelé... *La Vocation.* Ce n'est pas pour rire qu'un adolescent est désigné par son nom, marqué, mis à part. Alain, sans méfiance, avait remonté ce fleuve de délices qui courait sourdement sous ses pures années, et soudain voici la source : une colline pas très haute, un gibet à peine élevé au-dessus de la terre, à demi caché par ce pauvre remous éternel d'injures, de moqueries et d'amour; et à l'entour, l'indifférence effrayante du monde (ce geste qui dure depuis des siècles : ce même coup de lance dans le cœur donné par une main indifférente). Il n'y peut rien; il ne peut voir autre chose que ce gibet; chaque réponse l'y ramène du petit catéchisme à l'usage des enfants que depuis quinze jours lui fait réciter le vieux curé de Sauternes.

Ce bonheur qui le terrassa un soir, à La Hume, au milieu de la prairie poussiéreuse, qui, plus tard, le fit courir sous les marronniers des Champs-Elysées, et qui, sur le divan d'un atelier à Paris, le tint en éveil jusqu'à l'aube (et pour l'étreindre, il avait les bras serrés contre sa poitrine), ce bonheur, il l'a peut-être perdu, — du moins ne le reconnaît-il plus : quelqu'un l'a entraîné loin des routes frayées, et, tout à coup, se démasque.

« Surtout, ne pas dire : jusque-là et pas plus loin ...»

Tota avait enfoncé sa figure dans l'oreiller sale et il ne voyait plus que sa nuque rasée. Les cahots qui secouaient ce corps lui rappelèrent son précédent retour de Paris (il n'y a pas deux semaines) : interminable journée, dans un

compartiment de seconde classe où, à l'heure du repas, des gens déplièrent des papiers graisseux. Il se rappelle de s'être formulé pour la première fois, entre Châtellerault et Poitiers, la question qu'il poserait d'abord à sa mère. Cette question, qui depuis des mois brûlait ses lèvres, comment avait-il pu la retenir si longtemps? Comment avait-il pu vaincre cette curiosité dont il était enfin envahi, possédé, au point qu'il se souvient que le rapide lui paraissait se traîner le long du ballast, et qu'il désespérait d'atteindre jamais La Hume, et qu'il avait eu peur de mourir avant de savoir... Aussi, à peine le vieil omnibus avait-il quitté la gare de Cérons, la Garonne à peine traversée, sans préparation, il demanda à sa mère s'il était baptisé. Il attendait un oui ou un non, mais il n'attendait pas ce sursaut de peur :

— Pourquoi me demandes-tu cela? Tu sais bien que ton père...

Il l'avait interrompue avec impatience :

— Je ne le suis donc pas?

Et elle, comme pour se défendre, et de ce ton servile qu'elle avait appris dans l'ombre de son mari :

— Que veux-tu! J'ai de vieilles idées; je suis d'une autre époque. Puisque tu n'y crois pas, qu'est-ce que cela peut te faire? Cela ne signifie rien, ne t'engage à rien. Et puis, ça peut porter tort, surtout à une fille, de n'être pas baptisée. Du moment que je l'avais fait pour Tota, c'était difficile de le refuser pour toi au curé de Sauternes qui a été très bon, à cette époque...

— Alors moi aussi?

— Rassure-toi : inutile de te dire que ton père n'en a rien su. Personne n'en a rien su : la servante du curé et le sacristain, ton parrain et ta marraine, sont morts depuis longtemps. Il ne reste aucune trace. On sait bien que vous n'avez pas fait votre première Communion : c'est ça qui compte. Tu ne m'en veux pas?

Il cherchait une simple parole qui rassurât sa mère et qui, sans la troubler, l'avertît. Il lui dit donc à mi-voix, et comme s'il n'y attachait aucune d'importance, qu'au contraire il lui était doux de savoir qu'il appartenait au Christ. Était-ce la première fois qu'Alain prononçait ce nom à haute voix?

Jusqu'à son dernier souffle, il se souviendrait du tonnerre de cette unique syllabe dans le vieil omnibus cahoté sur une route de l'Entre-deux-Mers, un soir.

Alain se souvient que, lorsqu'il était revenu à lui, sa mère l'épiait, à la lueur de la lanterne (qui éclairait aussi la croupe lourde du cheval, un harnais rafistolé). Peut-être pensait-elle au jour de ses noces, lorsque son mari lui souffla, sur le seuil de l'église : « Regardez-la bien, cette vieille caverne; vous n'y mettrez plus jamais les pieds. » Elle avait cédé sur ce qui lui avait paru le moins important; on peut prier chez soi comme à l'église; Dieu est partout. Elle avait veillé au grain; elle n'avait pas mal mené sa barque; elle avait accompli son devoir d'état. Et maintenant (que c'est drôle!) le petit s'intéressait à ces choses dont elle ne lui avait jamais parlé. Sans doute ne ressemblait-il pas aux Forcas. De son côté à elle, du côté Brannens, on avait toujours eu de la religion; elle-même, au couvent de Lorette et jusqu'à son mariage... Comme les soucis de la vie recouvrent tout cela! Est-ce que cela existe vraiment?

Lorsque le frein eut grincé à la descente de La Hume, elle avait répété : « Pour que le docteur ait voulu que je te rappelle, il faut que la fin soit proche. Sans doute ton père ira-t-il jusqu'au printemps, mais il risque aussi de s'en aller d'une minute à l'autre; et peut-être au moment où je te parle... » Et, comme l'omnibus tournait dans l'avenue, elle avait regardé s'il y avait de la lumière dans la chambre du malade.

Alain fut frappé par ce sentiment confus d'attente, d'espérance, de chagrin, de terreur que les paroles de sa mère exprimaient. Il l'avait aidée à descendre de voiture. Une lampe Pigeon accrochée au mur du vestibule éclairait les dalles dont plusieurs étaient fendues. Et à peine la porte franchie, ils avaient, d'instinct, parlé à voix basse. Aussi loin qu'allaient ses souvenirs, on avait parlé à voix basse dans cette maison.

— Attends un peu, — lui avait-elle soufflé. — Je voulais te demander : Tota n'est pas souffrante... fatiguée? Tu ne t'es aperçu de rien?

Il comprit qu'elle pensait à un enfant. Elle souriait à ce temps peut-être tout proche où Tota reviendrait, un enfant

dans les bras. Elle ne s'était jamais entendue avec cette fille violente; mais le jour où elle aurait un enfant...

— Que ton père ne sache pas surtout que tu as vu Tota. Sois prudent : il est entendu que tu es allé visiter des installations de cuviers mécaniques.

Alain se rappelle sa puérile frayeur lorsque, derrière sa mère, il s'était engagé dans l'escalier à vis, dont les marches de pierre étaient glissantes à force d'usure. A l'étage, une vive lumière brillait sous une des portes, par un trou que les rats y avaient fait. Et déjà régnait cette odeur de la maladie. Ils étaient immobiles, sur le seuil : un grand feu de bois éclairait le plancher rongé par places et les fauteuils d'acajou, mais laissait l'alcôve dans les ténèbres.

— Entre la première.

— Non : toi.

Ils n'osaient avancer, jusqu'à ce que la respiration sifflante du malade eût rassuré madame Forcas : il dormait.

— Il dort : la journée sera meilleure demain, — avait-elle murmuré d'un air de profonde satisfaction, comme une bonne femme que tourmente la santé de son époux.

Alain avait veillé jusqu'à l'aube cet étranger, cet homme qui, toute sa vie, avait été « hors de lui ». Et maintenant, le frère ramène sa sœur dans la maison délivrée.

— C'est Angoulême? — Tota frotte de son gant la vitre embuée. — Écoute, Alain, pendant que tu dormais, j'arrangeais notre vie à La Hume. Ce serait comme autrefois, mais sans celui qui y rendait la vie étouffante. Je m'en irais quand j'en aurais assez, puis je reviendrais; nous voyagerions... Je doute que Marcel fasse jamais de longs séjours...

Son frère l'écoutait sans une parole. Il songeait que dans moins d'un mois, il serait parti, où serait-il? Dieu le savait.

— C'est vrai : il y a tes amours que j'oubliais! Je ne les imagine pas très loin de nous.

Elle vit remuer la bouche d'Alain, mais, dans le bruit du wagon, n'entendit pas sa réponse :

— Tout près de nous, à un jet de pierre.

FRANÇOIS MAURIAC

M. THIERS
DEVANT L'ALLEMAGNE
(1872-1873)[1]

A Berlin, le 8 janvier 1872, le vicomte de Gontaut-Biron nouvel ambassadeur de France, est reçu en audience solennelle par Guillaume Ier, Empereur et Roi. A Versailles, le 9 janvier, le comte d'Arnim, nouvel ambassadeur d'Allemagne, présente ses lettres de créance à M. Thiers, Président de la République. C'est la reprise normale des usages diplomatiques du temps de paix. Mais le public français est encore si déshabitué de tout ce qui ne signifie point la prolongation de l'état de guerre, que ces pâles cérémonies éveillent aussitôt l'optimisme imaginatif des badauds. Des journaux parisiens, plus soucieux d'être agréables que véridiques, n'hésitent pas à faire croire que M. d'Arnim apporte, en don de joyeux avènement, des propositions destinées à faciliter la délivrance du territoire.

Dès ses premiers entretiens avec l'ambassadeur allemand, M. Thiers effleure le lourd problème, et sa première lettre à M. de Gontaut-Biron marque déjà sa volonté d'*anticiper*

1. Sources : *Documents diplomatiques français* (1871-1914) *publiés par le Ministère des Affaires étrangères*, 1re série, 1929. — *Documents officiels allemands publiés par le Ministère allemand des Affaires étrangères* (1870-1914), trad. Henri Audoin, t. 1er, 1927. — *Occupation et libération du territoire*, 1903. — *Notes et Souvenirs de M. Thiers*, 1903. — Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon ambassade en Allemagne*, 1906. — Duc de Broglie, *la Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*, 1896. — *Mémoires du duc de Broglie*, 1929. — *Le procès d'Arnim*, 1875. — *Journal officiel* et journaux politiques du temps, etc.

sur l'échéance des 3 derniers milliards de l'indemnité de guerre, afin d'abréger le délai prévu pour l'évacuation définitive du sol français. M. Thiers invite même l'ambassadeur de France à laisser transparaître ce dessein à Berlin, mais « sans soulever prématurément la question ». La négociation nécessaire sera lente et difficile; il ne convient pas de s'y aventurer sans des réflexions profondes.

En effet, le traité de paix ne confère pas des effets uniformes à tous les paiements de la France. Des évacuations graduelles correspondent à l'échelonnement des 2 premiers milliards. Mais ensuite le traité fait masse des 3 derniers milliards et décide seulement qu'ils devront être payés en trois ans, avant le 2 mars 1874. Si la France devance cette échéance finale, l'Allemagne consentira-t-elle à accélérer la libération des six derniers départements occupés (Marne, Haute-Marne, Ardennes, Meuse, Vosges, Meurthe-et-Moselle) et du territoire de Belfort? Rien dans le traité ne l'y oblige. La thèse allemande tend à soutenir, au contraire, que seule la France est intéressée à presser ses paiements, pour achever en temps voulu le transfert des 3 derniers milliards; sinon, elle s'expose à une occupation plus prolongée. M. Thiers combattra cette thèse, mais le silence du traité l'empêche d'imposer la sienne, qui consiste à lier les paiements et l'évacuation. Le succès ne dépend, en somme, que de la complaisance du vainqueur.

Or, M. Thiers ne se propose pas seulement de libérer rapidement le territoire; il veut, avec autant de rapidité, reconstituer l'armée de la France. N'y a-t-il point comme une gageure à entreprendre ainsi d'obtenir que l'Empire allemand se résigne à lâcher son gage territorial, dans l'instant même où cet ombrageux vainqueur voit se reformer en France un esprit militaire qu'il n'est que trop porté à confondre avec l'esprit de revanche?

***

M. Thiers écrit (28 janvier) à M. de Gontaut-Biron : « Avant de songer aux alliances de l'avenir, il faut songer à l'indépendance du présent, et cette indépendance repose tout entière sur l'évacuation. » Le 31 janvier, sur un rapport venu

de France, Bismarck dénonce à Guillaume Ier l'augmentation du budget de l'armée, les remplacements de matériel de guerre. « De ce luxe de dépenses militaires, hors de proportion avec la situation financière de la France », le Chancelier conclut à « la prétention de vouloir jouer encore le rôle de première puissance militaire du continent », au dessein de saisir la première complication européenne pour « passer à l'attaque », car la nation française, si « ignorante et facile à tromper » qu'elle soit, ne peut se croire exposée à une agression quelconque. — Un peuple qui veut pouvoir se défendre contre une nouvelle entreprise d'écrasement; un vainqueur interprétant ce légitime souci comme l'indice de menées ténébreuses : ce rapprochement fait pressentir à quel ordre d'objections va se heurter l'œuvre de libération du territoire. Cela, M. Thiers le sent bien, mais, pour amadouer l'Allemagne, il compte fortement sur l'appât des trois milliards. La tentation agit, elle agit même trop. Le 6 février, M. de Bleichrœder, grand banquier de Berlin, l'homme de confiance de Bismarck, vient exposer à M. de Gontaut son merveilleux plan financier, qui, d'un seul coup, libérerait la France : il suffirait d'émettre pour 3 milliards d'obligations gagées sur les Chemins de fer français et de les remettre au gouvernement prussien, qui se chargerait de les placer. Ce plan ne dit rien qui vaille à l'ambassadeur. A M. Thiers non plus. N'importe, la démarche prouve qu'on pourra causer; mais le souci de M. Thiers est de ne s'engager ni trop tard, ni trop tôt, dans cette conversation brûlante.

Pour l'instant, il serait trop tôt. La France achève de s'acquitter des 2 premiers milliards, par versements de 80 millions s'effectuant de quinzaine en quinzaine, et dont le dernier doit échoir le 1er mai. Cette opération terminée, il sera temps de passer à la seconde. Février est rempli par la pénible discussion relative aux derniers prisonniers retenus en Allemagne, sous quelque inculpation délictueuse. En mars, le rapport Chasseloup-Laubat sur la réorganisation de l'armée rallume les colères allemandes; l'heure n'est point propice. Mais il n'y a plus beaucoup de temps à perdre. A Paris, l'opinion s'agite. Les *Femmes de France* ont ouvert une vaste « souscription volontaire » pour la libération du

pays, et les patriotes accusent le gouvernement de briser « l'élan national ». Les résultats en sont infimes (moins de 7 millions recueillis dans toute la France), mais l'idée a séduit même des esprits qu'on aurait crus moins chimériques. C'est ainsi que M. Taine crut possible d'obtenir par là, non certes des milliards, mais, d'année en année, 300 millions pour amortir la dette de guerre[1]. D'autres recommandent l'emprunt forcé, voire l'impôt sur le capital : ils envisagent un prélèvement de 3 ou 4 p. 100 sur les fortunes et paraissent surpris lorsque de sages économistes leur objectent que le champ du paysan, l'outillage de l'industriel, ne sont point si aisément mobilisables qu'ils le supposent. Chaque jour surgit quelque nouveau projet fumeux. Les députés s'en emparent. MM. Salneuve et Antonin Lefèvre-Pontalis proposent à la Chambre de nommer une commission pour les étudier tous, sans négliger la souscription volontaire. Un judicieux discours de M. Victor Lefranc, ministre de l'intérieur, s'y oppose, et les auteurs de cette motion ont le bon sens de la retirer.

M. Thiers songe, lui, à l'emprunt de 3 milliards qu'il lui faudra lancer avant les grandes vacances d'été, si, comme il le présume, la négociation avec la Prusse se développe à souhait. Trois ou quatre mois encore, ce n'est point trop pour conduire l'événement. Avant même que la conversation diplomatique ne commence, la perspective de ce grand emprunt pèse sur la Bourse et trouble le marché des rentes. La spéculation veut en deviner déjà la date, et elle s'engage en conséquence[2]. M. Thiers n'aime point du tout cela, et il

1. Voir la lettre de M. Taine au directeur du *Journal des Débats* (9 février 1872), en faveur de la souscription volontaire : « L'avantage moral est le bon effet qu'elle aura sur l'opinion. Qu'il y ait de l'argent et même de la confiance, le dernier emprunt l'a prouvé, mais il n'a pas prouvé autre chose : ceux qui ont acheté de la rente à 82 francs songeaient à faire un bon placement et non à racheter leur pays. Cent francs versés gratuitement à la caisse du comité central pour la contribution patriotique indiquent plus de cœur et d'esprit public qu'un million déposé chez l'agent de change pour acheter les rentes du prochain emprunt. » Ces amers propos, tendant à jeter le discrédit sur les souscripteurs des emprunts nationaux, ne sont point faits pour faciliter la tâche financière du gouvernement de M. Thiers.

2. A la Bourse du 13 avril, les acheteurs de rentes parient pour le mois de septembre, qui leur semble encore éloigné; les vendeurs, pour juillet (*Voir les bulletins financiers des journaux*).

se préoccupe aussi de la concurrence possible d'autres emprunts d'État étrangers. Pour réserver à l'emprunt français ce qu'il nomme la « saison financière », tout lui commande maintenant d'amorcer la négociation. Mais comment s'y prendre? Depuis plusieurs semaines, le comte d'Arnim est absent de Versailles; il est allé à Berlin, puis à Rome, puis retourné à Berlin, et l'on se demande s'il n'est point chargé de préparer une alliance entre l'Allemagne et l'Italie. Voilà M. Thiers forcé de s'en remettre à M. de Gontaut-Biron, au lieu de parler lui-même, ce qui le contrarie.

Un remarquable conseil (qu'il ne suivra point) lui vient de Nancy, où le comte de Saint-Vallier est en mission auprès du général de Manteuffel, commandant en chef des troupes allemandes. Manteuffel, partisan sincère de l'évacuation, s'efforce de guider M. Thiers par l'entremise de Saint-Vallier. Son avis est qu'un seul homme serait qualifié, par la confiance et la sympathie qu'il inspire à Bismarck, pour traiter « amicalement et secrètement » l'affaire : cet homme rare, c'est M. Pouyer-Quertier. La démission forcée de ce ministre (officielle le 6 mars)[1] tourmente le général prussien. Saint-Vallier écrit à M. Thiers que Manteuffel suggère d'envoyer le ministre démissionnaire en mission confidentielle à Berlin; il glisse, en outre, cet avertissement : « Le général ne croit pas que M. de Gontaut, bien moins encore M. d'Arnim, puissent être chargés, avec succès, de la négociation. » Justement M. Thiers vient d'écrire à Saint-Vallier une lettre qui se croise avec la sienne et où il prononce sans tendresse l'oraison funèbre de son ministre des finances; il écrit en passant : « M. de Bismarck avait pris du goût pour M. Pouyer-Quertier, mais peut-être aimait-il ses défauts autant et plus que ses qualités. *Pourtant le crédit de la France ne tenait pas à lui* »... (M. Thiers est un peu jaloux.) C'est écarter d'avance la suggestion de Nancy. M. Thiers conclut : « M. de Bismarck ne tardera pas à entendre parler de nous... Nous aurons en avril un congé de cinq à six semaines, et je profiterai

1. Cette démission fut la conséquence du procès Janvier de la Motte, devant la cour d'assises de Rouen. M. Pouyer-Quertier était allé témoigner en faveur de l'ancien préfet de l'Empire, poursuivi par le garde des sceaux en raison de sa gestion administrative; il le fit acquitter.

de ce silence obligé à Versailles pour prendre la parole à Berlin. »

***

M. Thiers se décide à écrire à M. de Gontaut. Sa lettre du 11 avril pourrait assez bien se résumer ainsi : « Parlez sans tarder, mon cher ambassadeur, il le faut, mais, je vous en conjure, prenez grand soin de ne rien dire! » M. Thiers lui laisse à choisir de dire ces riens à M. d'Arnim ou au Chancelier. Mais, le lendemain, Saint-Vallier écrit encore de Nancy. Manteuffel insiste pour qu'on saisisse très vite Bismarck, par l'entremise de M. Delbrück, ministre d'État et spécialiste des finances; il conseille d'exclure Arnim, comme « peu propre à conduire une négociation aussi importante ». Alors M. Thiers se ravise. Sa nouvelle lettre du 14 avril prescrit à l'ambassadeur de brusquer la démarche, éveille certains doutes au sujet d'Arnim, invite M. de Gontaut à s'adresser à Delbrück pour aborder Bismarck, en vue de prier le Chancelier de désigner lui-même le négociateur de son choix.

La première lettre de M. Thiers arrive à Berlin le samedi 13 avril. Le lundi, M. d'Arnim vient remercier M. de Gontaut d'une invitation à dîner. M. de Gontaut amorce aussitôt la conversation d'affaires, qui prend de l'ampleur, car son interlocuteur l'oriente sur les armements français. La seconde lettre de M. Thiers n'arrive qu'ensuite. L'ambassadeur, embarrassé sur ce qu'il doit faire, se décide à suivre les conseils d'Arnim et à différer sa demande d'audience à Bismarck; il demande à Versailles de nouvelles instructions. M. Thiers l'approuve et lui laisse toute liberté : « Vous êtes homme de tact, vous êtes sur les lieux, vous êtes entouré de toutes les informations possibles, vous êtes donc parfaitement en possession de choisir le moment propice pour parler et agir. »

On a beaucoup reproché à M. de Gontaut-Biron de s'être trop fié à cet intrigant Arnim. Nous venons de voir qu'il eut ses excuses, dont la meilleure fut sans doute l'extrême difficulté d'approcher Bismarck, alors très accaparé par sa lutte contre les catholiques allemands. Arnim était plus accessible, et l'ambassadeur éprouvait pour lui une sympathie qu'explique

leur communauté de vues sur la politique intérieure française; M. de Gontaut écrira plus tard dans le récit de sa mission :

Le comte d'Arnim, tout bon Allemand qu'il fût, savait s'élever au-dessus des préjugés et des passions aveugles de son pays, ce qui le portait, malgré les opinions de son chef, à désirer le rétablissement de la monarchie en France, dans l'intérêt des principes conservateurs.

Convaincu, lui aussi, que la monarchie peut seule relever son pays, l'ambassadeur voit une marque de haute et courageuse bonne foi dans ce désir du diplomate prussien d'épargner à la France les maux que tous deux tiennent pour inséparables d'une aventure républicaine. Cependant, Bismarck s'étonne et se plaint, dans une lettre à Manteuffel, du silence de la diplomatie française; il attend qu'elle parle. Manteuffel montre cette lettre à Saint-Vallier, qui lui raconte ce qui s'est passé à Berlin. Le général allemand bondit à cette révélation :

— Comment M. de Gontaut n'a-t-il pas compris que M. d'Arnim était la dernière personne à consulter, puisque la démarche avait pour but de demander au Chancelier de choisir le négociateur qui lui agréerait le mieux, et devait être désagréable à M. d'Arnim qui voudrait être chargé de cette négociation pour grossir sa situation, qui n'est pas telle à Berlin qu'il pourrait la souhaiter?

Manteuffel, renseigné par Saint-Vallier, s'occupe alors de rassurer pleinement Bismarck sur les intentions de M. Thiers, et il y parvient. Saint-Vallier tient M. Thiers au courant de tout, et M. de Gontaut reçoit de nouveau pour instructions de voir le Chancelier. Mais, cette fois, Bismarck apaisé se dérobe; il est souffrant, irritable, aux prises avec ses difficultés intérieures, à la veille d'aller s'isoler dans sa résidence seigneuriale de Varzin. C'est là, de haut et de loin, qu'il entend diriger les affaires de France, mais sans se mêler directement au dialogue : on le consultera, il tiendra les fils, faisant alterner les orages grondeurs et le ton paterne, et finalement c'est lui qui prononcera en dernier ressort. Mais il préfère mettre Arnim en avant, bien qu'il commence à le soupçonner de vouloir sa place et à le haïr, de même qu'il se défie de M. de Gontaut, trop intime à son gré avec son médiocre rival.

Arnim en est arrivé à ses fins : il part pour Versailles, chargé de négocier avec M. Thiers.

***

Bismarck est bien décidé à ne point laisser échapper l'occasion de remplir les coffres du Trésor prussien, et de consolider en France cette République qu'il aime chez le voisin, parce qu'il la croit incapable de contracter alliance avec les Monarchies d'Europe; il n'attache qu'une importance de second plan à l'effort militaire français, se réservant de le brider, si, dépassant la limite permise, cet effort prenait d'aventure quelque aspect inquiétant pour la paix allemande. Encaisser les milliards, d'abord; s'il le fallait ensuite, mettre le holà : tel paraît être le très simple raisonnement de Bismarck. S'il eût été le seul maître, la négociation eût probablement moins traîné et se fût sans doute réduite à un bref marchandage appuyé sur la suprématie de la force. En fait, elle dura deux mois et, pendant ces deux mois, le gouvernement de M. Thiers se vit constamment suspendu entre l'espoir d'une transaction amiable et la crainte des pires brutalités allemandes.

M. Thiers se tient sur le qui-vive; il sait que l'œil de Berlin l'épie, et redoute à Versailles les incartades parlementaires. Après Pâques, l'Assemblée nationale reprend ses travaux et prétend se lancer imprudemment dans une discussion immédiate de la nouvelle loi sur le recrutement de l'armée, comme si elle en était libre, comme si sa délibération ne devait pas être précédée d'une entente secrète avec le vainqueur. M. Thiers se voit forcé de freiner, et il indique — sans dire pourquoi — qu'il sera « plus politique » d'attendre encore quelques semaines; la Chambre cède, mais en frémissant contre le vieux despote qui jugule sa patriotique ardeur. Environ une quinzaine plus tard, le duc d'Audiffret-Pasquier se révèle grand orateur, l'un des plus vigoureux et entraînants de l'époque, en abordant (4 mai) ce débat rétrospectif sur les marchés de la guerre qui l'amènera à foudroyer, dans la personne de M. Rouher, l'ombre ressuscitée de l'Empire; et il anticipe sur la discussion de la loi militaire en faisant acclamer le principe d'une armée vraiment nationale :

M. LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER. — Que tous nos enfants y aillent donc... (*Acclamation et applaudissements répétés.*) et que le service obligatoire... (*Nouveaux bravos.*) soit la grande école des générations futures! (*Très bien! Très bien! Vifs applaudissements.*)

Le triomphe de l'orateur traduisit l'unanimité du sentiment qui exaltait les cœurs, depuis Gambetta jusqu'à l'extrême-droite. A son banc, M. Thiers participe peut-être à l'émotion du moment, mais cet éclat le gêne : il est en train de se débattre contre les défiances de Bismarck et d'Arnim, d'atténuer pour eux la portée de ce « service obligatoire » que l'opinion publique lui impose à lui-même, de leur jurer (et il est sincère!) que, s'il est amené à des « concessions de mots », il ne fera « aucune concession de choses », et que jamais il n'admettra le système de la *nation armée*. Écrivant à M. de Gontaut-Biron, le ministre des Affaires étrangères, M. de Rémusat, s'inquiète de l'effet produit sur le roi de Prusse par le trop vibrant discours. Une quinzaine encore, et le débat sur le recrutement commence. Mgr Dupanloup demande (29 mai) que la loi garantisse aux jeunes soldats la liberté d'observer leurs devoirs chrétiens du dimanche. L'évêque d'Orléans salue cette jeunesse qui soutient « les espérances de l'avenir »; il fait le procès moral de la Prusse, invoque « du fond de son cœur le Dieu des armées ». M. Thiers, qui l'écoute, vient de recevoir un rapport très alarmant de Saint-Vallier : Moltke a prescrit à Manteuffel de se tenir prêt, une reprise des hostilités paraissant plus probable « du fait de la France ». L'irritation règne à Berlin. Des officiers d'état-major sont envoyés à la frontière russe, comme pour parer à une intervention éventuelle de ce côté. Les lettres reçues d'Allemagne par les officiers de l'armée d'occupation parlent d'une guerre probable pour le printemps de 1873.

C'est à travers ce dédale d'imprudences et d'embûches que M. Thiers doit guider sa propre manœuvre. Lui-même n'échappe pas toujours aux reproches allemands. Un journal, le *Bien public*, publie un article désobligeant pour la Prusse, approuve le discours de Mgr Dupanloup; ce journal reçoit souvent les inspirations de M. Thiers, que Berlin tient pour responsable. Le maréchal de Moltke ricane en disant à M. de Gontaut : « M. Thiers s'occupe *joliment* de refaire

votre armée. Au printemps prochain, elle sera sur un pied formidable et très en état de recommencer la guerre. » L'agitation de l'Assemblée tourmente M. Thiers; il écrit (7 juin) à M. de Gontaut :

La discussion de la loi militaire me désole, parce qu'elle est absurde et doit faire à Berlin un déplorable eflet. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour la contenir, mais je n'ai pu réussir. Je suis comme un capitaine de navire au milieu d'une tempête, attaché au timon et entouré de passagers effarés qui lui agitent le bras, pendant qu'il a les yeux fixés sur le flot qui menace le navire. Je vous assure que ma vie est un supplice.

Telle est son anxiété à la veille des grands jours (8 et 10 juin 1872) où lui-même va prononcer les paroles décisives, guettées par la Prusse. Ces deux grands discours, il serait impossible d'en bien saisir le sens et l'inspiration, si l'on omettait d'observer qu'ils traduisent à la fois la doctrine personnelle de M. Thiers, sa vieille prédilection pour le recrutement *qualitatif* des armées, et ses sombres préoccupations du côté de Berlin. Contre les trois ans de service de M. Keller et du général Trochu, contre les quatre ans du général Chareton et du général Martin des Pallières, — qui donneraient trop d'hommes, sans faire à son gré « de bons soldats », — il impose ce service actif de cinq ans, « obligatoire » de nom seulement, puisqu'il oblige à réduire par des expédients le nombre réel des appelés, afin de ménager les finances et l'activité de la nation : il ose dire que, s'il le pouvait, il rétablirait le service de huit ans (comme sous la Restauration!) Moins de soldats, et plus de vétérans : telle est son idée. Ses contradicteurs jugent son intransigeance bien aveugle en face du système prussien. Du moins ne surprend-elle personne, car elle est conforme au parti pris fort connu de M. Thiers en faveur de *l'armée de métier*. Mais elle correspond aussi, secrètement, à ses engagements envers la Prusse. Berlin permet à la France le luxe d'une armée, à la condition qu'elle ne puisse pas alimenter des réserves géantes. Berlin croit à la supériorité infaillible du nombre, et M. Thiers n'y croit pas : c'est ce qui leur permet de s'accorder.

***

A Nancy, Manteuffel reprend de l'optimisme, et le général von Treskow est convaincu, rapporte Saint-Vallier, que le discours de M. Thiers « marque un pas plus décisif vers la libération du territoire que n'auraient pu le faire les discussions les plus suivies avec M. d'Arnim ».

M. Thiers prend un grand parti : seul, ne se confiant pas même à M. de Rémusat, il va voir à Paris le comte d'Arnim et demande à se rencontrer, à Nancy ou en Allemagne, avec Bismarck. Il attend de cette entrevue les effets les plus heureux : le monde y verra le gage d'une paix solide; lui-même, avant de quitter la scène politique, dotera son pays d'une Constitution très conservatrice, avec une Chambre haute « aussi aristocratique que possible », car, pour l'instant, la Monarchie est impossible, le roi « introuvable ». Arnim écoute et note, s'assure qu'il n'existe plus de trop grandes divergences sur les conditions à régler dans l'affaire des trois milliards, envoie secrètement son rapport à Varzin par un officier. Bismarck allègue aussitôt « un violent lumbago » dont il souffre, et la nécessité pour lui de consulter l'Empereur : « Je ne suis pas aussi indépendant que M. Thiers », écrit humblement et ironiquement le Chancelier. Cette offre d'entrevue ne paraît guère le séduire :

> Je sais par expérience ce que sont les négociations avec Thiers, et, s'il croit pouvoir m'extorquer plus que vous n'êtes en état de lui accorder selon vos instructions, la lutte deviendra aussi dure qu'infructueuse. Cherchez donc, autant que possible, à différer l'entrevue, si l'on ne peut décemment pas la refuser...

La réponse de Bismarck arrive à Paris le 20 juin, c'est-à-dire le jour même de la démarche comminatoire qu'esquissent auprès de M. Thiers les droites irritées par la triple élection de députés radicaux dans le Nord, l'Yonne et la Somme. Dans la chronique du temps, cette démarche est restée fameuse sous le sobriquet de *Démonstration des Bonnets à poil*, que lui infligea un article railleur de John Lemoinne au *Journal des Débats*. Le lendemain, Arnim rend visite à M. Thiers et, bénéficiant des complications politiques du moment, le décide sans peine à différer l'entrevue.

L'honneur d'achever lui-même la négociation à Versailles n'échappera pas à l'ambassadeur allemand.

***

En ces temps d'épreuve et d'humiliation, les querelles intestines de la France sont encore assujetties à l'arbitrage du vainqueur, les partis politiques tournant involontairement leurs espoirs et leurs craintes vers les mystérieux potentats de Berlin, qui peuvent tant pour les aider ou pour leur nuire. Quand M. Thiers sollicite une rencontre avec Bismarck et communique à Arnim ses vues sur le gouvernement de la France, il se propose visiblement d'établir qu'une sage République offrirait plus d'apaisements que tout autre régime à l'Empire allemand, et d'obtenir un traitement de faveur pour l'évacuation du territoire : ce résultat consacrerait devant le pays l'efficacité de son action personnelle et de sa politique républicaine. Au contraire, certains conservateurs, mus par l'effroi de l'anarchie démocratique et chauvine, alors symbolisée par le nom de Gambetta, en arrivent à s'inquiéter d'une évacuation trop prochaine, car ils redoutent qu'elle ne devienne le signal prématuré de la dissolution de l'Assemblée de Versailles, suivie d'élections radicales[1]. Enfin, d'autres adversaires du *thiérisme*, escomptant d'une autre manière les conséquences de la libération du territoire, insinuent qu'au fond M. Thiers ne la désire pas, parce qu'elle mettrait fin à sa puissance. Arnim, qui rapporte à Bismarck ce soupçon saugrenu, se montre plus équitable : il ne doute point « que M. Thiers ne cherche à satisfaire son ambition plutôt en délivrant sa patrie qu'en prolongeant son propre gouvernement ».

Mais Arnim et Bismarck sont loin de s'accorder sur l'orientation à imprimer, dans la mesure où cela dépend d'eux, aux affaires intérieures de la France. Bismarck s'accommode,

1. Voir la lettre de Saint-Vallier, du 8 mai 1872, relatant son récent entretien avec Arnim, qui prétend puiser, dans ces craintes suivant lui « justifiées » des conservateurs, un argument en faveur de la prolongation de l'occupation allemande. M. Thiers (*Notes et Souvenirs*) fait une allusion attristée à « des lettres écrites de Paris à Berlin par des Français, qui présentaient l'évacuation comme la plus grande des fautes ».

en somme, du régime *thiériste*; il lui suffit que la France paye les trois derniers milliards, ne se prépare pas à la revanche, et que son régime républicain l'isole en Europe : « Notre premier devoir, écrit-il à Arnim (12 mai), est de soutenir le gouvernement actuel, tant qu'il représentera pour nous la volonté d'exécuter loyalement le traité. » Arnim a d'autres visées. Ce beau et brillant diplomate, très ulcéré de l'accueil glacial que lui inflige la haute société française, se plaint sans cesse à Bismarck, qui n'en a cure, de sa pénible « situation mondaine ». Peut-être espère-t-il l'améliorer en affichant sa sympathie pour les opinions monarchistes. Ses conversations de Berlin avec M. de Gontaut montrent son regret (partagé par Moltke) de voir s'évanouir les chances de *fusion* entre Henri V et les princes d'Orléans. Volontiers, Arnim et Moltke prédisent qu'à la République modérée et pacifique de M. Thiers succédera, si l'on n'y met bon ordre, la République radicale et belliqueuse de Gambetta, qui mènera la France au socialisme et bouleversera l'Europe.

A défaut de la Royauté légitime, présentement impossible, Arnim voudrait rétablir l'Empire et propose à Bismarck de lier partie avec les bonapartistes[1]; il suggère de conclure rapidement avec M. Thiers, puis de précipiter « le changement inévitable de gouvernement, de telle façon, — écrit-il le 6 mai, — que la présence de nos troupes dans le pays nous donne encore l'occasion d'exercer une influence décisive sur la crise ».

***

C'est dans cette atmosphère de manigances politiques, compliquant et faussant la discussion d'affaires, que M. Thiers, secondé par MM. de Rémusat et de Saint-Vallier, poursuit l'ingrate négociation. Au loin, il se sent épié par Bismarck.

1. Il convient de noter ici la démarche du général Fleury auprès de M. Thiers, pour l'assurer que le parti bonapartiste ne conspirera pas sous sa présidence; démarche racontée par M. Thiers à Arnim, et rapportée par la dépêche d'Arnim à Bismarck, du 6 mai 1872. En sens contraire, Hector Pessard (*Mes petits papiers*, II, 273) relate de « curieuses confidences » du général Fleury à M. de Kératry sur les projets bonapartistes.

A Versailles, il a pour interlocuteur cet Arnim qui complote sa chute et ne lui permettra pas de s'attribuer un succès trop éclatant. Mais il lutte et ne se découragera pas.

Au début, en avril, M. Thiers irrite Bismarck par une fausse manœuvre. Toujours trop confiant dans l'empereur de Russie depuis son triste voyage de 1870 à Saint-Pétersbourg, il se flatte qu'Alexandre II interviendra pour hâter la fin de l'occupation allemande. Mais son bon ami le prince Gortchakoff se fait gloire à Berlin d'avoir repoussé sa tentative, en promettant seulement de recommander quelque plan financier. C'est encore trop pour Bismarck : il veut traiter en tête-à-tête, ne tolère aucune immixtion dans le dialogue. Sa colère redouble en mai, lorsqu'un rapport d'Arnim lui apprend que M. Thiers conteste à l'Allemagne le droit de prolonger son occupation, si les derniers milliards n'étaient pas entièrement payés au 2 mars 1874, et parle d'en appeler à l'opinion de l'Europe. Du coup, Bismarck passe à la menace brutale. Si M. Thiers ne retire pas immédiatement sa « déclaration frivole », il annonce son intention d'écourter son congé, de « couper court aux tendances de M. Thiers par une *action* en temps voulu », pour profiter de ce que l'Allemagne vit encore « en bonnes relations avec son Europe ». Voilà la France menacée des plus rudes sanctions militaires, parce que M. Thiers a cru pouvoir discuter le sens d'un article du traité de paix.

Devant cet abus de puissance, le plus faible doit courber la tête, renoncer à toute velléité de se rebeller contre le vainqueur. A Berlin, l'ambassadeur d'Angleterre laisse entrevoir à M. de Gontaut-Biron la possibilité d'un appui moral de son gouvernement. Cet entretien n'a point de suite. Mais quelle suite efficace pourrait-il avoir? M. Thiers n'a dans son jeu qu'une bonne carte : la tentation, pour l'Allemagne, d'encaisser vite ses derniers milliards. La Prusse veut conclure, et M. Thiers est pour elle le négociateur nécessaire, irremplaçable. Il le sait. Pour agir sur Berlin comme sur la Chambre, il use de la seule riposte qui lui soit permise lorsqu'on lui fait la vie trop dure : sa menace de démissionner. Arnim écrit (17 mai) à Bismarck :

Je me permettrai de rapporter que M. Thiers m'a fait connaître sa décision de prendre pour prétexte certaines divergences avec l'Assemblée pour donner sa démission, si nous ne consentions pas aux négociations qu'il désire.

Or il est de notre intérêt que M. Thiers ne se retire pas avant que nous ayons conclu avec lui un accord sur l'exécution de l'ensemble des engagements financiers de la France.

Mais l'Allemagne a la certitude d'être payée tôt ou tard, tandis que M. Thiers ne peut la contraindre à évacuer le territoire : c'est ce qui place le négociateur de la France en position d'infériorité. M. Thiers s'appuie sur une disposition du traité de paix pour offrir de substituer, à la « garantie territoriale », une « garantie financière » : il émettrait un emprunt de 3 milliards, dont le produit serait transféré à l'Allemagne en trente mois, et cet arrangement comporterait l'évacuation immédiate, totale. L'offre en est rejetée. Berlin ne veut envisager qu'une évacuation graduelle : deux départements par milliard payé, avec droit de réoccupation en cas de défaillance pour les règlements ultérieurs. Encore Bismarck doit-il s'employer fortement pour y décider son souverain. D'après M. de Gontaut, il a hâte de liquider la guerre, peut-être même de rassurer cette « Europe » qu'il affecte de négliger devant M. Thiers. C'est lui encore qui admet que l'échéance finale soit retardée d'une année, au cas où la France ne pourrait s'acquitter plus vite. Mais le parti militaire et l'Empereur refusent toute réduction de l'armée d'occupation, maintenue jusqu'au bout à 50 000 hommes, en sorte que sa concentration massive accablera précisément les derniers départements occupés...

C'est là un très dur sacrifice, en échange duquel M. Thiers obtient une victoire morale plus importante peut-être que les premiers résultats tangibles; il soulève le couvercle d'oppression, introduit un souffle d'air plus léger, un rayon tonique de lumière. Deux départements (Marne et Haute-Marne) seront d'abord évacués, après paiement du cinquième demi-milliard. Ensuite, après entier paiement des quatre premiers milliards, viendra le tour des Ardennes et des Vosges. Alors les Allemands n'occuperont plus que la Meuse, le département nouveau de Meurthe-et-Moselle, et l'arrondissement

de Belfort. Alors il faudra négocier encore, payer ou « garantir » le cinquième milliard, dont M. Thiers a prudemment fait reculer l'échéance jusqu'au 1er mars 1875, pour parer au risque de crise monétaire, s'il fallait achever trop précipitamment de transférer l'énorme rançon[1] : cette échéance retardée lui donne de l'espace, elle lui permettra de *voir venir*... Mais il s'est réservé la faculté de payer plus vite, et ne désespère pas d'obtenir rapidement la libération définitive; il reste optimiste, infatigable, décidé à ne point s'endormir sur ce succès imparfait, mais qui l'encourage à poursuivre habilement et fièrement sa tâche.

Cette première étape parcourue lui a valu les émotions et les fatigues qui remplissent la vie des hommes d'État mêlés à de grandes crises, sans qu'il convienne de s'attendrir à l'excès sur la tragédie du sort qu'ils préfèrent aux obscures douceurs d'une activité moins prodigue d'elle-même. Mais sans trop plaindre M. Thiers, comment refuser à cet athlète de soixante-quinze ans l'admiration que soulève l'étonnant spectacle de sa supériorité dans tous les domaines? Depuis près de deux ans, il est toujours sur la brèche et l'histoire de ces années de rafale serait bien plus chaotique encore si, pour l'orienter vers ses destins nouveaux, la France ne possédait pas M. Thiers. En quelques semaines, il vient de recueillir le fruit de la confiance que son nom inspire à l'Europe entière, et même à l'envahisseur : il a réussi cette double prouesse, d'obtenir une mainlevée partielle, progressive, de l'hypothèque territoriale, et d'escamoter l'adhésion de la Prusse à la refonte de l'armée française. Simultanément, il lui a fallu faire front, au dehors, contre les subtils tyrans de la diplomatie et de la finance prussiennes, et, à l'intérieur, contre l'impatience des partis qui s'inquiètent (non sans clairvoyance) de la protection que son succès même assure aux tendances républicaines. Les documents français et allemands de cette époque enregistrent la multiplicité, la rapidité de son vif labeur : une énorme correspondance quoti-

1. Le lecteur ne doit pas oublier que les milliards de 1872 sont en francs-or; que le pouvoir de l'or a beaucoup diminué dans tous les pays depuis cette époque; qu'un milliard de francs-or *valait* par conséquent bien davantage alors que de nos jours.

dienne, des projets financiers à ébaucher, à passer au crible, les négociateurs prussiens, Arnim, Henckel de Donnersmark, à recevoir sans cesse et à combattre, en essayant de les séduire, sans parler de ses autres besognes de chef... Même pour ce vieillard si bien portant, l'effort est presque démesuré. L'entourage de M. Thiers — *ses femmes* sans doute, madame Thiers et mademoiselle Dosne — s'inquiète de son surmenage; il écrit un jour à M. de Gontaut, sur un ton piteux de petit garçon pris en faute : « On me gronde, parce que je travaille. »

Il travaillera jusqu'à ce qu'il tombe, jusqu'à ce qu'on le force à trébucher.

***

Le 29 juin 1872, à Versailles, Arnim et M. de Rémusat attendent M. Thiers pour signer la convention franco-allemande. Le Président est retenu à l'Assemblée, où il surveille le débat sur les nouveaux impôts, entre lesquels son dogmatisme a depuis longtemps fait son choix. L'ambassadeur et le ministre s'occupent à mettre en harmonie la traduction allemande et le texte original en français. Enfin M. Thiers arrive; il assiste, selon son vœu, à la signature de cet accord qu'il regarde comme son œuvre la plus salutaire.

Le lendemain est un dimanche. Le lundi, M. de Rémusat présente la convention à l'Assemblée. L'impression dominante est une forte déception. Les députés décident qu'en échange de son argent la France aurait dû exiger des conditions bien autrement satisfaisantes. La presse bonapartiste s'indigne. Le naïf optimisme du public s'écroule. « Ces mécontents candides », comme les nomme un journal *thiériste*, escomptaient probablement un miracle : l'Allemagne retirant ses troupes, donnant *quitus* des milliards!...

D'autres critiques sont moins candides. Arnim, par vanterie, contribue peut-être à les répandre; il lui sera doux d'affirmer, dans une dépêche à Bismarck, qu'à la place de M. Thiers il n'eût point consenti à des clauses qui rendent cette convention « si peu avantageuse pour la France ». Même son de cloche parmi les adversaires personnels de

M. Thiers. On en retrouve l'écho dans les *Mémoires* du duc de Broglie, qui juge l'avantage « illusoire ». Ce fut lui que la commission chargea du rapport, et M. de Broglie invita la Chambre à ratifier l'accord sur le ton de résignation qui convenait à une circonstance où il eût été aussi indécent que maladroit de se réjouir, mais sans glisser le moindre hommage aux mérites du négociateur.

M. Thiers est trop vieux parlementaire pour beaucoup s'en émouvoir; il poursuit sa route, laissant à ses partisans le soin de le défendre, de citer les éloges de la presse anglaise, de faire valoir que l'Empereur d'Allemagne a pris l'engagement de n'élever aucune fortification nouvelle dans les six derniers départements occupés, et surtout que l'accord dissipe désormais toute obscurité sur le caractère de l'occupation : en liant l'évacuation aux paiements, la Prusse renonce à interpréter la présence de ses troupes comme une mesure de sécurité politique, qu'elle pourrait prolonger à sa guise; ce n'est plus qu'une simple garantie territoriale, qui doit s'évanouir avec la créance. Donc le pays a son sort entre ses mains : pour recouvrer l'indépendance du sol national, il suffit à la France de payer...

La France paiera.

***

M. Thiers est à pied-d'œuvre. Au cours de ses négociations avec Arnim et Henckel, il a réussi à éluder leurs savantes combinaisons : un emprunt intérieur d'un milliard; un emprunt à lots d'un milliard, réservé aux banques allemandes; un milliard à déposer en valeurs étrangères. La formule de M. Thiers est plus simple : la France émettra elle-même un emprunt de 3 milliards, et M. Thiers n'est pas même effleuré d'un doute sur les chances de l'opération, qui parut phénoménale à l'époque.

A vrai dire, il met les chances de son côté : fixant à 84 fr. 50 le prix d'émission de la nouvelle rente 5 p. 100, que ses censeurs habituels lui reprocheront d'avoir fixé trop bas; autorisant les souscripteurs de Paris et de l'étranger à effectuer leur premier versement en titres, ce qui favorise, dit-on, l'agiotage.

M. Thiers veut un succès, un immense succès, pour lui-même et pour le crédit de la France. Il l'aura. D'avance, il se sent si certain du triomphe que, sans perdre un instant, il réunit déjà d'immenses réserves d'or et de change pour ses futurs règlements à l'Allemagne. Grâce au concours de la Banque de France, à d'habiles contrats avec les grandes banques françaises et étrangères, aux achats secrets du Trésor, il se met en mesure de payer rapidement 1 500 millions, la moitié de l'emprunt.

La loi d'emprunt est déposée le 8 juillet à la Chambre. Un de ses articles élève à 3 200 millions (au lieu de 2 800) la limite d'émission des billets de banque, afin de parer au danger d'une crise de numéraire. La souscription est ouverte les dimanche et lundi 27 et 28 juillet. De mémoire d'économistes, jamais le crédit d'un pays (et il s'agit d'un pays vaincu, ravagé, mutilé) n'a connu pareille victoire : l'univers offre 43 milliards à la France, ce qui correspondrait à plus de 200 milliards de notre monnaie actuelle. Si les contemporains ne s'écrient point que ce chiffre est « astronomique », c'est que l'expression n'a pas encore cours en 1872. Les sceptiques, les grincheux font observer qu'ils ne sont pas dupes de ce résultat gonflé par des moyens déplorables, et que si le public de tous les pays a offert 43 milliards, c'est en sachant bien qu'il n'aurait pas à les fournir. Mais ce jugement pourrait être porté sur toute souscription réductible et le fabuleux succès de l'emprunt français n'en est pas moins considéré dans le monde entier comme l'indice de l'étonnant relèvement de la France et de l'universelle confiance qu'elle inspire.

A la Chambre, les partis politiques, momentanément désarmés, sont invités par la presse *thiériste* à consentir « l'armistice du patriotisme », et les groupes de la majorité abandonnent l'idée un instant caressée de renverser M. Thiers sur la question fiscale. Le duc de Broglie, dans ses *Mémoires*, n'hésite pas à présenter toute cette affaire de la convention franco-allemande et de l'emprunt comme « un tour des plus habiles » de M. Thiers : « Aucune diversion, écrit-il, ne pouvait lui être plus favorable. » Mais il reconnaît aussi, très judicieusement, que le moment n'était pas bon pour attaquer

le chef de l'État : « Nous eussions, dit-il, été chassés à coups de pierre dans tous les lieux publics. »

Au dehors, l'Allemagne est jalouse.

***

On télégraphie de Trouville à la presse parisienne, le 5 août 1872, à 5 h. 15 de l'après-midi : « M. Thiers vient d'arriver au chalet Cordier. »

C'est un événement. Pour la première fois depuis la chute de l'Empire, le Président retourne à Trouville, sa villégiature favorite. Il a bien gagné ses vacances. La déroute des *Bonnets à poil*, la signature de l'accord d'évacuation partielle, le vote de son cher impôt sur les matières premières (qui donnera de grands déboires), voilà son bilan des deux derniers mois; dans la première quinzaine de juillet, il vient encore de prononcer une dizaine de grands discours financiers, précédant sa victoire fiscale et la séparation de la Chambre. Va-t-il enfin goûter du repos? En tous cas, il emporte du travail, s'étant juré d'employer ses loisirs à compléter ses plans de réorganisation des forces militaires de la France, et notamment de diriger certaines expériences techniques d'artillerie. Sur la plage de Trouville, à droite de l'Hôtel des Roches-Noires, on a choisi un emplacement pour les tirs de nouveaux canons tranformés au Creusot et se chargeant par la culasse; on attend aussi des canons fabriqués en Suisse. Chaque jour, M. Thiers, debout parmi ses officiers, suit du regard la chute des obus dirigés sur une petite barque ancrée en pleine mer, tandis que le service d'ordre écarte les curieux. Un seul officier étranger, colonel suisse, est admis à suivre les essais; l'autorisation en est refusée à l'attaché militaire d'Autriche. Les résultats paraissent merveilleux : M. Thiers en est si content qu'un jour il donnera 100 francs de sa poche aux pointeurs; le général de Cissey, ministre de la Guerre, fera de même.

Une nuée de *reporters* (le mot apparaît vers cette époque) se sont abattus sur Trouville. Tous les faits et gestes de M. Thiers, ses promenades, ses déjeuners, les noms de ses hôtes politiques, diplomatiques, aristocratiques, sont télégraphiés dans toute la France, à chaque heure du jour. Tout

cela ne va pas sans un peu de ridicule, qui doit même être assez fort, pour qu'un organe *thiériste*, mais non pas aveugle, tel que le *Journal des Débats*, avertisse doucement le chef de l'État que la caricature s'en mêle.

Mais quelle alerte au 15 août! En ce jour anniversaire de la naissance du grand Empereur, quelques jeunes gens à la mode, — M. Bertrand de Valon, les frères Errazu, les frères Ephrussi, — sont allés faire une partie en mer, sur le yacht des Ephrussi, et rentrent un peu trop joyeux au port de Trouville, criant : « Vive l'Empereur! » M. de Valon profère même un cri véhément à l'adresse de M. Thiers. On l'arrête. Les frères Errazu sont Mexicains, ils seront expulsés de France. Le prince Orloff, ambassadeur de Russie, innocente auprès de M. Thiers les frères Ephrussi, ses ressortissants, et leur conseille de s'éloigner un peu de Trouville avec leur yacht. Grande émotion au chalet Cordier. M. Thiers se croit l'objet d'un attentat manqué : ces conjurés voulaient l'enlever et, à la faveur de cette vacance impromptue du pouvoir, Napoléon III serait rentré en France! Une dépêche Havas alarme les populations républicaines. Le Président appelle d'urgence à Trouville M. de Blowitz, correspondant du *Times*, qui a beaucoup de peine à lui faire considérer comme une simple espièglerie cette « conspiration au champagne ». Enfin M. Thiers s'apaise et renonce à traduire M. Bertrand de Valon en cour d'assises; le juge de paix de Pont-l'Évêque lui infligera cinq jours de prison et 15 francs d'amende[1]...

Cependant des soucis plus dignes de sa sollicitude absorbent les vacances de M. Thiers. Sa correspondance très active le prouve. Au premier plan de ses préoccupations, l'isolement de la France dans le monde. Il espère toujours dans la Russie, il commence à espérer dans l'Angleterre, mais il sait que la moindre initiative aventureuse, intempestive, rendrait la Prusse implacable. Toutes ses instructions aux ambassadeurs sont des conseils de recueillement et d'adresse, en vue de ménager l'impénétrable avenir. Le 22 août, le prince de Galles arrive inopinément à Trouville par mer et le futur

1. M. le comte de Valon fit sa prison à Rouen, nous-a-t-il raconté, dans la la cellule (très confortable) qu'avait occupée avant lui M. Janvier de la Motte; puis il alla voyager en Italie jusqu'à la chute de M. Thiers.

Édouard VII, ayant croisé M. Thiers sur les planches, se promène avec lui pendant une demi-heure. Ce même jour, M. Thiers écrit longuement au général Le Flô, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, pour lui communiquer ses réflexions relatives à la prochaine entrevue des trois Empereurs. Guillaume Ier, François-Joseph, Alexandre II, et leurs chanceliers se rencontreront pendant plusieurs jours à Berlin, au début de septembre. La Sainte-Alliance va-t-elle donc renaître? L'événement n'inquiète pas à l'excès M. Thiers. Ou du moins, par un effort méritoire d'optimisme, il n'en veut voir que le bon côté : cet énigmatique rapprochement de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie peut valoir à la France la protection de l'Angleterre.

Avant de quitter Trouville, M. Thiers se rend au Havre où il passe (14 septembre) une triomphale journée. Le canon tonne, le port est en fête, la ville pavoisée. A l'Hôtel de Ville, M. Thiers prononce un discours : « Le gouvernement, dit-il, a de bonnes nouvelles d'Angleterre; nous arriverons à nous entendre avec elle... » Il ne s'agit que du nouveau traité de commerce, mais l'auditoire doit être tenté d'élargir l'heureux présage d'entente. Une escadre anglaise est venue saluer M. Thiers en rade du Havre. Le sous-préfet et le « municipe havrais », des officiers de la marine et de l'armée, déjeunent à bord du *Sultan*, invités par le commodore : on échange des toasts exaltés contre « l'ennemi commun », sans le nommer: les Français pensent au Prussien, les Anglais au Russe... Dans les récits officiels, M. Thiers tâchera de masquer l'imprudence, mais, à Berlin, Bismarck saura tout quand même et M. de Gontaut enregistrera son mécontentement, particulièrement vif au sujet de la rencontre (pourtant fortuite) avec le prince de Galles. Mais M. Thiers se réjouirait mieux de l'amitié britannique, s'il ne redoutait de déplaire à Saint-Pétersbourg; il écrit à Le Flô :

Comme je vous l'ai dit tant de fois, l'alliance la plus vraisemblable dans l'avenir est celle de la Russie, mais, dans le doute de l'avenir qui nous attend, il faut garder une mesure extrême, et ne nous avancer qu'avec beaucoup de précautions. *Amis de tout le monde*, voilà pour un temps encore la conduite qui convient aux intérêts de la France bien entendus.

M. Thiers rentre enfin à Paris (19 septembre); sur le parcours du train, les populations crient : « Vive Thiers! Vive la République! » Autour de la gare Saint-Lazare, une foule vibrante guette l'arrivée du Président. Le coupé de monsieur et madame Thiers sort par la rue de Rome et les emmène à l'Élysée, où M. Thiers s'installe pour une quinzaine, en attendant le retour obligé à Versailles.

***

M. Thiers réserve un de ses premiers entretiens (26 septembre) à l'ambassadeur d'Allemagne. Arnim en rend compte à Bismarck par un rapport des plus perfides, affirmant que M. Thiers « électrise », pour la revanche, « tout ce qui reste de vitalité en France ». Son avis est que l'Allemagne devrait « lui retirer peu à peu son appui moral » et entretenir l'agitation politique en France. Une nouvelle insurrection de Paris « sur une plus grande échelle », un changement de gouvernement régi par l'Allemagne, tout cela « rejetterait la France de dix ans en arrière » : Gambetta s'emparerait d'abord du pouvoir, mais serait chassé par l'Allemagne, et le nouveau gouvernement ne pourrait « tenir tête à ses adversaires » qu'en s'appuyant sur Berlin. « J'ignore, écrit Arnim, si la ruine de la France serait un bien pour l'humanité »; mais, à son gré, l'Empire allemand ne peut pas plus coexister avec la France que Rome avec Carthage. — Bismarck lit ce rapport à Varzin, et met Guillaume Ier en garde contre Arnim et ses « déductions scabreuses »; il signale que « c'est une faute habituelle de la politique allemande de se préparer trop tôt aux événements dans un sens déterminé ».

Au fond de cette explosion de haine, il y a chez Arnim une crise bizarre de *snobisme* blessé, qui exercera bientôt les effets les plus incohérents sur ses intrigues politiques et diplomatiques. L'ambassadeur et la comtesse d'Arnim se déplaisent décidément à Paris, où la société leur fait trop mauvais visage. Fin septembre, on parle de leur départ et, à ce propos, une curieuse note du *Temps* assure que M. Thiers aurait songé « à utiliser l'influence de M. de Gontaut-Biron dans le faubourg Saint-Germain pour créer à M. d'Arnim un milieu

plus favorable ». Or, il est très vrai que l'ambassadeur aspire au poste de Rome, mais non pas avant d'avoir eu la gloire de terminer à souhait les affaires de France. Contre toute attente, il se montre donc très impatient de conclure un accord définitif avec M. Thiers. Mais, comme il prévoit que la puissance de M. Thiers ne survivra guère à ce dénouement, il s'occupe aussi de préparer à sa manière la dévolution de l'héritage et tâche de servir la politique des droites contre M. Thiers. Cette tactique lui est inspirée par son double calcul : se mettre hors de pair par une entreprise brillante, audacieuse, et rendre meilleure à Paris sa situation dans le monde. S'il réussissait à restaurer la Monarchie ou l'Empire en France, qui sait si, dans son propre pays, il n'arriverait pas à supplanter Bismarck? D'après M. de Gontaut (qui n'en croit rien), il ne manque pas de gens à Berlin pour prétendre que Bismarck serait oublié en trois mois!...

Le jeu d'Arnim est imprudent, d'une imprudence un peu grosse pour échapper aux foudres de Bismarck. Tôt ou tard, le Chancelier châtiera la fatuité de l'ingrat personnage : il l'a élevé, il le brisera. Mais Bismarck se met à l'école de la patience, car, pour l'instant, Arnim a su s'emparer du vieil Empereur, en l'effrayant sur le péril contagieux d'une République radicale en France. L'agitation soulevée par la campagne oratoire de Gambetta contre l'Assemblée de Versailles, la brouille entre M. Thiers et les partis conservateurs, voilà autant d'armes pour Arnim : il gagne du terrain; il en gagnera tant qu'après la chute de M. Thiers, Bismarck lui reprochera avec violence *(dépêche du* 19 *juin* 1873*)* d'avoir « facilité » cette chute et paralysé sa propre politique *thiériste*, en soutenant « avec tant de succès auprès de Sa Majesté » que « l'évolution des affaires en France sous la direction de M. Thiers ne pouvait manquer de devenir dangereuse pour le principe monarchique en Europe ».

La colère de Bismarck contre Arnim éclate dès la première manifestation de ses tendances, qu'il juge contraires au véritable intérêt de l'Allemagne. Sa célèbre dépêche du 20 décembre 1872 à l'ambassadeur, produite plus tard au procès d'Arnim, fut souvent invoquée en France par les adversaires de la République. Sans aller comme lui jusqu'à souhaiter

pour la France le sort de Carthage, Bismarck la veut faible et pense que la République la maintiendra dans l'état de faiblesse souhaitable : « Je suis convaincu, écrit-il à Arnim, qu'il ne viendrait jamais à l'esprit d'un Français de nous aider à recouvrer les bienfaits d'une monarchie, si Dieu nous avait infligé la calamité d'une anarchie républicaine. » Bismarck ne craint point la contagion pour l'Allemagne : « La France, dit-il, sert utilement d'exemple à ne pas suivre. » A la vérité, cette dépêche montre aussi que, dans l'ordre des prédictions diplomatiques, un Bismarck lui-même n'est pas infaillible. En effet, il écrit encore : « Une république française trouvera très difficilement une alliée monarchique contre nous. »

Le Chancelier protège la République de M. Thiers. L'ambassadeur se réserve de protéger l'assaut monarchiste contre M. Thiers. Bismarck appelle de ses vœux une République désarmant à jamais la France. Arnim rêve d'une monarchie vassale de l'Empire allemand.

Le désaccord des deux protagonistes, connu de M. Thiers, risque de compliquer beaucoup sa tâche de libérateur du territoire.

***

L'automne de 1872 s'écoule sans que M. Thiers songe encore à reprendre ses négociations avec l'Allemagne. Par son zèle à remplir ses engagements du 29 juin, il s'occupe seulement de fortifier sa position de négociateur futur. En novembre, la Marne et la Haute-Marne sont évacuées, non sans des lenteurs et difficultés fort pénibles. Les Ardennes et les Vosges ne devraient être évacuées que dans seize mois, à l'échéance du quatrième milliard, fixée par convention au 1er mars 1874. Mais grâce à la rentrée régulière des fonds de l'emprunt, grâce aussi aux excellentes précautions prises pour s'approvisionner de change à l'avance, la France acquiert une avance considérable : au 1er janvier 1873, elle ne devra plus que 1 500 millions et, fin mai 1873, un seul milliard. L'Allemagne consentira-t-elle à devancer de même l'évacuation définitive, prévue seulement pour le printemps de 1875?

Une seconde négociation est à l'horizon, mais, pour l'engager de suite, l'heure ne serait point favorable. Le dissentiment qui s'aggrave entre M. Thiers et les droites indispose l'empereur Guillaume. L'émigration en masse des Alsaciens-Lorrains optant pour la France vient d'exaspérer l'inimitié allemande. Des incidents menaçants ont surgi, telle l'arrestation arbitraire d'Edmond About à Saverne. Bismarck est d'avis que la France se presse trop de payer; il le fait dire à M. de Gontaut-Biron par le banquier Bleichrœder.

A Versailles, Arnim ne cesse au contraire de répéter, dès janvier 1873, qu'il serait temps de songer à la « garantie financière » du cinquième milliard. Pourquoi cette hâte? Que veut-il? Son attitude paradoxale étonne M. Thiers, qui interroge M. de Gontaut : « Comment expliquer cette divergence avec son Gouvernement? » M. de Gontaut s'accorde avec M. Thiers pour interpréter le rôle « hardi ou léger » d'Arnim par son impatience de changer de poste, dès qu'il aura réglé l'exécution du traité de paix. Mais cette interprétation paraît incomplète : Arnim médite aussi, sans doute, d'abréger l'étape qui doit précéder le renversement de M. Thiers.

De son côté, M. Thiers voit approcher le moment où, le quatrième milliard payé, il pourra, convention en mains, réclamer l'évacuation des Ardennes et des Vosges. Mais l'Allemagne, en ce cas, peut aussi concentrer, sans la réduire, son armée de 50 000 hommes dans les deux derniers départements occupés (Meuse et Meurthe-et-Moselle), auxquels M. Thiers a le devoir d'épargner ce fléau : il essaiera donc d'obtenir, soit la réduction de cette armée à 25 000 hommes, soit l'évacuation simultanée des quatre départements et de Belfort. M. Thiers n'a qu'un seul moyen, mais très efficace, d'agir sur l'Allemagne : il se voit dès maintenant en mesure de payer, aussi vite qu'on le voudra, le cinquième milliard.

Il va faire des offres.

Fin janvier 1873, des pourparlers s'engagent entre Arnim et le nouveau ministre des Finances, M. Léon Say. Puis, le 4 février, M. Thiers va voir l'ambassadeur à Paris et l'adjure de lui dire « la vérité en gentilhomme »; il lui demande pathétiquement si son Gouvernement forme ou non le dessein de chercher querelle à la France, quand tout sera payé :

« Vous ne voudriez pas faire jouer à un vieillard un rôle de dupe ridicule ! » — Arnim, d'abord interloqué, se porte garant des intentions pacifiques de l'Allemagne. Alors M. Thiers formule ses premières propositions, énonce des dates pour ses paiements, demande en retour une prompte évacuation totale. Le marchandage commence...

Ce marchandage dure cinq ou six semaines, et ses péripéties donnent lieu au plus singulier *imbroglio* diplomatique, entraîné par les « finasseries » (c'est le mot de Bismarck) d'Arnim partagé entre son ardeur à conclure et sa volonté de nuire à Thiers. Tantôt il se fait l'avocat officieux des propositions de la France, et tantôt il les dénature ; il ira, croit-on, jusqu'à retarder ou intercepter les messages. Bismarck s'en aperçoit et, déjouant ses obscures manœuvres, imagine de recourir à la mission de Nancy pour y voir plus clair : c'est par la voie détournée de Manteuffel et Saint-Vallier que Versailles et Berlin parviennent à communiquer plus sûrement, en se cachant d'Arnim, qui « deviendrait inattaquable » dans l'esprit du souverain, écrit Saint-Vallier, « s'il avait à invoquer le grief d'affaires traitées en dehors de lui par des voies extraordinaires ». En même temps, M. de Gontaut est mis en mesure de prémunir Bismarck contre les « infidélités possibles » d'Arnim, dénoncées par Saint-Vallier, et contre ses « rapports moroses », comme les appelle M. Thiers : on lui envoie de Versailles les résumés des entretiens du chef de l'État avec l'ambassadeur allemand, dont chacun se défie.

A Berlin, Bismarck souhaite l'accord, mais l'irrésolution de l'Empereur tourmente beaucoup l'ambassadeur de France. Guillaume Ier doute de la solidité du pouvoir de M. Thiers : il s'attend à sa chute, et craint que l'évacuation ne soit suivie de désordres anti-prussiens et révolutionnaires en France ; il suit d'un regard réprobateur les complications de la vie parlementaire française, déplore que M. Thiers (qu'il admire) s'écarte des conservateurs, et ne blâme pas moins les droites de le rejeter vers la gauche. Or, M. de Gontaut-Biron n'est pas seulement l'ambassadeur choisi, nommé par M. Thiers ; il est aussi député légitimiste et s'est toujours réservé la liberté de garder ses opinions et ses attaches politiques. En cette

circonstance, il sut en user dans l'intérêt supérieur de son pays. En février 1873, à Versailles, le conflit tourne à la rupture entre M. Thiers et les monarchistes de la commission des Trente, chargée de préparer la réforme des pouvoirs publics; et l'ambassadeur de France à Berlin sait trop que cette rupture ruinerait l'espoir d'obtenir la libération du sol national. M. de Gontaut se jette de loin dans la mêlée, en courageux et indépendant pacificateur. A M. Thiers, il prodigue avec déférence les conseils de modération conservatrice, et M. Thiers l'écoute, s'éloigne de Gambetta, s'abstient de reconnaître la nouvelle République espagnole, ce qui produit le meilleur effet à Berlin, et se prête à un compromis (fort peu rassurant pour lui-même) avec M. de Broglie, rapporteur de la commission des Trente. Mais, parallèlement, l'ambassadeur fait appel au patriotisme de ses amis personnels; il adresse (13 février) à M. de Cumont[1], membre de cette commission, l'importante lettre que ce dernier communiquera à ses collègues royalistes. M. de Gontaut leur révèle l'état des esprits à Berlin, où l'on condamne toute atteinte portée à l'autorité de M. Thiers : on a confiance, écrit l'ambassadeur, dans sa politique étrangère, on rend justice « à ses efforts pour ramener l'ordre à l'intérieur, pour reconstituer les finances et même l'armée », on verrait avec sympathie son union avec la droite. M. de Gontaut ne ménage point les vérités à ses amis; il les met en garde contre leur humeur d'intransigeance et leurs « concessions marchandées », dont la libération du territoire subira fatalement le contrecoup, s'ils y persévèrent : « Ne rendez pas, dit-il, ma tâche plus difficile qu'elle ne l'est... » De ce côté aussi, l'appel est entendu, une trêve passagère est consentie par les chefs. A droite comme chez M. Thiers, c'est le sacrifice momentané de la passion politique à l'indépendance nationale, obtenu par l'honnête homme qui représente la France à Berlin.

1. C'est par erreur, semble-t-il, que le duc de Broglie, dans ses *Mémoires*, désigne M. de Maillé comme destinataire de cette lettre, qui fut adressée en réalité à M. de Cumont d'après l'éditeur des souvenirs et papiers posthumes de M. de Gontaut-Biron; légère confusion, née peut-être de ce que M. de Maillé et M. de Cumont furent tous deux députés monarchistes de Maine-et-Loire.

***

La négociation progresse, mais péniblement. L'Empereur et les généraux allemands sont irréductibles sur deux points : ils ne veulent point diminuer l'effectif de l'armée d'occupation, ni rendre Belfort avant que la France ne se soit entièrement acquittée du cinquième milliard, qui deviendra exigible en quatre termes égaux, du 5 juin au 5 septembre 1873.

Sur le premier point, on arrive à une transaction : l'armée d'occupation sera maintenue à 50 000 hommes, mais les quatre derniers départements seront évacués simultanément, en juillet; ainsi l'occupation des Ardennes et des Vosges sera prolongée de quelques semaines, mais l'évacuation de Meuse et Meurthe-et-Moselle avancée d'autant.

Reste Belfort, que l'Allemagne entend garder jusqu'en septembre comme dernier gage. Cette résistance acharnée assombrit cruellement l'optimisme de M. Thiers; il redoute l'arrière-pensée de ne jamais rendre Belfort; il écrit à M. de Gontaut : « Je rumine dans ma tête toutes les manières de s'y prendre pour se tirer de là... » Cette place forte de Belfort, que son élan pathétique a arrachée à Bismarck, à Moltke, au roi de Prusse, en février 1871, il s'attend pour elle au sort de Malte, qui ne fut jamais rendue par l'Angleterre. Mais toute son insistance se heurte à un refus délibéré : les Allemands s'entêtent à prévoir des désordres chauvins au moment du départ de leurs troupes, et ne veulent point se démunir trop vite de la forteresse de Belfort. La crainte de M. Thiers devient si anxieuse que, le 6 mars, Arnim écrit à Bismarck : « Il m'a dit que personne en France ne voudrait croire que nous rendrions Belfort. » Bismarck étonné commente cette phrase du rapport par l'annotation marginale d'un simple point d'exclamation, fait répondre à M. Thiers que « c'est à prendre ou à laisser », et dit (11 mars 1873) à M. de Gontaut :

— Les Français errent singulièrement dans le domaine de la fantaisie. Il y en a beaucoup, paraît-il, qui, de bonne foi, nous soupçonnent d'arrière-pensées au sujet du traité que nous avons signé avec vous. On prétend que nous ne l'exécuterons pas : mais, s'il en était ainsi, nous serions mis au ban de l'Europe! Aucune puissance ne voudrait plus traiter avec nous!

Et Bismarck évoque l'exemple du roi des Belges, qui, vers la fin de l'Empire, s'est contenté de sa parole d'honneur « que la Prusse ne songerait jamais à se concerter avec la France pour l'annexion de la Belgique » : « Cela lui a suffi, et il est reparti satisfait. » Mais, dans ce même entretien, Bismarck se ravise et suggère, « avec bonne humeur », dit M. de Gontaut, de substituer Toul ou Verdun à Belfort comme dernier gage.

De Versailles, M. Thiers télégraphie qu'il choisit Verdun et se déclare prêt à signer. Bismarck en est blessé : il avait cru que son offre, en prouvant sa bonne foi, déciderait M. Thiers à retirer sa demande; il avertit M. de Gontaut que, si l'on persiste à réclamer Belfort, l'état-major exigera une route d'étapes entre Verdun et Metz, ce qui va retarder la signature. N'importe, M. Thiers tient bon : il consent à tout, pourvu qu'on lui laisse Belfort. — Bismarck cède.

Pour la seconde fois, M. Thiers a repris Belfort.

***

Arnim, dans les derniers jours, a fait ce qu'il a pu, mais en vain, pour brouiller les cartes : il enrage de sentir la négociation finale lui échapper; il sait que Bismarck a décidé de signer à Berlin, et prépare même son rappel, peut-être sans compensation; il se voit réduit à tâcher d'obtenir qu'on lui laisse son poste; il se maintiendra encore un an à Paris.

Le 15 mars 1873, à 5 h. 46 de l'après-midi, M. de Gontaut-Biron, qui vient de tout conclure avec Bismarck, télégraphie de Berlin à M. Thiers : « Le traité a été signé à cinq heures. » M. Thiers convoque le Conseil des ministres. Jules Simon rapporte qu'on le vit entrer dans la salle, « élevant la dépêche en signe de joie et de triomphe : c'était la libération du territoire ».

ROBERT DREYFUS

SÉNILITÉ[1]

IV

Souvent, de brusques averses l'arrachèrent ainsi aux délices de leurs entretiens nocturnes.

Le lendemain, il se rendit chez Angiolina de bonne heure. Il ne savait pas encore bien s'il allait se venger, par quelque phrase cinglante, de la façon dont elle l'avait quitté la veille au soir, ou retrouver, à la lumière de son visage, ce sentiment qu'au cours de la nuit, une méditation douloureuse avait ébranlé et qui désormais — la hâte angoissée de sa course ne le lui apprenait que trop — était nécessaire à sa vie.

Ce fut la mère d'Angiolina qui lui ouvrit la porte. Elle l'accueillit avec son amabilité coutumière, son visage immobile et parcheminé, sa voix brutalement sonore. Angiolina s'habillait et serait là dans un instant.

— Qu'en pensez-vous? — demanda tout à coup la vieille.

Et elle lui parla de Volpini. Étonné que la mère aussi voulût son consentement, il resta court et elle, lisant un doute dans ses yeux, mais se méprenant sur la nature de ce doute, chercha à le persuader :

— Rendez-vous compte! C'est une vraie chance pour Angiolina. Elle ne l'aime pas à la folie, soit; mais au moins elle aura une existence tranquille, et heureuse parce que, lui, il est très amoureux. Il faut le voir!

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai.

Elle eut un petit rire court et bruyant qui n'agita que ses lèvres. Elle ne cachait pas sa satisfaction.

Il finit par être flatté de voir qu'Angiolina n'avait pas laissé ignorer chez elle à quel point elle tenait à son consentement. Il le donna en termes généreux. Il regrettait qu'Angiolina épousât un autre homme, mais puisque c'était pour son bien... La vieille rit à nouveau, d'un rire qui se dessina plutôt sur sa figure qu'il ne retentit dans sa voix — et qui sembla à Emilio plein d'ironie. Serait-elle au courant de son pacte avec sa fille? Au fond, ce n'était pas pour lui déplaire. Pourquoi se tourmenterait-il à cause de cette grimace de dérision? Elle était à l'adresse de l'honnête Volpini. A coup sûr pas à la sienne.

Angiolina parut, prête à sortir; elle était pressée; elle devait être à neuf heures chez madame Deluigi. Pour ne pas la quitter tout de suite, il l'accompagna, si bien que, pour la première fois, ils marchèrent côte à côte à la lumière du jour.

— Il me semble que nous formons un beau couple, — dit-elle avec un sourire, en constatant que chaque promeneur qui les croisait leur lançait une œillade. Il était impossible de passer près d'elle sans la remarquer.

Emilio la regarda et rougit. Dans les regards de tous les hommes qu'il rencontrait, il croyait lire un jugement sévère porté sur lui, sinon une insulte. Il l'examina encore. Sans aucun doute il y avait dans son œil une manière de salut à l'adresse de tous les hommes élégants qui passaient : cet œil ne les regardait pas, mais un éclair y brillait soudain. Un mouvement se produisait dans la pupille et à tout instant la direction et l'intensité de la lumière qui en émanait se modifiait. Cet œil pétillait! Emilio s'attacha à ce verbe qui lui parut caractériser à merveille le phénomène qu'il observait. Il avait l'illusion que chacun de ces feux rapides et imprévisibles s'accompagnait d'un léger bruit.

— Pourquoi fais-tu la coquette? — demanda-t-il en se forçant à sourire.

Rieuse, et sans rougir, elle répondit : — Moi? Mais si j'ai des yeux, moi, c'est pour regarder. — Elle avait donc conscience du mouvement de ses yeux; elle se trompait seulement en appelant cela « regarder! »

Un instant après passa un certain petit employé nommé Giustini, joli jeune homme qu'Émilio connaissait de vue. L'œil d'Angiolina se raviva et Émilio se retourna pour voir à qui venait d'échoir cette faveur. Cet heureux mortel s'était arrêté et contemplait Angiolina.

— Il s'est arrêté pour me regarder, hein? — demanda-t-elle d'un ton joyeux.

— Pourquoi y trouves-tu du plaisir? — fit-il avec tristesse.

Elle ne le comprit pas, et toute son astuce fut alors de lui donner à entendre qu'elle faisait exprès d'exciter sa jalousie. Elle crut enfin le rassurer en exécutant, de ses lèvres rouges à la lumière du soleil, la grimace impudique d'un baiser. Oh! comme elle savait peu feindre! La femme qu'il appelait *Ange* était une pure invention; il l'avait créée, lui, non sans effort ni patience; elle ne l'avait pas aidé; elle ne l'avait même pas laissé faire : elle lui avait constamment résisté. Et la clarté du jour dissipait le songe.

Au moment de la quitter, il lui demanda :

— Et si Volpini a vent de cette promenade à travers Trieste?

— Qui donc s'aviserait de lui en parler? — répondit-elle avec le plus grand calme. — D'ailleurs je lui dirais que tu es un frère ou un cousin de madame Deluigi. Il ne connaît pas un chat ici, en sorte qu'il est facile de lui faire croire ce qu'on veut.

Après qu'ils se furent séparés il voulut encore analyser ses impressions et il continua à marcher seul et sans but. Une flamme d'énergie rendait sa pensée rapide et intense. Le problème qu'il s'était posé, aussitôt il le résolut. Il ferait bien de se séparer d'elle immédiatement et de ne plus la revoir jamais. Il ne pouvait plus se donner le change sur la nature de ses sentiments, trop bien caractérisés par la douleur qu'il avait éprouvée tout à l'heure, douleur mêlée de honte à la fois pour elle et pour lui.

Ses pas le portèrent chez Balli : il allait lui faire une promesse solennelle, grâce à quoi sa résolution deviendrait irrévocable. Par malheur la seule vue de son ami suffit à la lui faire abandonner. Pourquoi ne prendrait-il pas son plaisir avec les femmes, comme les autres? Il songea à ce qu'eût été

son existence sans amour, entre un ami tyrannique et une sœur aux idées noires. Et il ne croyait pas être moins énergique maintenant qu'un instant plus tôt. Au contraire; maintenant il voulait vivre, il voulait goûter aux joies de la vie, fût-ce au prix de la souffrance. Son énergie, il la montrerait mieux dans sa façon d'agir vis-à-vis d'Angiolina que dans le fait de la fuir lâchement.

Le sculpteur l'accueillit par un juron brutal :

— Alors? Tu es encore vivant? Prends bien garde : si tu viens me demander un service, comme on le croirait à voir ta figure de croque-mort, tu perds ton temps et ta peine! Homme de rien!

Il lui criait aux oreilles et le menaçait comiquement. Émilio fut tiré de son doute. Son ami, en lui parlant de « service », l'avait mis sur la bonne voie. Qui, en effet, mieux que Balli était capable de lui porter secours?

— Je t'en prie, — supplia-t-il — j'aurais un conseil à te demander.

L'autre partit d'un éclat de rire :

— Il s'agit d'Angèle, n'est-ce pas? Je ne veux rien savoir de ce qui concerne cette femme. Elle est venue entre nous pour nous diviser. Qu'elle y reste! Mais qu'elle ne m'assomme pas davantage.

Balli aurait eu beau être encore plus brutal, Émilio n'eût pas renoncé pour si peu au conseil qu'il sollicitait. De ce conseil dépendait son salut. Stefano, qui connaissait si bien les femmes, ne pouvait pas ne pas lui indiquer le bon moyen pour continuer à profiter de la situation sans plus s'exposer à souffrir. Ainsi, en un instant, Émilio était descendu de la hauteur de son premier et viril dessein à l'abjection la plus basse : conscient de sa faiblesse, il s'y résignait parfaitement. Il criait au secours. Bien sûr, il aurait voulu conserver au moins les dehors d'un homme qui demande un conseil, qui veut connaître l'opinion d'autrui, tout simplement; mais, par l'effet d'une réaction mécanique, ces cris dans ses oreilles le rendirent suppliant. Il semblait implorer une main caressante.

Balli en eut pitié. Il le prit rudement par le bras et l'entraîna à sa suite jusqu'à la *Piazza della Legna* où se trouvait

son atelier. — Explique-moi ça. Si je puis t'être d'une aide quelconque, tu sais bien que ce sera avec plaisir.

Émilio, tout ému, se confessa. Oui. Impossible de s'aveugler plus longtemps. La chose était devenue sérieuse. Il décrivit son amour, son désir anxieux de la voir, de lui parler, sa jalousie, ses doutes, son tourment sans cesse et l'oubli total où il laissait tout ce qui ne se rapportait pas à elle ou à son propre sentiment. Puis, passant à Angiolina, il la jugea sans indulgence. Il dit comment elle se conduisait dans la rue, quelles photographies elle accrochait aux murs de sa chambre, et avec quelles arrière-pensées elle se livrait au tailleur Volpini. A en parler, il sourit plusieurs fois. Il l'avait évoquée; elle était devant lui, saine et joyeuse, ingénument perverse, et il lui souriait sans colère. Pauvre enfant! Elle y tenait tant à ces photographies! Et elle aimait tant qu'on la remarquât dans la rue. Comment lui reprocher de vouloir que lui-même tînt le registre des œillades admiratives? A mesure qu'il parlait, il comprenait qu'il n'avait pas le droit de considérer tout cela comme offensant, après avoir déclaré qu'il ne cherchait auprès d'elle que son plaisir. A dire vrai, il ne fit pas entrer dans son récit l'ensemble de ses observations et de ses expériences, mais ce qu'il laissait de côté, pour le moment, n'existait plus. Il regarda Balli d'un œil timide, craignant de le voir éclater de rire, et la seule force de la logique l'obligea à continuer. Il avait dit qu'il demanderait un conseil, il le demanderait. Le son de ses propres paroles retentissait encore à ses oreilles et il en tira conclusion comme il eût fait des paroles d'un autre. D'un ton très calme, pour faire oublier, sans doute, la chaleur avec laquelle il avait parlé jusqu'à présent, il demanda :

— Ne crois-tu pas que, puisque je ne sais pas me conduire comme je devrais, je ferais bien de cesser toute relation avec elle?

Il dissimula un sourire. Il eût été plaisant que Balli, de bonne foi, lui eût donné le conseil de rompre avec Angiolina.

Mais son ami se montra vraiment homme d'esprit et se garda de tomber dans le piège.

— Tu comprendras, — lui dit-il affectueusement, — que je ne puis te conseiller d'être fait autrement que tu n'es. Je le

savais bien que ces sortes d'aventures n'étaient pas faites pour toi.

Dès lors qu'on lui parlait ainsi, c'était, pensa Émilio, que les sentiments dont il s'était tant effrayé quelques instants plus tôt étaient choses communes : et il en tira une raison de plus de se tranquilliser.

A ce moment parut Michel, le domestique de Balli; un homme d'un certain âge, ancien militaire. Les talons joints, il dit quelques mots tout bas à son patron, puis, après avoir ôté son chapeau d'un geste large mais sans que son corps bougeât d'une ligne, il se retira.

— Quelqu'un m'attend à l'atelier, — dit en souriant Balli. — Une femme. Et c'est dommage que tu ne puisses assister à notre entretien. Tu aurais là une belle occasion de t'instruire.

Puis frappé d'une idée :

— Veux-tu que nous nous retrouvions un soir tous les quatre?

Il crut avoir trouvé le moyen de venir en aide à son ami et Émilio accepta avec enthousiasme. Bien sûr! La première condition à remplir, pour imiter Balli, était de le voir à l'œuvre.

Le soir, Émilio avait rendez-vous avec Angiolina au Champ de Mars. Dans la journée il avait médité des reproches. Mais elle vint. Mais elle allait être, pour quelques heures, toute à lui. Si tard, à Sant'Andréa, personne ne la lui disputerait. Pourquoi se serait-il cru obligé de gâter ce bonheur par des querelles? Il se conformerait mieux à l'exemple de Balli en aimant sans violence et en jouissant de cet amour auquel, le matin, dans un instant de démence, il avait failli renoncer. Son ressentiment ne laissa d'autre trace qu'une certaine excitation propre à animer ses discours. Leur soirée fut d'abord délicieuse. Ils décidèrent de consacrer une des deux heures dont ils disposaient à s'éloigner de la ville, l'autre à y revenir. L'idée était d'Émilio qui espérait, en marchant aux côtés d'Angiolina, retrouver le calme. Il mirent une heure environ pour atteindre l'Arsenal, une heure de félicité parfaite dans la nuit claire, dans l'air limpide et rafraîchi d'un automne précoce.

Elle s'assit sur le petit mur au bord de la route et lui, resta debout, la dominant de toute sa taille. Il voyait sa tête blonde,

éclairée d'un côté par un lampadaire, se détacher sur le fond obscur que formaient les vastes bâtiments de l'arsenal qui s'étendaient le long de la côte, déserts et morts.

— La cité du travail! — murmura-t-il, étonné lui-même d'avoir choisi ce décor à ses amours.

Soudain il repensa à Stefano : — Ah! j'oubliais! le sculpteur Balli voudrait faire ta connaissance.

— Vrai? — dit-elle joyeusement. — Moi aussi!

Elle semblait déjà prête à courir chez Balli.

— J'en ai si souvent entendu parler par une jeune fille qui l'aimait beaucoup que depuis longtemps j'ai envie de le connaître. Où m'a-t-il donc vue?

Ce n'était pas une chose rare qu'en sa présence elle montrât de l'intérêt pour d'autres hommes, mais comme il en souffrait!

— Il ne savait même pas que tu existais, — répondit-il avec brusquerie. — Il n'en sait qu'autant que je lui en ai appris.

Il espérait la vexer. Au contraire, elle était enchantée qu'il eût parlé d'elle.

— Mais qui sait, — dit-elle avec un accent de méfiance des plus comiques, — ce que tu lui auras raconté sur mon compte?

— Je lui ai raconté que tu es une traîtresse, — dit-il en riant.

Elle rit elle aussi et ils se retrouvèrent aussitôt de bonne humeur et en bonne harmonie. Elle se laissa embrasser longuement, et soudain, tout émue, elle lui souffla à l'oreille :

— *Che tém bocou.*

Il répéta, tristement cette fois :

— Traîtresse!

Elle se contenta alors d'éclater de rire, mais ensuite elle trouva quelque chose de bien mieux : tout en le baisant sur la bouche, elle lui parla, et avec une grâce que jamais il ne devait oublier; d'une voix tendre, suppliante, au timbre à tout instant nuancé, elle lui demanda plusieurs fois :

— Ce n'est pas vrai, dis, ce n'est pas vrai que je suis une traîtresse?

La fin de leur soirée fut délicieuse. Un de ces gestes, une de ces trouvailles d'Angiolina suffisait à réduire à néant son doute et sa douleur.

Sur le chemin du retour, il se rappela que Balli devait amener une femme et il s'empressa de mettre Angiolina au courant. Cela n'avait pas l'air de lui déplaire. Un instant après elle demanda, avec une indifférence qu'il était difficile de croire feinte, si Balli aimait vraiment cette femme. Heureux de ce détachement, il répondit avec sincérité :

— Je ne crois pas. D'ailleurs Balli a une singulière façon d'aimer les femmes; il les aime beaucoup mais toutes également... toutes celles qui lui plaisent.

— Il doit en avoir eu beaucoup, — fit-elle, pensive.

Et ici, Émilio crut bon de mentir :

— Je ne crois pas.

Le soir suivant, ils devaient se retrouver tous au Jardin Public. Émilio et Angiolina furent les premiers arrivés. L'attente n'avait rien de trop agréable. Il n'avait pas plu mais quand même le sol était humide, à cause du sirocco. Angiolina chercha à dissimuler son impatience sous les dehors de la mauvaise humeur, mais elle ne réussit pas à tromper Émilio, lequel fut envahi d'un intense désir de conquérir cette femme dont il avait l'impression qu'elle lui échappait. Par malheur, il se montra ennuyeux; il le sentit et elle ne manqua pas de le lui faire sentir mieux encore. Comme il lui demandait, en lui serrant le bras :

— M'aimes-tu autant qu'hier soir?

Elle répondit sèchement :

— Oui, mais ce ne sont pas des choses à répéter à tout instant.

Balli arriva du côté de l'Aqueduc, donnant le bras à une femme aussi grande que lui.

— Elle n'en finit pas, — dit Angiolina, émettant aussitôt sur cette personne l'unique jugement qu'à cette distance il lui fût possible d'émettre.

Balli, s'étant approché, présenta :

— Marguerite! *Ange*!

Il tenta, dans l'obscurité, de distinguer les traits d'Angiolina et il approcha tellement son visage du sien que pour lui donner un baiser il lui eût suffi d'allonger les lèvres. Un ange, pour de vrai? — Non satisfait encore, il frotta une allumette et éclaira une figure toute rose qui, très sérieuse, se prêta à

l'examen. Ainsi éclairée dans la nuit, elle avait des transparences adorables; les grands yeux clairs, où le jaune de la flamme pénétrait comme dans une eau limpide, brillaient avec une heureuse douceur! Sans se troubler, Balli promena ensuite son allumette devant Marguerite et fit apparaître une face pâle et pure, des yeux bleus, grands et vifs, qui attiraient et retenaient le regard, un nez aquilin, une petite tête surmontée d'une lourde masse de cheveux châtains. Les yeux, hardis et espiègles, contrastaient violemment avec des traits de Vierge douloureuse. Marguerite profita de la lumière pour se faire voir, d'abord, mais aussi pour considérer Émilio; puis, comme l'allumette de cire ne voulait décidément pas s'éteindre, elle souffla dessus.

— Maintenant, vous vous connaissez tous. Quand à celui-là, — Balli désignait Émilio, — vous le verrez quand il fera clair.

Et il se mit en route avec Marguerite déjà pendue à son bras. Cette fille si grande et si maigre ne devait pas être belle. Son corps reflétait la double expression de son visage : de vivacité et de souffrance. Sa démarche était mal assurée et son pas trop menu, relativement à sa taille. Elle portait une jaquette rouge-feu, mais qui, sur son dos modeste, pauvre et légèrement voûté, perdait toute audace; on eût dit un uniforme sur un enfant. Au contraire, la couleur la plus éteinte, portée par Angiolina, s'avivait.

— Dommage! — murmura Angiolina avec un profond soupir. — Une tête si jolie plantée sur cette perche.

Émilio voulut dire quelque chose. Il s'approcha de Balli et lui glissa à l'oreille :

— Très bien, les yeux de ton amie. Je voudrais savoir ce que tu penses de la mienne.

— Les yeux ne sont pas vilains, — déclara Balli; — le nez, en revanche, n'est pas parfaitement modelé; la ligne inférieure est peu accusée. Elle a encore besoin d'un petit coup de pouce.

— Vraiment! — s'écria Angiolina, interdite.

— Je puis me tromper, — dit très sérieusement le sculpteur. — On verra cela aux lumières.

Lorsqu'elle se jugea assez à distance de son redoutable censeur, Angiolina dit d'une voix mauvaise :

— Comme si elle était parfaite, sa boiteuse!

Au *Mondo Nuovo*, ils entrèrent dans une salle oblongue, fermée d'un côté par une cloison et de l'autre par un vitrage donnant sur le vaste jardin de la brasserie. A leur entrée, le garçon accourut; un jeune homme de façons rustiques, vêtu en paysan. Il monta sur une chaise et alluma deux becs de gaz qui éclairèrent pauvrement la vaste pièce; puis, toujours sur son perchoir, il se mit à se frotter les yeux jusqu'au moment où Stefano vint le faire descendre en lui criant qu'il lui défendait de s'endormir si haut. Le jeune paysan sauta à terre en s'appuyant sur l'épaule de Balli et se retira, bien réveillé et d'excellente humeur.

Marguerite qui souffrait d'un pied s'était déjà assise. Balli, prévenant, s'approcha d'elle et lui dit qu'on était sans cérémonie et qu'elle pouvait ôter sa chaussure. Mais elle refusa.

— Il faut toujours souffrir un peu, — dit-elle. — Ce soir je le sens à peine.

Quel abîme entre cette femme et Angiolina! Affectueuse et chaste, elle disait son amour sans parler, sans trahir même la moindre intention de le laisser voir, tandis que l'autre, quand elle voulait donner des marques de sa sensibilité, elle se tendait, se remontait comme une machine qui a besoin, pour se mettre en marche, d'une préparation laborieuse.

Mais cela ne suffisait point à Stefano. Il avait dit à Marguerite d'ôter sa chaussure et il insista pour qu'elle obéît jusqu'au moment où elle déclara qu'elle était prête, s'il le lui ordonnait, à ôter ses deux chaussures qui d'ailleurs ne la gênaient nullement et n'étaient point la cause de son mal. Pendant la soirée elle dut, à plusieurs reprises, donner des signes de soumission, car Balli avait dans l'idée de faire voir comment il se comportait vis-à-vis des femmes. Marguerite se prêtait magnifiquement à la démonstration du système : elle riait mais obéissait. En outre, on devinait dans ses propos une certaine aptitude à penser et sa soumission n'en était que d'un meilleur exemple.

Elle essaya d'abord de lier conversation avec Angiolina qui, dressée sur la pointe des pieds, tendait le cou pour se voir dans une lointaine glace et refaire ses boucles. Elle lui

parlait de ses douleurs à la poitrine et aux jambes; elle ne se rappelait pas une époque de sa vie où elle n'eût pas souffert. Sans détourner les yeux du miroir, Angiolina disait des : « Pas possible! » et des « : Pauvre petite! » puis soudain, avec une belle simplicité :

— Moi, je me porte toujours bien.

Émilio, qui la connaissait, réprima un sourire. Il avait discerné, dans ces paroles, l'indifférence totale d'Angiolina pour les maux de Marguerite et aussitôt après sa pleine satisfaction de sa propre bonne santé. Le malheur d'autrui n'avait d'autre effet sur elle que de lui faire mieux apprécier sa chance.

Marguerite se plaça entre Stefano et Émilio. Angiolina vint s'asseoir la dernière, en face d'elle, et, debout encore, lança au sculpteur une singulière œillade. Un regard de défi, pensa Émilio; mais Balli l'interpréta plus judicieusement :

— Cette chère Angiolina! — dit-il, sans se gêner, — elle me regarde comme ça dans l'espoir que je trouverai que son nez est beau. Peine perdue. Son nez, voilà comment il devrait être fait.

Et il traça sur la table, d'un doigt mouillé de bière, la courbe voulue, une ligne épaisse où il eût été difficile de retrouver la forme d'un nez.

Angiolina contempla cette ligne, comme pour l'apprendre par cœur, puis elle se toucha le nez :

— Il est mieux tel qu'il est, — dit-elle à mi-voix, d'un air de se moquer de l'opinion des autres.

— Quel mauvais goût! — s'écria Balli sans réussir toutefois à garder son sérieux.

Angiolina commençait à l'amuser beaucoup. C'était visible. Il lui disait des choses désagréables mais il semblait ne le faire que pour la provoquer à se défendre. Elle-même prenait plaisir à ce jeu. Dans son œil brillait la même complaisance pour Balli que dans l'œil de Marguerite. Une femme copiait l'autre, et Émilio, après quelques vains efforts pour placer un mot, en venait à se demander pourquoi on avait organisé cette réunion!

Stefano, lui, ne l'avait pas oublié. Il suivait sa méthode qui apparemment ne consistait qu'à être brutal. Il le fut même avec le garçon. Il l'accabla de reproches parce qu'il

ne lui offrait pour dîner que du veau, à toutes les sauces; puis s'étant résigné à manger du veau, il fit son menu et, au moment où le garçon quittait la salle, il lui cria encore, dans un accès de colère injustifié et comique : — Canaille! Fils de putain! — Le garçon riait de bon cœur et il exécuta les ordres reçus avec un empressement extraordinaire. Ainsi, ayant dompté autour de lui tout le monde, Balli eut conscience d'avoir donné à Émilio une leçon dans toutes les règles.

Mais celui-ci, même dans les plus petites choses, s'avéra incapable d'appliquer le système. Marguerite n'avait pas faim :

— Prends garde! — dit Stefano, — c'est la dernière soirée que nous passons ensemble! Je ne peux pas souffrir les simagrées!

Alors elle se laissa servir. D'un seul coup, l'appétit lui vint, et Émilio songea que jamais Angiolina ne lui avait donné pareille preuve d'amour. Or Angiolina venait justement de déclarer qu'elle ne voulait manger de veau à aucun prix.

— Tu as entendu? — dit Émilio, — Stefano n'admet pas les simagrées!

Elle haussa les épaules : elle ne tenait à plaire à personne, et Émilio estima que ce mépris tombait moins sur son ami que sur lui-même.

— Ce dîner de veau, — cria Balli la bouche pleine, en regardant en face ses trois compagnons, — manque décidément d'harmonie. Vous détonnez ensemble. Toi, noir comme du charbon, elle, blonde comme les blés en fin juin. Beau contraste! On vous croirait assemblés par un peintre académique. Quant à nous deux, on pourrait faire notre portrait sous le titre : Un grenadier et sa femme blessée.

Avec un sentiment très juste, Marguerite répondit :

— On ne sort pas ensemble pour se faire admirer.

Et Balli, sérieux et brusque même dans ce geste affectueux, la récompensa d'un baiser sur le front.

Angiolina, avec une pudeur inattendue, s'était mise à regarder en l'air. Balli fronça le sourcil : — Ne faites donc pas la mijaurée! Comme si vous ne faisiez pas bien pis tous les deux!

— Qui vous l'a dit? — demanda Angiolina avec un coup d'œil sévère du côté d'Émilio. Celui-ci protesta sottement :

— Pas moi!

— Et alors, que faites-vous ensemble tous les soirs? Je ne le vois plus; c'est donc qu'il passe ses soirées avec vous. A un âge si vert, il a besoin d'amour, ce garçon. Adieu les promenades, adieu les parties de billard! Je me morfonds à l'attendre ou, si je ne veux pas rester seul, je me contente du premier imbécile venu. Ah! nous avons passé de si bons moments tous les deux : moi, la personne la plus intelligente de la ville, et lui qui occupe le cinquième rang; et autant dire tout de suite qu'il est le second parce qu'après moi il y a trois places vides.

Marguerite, à qui le baiser de Stefano avait rendu toute sa sérénité, eut pour Émilio un bon regard : — C'est vrai, vous savez. Il me parle constamment de vous. Il vous aime beaucoup.

Angiolina au contraire dut trouver que la cinquième intelligence de la ville, ce n'était pas grand'chose et elle réserva toute son admiration à la première. — Émilio m'a raconté que vous chantiez si bien. Chantez un peu. J'aimerais tant vous entendre.

— Il ne manquerait plus que cela! Après dîner, moi, je me repose. J'ai la digestion aussi difficile qu'un serpent.

Seule Marguerite devina l'état d'esprit d'Émilio. Ses yeux, en se posant sur Angiolina, devinrent graves; puis elle se pencha vers Émilio pour lui parler de Balli :

— Il est parfois brusque, c'est vrai, mais pas toujours; et dans ses moments de brusquerie il n'inspire pas la terreur. On fait ce qu'il veut parce qu'on l'aime bien.

Et d'une voix doucement modulée, elle ajouta :

— Un homme qui pense n'a rien de commun avec ceux qui ne pensent pas.

On comprenait qu'en parlant de ces derniers elle songeait à des hommes qu'elle n'avait que trop connus, et Émilio, distrait pour un instant de son douloureux embarras, la regarda avec compassion. Elle avait raison d'aimer chez les autres la force qui lui faisait défaut. Faible et douce comme elle était, elle n'aurait pu se défendre toute seule.

— Comme te voilà muet! — s'écria soudain Balli.

Puis, s'adressant à Angiolina, il demanda :

— Il est toujours comme cela pendant les longues soirées que vous passez ensemble?

Et elle, oublieuse apparemment de ses hymnes d'amour, répondit avec mauvaise humeur :

— Que voulez-vous? c'est un homme sérieux.

Balli eut la bonne intention de porter secours au pauvre Émilio et il improvisa une apologie un peu outrée :

— Pour ce qui est de la bonté, à lui le premier rang et à moi le cinquième. C'est le seul garçon avec lequel j'aie jamais pu aller d'accord. C'est mon *alter ego*, mon autre moi-même; il pense comme moi... et il se range à mon avis aussitôt que je ne suis pas du sien. — L'esprit qui avait inspiré le début de ce petit discours s'était retiré avant cette dernière phrase, où Stefano, avec un joyeux entrain, écrasait son ami sous le poids de sa propre supériorité. Émilio ne sut pas mieux faire que d'imprimer à ses lèvres le mouvement du sourire.

Puis il comprit qu'un sourire de ce genre laissait trop deviner l'effort et, pour mieux jouer la désinvolture, il voulut dire quelque chose. On avait parlé en ville — il ne savait plus chez qui — de faire poser Angiolina pour une figure que Balli devait exécuter. Pour sa part, il n'y voyait aucun obstacle. — C'est pour la tête seulement, — dit-il à Angiolina comme s'il n'avait pas su qu'elle eût accordé davantage sans difficulté. Mais elle, un instant plus tôt, alors qu'il causait avec Marguerite, avait déjà accepté sans prendre son avis, et, tandis qu'il s'acheminait vers une péroraison aussi contrainte qu'inutile et déplacée, elle lui coupa brutalement la parole :

— Mais puisque j'ai déjà dit oui!

Au retour, Balli chanta. Il avait une voix égale, d'un grand volume, mais qu'il adoucissait en modulant avec goût, avec trop de goût même, pour les chansonnettes vulgaires qui composaient son répertoire. Ce soir-là, il en chanta une dont il ne put, en présence des deux femmes, articuler toutes les paroles. Mais ce qu'il ne dit pas, il sut fort bien le faire entendre par la malice et par la sensualité de l'œil et de la voix. Angiolina était ravie.

Il fallut enfin se séparer. Émilio et Angiolina s'arrêtèrent

un instant pour regarder l'autre couple qui s'éloignait. — Quel aveugle! — dit-elle. — Comment peut-il aimer ce morceau de bois enfumé qui tient à peine debout?

Le soir suivant, elle ne laissa pas à Émilio le temps de lui adresser les reproches qu'il avait médités dans la journée. Elle avait encore des choses à lui raconter, des choses étonnantes. Le tailleur Volpini lui écrivait — elle avait oublié de prendre sa lettre — qu'il ne pourrait pas l'épouser avant un an. Un de ses associés s'opposait à son mariage, le menaçant, s'il passait outre à sa défense, de rompre leur contrat et de le laisser sans capitaux. — Il paraît que cet associé veut lui faire épouser une de ses filles, une petite bossue qui, pour tout dire, ne lui serait pas mal assortie. Mais Volpini assure que dans un an il n'aura plus besoin de l'argent des autres et qu'alors il m'épousera, moi. Tu comprends? — Il n'avait pas compris. — Il y a encore ceci, — ajouta-t-elle avec douceur et confusion : — Volpini ne peut pas vivre une année entière dans le désir et l'attente...

Pour le coup, il comprit. Il protesta. Comment espérait-elle obtenir de lui pareil consentement? Et d'autre part, qu'avait-il à objecter? — Quelles garanties auras-tu de sa loyauté? — demanda-t-il.

— Celles que je voudrai. Il est prêt à passer un contrat par-devant notaire.

Après un court silence il demanda encore :

— Quand?

Elle rit :

— Dimanche prochain, il ne peut pas venir. Il veut tout disposer en vue du contrat qui sera prêt d'ici à quinze jours, et puis... — Elle éclata de rire et l'embrassa.

Elle serait sienne! Ce n'est pas ainsi qu'il avait rêvé de la posséder, mais il l'embrassa à son tour avec effusion et chercha à se persuader qu'il était au comble du bonheur. Sans doute, il devait lui avoir de la reconnaissance. Elle l'aimait — ou enfin elle l'aimait lui aussi. De quoi aurait-il eu à se plaindre?

Et puis... c'était peut-être la guérison tant espérée. Souillée par le tailleur, possédée par lui, Ange disparaîtrait; elle serait morte; et rien ne l'empêcherait plus de prendre du bon temps

avec celle que Stefano affectait d'appeler la grosse *Giolona* : d'être gai comme elle aimait que fussent les hommes, d'être indifférent et méprisant, comme Stefano Balli.

V

Stefano l'avait dit : Émilio et lui n'avaient eu pendant quelque temps, et par la faute d'Angiolina, que des rapports plutôt froids. Émilio avait négligé son ami. Il ne s'en était même pas rendu compte, mais Stefano, lui, avait fini par s'en offenser et par renoncer à le poursuivre, encore que cette amitié, comme toutes ses autres habitudes, lui fût chère. Après leur dîner à la brasserie, la rancune de Balli se dissipa. Elle fit place à un doute. N'était-ce pas lui, cette fois, qui avait offensé son ami? Les souffrances d'Émilio ne lui avaient point échappé, et quand le plaisir que lui avait procuré l'admiration des deux femmes, plaisir intense mais fugitif, se fut évanoui, il se sentit en proie au remords. Pour calmer sa conscience, il se rendit le lendemain à midi chez Émilio dans l'intention de le chapitrer. Un bon raisonnement valait mieux qu'un exemple dans un cas comme celui-là. Et si le raisonnement demeurait sans effet, il servirait à lui rendre, à lui Stefano, le visage d'un ami et à lui ôter cet air de rival heureux qu'il avait pris la veille par une faiblesse due, pensait-il, à sa distraction.

Mademoiselle Amélie vint ouvrir la porte. Cette fille inspirait à Balli un sentiment de compassion peu agréable. Dans son esprit, on n'avait le droit de vivre qu'à condition de posséder la gloire, ou la beauté, ou la force, ou au moins la richesse. Autrement, non, car on n'était plus qu'un odieux encombrement de la vie des autres. Pourquoi donc vivait-elle, cette pauvre Amélie? C'était évidemment une erreur de la nature. Quand il ne trouvait pas Émilio chez lui, il lui arrivait de saisir n'importe quel prétexte pour se retirer tout de suite, tant l'attristaient cette face pâle et cette voix éteinte. Elle, par contre, qui entendait partager l'existence de son frère, s'était toujours considérée comme amie du sculpteur.

— Émilio est à la maison? — demanda Balli soucieux.

— Entrez! Entrez! monsieur Stefano, — dit Amélie d'un ton aimable. — Émilio! C'est monsieur Stefano!... Il y a si longtemps que nous n'avons eu le plaisir de vous voir! Vous aussi, vous nous oubliez?

Stefano se mit à rire :

— Ce n'est pas moi qui délaisse Émilio; c'est lui qui ne veut plus rien savoir de moi.

Tout en l'accompagnant à la salle à manger, elle murmura avec un sourire :

— Oh! je comprends bien.

Ainsi, ils avaient déjà parlé d'Angiolina.

Le petit appartement des Brentani se composait de trois pièces en enfilade. Au fond du corridor, une seule porte, celle de la salle à manger. Et quand Émilio recevait dans sa chambre, Amélie était prisonnière dans la sienne qui était celle du fond. Plus sauvage encore avec les hommes que son frère avec les femmes, il était rare qu'elle se présentât sans y être invitée. Mais Balli, dès sa première visite, avait fait exception à la règle. Après avoir entendu souvent parler de lui comme d'un homme rude, elle l'avait vu pour la première fois alors qu'elle venait de perdre son père et elle s'était aussitôt familiarisée avec lui, émerveillée de sa douceur. Stefano était un consolateur exquis. Il savait parler quand il fallait, se taire à temps. Avec discrétion, il était arrivé à discuter cette immense douleur, à la maîtriser, à en régler le cours, à en suggérer au besoin l'expression la plus juste, la plus précise. Amélie s'était accoutumée à pleurer en sa compagnie et il était venu souvent la voir, se complaisant dans un rôle qu'il avait conscience de jouer si bien. Puis, cet aiguillon disparu, il avait interrompu ses visites. La vie de famille lui convenait mal; et, à lui qui n'aimait que les choses belles et déshonnêtes, l'affection fraternelle que lui offrait une fille laide ne pouvait inspirer que de l'ennui. C'était du reste la première fois qu'elle lui adressait un reproche, car elle trouvait naturel qu'il allât chercher ses distractions ailleurs qu'auprès d'elle.

En dehors d'une magnifique table en bois sombre marqueté, seul témoin de la splendeur passée des Brentani, la petite

salle à manger ne contenait qu'un sopha un peu usé, quatre sièges de forme semblable mais non identique, une grande chaise à bras et une grande armoire. L'ensemble de la pièce donnait une impression de pauvreté, rendue encore plus vive par le soin avec lequel étaient entretenues ces pauvres choses.

En entrant, Balli pensa à l'office de consolateur dont il s'était si bien trouvé. Il lui semblait revoir un lieu où il avait souffert lui-même, mais très doucement souffert. Il savourait le souvenir de sa propre bonté et il se dit qu'il avait eu tort d'en éviter si longtemps le théâtre. Ici plus que nulle autre part il se sentait un homme supérieur.

Émilio le reçut avec une amabilité d'autant plus attentive qu'il tenait à dissimuler la rancœur qui couvait en lui. Il ne voulait pas que Balli pût s'apercevoir du mal qu'il lui avait fait. Il le lui reprocherait, certes, et âprement, mais en se gardant de découvrir sa propre blessure. Il le traitait proprement en ennemi.

— Quel bon vent t'amène?

— Je passais devant chez vous et j'ai tenu à venir saluer mademoiselle Amélie que je n'avais pas vue depuis si longtemps! Je lui trouve bien meilleure mine.

Elle avait en effet les joues rouges et ses bons yeux gris étaient très animés.

Émilio la regarda sans la voir. La désinvolture de Stefano, qui ne semblait plus se souvenir des événements de la veille, accrut soudain sa fureur : — Tu t'es bien amusé, toi, hier soir, et un peu à mes dépens.

Cette manifestation de ressentiment étonna d'autant plus Stefano qu'elle était fort déplacée en présence d'Amélie. Il exprima sa surprise. Il n'avait rien fait dont son ami ait eu sujet de s'offenser. Ses intentions avaient au contraire été telles qu'il aurait plutôt cru mériter des remerciements. Déjà, pour mieux repousser l'attaque, il perdait la conscience de ses torts. Il se voyait pur et sans taches.

— Nous parlerons de cela une autre fois, — dit-il par égard pour Amélie.

Mais celle-ci se retira en dépit de Stefano, qui, peu pressé d'entrer dans des explications, s'efforçait de la retenir.

— Je ne vois guère ce que tu as à me reprocher.

— Oh! rien, — dit Émilio, qui, abordé de front, ne trouva pas mieux que cet acquiescement ironique.

Stefano, convaincu maintenant de son innocence, se fit plus précis. Il avait agi exactement comme il avait décidé d'agir au moment où il lui avait proposé de lui donner une leçon. S'il s'était mis lui-même à bêler d'amour, qu'en serait-il résulté de bon? Giolona devait être traitée comme il l'avait traitée et il espérait qu'avec le temps Émilio en viendrait là. Il ne croyait pas, il ne pouvait pas croire qu'une femme de ce genre fût prise au sérieux. Il la décrivit en reprenant à peu près les termes dont Émilio s'était servi quelques jours auparavant. Il l'avait trouvée si ressemblante au portrait que son ami lui en avait tracé qu'il lui avait été facile de la deviner du premier coup tout entière.

Mais Émilio avait beau entendre, de la bouche de son ami, ses propres discours, il n'était nullement convaincu. Il répondit qu'il avait sa manière à lui de faire la cour aux femmes et qu'il ne saurait se comporter différemment, la douceur étant, à son avis, une condition essentielle des plaisirs amoureux. Cela ne voulait d'ailleurs pas dire qu'il prenait Angiolina trop au sérieux. Lui avait-il proposé le mariage, peut-être?

Stefano rit de bon cœur. Émilio avait changé étrangement — et étrangement vite. Il n'y avait pas une semaine — il ne s'en souvenait donc plus? — son propre état lui causait tant d'inquiétude qu'il en était à demander secours aux passants! — Je ne t'empêche pas de chercher ton plaisir, mais je trouve que tu n'as pas la mine d'un homme qui s'amuse beaucoup. — Le fait est qu'Émilio avait une mine fatiguée. Sa vie n'avait jamais été très joyeuse, mais du moins, depuis la mort de son père, avait-elle été très calme. Son organisme souffrait du changement de régime.

Discrète comme une ombre, Amélie voulut traverser la salle à manger, Émilio l'arrêta pour faire taire Balli, mais ensuite les deux hommes furent incapables d'abandonner le sujet qui leur tenait à cœur. Stefano dit en plaisantant à Amélie qu'il la prenait pour arbitre d'un litige qu'elle ne devait pas connaître. — Quand deux vieux amis comme nous se disputent, le mieux qu'on puisse faire est de trancher le

débat les yeux fermés. — On s'en remettrait au jugement de Dieu qui avait été inventé pour les cas de ce genre.

Mais le jugement de Dieu ne pouvait plus être aveugle puisque Amélie avait déjà compris de quoi il s'agissait. Elle jeta vers Stefano un regard plein de gratitude, un regard tel qu'on n'aurait jamais cru ses petits yeux gris capables d'une expression aussi intense. Enfin, elle trouvait un allié, et l'amertume qui l'accablait depuis si longtemps se résolvait en un grand espoir. Elle fut sincère. — Je sais ce que vous voulez dire. Vous avez mille fois raison — à en juger par le son de sa voix, elle semblait moins donner raison qu'implorer du secours. — Il suffit de le voir comme je le vois, toujours distrait, toujours triste; je ne lis plus sur son visage que la hâte de fuir cette maison où il me laisse tellement seule!

Émilio l'écoutait avec inquiétude, craignant que ces plaintes ne dégénérassent, comme de coutume, en pleurs et en sanglots. Mais non. En parlant à Balli de son grand chagrin, elle restait calme et souriante.

Stefano qui, dans le chagrin de la pauvre fille, ne voyait autre chose qu'un allié contre Émilio, en scandait les expressions par des gestes réprobateurs à l'adresse de son ami. Mais bientôt les discours d'Amélie n'appelèrent plus de tels gestes. Elle raconta en riant qu'un jour, comme elle se promenait avec Émilio, elle avait eu le loisir d'observer qu'il donnait des signes d'inquiétude chaque fois qu'apparaissaient au loin des figures féminines d'une certaine taille et d'une certaine couleur : très grandes, très blondes.

— Ai-je bien vu? — et elle rit, heureuse de voir que Stefano l'approuvait. — Alors, vrai? Si grande, si blonde?

Il n'y avait rien d'hostile à Émilio dans ces mots légèrement moqueurs. Elle s'approcha de lui et lui posa la main sur la tête, fraternellement.

Balli confirma :

— Grande comme un soldat du roi de Prusse et si blonde qu'on pourrait dire incolore.

Émilio se mit à rire, mais il restait obsédé par la jalousie :

— On aimerait être sûr qu'elle ne te plaît pas.

— Il est jaloux de moi, vous entendez! de moi, de son meilleur ami, — hurla Stefano indigné.

— C'est concevable — dit Amélie doucement, comme pour faire appel à son indulgence.

— Non, ce n'est pas concevable, — protesta le sculpteur. — Comment pouvez-vous trouver concevable une pareille infamie?

Elle ne répondit pas, mais elle resta sur ses positions avec l'air assuré d'une personne qui sait ce qu'elle dit. Elle croyait avoir profondément médité sur ce point et avoir pénétré l'état d'esprit de son malheureux frère. En réalité, elle avait puisé sa certitude dans son propre sentiment. Elle était toute rouge. Tels accents de ce dialogue retentirent dans son âme comme le son des cloches dans le désert; lointains, très lointains, ils parcoururent d'énormes espaces vides, les mesurèrent et, en les remplissant soudain, les rendirent sensibles, y distribuèrent en abondance joie et douleur.

Stefano resta à dîner. Un peu troublée, Amélie avait annoncé qu'on ferait maigre chère, mais Balli eut la surprise de constater que, chez les Brentani, on mangeait fort bien. Depuis des années Amélie passait une bonne part de son temps à la maison et elle s'était faite bonne cuisinière, ce qui convenait très bien au palais délicat d'Émilio.

Stefano ne s'était pas fait prier pour rester. Il gardait l'impression qu'il avait eu le dessous dans sa dispute avec Emilio et il attendait sa revanche, satisfait qu'Amélie lui donnât raison, l'excusât, le soutînt, se rangeât de son côté sans réserve.

Pour Amélie et pour lui, le repas fut très gai. Il bavardait. Il narrait des épisodes de sa première jeunesse, riche d'étonnantes aventures. Faute d'argent, il se tirait d'affaire en usant d'expédients plus ou moins délicats mais toujours joyeux; et quand cette pauvreté menaçait de devenir misère, quelque secours imprévu ne manquait pas de lui tomber du ciel. Il raconta, par exemple, avec force détails comment il avait échappé à la faim grâce à la récompense que lui avaient donnée les propriétaires d'un chien par lui trouvé.

Il avait eu constamment de la chance. Ses études terminées, il battait le pavé de Milan, décidé à accepter l'emploi d'inspecteur que lui offrait une maison de commerce. La sculpture n'est pas un métier. S'obstiner à n'en point exercer d'autres,

c'eût été mourir de faim au bout de deux mois! Passant un beau jour devant une salle où étaient exposées les œuvres d'un sculpteur mort depuis peu, il entra. Il allait dire un dernier adieu à son art. Dans la salle, il rencontra un de ses amis et tous deux se mirent en devoir de démolir impitoyablement les ouvrages exposés. Plein d'amertume à la pensée de sa situation désespérée, Balli trouvait tout médiocre et insignifiant. Il pérorait à haute voix, avec chaleur : cette critique devait être sa dernière œuvre. Mais soudain, devant le morceau que le défunt maître, frappé par la maladie qui allait l'emporter, avait laissé inachevé, Balli s'arrêta, s'émerveilla, changea de ton. Cette ébauche représentait une tête de femme au profil énergique, aux traits décidés, indiqués d'un pouce rude et néanmoins exprimant avec force la pensée et la douleur. Stefano s'émut bruyamment. Il découvrait chez le sculpteur disparu un artiste capable d'ébauches magistrales, mais qui cédait ensuite à un fâcheux académisme, oubliant ses impressions fraîches, ses premières émotions pour ne plus se souvenir que des dogmes impersonnels : ces préjugés de l'art! — Oui, très juste! — murmura à côté de lui un vieux monsieur à lunettes; et il s'approcha de l'ébauche jusqu'à la toucher du bout de son nez. Balli continuait à s'extasier; il trouva des mots touchants à la gloire de cet artiste qui serait mort en emportant son secret dans la tombe, si la mort précisément ne l'avait, pour une seule fois, obligé à le livrer.

Le vieillard détourna les yeux de la statue pour considérer le critique. Ce fut un hasard si Stefano se présenta comme sculpteur plutôt que comme agent commercial. L'autre, un original riche tel un personnage de conte de fées, lui confia la commande de son propre buste d'abord, puis de son monument funéraire; pour finir, il se souvint de lui dans son testament. Balli eut du travail pour deux ans, de l'argent pour dix.

— Comme ce doit être beau, — s'exclama Amélie, — de connaître des personnes si bonnes et si intelligentes!

Balli protesta. Il décrivit son Mécène avec une franche antipathie. Ce vieillard prétentieux lui avait fait la vie dure : toujours à ses côtés, lui imposant de fournir chaque jour une

certaine somme de travail! Véritable bourgeois, sans goût personnel, il n'aimait de l'art que ce qu'on lui en faisait aimer à force d'explications. Chaque soir Balli était fatigué d'avoir travaillé et discouru. Sa vie ne différait guère de celle de l'inspecteur commercial qu'il avait failli devenir. Quand le vieux mourut, il prit le deuil. Mais afin de le porter plus allègrement, de plusieurs mois, il ne toucha pas à l'argile.

Ils sortirent ensemble. Émilio eût préféré que sa sœur restât, mais elle lui rappela la promesse qu'il lui avait faite la veille. Il ne fallait pas que cette fête se terminât si vite.

Stefano se joignit à elle. Il lui semblait que l'affection d'Amélie pourrait combattre chez Émilio l'influence d'Angiolina; quelques minutes plus tôt, il luttait pour se placer entre le frère et la sœur, mais cela, c'était déjà oublié!

Elle fut prête en un clin d'œil, ayant trouvé même le temps de mettre en ordre sur son front les boucles d'une chevelure fine, mais qui semblait plutôt semée de taches que colorée. Ses gants à demi enfilés, elle invita Stefano à sortir avec un sourire qui traduisait son vœu de lui être agréable.

Dans la rue, elle semblait plus insignifiante que jamais, vêtue de noir, une petite plume blanche au chapeau. Stefano la plaisanta au sujet de la petite plume. Il assura néanmoins qu'Amélie était charmante et sut cacher la mauvaise humeur que lui inspirait l'idée d'avoir à traverser la ville en compagnie d'une demoiselle d'un goût assez pervers pour arborer un signal blanc à si peu de distance du sol.

— A nous trois nous connaissons toute la ville, — murmura Balli. Sur la promenade, ils avaient dû ralentir leur marche. Dans ce grandiose et triste décor, devant la mer toute blanche, la foule turbulente et joyeuse s'agitait comme une fourmilière, sans gravité.

— C'est vous qui connaissez tout le monde, — dit Amélie qui se rappelait être venue souvent en ces lieux sans s'y être trop fatiguée à saluer.

Au contraire, toutes les personnes qui passaient adressaient à Balli un salut amical ou respectueux; les saluts lui venaient même des équipages. Elle se sentait bien auprès de lui, heureuse de cette promenade triomphale, comme si une part des hommages rendus au sculpteur lui était destinée à elle.

— Si je n'étais pas venu, quelle catastrophe, — dit Balli en répondant par un beau mouvement de tête mesuré à une vieille dame qui s'était penchée pour le voir à la portière de sa voiture. — Les gens seraient rentrés chez eux bien déçus.

On était sûr de le rencontrer le dimanche à la Promenade : il fêtait le dimanche comme un ouvrier, avec Brentani qui, toute la semaine, restait enfermé dans son bureau.

— Ange! — dit tout bas Amélie avec un rire discret.

Elle venait de la reconnaître à la description qu'on lui en avait faite et au trouble de son frère.

— Ne ris pas, je t'en prie! — dit Émilio, confirmant cette découverte.

Lui aussi voyait quelque chose de nouveau : le tailleur Volpini, un petit homme tout mince, rendu plus effacé encore par le voisinage de la femme splendide à côté de laquelle il marchait fièrement, allongeant le pas avec effort. Les deux hommes saluèrent et Volpini leur répondit avec une gentillesse exagérée.

— Il est de la même couleur qu'elle, — dit Stefano en riant.

Émilio protesta : comment pouvait-on comparer cette paille à cet or?

Il se retourna et vit qu'Angiolina s'inclinait pour parler à son compagnon qui, lui, levait la tête, mais qui, en fin de compte, n'était pas bossu. A coup sûr, ils parlaient d'eux.

Quand ils se trouvèrent de nouveau en ville et sur le point de se séparer, Amélie, que le sentiment d'être bientôt rendue à son habituelle solitude rendait déjà muette et qui éprouvait le besoin de dire quelque chose pour rompre le silence qui pesait sur elle, Amélie, seulement alors, demanda avec qui était Angiolina.

— C'est son oncle, — dit Brentani très sérieusement, après une légère hésitation, tandis que Stefano, le voyant rougir, lui jetait un coup d'œil ironique.

Le regard innocent de sa sœur lui faisait honte. Comme Amélie aurait été surprise d'apprendre ce qu'était le grand amour de son frère, cet amour à cause duquel elle avait déjà tant souffert!

— Merci, — dit Amélie en prenant congé de Stefano.

Oh! quel doux souvenir elle eût conservé de ces heures si,

par malheur, elle ne s'était pas aperçue juste à ce moment que Balli, incapable d'articuler un mot, luttait contre un bâillement qui lui paralysait la bouche.

— Vous vous êtes ennuyé! Merci d'autant plus.

Tant d'humble bonne grâce émut Stefano qui voulut aussitôt témoigner à Amélie un peu d'affection. Il s'excusa : le bâillement, chez lui, était nerveux. Il prouverait d'ailleurs qu'il ne s'ennuyait pas en leur compagnie, car il leur imposerait souvent la sienne.

De fait, il tint parole. Il eût été difficile d'expliquer ce qui le poussait chaque jour à monter l'escalier des Brentani pour aller prendre le café chez eux. La jalousie, probablement. Il luttait pour se conserver l'amitié d'Émilio. Mais Amélie ne pouvait pas en deviner si long. Elle pensait que, s'il multipliait ses visites, c'était par affection pour son frère et elle était heureuse de cette affection qui rejaillissait sur elle.

***

Entre Émilio et sa maîtresse, l'intervention de Stefano ne fut pas moins malheureuse. Ses brefs rapports avec Angiolina lui avaient déjà donné le droit de lui dire une foule d'insolences qu'elle subissait en souriant et sans se croire le moins du monde offensée. Il s'était d'abord contenté de les lui dire en bon italien, avec des aspirations et de douces inflexions toscanes — et c'étaient pour elle autant de caresses. Mais quand les mots les plus rudes, les plus grossiers du dialecte triestin commencèrent à lui pleuvoir sur le dos, elle ne s'en fâcha point davantage. Elle sentait — Émilio aussi le sentait — qu'ils étaient dits sans fiel, qu'ils résultaient d'un certain pli des lèvres, d'une innocente habitude de la bouche. C'était bien là le pire! Un soir, Émilio, à bout de patience, pria Balli de ne plus les accompagner :

— Je souffre trop à la voir vilipender de la sorte.

— Vrai? — fit Balli en ouvrant de grands yeux.

Sans mémoire, comme toujours, il avait cru bien faire en agissant de nouveau ainsi « pour guérir Émilio ». Il se laissa convaincre et, de quelque temps, n'alla plus troubler leurs amours.

— Je ne sais pas me comporter autrement avec une femme comme celle-là.

Alors Émilio eut honte et, plutôt que d'avouer sa faiblesse, se résigna à supporter les façons de son ami.

— Viens quelquefois avec Marguerite.

Le « dîner de veau » se répéta à plusieurs reprises, ramenant toujours les mêmes épisodes : Émilio condamné au silence, Marguerite et Angiolina à genoux devant Balli.

Un soir, pourtant, Balli s'abstint de crier, de commander de se faire adorer et fut, pour la première fois, un compagnon au goût d'Émilio. — Comme tu dois te sentir aimé par Marguerite! — lui dit ce dernier, au retour, pour lui dire quelque chose de gentil. Les deux femmes marchaient devant eux, à quelques pas.

— Malheureusement, — répondit Balli avec calme, — je crois qu'elle en aime bien d'autres de la même façon. C'est un cœur exquis.

Émilio tombait des nues.

— Et maintenant, silence! — dit Stefano en voyant que les deux femmes s'étaient arrêtées pour les attendre.

Le lendemain, Balli, profitant d'un instant où Amélie avait affaire à la cuisine, raconta qu'une erreur de la poste lui avait par hasard révélé que Marguerite donnait des rendez-vous à un autre : — A un artiste! ajouta-t-il avec rage. Cela m'attrista d'abord profondément. Quelle infamie, pensai-je. Là-dessus, je fais mon enquête, mais, au moment où je crois avoir découvert mon rival, je m'aperçois que j'ai deux rivaux. La chose devenait beaucoup moins grave. Je daigne pour la première fois prendre quelques renseignements sur la famille de Marguerite, qui se compose, me dit-on, de sa mère et d'une ribambelle de sœurs très jeunes. Tu saisis? Elle doit pourvoir à l'éducation de ce pensionnat. — Et d'une voix que l'émotion rendait profonde, Stefano conclut : — Figure-toi qu'elle n'a jamais accepté de moi un centime. Je veux qu'elle me dise tout, qu'elle me raconte tout.... Je l'embrasserai une dernière fois, je lui dirai que je ne lui garde pas rancune et je la quitterai en conservant d'elle le plus doux souvenir. — Ceci dit, il alluma une cigarette et retrouva instantanément un front serein. Quand Amélie rentra, il chantonnait à mi-voix :

— *Qu'elle confesse d'abord son crime et ensuite qu'elle meure!*

Le soir même, Émilio raconta l'histoire de Marguerite à Angiolina. Elle eut un élan de joie qu'elle ne parvint pas à dissimuler. Puis elle comprit qu'elle devait se le faire pardonner par Émilio. Mais ce fut difficile : c'était si pénible pour lui de voir le sculpteur conquérir en se jouant et en riant ce qu'il ne pouvait pas, lui, obtenir au prix de tant de souffrances.

A ce moment-là, il était d'ailleurs victime d'une étrange illusion. Un rêve, de ceux qu'il avait coutume de faire tout éveillé, lui inspirait cette conviction qu'il avait été le corrupteur d'Angiolina. Ne lui avait-il pas tenu, lors de leurs premières rencontres, de beaux discours sur les femmes honnêtes et sur l'intérêt? Il ne pouvait pas savoir ce qu'elle était avant d'être instruite à son école. Comment n'avait-il pas deviné que seule une Angiolina honnête eût été une Angiolina toute à lui? Il recommença à la sermonner, mais d'autre façon. Puis, comprenant que la froide complexité des théories n'était pas faite pour elle, il réfléchit longuement à la meilleure méthode à suivre pour la rééduquer. En songe, il la caressait, comme si déjà elle fût devenue digne de lui. Et à ce songe il essayait de conformer la réalité, car, pensait-il, le plus sûr moyen pour lui inspirer le désir d'être respectée, c'était de lui montrer combien le respect est une douce chose. En sorte qu'il ne cessait d'être à genoux devant elle, c'est-à-dire dans la position la plus propre à être jeté par terre le jour où elle croirait opportun de lui donner un coup de pied.

ITALO SVEVO

(Traduit de l'italien par PAUL-HENRI MICHEL.)

(A suivre.)

SOUVENIRS DE THÉATRE

SARAH BERNHARDT

ET

LA COMÉDIE-FRANÇAISE IL Y A CINQUANTE ANS

(AVRIL 1880-AVRIL 1930)

A propos d'un procès récemment gagné par la Comédie-Française contre M. Fresnay, M. Léon Treich vient de rappeler dans le journal *l'Ordre*, au début d'avril 1930, la rupture de Sarah Bernhardt avec la Maison de Molière, qui se produisit au mois d'avril 1880. Cet incident est bien oublié du public d'aujourd'hui, et son cinquantenaire ne sera assurément pas célébré comme le centenaire d'Hernani; cependant, il y a cinquante ans, ce fut aussi une petite bataille qui émut tout le Paris lettré. J'ai assisté à la reprise de *l'Aventurière* au lendemain de laquelle Sarah Bernhardt envoya sa démission à la Comédie-Française, et après ce demi-siècle écoulé, je puis dire avec un parfait sang-froid combien l'auteur, l'administrateur général et la Presse se sont montrés injustes, inintelligents et mal avisés en fournissant, par leurs critiques, à cette femme admirable mais capricieuse, l'occasion de se soustraire à la discipline du grand théâtre où son génie n'a jamais été remplacé. Émile Perrin, Émile Augier et les journalistes les plus qualifiés du moment ont rendu un bien mauvais service à l'art français en rejetant dans une carrière de hasard, brillante mais stérile, la sublime interprète de

Phèdre, de Monime, de doña Sol, de la *Nuit de mai* et même de la plate Zaïre; aucun de ces rôles n'a été vraiment joué depuis elle.

Les générations présentes n'ont guère connu Sarah Bernhardt que dans la fin de sa carrière, et, moi qui l'ai passionnément admirée, j'ose dire dans sa décadence; il faut être septuagénaire pour se rappeler le début fantaisiste, puis l'apogée justement glorieux de cette carrière. Engagée une première fois à la Comédie-Française, en 1862 je crois, à dix-huit ans, après avoir eu le prix de tragédie au Conservatoire, Sarah Bernhardt y fit des débuts absolument inaperçus, puis passa au Gymnase de M. Montigny, y joua quelques rôles sans grande importance, et se fit remarquer dans Paris surtout comme une jolie femme intelligente, artiste et très fantasque, qui un beau jour « lâcha » son théâtre à l'improviste pour le caprice d'un voyage; ce devait être en 1864 ou 65. En 1867, engagée à l'Odéon (elle avait vingt-trois ans), elle créa le rôle de Zanetto dans le *Passant* de Coppée; ce fut une révélation foudroyante; l'auteur et l'actrice allèrent aux nues et passèrent pour avoir ressuscité la poésie. En 1869 si je ne me trompe, elle eut un grand succès dans une pièce où elle représentait mademoiselle Aïssé. Enfin, dans l'hiver de 1871-1872, tout de suite après la guerre et le retour de Victor Hugo, elle jouait, toujours à l'Odéon, le rôle de la Reine dans *Ruy Blas*; cette fois ce fut un triomphe prodigieux; elle n'était plus « délicieuse » comme dans Zanetto, mais « admirable »; la Comédie-Française la réclama; elle y débuta pour la saison de 1872-73, joua Junie, *Mademoiselle de Belle-Isle*, la *Nuit de mai*, le *Sphinx* de Feuillet, Marie de Neubourg et doña Sol, la *Fille de Roland*, — que j'allais oublier mais qui fut alors un événement, la Mérope de la troisième République, les Princesses de Racine, *Phèdre* dont je parlerai spécialement plus bas, *Monime*, *Andromaque*, *Iphigénie*, la *Zaïre* de Voltaire, *l'Étrangère* de Dumas, et enfin, à trente-six ans, l'*Aventurière* d'Augier. De 1867 — et surtout de 1872 — à 1880, elle n'avait connu que des triomphes. *L'Aventurière* fut un demi-échec, et elle n'eut pas la raison de le supporter. La majorité des spectateurs, dont j'étais, l'applaudit; mais les vieux habitués du monde académique lui reprochèrent d'avoir manqué de goût

et de tact par son allure cravachante, d'avoir presque offensé la Comédie par un accoutrement très pittoresque mais qui sentait la bohème! Du couloir des premières loges ce blâme passa en un instant dans les coulisses, où l'auteur et l'administrateur les accueillirent sans déplaisir, et l'actrice commença de s'irriter. Le lendemain, presque tous les critiques lui furent défavorables; pour le coup elle entra en fureur, et envoya immédiatement à M. Perrin sa lettre de démission. Celui-ci n'y répondit pas publiquement (sauf par le procès qui suivit), mais Émile Augier écrivit à son tour au directeur une lettre qui fut publiée dans tous les journaux et où il prenait acte de la défection de son interprète en affectant de la traiter comme un incident sans importance; il assimilait son départ des Français à sa fuite du Gymnase, oubliant seulement que dans l'intervalle quinze ans avaient passé et qu'elle était devenue la plus grande artiste de son temps!

M. Treich cite cette lettre d'Émile Augier qui est vraiment prodigieuse; il parle de défauts et de qualités « *où l'art n'a rien à voir* », et conclut ainsi : « Soyons indulgents pour l'incartade d'une jolie femme qui pratique tant d'arts différents *avec une égale supériorité*, et gardons nos sévérités pour *des artistes moins universels et plus sérieux.* » Sarah Bernhardt faisait de la peinture et de la sculpture, comme en ont fait cent femmes du monde, avec une facilité arrivant à peine au médiocre; et un auteur dramatique qui était alors considéré comme une gloire du théâtre assimilait à ces passe-temps le rôle joué sur la scène de Rachel par la seule actrice que l'on ait pu lui comparer! Il est permis de plaisanter le violon d'Ingres, mais qui serait assez sot pour dire que sa musique l'a empêché d'être un grand peintre?

Ce qui me paraît, après un si long recul, le plus curieux dans cette curieuse histoire, c'est que Sarah Bernhardt, qui a eu des côtés absurdes (surtout développés d'ailleurs après son départ des Français et ses tournées d'Amérique), a été « éreintée », à la reprise de l'*Aventurière*, parce qu'elle a donné une étonnante preuve de jugement et d'intelligence en voulant redresser l'interprétation de son rôle. Un des critiques cité par M. Léon Treich, celui du *Gaulois*, excusait

l'actrice en disant que M. Émile Augier n'avait pas compris ses aptitudes et avait tenu à lui confier un rôle qui n'était pas dans ses cordes. C'était à mon avis tout à fait inexact; l'erreur d'Augier remontait beaucoup plus haut; il s'était trompé lourdement en confiant le rôle de Clorinde à madame Arnould-Plessy, qui l'avait joué pendant de longues années avec un succès éclatant, et tout à fait à faux selon moi. Madame Arnould-Plessy était avant tout « une dame » et son talent n'était pas, comme l'a été depuis celui de Réjane, assez souple pour qu'elle pût changer d'emploi. Elle avait, paraît-il, été incomparable dans Célimène (que pour ma part, depuis soixante ans bientôt, que je vais au théâtre, je n'ai jamais vu bien jouer par personne); elle avait, si je ne me trompe, avant Madeleine Brohan, ravi tout Paris dans Madame de Léry du *Caprice*; elle était arrivée à faire quelque chose du misérable rôle de madame de Bouillon dans *Adrienne Lecouvreur*; je l'ai vue, trop agée malheureusement, jouer Agrippine d'une façon remarquable quoiqu'elle ne fût nullement tragédienne; la ciselure merveilleuse de sa diction, son air de femme de cour, lui permettaient de se hausser à ce rôle impérial. En disant « Germanicus, *mon père* » elle évoquait Marie-Antoinette répondant au juge qui lui demandait qui elle était : « Regardez-moi! » Personne n'était donc moins apte à représenter une aventurière et surtout une courtisane, ce qu'est la Clorinde d'Augier; il était absurde de la choisir pour ce rôle; on la choisit cependant, parce qu'elle était la première actrice de la maison; et elle fit de Clorinde une dame, ce qui était un non-sens. Dans une robe de velours prune modestement décolletée, avec une grande collerette de guipure blanche, coiffée à la Sévigné, elle semblait représenter Anne d'Autriche, ou tout au moins madame de Chevreuse. Son prestige fit si bien accepter la chose que « la tradition », sacrée pour le public de la rue de Richelieu, s'établit de considérer Clorinde comme « une Arnould Plessy ». — Sarah Bernhardt jugea avec raison que cette interprétation, illogique dès l'origine, serait folle en 1880; et elle joua Clorinde en « fille »; cela fit scandale, et c'était pourtant la seule chose sensée. Clorinde et son frère ne sont pas, comme Tartufe, de fausses honnêtes gens aptes à faire illusion dans le monde; ils sortent visible-

ment de la canaille; leur couple est, à quelques degrés au-dessus, presque analogue à celui du coupe-gorge de *Le Roi s'amuse*. La seule faute de Sarah Bernhardt a peut-être été de dire, dans sa lettre de démission, qu'elle avait été insultée par un critique (n'était-ce pas Sarcey ou Vitu?) qui l'avait comparée à la grande Virginie de l'*Assommoir*; elle aurait pu accepter cette injure comme un hommage à son discernement; elle s'était montrée révolutionnaire en un cas où il y avait tout lieu de l'être. Le rôle de Carmen a eu la chance d'être créé par Galli-Marié, qui semblait elle-même créée pour lui, et à qui Bizet en a facilement fait comprendre la délicieuse et incohérente fantaisie. S'il avait été dans les moyens vocaux de madame Carvalho, chanteuse à juste titre beaucoup plus illustre, et si celle-ci l'avait réclamé, ou eût sans doute été forcé de le lui donner; elle l'aurait joué comme madame Arnould-Plessy avait joué Clorinde, et la tradition aurait pu s'établir de faire de Carmen une femme comme il faut. Quel désastre pour le chef-d'œuvre! L'*Aventurière* n'en est pas un, il s'en faut; mais Sarah Bernhardt a fait ce qu'elle a pu pour sauver un personnage creux en y mettant un peu de vie. On lui a opposé mademoiselle Favart jouant *Marion Delorme* vers la même époque; mais il n'y a aucun rapport entre les deux personnages; d'abord Marion Delorme et Ninon de Lenclos, tout en étant des courtisanes, n'étaient pas des drôlesses; ensuite Victor Hugo nous montre Marion (comme Dumas Marguerite Gautier) rachetée par l'amour et aspirant à la pureté. Clorinde n'aspire qu'à duper effrontément un vieil imbécile, et la conception de Sarah Bernhardt était hardie, mais absolument juste.

Son départ eut un épilogue d'un comique achevé. Émile Augier et Émile Perrin voulurent prouver qu'elle était dans son tort en faisant obtenir un succès à une autre interprète acceptant l'imitation de madame Plessy; et ils eurent l'idée vraiment absurde de choisir pour cela Sophie Croizette, Celle-ci n'avait ni le génie de Sarah Bernhardt, ni la distinction classique de madame Plessy; elle avait un certain talent, jaillissant d'un tempérament d'une grande énergie nerveuse, parfois violente; elle avait, surtout, une beauté d'amazone,

un peu brutale mais éclatante, un air d'audace et de défi intrépide et ce qu'en argot de théâtre on appelle un magnifique « abatage ». Elle avait joué quelques années avant dans *Jean de Thomeray* un rôle de cocotte où elle avait été merveilleuse; puis dans *le Sphinx*, une méchante pièce de Feuillet, un rôle de « mauvaise femme » où sa beauté avait fait sensation, et aussi, d'une façon assez brillante, celui de la marquise de Prie. Elle aurait pu faire une superbe Clorinde si elle avait pris le personnage comme l'avait pris Sarah-Bernhardt; mais, pour complaire à l'auteur et au directeur, elle accepta de faire tout le contraire, d'aller demander des leçons à madame Plessy et d'apprendre à l'imiter; elle perdit tous ses dons sans prendre les qualités de son professeur, montra une Clorinde d'une navrante insignifiance et fut applaudie et louée sans enthousiasme par une cabale dont le seul but était « d'embêter Sarah! »

La vérité, et l'explication de toutes ces brouilles, c'est que Sarah Bernhardt était une tragédienne de génie mais une sociétaire insupportable; Perrin, Augier, Dumas, la détestaient *et voulaient se débarrasser d'elle*, ce qui n'avait pas grande importance pour les comédies de ces deux auteurs, mais ce qui devait tuer la tragédie à la Comédie-Française. On sait que sa maigreur était célèbre; et Dumas m'a dit un jour : « Vous savez, elle est si menteuse qu'elle est peut-être grasse! » — Bien avant la querelle publique de l'*Aventurière*, il y avait eu aux Français des querelles de coulisses impayables à propos de l'*Étrangère*. Cette comédie n'est pas une des bonnes pièces de Dumas; elle date d'un moment où la découverte d'Ibsen troublait quelque peu l'esprit de tous les auteurs; et le personnage de mistress Clarkson, sorte de fausse dame de la mer, est particulièrement mauvais et chimérique. Comme celui de la duchesse de Septmonts semblait assez touchant, Dumas et Perrin le confièrent à mademoiselle Croizette qui était leur enfant chérie, et imposèrent celui de mistress Clarkson à Sarah Bernhardt. Pendant les répétitions, la guerre se déclara entre elle et l'auteur à propos d'un dissentiment bien futile. Dans une scène entre le duc et l'Étrangère, celle-ci dit à son amant qu'il aurait le plus grand tort de ne pas ménager son mari avec soin, Clarkson aimant sa femme

et la croyant pure; la tirade finit par ces mots : « Et il vous tuerait, mon cher, comme un petit lapin. » — A la première répétition en scène, Sarah ayant quitté le ton dramatique pour prononcer ces derniers mots d'un ton badin : « Pardon, mademoiselle, lui dit Dumas, ne plaisantez pas, et restez sérieusement menaçante. — Alors, mon cher maître, répondit Sarah, enlevez le mot lapin; je suis tragédienne, mais je ne peux pas l'être pour prononcer ce mot-là. — Enfin, mademoiselle, est-ce moi qui suis l'auteur? — Assurément, mais c'est moi qui serais « emboîtée ». — Cette querelle d'enfants se prolongea; le jour de la répétition générale, Dumas intima à son interprète l'ordre de garder son ton menaçant jusqu'à la fin de la tirade, elle lui rit au nez, entra en scène, déclama la tirade à une allure emballée de mélodrame, puis s'arrêta une seconde après « vous tuera, mon cher » — et ajouta « comme un petit lapin » avec un sourire de gaminerie. Elle fut applaudie, et Dumas ne lui pardonna jamais. Ce qui était plus grave, la pièce fut jugée mauvaise; une femme plus spirituelle qu'indulgente me dit, comme j'entrais dans sa loge : « Ce n'est pas très nouveau, c'est le gendre de M. Poirier, mais mordu par un chien enragé. » L'affiche ne se maintint, et tout le monde le dit, que grâce à Sarah Bernhardt, qui y avait triomphé autant qu'elle échoua ensuite dans l'*Aventurière*; les rancunes de Perrin et de Dumas tournèrent à la haine; Augier s'y associa, et la rupture était toute préparée quand les blâmes de la critique sur l'interprétation du rôle de Clorinde mirent Sarah Bernhardt en fureur. Les adulations, les millions des États-Unis, surtout le désir de régner sur une troupe où personne n'oserait la contredire, firent le reste; ce fut un grand malheur pour elle et pour la Comédie-Française.

En Amérique, Sarah passa des mois à quitter chaque nuit la ville où elle avait joué pour coucher dans un train et jouer le lendemain dans un autre théâtre inconnu; malgré son énergie, elle s'y usa; obligée de crier pour des auditeurs sachant peu le français, elle cassa cette fameuse « voix d'or » qui était un de ses charmes; l'incompétence du public devait aussi altérer un peu la pureté de son propre goût. Rentrée en France, elle joua huit fois par semaine dans l'énorme Porte

Saint-Martin des « machines » écrasantes, comme *Théodora* dont Gounod m'a dit, en sortant de la première : « Quel beau livret pour une partition d'hippodrome! » Après cela elle ne fut plus jamais tout à fait ce qu'elle avait été avant. Sans doute, à la Renaissance, au théâtre Sarah-Bernhardt, elle a encore donné d'étonnantes preuves d'une inspiration géniale; elle était saisissante dans *Lorenzaccio*, et, presque octogénaire, a retrouvé un moment de sublime dans les deux scènes d'*Athalie*; en l'entendant dire à Joas : « Ces méchants, qui sont-ils? » j'ai été vraiment confondu de voir ce qu'une très grande artiste, comprenant un très grand poète, peut exprimer en cinq mots si simples; mais l'ensemble de sa carrière, après 1880, a néanmoins été bien au-dessous de ce qu'elle avait été dans les huit années précédentes; et les gens qui ne l'ont pas connue aux Français ne peuvent pas la juger.

Sarah Bernhardt était essentiellement ce que, dans le répertoire de l'ancien régime, on appelait « une Princesse »; il lui fallait les voiles de l'antique, ou tout au moins les fraises d'Hernani. Sur la scène des Français, sa silhouette et ses attitudes avaient une élégance, une grâce et une noblesse incomparables, son visage une poésie vraiment enchanteresse. Personne n'a jamais dit avec une harmonie aussi aérienne ces vers de la *Nuit de mai* :

> Et le bleu Titarèse, et le golfe d'argent
> Qui rejoint dans ses eaux où le cygne se mire
> La blanche Oloossone à la blanche Camyre,

ni avec autant de passion fulgurante l'apostrophe de doña Sol à don Ruy :

> Il vaudrait mieux, pour vous, aller aux tigres même
> Arracher leurs petits, qu'à moi celui que j'aime!

Mais son auteur était Racine, et son plus magnifique rôle fut Phèdre, dont je reparlerai plus loin. Dans le vers fameux :

> Ah! que ne suis-je assise à l'ombre des forêts,

elle faisait entrer tout l'accablement d'une âme poursuivie par le destin; et dans ce distique :

> Faibles projets d'un cœur trop plein de ce qu'il aime,
> Hélas, je ne t'ai pu parler que de toi-même,

toute la souffrance profonde de l'amour sans espoir. Dans le rôle moins éclatant de Monime, quand elle découvrait le subterfuge de Mithridate et lui disait, en levant vers lui ses yeux candidement étonnés :

Quoi, seigneur, vous m'auriez donc trompée?

cette petite phrase vous faisait pénétrer jusqu'au fond le plus secret et le plus délicat du génie de Racine.

Et puis elle avait un don vraiment prodigieux et unique, celui de l'expression dans le mutisme. Le dernier rôle où je l'aie trouvée absolument parfaite a été Fédora — à la création. Cette pièce n'est pas un des bons drames de Sardou, mais il eut la chance de la lui faire jouer quelques semaines après sa rupture avec la Comédie-Française, avant sa première tournée d'Amérique, c'est-à-dire au moment où sa beauté encore entière servait un génie parvenu à son point culminant. La scène la plus importante de la pièce n'est qu'un très long récit fait à l'héroïne par un homme qu'elle a poursuivi de sa haine et qui conquiert son amour. Jadis fiancée à un rival de cet homme, qui a été tué par lui, Fédora a consacré son existence à venger celui dont elle a adoré le souvenir pendant des années; le récit qu'elle écoute lui apprend que cet homme était un misérable, qui ne l'a jamais aimée; il détruit donc ou bouleverse en un quart d'heure tout ce qui a été la substance de sa vie. Rien ne peut décrire la puissance avec laquelle Sarah Bernhardt, sans prononcer une parole, peignait la révolution de ses sentiments; son visage se décomposait, ses traits changeaient de forme, sa chair prenait l'aspect de la mort; elle produisait tout cela sans aucun artifice ni « truc » de démaquillage, par la seule extériorisation de sa pensée; ces métamorphoses semblaient tenir du miracle.

Mais *Fédora*, quoique jouée en costumes de 1880, était un drame romantique, dont les héros paraissaient, comme les Atrides, pourchassés par les Erinnyes; malgré sa médiocre valeur, la pièce se rattachait au répertoire de la tragédie antique; et c'est pourquoi Sarah Bernhardt pouvait y être sublime.

Or la tragédie ne se peut jouer qu'à la Comédie-Française,

car un autre théâtre n'en vit pas, et Sarah Bernhard n'en a monté que rarement à la place du Châtelet. Je rappelais plus haut sa dernière et magnifique apparition dans *Athalie*; elle avait, bien avant, donné là, dans le rôle d'Hermione, une preuve d'intelligence plus remarquable encore que celle dont elle avait été si punie dans l'*Aventurière*. Il est de tradition — je ne sais où celle-ci remonte — de jouer Hermione à peu près comme Rodogune ou Clytemnestre, et d'en faire une sorte de furie. Or Hermione est une toute jeune fille, presque une enfant; elle est éperdument éprise de Pyrrhus et c'est l'égarement de l'amour qui seul la mène à la fureur et au crime; il est absurde de la présenter dès l'abord comme faite pour y tendre. Sarah Bernhardt l'a jouée un peu en coquette; c'était sans doute passer d'un excès à l'autre, mais quelle compréhension de la poésie et du drame vrai montrait l'idée qu'elle a eue de renverser une absurde habitude! Malheureusement, hors des Français, il est impossible de constituer une troupe tragique; et une artiste, si grande soit-elle, ne peut suffire. Aussi Sarah Bernhardt, pour « faire recette » a, le plus souvent, joué sur son théâtre des pièces modernes, auxquelles son génie ne la destinait pas, et des pièces autant que possible remplies par un rôle, comme *Froufrou* et *la Dame aux Camélias*, qui en somme ont été, la seconde surtout, ses deux grands chevaux de bataille. Pauvre répertoire, pour tout le monde et particulièrement pour elle! Pour tout le monde, car si le théâtre du XVIIe siècle semble immortel, celui du XIXe (Musset mis à part[1], qui ne convenait nullement à Sarah sauf dans *Lozenzaccio*) a déjà cruellement vieilli. Pour elle surtout, car elle n'était pas faite pour la comédie. Elle était touchante dans *la Dame aux Camélias* à partir de l'arrivée du Père Duval, et dans *Froufrou* à partir du duel, parce que là ces deux pièces tournent au mélodrame, et qu'avec quelque déchéance une grande tragédienne peut encore y briller. Mais tout ce qui a gardé un peu de vie dans *la Dame aux Camélias*, et en gardera plus dans *Froufrou*, c'est justement la partie de

1 On pourrait trouver d'autres exceptions heureuses dans le répertoire de la fantaisie parodique; quelques pièces de Meilhac et Halévy, peut-être un acte du *Divorçons* de Sardou, à coup sûr *Boubouroche* de Courteline; mais ce répertoire n'offrait rien à Sarah Bernhardt.

comédie de mœurs toute légère qui précède ces tournants; et là, Sarah Bernhardt perdait tous ses dons supérieurs et devenait médiocre. Et puis elle a eu le malheur de jouer ces rôles beaucoup trop tard, à un âge où même pour une très grande artiste ils deviennent presque insoutenables. Pour les gens qui, comme moi, l'avaient connue ravissante, il était pénible de voir sa décadence la trahir dans des personnages d'amoureuse. A Bruxelles vers 1910, pendant un entr'acte de « la Dame », j'allai, le cœur un peu serré, la saluer dans sa loge; elle me raconta qu'en arrivant le matin elle avait reconnu à la gare un vieux cocher de remise qui l'y avait déjà prise vingt-cinq ans avant, et qu'elle lui avait dit : « Vous avez de la chance, mon ami, de pouvoir porter vos cheveux blancs; dans mon métier, on n'en a pas le droit. »

Hélas, il fallait vivre! La famille, l'entourage, le service de « madame Sarah » coûtaient presque aussi cher que ceux d'un souverain; pour les autres comme pour elle-même, sa prodigalité avait toujours été folle; son ménage, quoique dans un cadre restreint, était tenu avec des mœurs de pillerie que seule pouvait supporter la cassette des Tsars, celle du khédive elle-même n'y avait pas résisté. A l'époque de sa splendeur, quand elle habitait le fameux petit hôtel de la rue Fortuny[1], Réjane m'a raconté un jour qu'elle venait de déjeuner chez un peintre logé tout près de là (Detaille si je ne me trompe); entrée chez lui à midi, avec l'intention de n'y rester que cinq minutes, elle y était encore trois quarts d'heure après, et il lui dit : « Écoutez, je vous prierais bien de déjeuner avec moi, mais à vrai dire je ne sais pas s'il y a ici de quoi faire déjeuner deux personnes. » Le valet de chambre-cuisinier, sonné et interrogé, répondit que madame Réjane pouvait rester; à peine assise, celle-ci se vit présenter comme premier plat deux énormes truffes : « Eh bien, dit-elle à son amphitryon, vous étiez modeste, mais je vois que vos menus ne le sont pas. — Je n'y comprends rien, repartit le peintre en

1. Son atelier était alors un salon comme je crois qu'aucune autre actrice n'en a jamais eu; elle y recevait deux ou trois fois par semaine dans l'après-midi, invariablement vêtue d'un long fourreau de damas blanc; je n'y suis allé qu'une fois; j'y ai trouvé le maréchal Canrobert, le chargé d'affaires de Russie, Émile de Girardin et Paul de Rémusat.

riant; je croyais n'avoir que des œufs et une entrecôte; qu'est-ce que c'est que ces truffes? — J'expliquerai à monsieur, glissa le valet avec un air de discrétion diplomatique. — Oh, expliquez tout de suite, dit Réjane intriguée; cela a l'air amusant! — Eh bien, monsieur, ce matin en faisant mon marché, j'ai rencontré la cuisinière de madame Sarah; elle achetait des truffes, et elle m'en a offert deux pour moi; alors, quand j'ai vu que monsieur invitait madame Réjane, je me suis permis de les servir à table. » Voilà comment cette femme qui gagnait des millions n'avait jamais un sou. Il faut dire aussi à sa louange que, dans sa jeunesse, avant l'époque de la gloire, si, parmi ses innombrables admirateurs, il y avait quelques millionnaires, elle n'avait peut-être pas refusé qu'ils jetassent l'argent par ses fenêtres, mais elle n'avait jamais accepté de dépendre d'aucun d'eux; chez elle comme sur les planches, elle était Reine.

Peut-être ces impérieux besoins d'argent, avec ceux de l'indépendance et du commandement, l'auraient-ils fatalement, de toute façon, entraînée loin de la rue de Richelieu; son départ ne fut pas moins déplorable, ni l'aveuglement de ceux, auteur et directeur, qui n'en ont pas compris la gravité.

Revenons à la Comédie-Française, « débarrassée » en 1880 de cette sociétaire géniale mais incommode. Après avoir imposé à la belle Sophie Croizette une absurde copie de madame Plessy, pour faire applaudir l'*Aventurière* « sans Sarah », on se mit en tête de prouver que l'*Étrangère* pouvait avoir aussi du succès sans elle. Le hasard amena justement à Paris une jeune femme d'une beauté presque miraculeuse, mademoiselle Feyghine; c'était une Russe, probablement sortie du peuple, car elle parlait un français pire que celui d'un Basque espagnol; la caricature si spirituelle des Balkaniques que Jeanne Granier nous a donnée depuis dans *Éducation de Prince* n'était rien à côté de son articulation burlesque. On espéra qu'elle pourrait s'en corriger un peu, que sa prodigieuse beauté rendrait le public indulgent, et qu'après l'avoir bien serinée on pourrait lui faire jouer Mrs Clarkson; celle-ci étant une Américaine du Far West, quelque peu sauvage, et de sang mêlé, un reste de mauvais accent pourrait

passer. On promit donc le rôle à la pauvre fille, mais, comprenant qu'elle n'était vraiment pas à point pour s'y risquer, on voulut la faire paraître une première fois dans l'esclave de Barberine, à côté de la délicieuse mademoiselle Baretta. Quelle troupe avait alors la Comédie! Kalekairi n'a qu'un fort petit rôle, et comme elle figure une femme de Trébizonde, elle peut écorcher le français. Quand le rideau se leva sur le troisième acte, et découvrit mademoiselle Feyghine, debout, immobile et muette, un frisson d'admiration parcourut toute la salle; des traits purs et fins, des dents et des yeux brillants, une jolie taille, des bras superbes, une peau éblouissante, une chevelure si extraordinaire que, coiffée, elle devait être choquante, mais qui, s'échappant librement d'une calotte turque, ruisselait en flots d'or sur le dos jusqu'à la ceinture; c'était vraiment une créature, je dirai un animal de conte de fées. Hélas, au bout d'un instant, il fallut parler; à la première phrase, ce fut de la stupeur, à la seconde, un rire qui faillit tourner au scandale; je ne sais comment la malheureuse actrice eut la force de finir l'acte! Le lendemain on lui déclara qu'il était impossible de lui faire jouer l'*Étrangère*; une méchante histoire sentimentale vint aggraver cette déception, si cruelle qu'elle lui avait troublé l'esprit, et peu après elle se tua. Une reprise de l'*Étrangère* eut lieu plus tard; je crois bien me rappeler que Mrs Clarkson fut jouée par mademoiselle Brandès, qui ne manquait certes pas de talent et qui était extrêmement séduisante; cependant la pièce n'eut pas de succès, et disparut pour toujours.

Quant à la tragédie, si l'on excepte les inoubliables représentations d'*Œdipe* où Mounet-Sully fut sublime, qu'a-t-on vu de bon aux Français depuis cinquante ans? Une très charmante et gracieuse apparition de madame Bartet dans *Bérénice*, et c'est tout.

Ainsi, d'un côté Sarah Bernhardt a gâché son génie, de l'autre le Théâtre-Français a tué son répertoire classique qu'elle aurait soutenu pendant bien des années encore : M. Perrin, M. Augier et quelques critiques de la Presse Parisienne pouvaient se vanter d'avoir, en avril 1880, cruellement saboté l'art français classique ou, tout au moins, bien poussé Sarah Bernhardt à le trahir elle-même.

Pour clore ces souvenirs, qui, j'en ai peur, n'intéresseront guère que les gens déjà majeurs il y a cinquante ans, je veux apporter à la mémoire de Sarah Bernhardt un témoignage qui suffirait à assurer sa gloire, celui d'un homme éminent qui avait beaucoup connu Rachel.

C'est, je crois, en 1875 que Sarah joua *Phèdre*, trois ans après son entrée à la Comédie, qu'avait déterminée l'immense succès obtenu par elle à l'Odéon dans Maria de Neubourg. Mounet-Sully, après un succès égal, à l'Odéon aussi, dans Oreste, avait été engagé en même temps qu'elle. J'ai assisté avec mon frère à la soirée de ses débuts dans ce même rôle; je n'avais pas quinze ans. Avant le lever du rideau, deux messieurs, de mise et d'attitude correcte, causaient dans les fauteuils voisins des nôtres; ce n'étaient pas des lettrés, on va le voir, ni très probablement des gens du monde, car à cette époque-là — cela peut étonner aujourd'hui — les gens du monde étaient presque tous un peu lettrés. L'un de nos voisins dit à l'autre : « Eh bien, nous allons donc voir ce fameux acteur; savez-vous ce que c'est qu'*Andromaque*? — Pas au juste, répondit l'autre; enfin je sais que c'est une comédie et que ça se passe à Rome! » — Trois ans après, Mounet et Sarah avaient non seulement accru, mais relevé le public qui venait entendre Racine; quand ensemble ils triomphèrent dans *Phèdre*, les salles ne ressemblaient pas à celle dont le vide avait irrité Musset écoutant le *Misanthrope*; elles étaient pleines, et tout ce qu'il y avait de plus cultivé dans Paris s'y pressait. En 1875, Sarah Bernhardt avait trente et un ans; son talent était entièrement formé, et toutes ses grâces physiques encore intactes; elle n'était pas vraiment très belle, mais, dans les voiles antiques, son prestige éclipsait tout; les plus grandes beautés n'auraient pas « tenu » en sa présence; on a d'ailleurs vu des exemples de cela dans le monde; il y a longtemps déjà, dans une réunion fort élégante, un de mes amis causait un soir avec la Princesse T., une Sicilienne qui, quoique fort jolie, n'était pas admirablement belle, mais de qui la grâce et le charme étaient irrésistibles. Elle avait amené une de ses parentes, Madame F..., d'une telle beauté, celle-ci, que les passants qui la croisaient dans la rue s'arrêtaient pour la voir encore. Cependant,

c'était vers la première que tous les hommes, dès qu'ils la connaissaient un peu, se sentaient surtout attirés, et ils s'en cachaient d'autant moins que cela ne pouvait pas la compromettre; tous la savaient inattaquable; selon la réplique de Juliette au madrigal de Roméo, on pouvait l'approcher comme une sainte. Ce soir-là, sa compagne s'étant un moment éloignée d'elle, un autre invité lui dit : « Je sais, madame, que vous ne vous souciez pas d'être habile, mais vraiment le hasard l'est pour vous; il vous a donné comme « repoussoir » la plus belle femme de l'Europe! » Cela aurait pu s'appliquer à Sarah Bernhardt même dans un salon; sur la scène et dans le peplum, cette puissance grandissait encore; je n'ai jamais vu nulle part une femme qui fît mieux comprendre les mots « patuit dea. »

Quand elle joua dans *Phèdre*, à trente et un ans, en 1875, j'en avais dix-sept, et j'avais le bonheur, à la veille du baccalauréat, d'entendre chaque jour, comme vétéran de rhétorique à Louis-le-Grand, lire et commenter Lucrèce, Virgile, Corneille et Racine par mon maître Gustave Merlet. C'était un apôtre des lettres classiques : il officiait devant ces poètes comme un prêtre devant l'autel. On commençait alors à parler de Zola; Merlet nous dit un jour : « On prétend maintenant, messieurs, que quelque grossièreté n'est pas inutile pour révéler le fond de la nature humaine; relisez seulement ces deux vers adressés à Polyeucte par sa femme : « C'est donc là le dégoût qu'apporte l'hyménée? — Je te suis odieuse *après m'être donnée*! » Cela peut sembler bien innocent; et pourtant quel langage pourrait aller plus loin? » — Tous ceux des élèves de Merlet qui n'étaient pas stupides comprenaient mieux la poésie qu'on ne le fait d'ordinaire à dix-sept ans. Je vis Sarah débuter dans *Phèdre*, et mon enthousiasme fut tel que je retournai l'entendre cinq ou six fois : je ne m'en lassais pas. Un soir, j'accompagnais un de mes oncles, orléaniste, fidèle serviteur du comte de Paris, et ami du duc de Broglie, auprès de qui il avait figuré, avec moins d'éclat, dans le gouvernement de l'ordre moral. — Le hasard nous fit ses voisins; à peine présenté, je me permis de lui dire : « Monsieur le Duc, vous avez sans doute vu Rachel dans *Phèdre*? — Comment, si je l'ai vue?

mais peut-être cinquante fois! — Eh bien, moi qui ne l'ai pas vue, je trouve Sarah Bernhardt sublime; cela m'intéresserait beaucoup de savoir si vous pensez que je me trompe. — Ma réponse est bien facile, dit alors le vieux duc; il y a une scène où personne, je crois, n'a jamais égalé Rachel et où personne ne l'égalera jamais; c'est la grande scène du quatrième acte à la fin de laquelle elle chasse Œnone; elle y exprimait d'abord le désespoir et la fureur, puis le dégoût de soi-même, enfin l'indignation vengeresse et surtout la majesté avec une puissance vraiment inouïe; après tant d'années, je me rappelle encore que mon sang se glaçait dans mes veines. Dans cette scène-là, avec un tel souvenir, Sarah Bernhardt me semble manquer de grandeur; mais dans le reste du rôle, même pour moi qui ai si bien connu Rachel, c'est Sarah Bernhardt qui est la première. » Voilà un hommage qui décide tout; et si j'ai plus haut traité sévèrement Émile Augier pour n'avoir pas pris Sarah Bernhardt au sérieux, on voit que j'ai une bonne caution.

Si le quatrième acte de *Phèdre* était le triomphe de Rachel, le second, avec la déclaration à Hippolyte, était assurément celui de Sarah; je l'entends encore, au début de la scène, dire tout bas ce vers, le plus déchirant peut-être qui ait jamais été écrit : « Le voici; vers mon cœur tout mon sang se retire. » — Je la vois, après cinquante-cinq années, d'abord appuyée à Œnone comme à un rempart, et maintenant entre elle et Hippolyte toute la largeur du théâtre, puis, arrachée de sa nourrice comme par un aimant, traversant peu à peu comme une somnambule tout ce vaste théâtre et adressant au héros redouté, d'une voix qui alors était une musique enchanteresse, les vers inconscients de la première tirade.

Que dis-je, il n'est pas mort puisqu'il revit en vous;
Toujours devant mes yeux je crois voir mon époux;

ensuite la série enflammée de ceux de la seconde, la plus belle de la pièce :

Oui, Prince, je languis, je brûle pour Thésée,
Je l'aime...
. . . . . .
Charmant, jeune, traînant tous les cœurs après soi,
Tel qu'on dépeint nos Dieux — ou tel que je vous vois;

. . . . . .
Que de soins m'eût coûté cette tête charmante
. . . . . .
Et Phèdre, au labyrinthe avec vous descendue,
Se serait avec vous retrouvée ou perdue.

Enfin, après le cri d'horreur d'Hippolyte, le dernier couplet désespéré :

Objet infortuné des vengeances célestes,
Je m'abhorre encor plus que tu ne me détestes.

La salle entière était bouleversée, transportée; quand le rideau, tombé sur la fin de ce second acte, se relevait, et que Sarah Bernhardt rentrait en scène pour saluer, le corps brisé par un épuisement qui n'était pas feint, les yeux démesurément agrandis, les lèvres et les narines palpitantes de douleur amoureuse, ce n'était pas une femme que l'on acclamait, c'était une apparition qui semblait descendue de l'Olympe.

ÉTIENNE GANDERAX

Avril 1930.

LETTRES ET SCIENCES

DANS L'ÉDUCATION SECONDAIRE

La surcharge des horaires et des progrmmes est à l'ordre du jour depuis bientôt deux ans. Enfin on a compris que le gavage instauré dans l'Université en 1902, et maintenu en 1925, ruine les études. Il ruinerait aussi la santé des enfants s'ils n'opposaient à des exigences excessives une résistance triomphante, et si la plupart, ne pouvant faire tout ce qu'on leur demande, n'en profitaient pour ne rien faire. Au Sénat, pendant la discussion de l'avant-dernier budget, M. Léon Bérard, aux applaudissements de toute l'assemblée, a pressé M. Pierre Marraud, ministre de l'Instruction publique, de mettre fin à un régime absurde et stérile. M. Victor Bérard, au nom de la Commission de l'Enseignement unanime, s'est associé à l'initiative de son collègue. A la Chambre des Députés, la demande d'interpellation déposée par M. Bracke sur l'enseignement secondaire, celle aussi de M. Lefas, visent, entre autres objets, l'allégement réclamé par tout le monde; et la Commission de l'enseignement a entendu sur cette question des dépositions concordantes. L'intérêt témoigné devant le Sénat en décembre 1928 par M. le ministre de l'Instruction publique à une réforme des horaires et des programmes avait permis de penser qu'à la rentrée d'octobre 1929, les études seraient soulagées du poids inutile qui les paralyse; mais le Conseil supérieur ne fut saisi d'aucun projet ni à la session de janvier ni à celle de juillet. On commençait à désespérer

quand M. Marraud chargea une commission de préparer un régime nouveau[1]. Depuis sept mois, elle a siégé toutes les semaines et entendu patiemment de nombreuses dépositions. Ses délibérations ont même commencé; il lui reste à conclure, ce qui pourrait se faire assez vite. Puisse l'année scolaire en cours être la dernière gaspillée[2]!

Ni l'unanimité de l'opinion publique, ni le concours de toutes les bonnes volontés ne guériront l'enseignement secondaire tant qu'on ne voudra pas regarder en face la cause de son mal. Si l'on a tenté en 1902 d'acclimater en France les horaires énormes de l'enseignement prussien[3], qui correspondent à une pédagogie différente de la nôtre, c'est qu'on a tenu, en forçant le cadre des études secondaires, à y introduire des programmes scientifiques excessifs, et à détruire la proportion des lettres et des sciences nécessaire à une formation harmonieuse de l'esprit.

***

Tel est le résultat de la rivalité séculaire entre les lettres et les sciences qui se disputent l'éducation de la jeunesse. En un temps où les études scientifiques étaient vraiment trop négligées, Condorcet réclamait pour elles la première place, dans la pensée qu'elles émanciperaient les intelligences. L'ami des Encyclopédistes oubliait que les humanités avaient libéré l'esprit humain au temps de la Renaissance et que, pendant deux siècles et demi, par leur force rationaliste et par le souvenir des démocraties antiques, entretenu comme la flamme sous la cendre, elles avaient, en pleine monarchie, préparé les esprits à la Révolution mieux que

1. Cette Commission a été instituée à la fin de juillet 1929. On y voit figurer, avec les directeurs du ministère, le recteur de l'Académie de Paris et deux inspecteurs généraux, un certain nombre de parlementaires et les représentants des médecins, des familles et des professeurs.

2. Il court un bruit inquiétant. L'application de la réforme serait remise à la rentrée d'octobre 1931 parce que, de juillet à la prochaine rentrée, à cause des vacances, les censeurs n'auraient pas le temps d'établir le nouveau tableau de service. Pour une raison de cet ordre, les 175 000 élèves des lycées et collèges de garçons et de jeunes filles subiront-ils un an de plus un régime condamné?

3. Voir sur ce point : L. Blum, *Pour une section gréco-latine viable dans l'enseignement secondaire* (*Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, octobre 1928).

n'eussent fait les mathématiques et la physique. Quarante-cinq ans plus tard, Arago, croyant moderniser l'instruction secondaire, voulait à son tour substituer les études scientifiques au grec et au latin, inutiles, d'après lui, même pour apprendre le français[1].

Leur thèse a prévalu en 1902 : la section D a réalisé l'idéal de ces mathématiciens. Elle a versé dans les carrières libérales et dans la société des bacheliers sans lettres par milliers. La section C (latin-sciences), qui admettait des humanités mutilées a été, elle aussi, accablée sous les programmes scientifiques. Par contre celle d'humanités gréco-latines, la plus propre à former l'esprit, dépourvue du minimum de sciences nécessaire, écartait d'elle ceux qui ne voulaient pas, dès la quatrième, renoncer aux carrières qu'elles ouvrent, d'autant que les sciences, favorisées par une injuste identité de sanctions, permettaient d'accéder à toutes les Facultés[2]. L'intention des réformateurs de 1902 n'est pas douteuse : ils ont voulu subordonner, dans l'enseignement secondaire, les lettres aux sciences; ils ont interverti les termes de la proportion qui avait jusque-là prévalu.

Et d'abord ils ont prolongé d'une année l'enseignement scientifique. Depuis que Fortoul avait inventé la bifurcation pour soustraire le plus d'enfants possible aux humanités, maîtresses d'esprit critique et d'indépendance, les élèves de la nouvelle section terminaient leurs études un an plus tôt que leurs camarades des lettres. La réforme de Jules Ferry respecta cette scolarité plus courte, suffisante pour la préparation des bacheliers ès sciences; ils sortaient du lycée avec leur diplôme, tandis que les classiques passaient de rhétorique en philosophie. Dans le plan d'études de 1890 qui instituait l'enseignement moderne, pépinière de scien-

1. Dans un débat célèbre à la Chambre des Députés, le 23 mars 1837, il s'écria : « Il n'est pas vrai que le mode d'instruction que je préconise (l'enseignement sans grec ni latin) n'ait pas été éprouvé; il est éprouvé tous les jours. Voyez les pensions de demoiselles : croyez-vous qu'on sorte de ces pensions sans savoir le français? On le sait très bien; quelquefois mieux que quand on sort des cours de rhétorique des collèges royaux. »

2. Rappelons que, depuis 1902, toutes les Facultés sont ouvertes aux élèves de toutes les sections. Sans avoir étudié le grec ni le latin, il est loisible de faire des études supérieures de lettres et de droit; on peut même devenir licencié et docteur ès lettres.

tifiques trop spécialisés, le baccalauréat de cette section, bien que scindé en deux parties, n'exigeait encore que six ans de scolarité contre les sept du classique. Et on n'a pas ouï dire que cinquante ans de ce régime aient retardé, dans la seconde moitié du XIXe siècle, le progrès de la science.

Et même, grâce à cette inégale durée des études, elle a vu venir à elle les esprits les mieux formés, ceux qui lui ont fait le plus d'honneur. Les meilleurs des candidats aux carrières scientifiques se fussent alors crus diminués s'ils n'avaient d'abord exercé leurs facultés par les disciplines gréco-latines, et appris, dans les classes d'humanités, à penser, à sentir, à parler français et à écrire. Après la rhétorique seulement, et parfois après la philosophie, ils passaient en mathématiques élémentaires, où ils rejoignaient les aspirants au baccalauréat ès sciences.

Il est douteux que nous devions à l'année supplémentaire en vigueur depuis 1902 plus de savants qu'à la courte scolarité des anciens « scientifiques »; mais il est sûr qu'elle a rendu très difficile la culture gréco-latine à ceux qui ne renonçaient pas aux sciences, et qu'elle les a généralement condamnés à une culture littéraire insuffisante; car, après le baccalauréat latin-grec, ils n'auraient plus été en état de suivre, comme leurs aînés, la classe de Mathématiques. Le passage des lettres aux sciences devint même à peu près impossible, parce que, dans la scolarité scientifique allongée, on enfla les programmes outre mesure. Rien de plus probant que ces chiffres : dans le plan de 1890, pour ne pas remonter plus haut, si l'on additionne les horaires hebdomadaires de sciences accordés au moderne de la sixième à la seconde incluse) après laquelle les élèves se présentaient à la première partie du baccalauréat), on voit qu'avant les Mathématiques élémentaires 24 heures de sciences étaient inscrites au programme. Dans celui de 1902, pour le moderne (section B du premier cycle et D du second) avec la classe de première en plus, le total s'élève à 45 heures, près du double; pour la section C (latin-sciences) à 32, un quart de plus. Avec les 17 heures inscrites à leur programme depuis le début des études, les élèves de la section d'huma-

nités (A latin grec) ou de demi-humanités (B latin-langues) ne pouvaient espérer rattraper après la première partie du baccalauréat leurs camarades spécialisés trop tôt dans les sciences. Aussi le plus grand nombre des meilleurs esprits renoncèrent aux humanités intégrales à moins d'avoir conçu dès la quatrième une aversion insurmontable pour les mathématiques. De là, les effectifs misérables de la section latin-grec[1], désertée aussi par les amateurs de baccalauréat facile qui, pour n'étudier ni le grec ni les sciences, se ruaient dans la section latin-langues de triste mémoire.

Où les réformateurs de 1902 placeraient-ils, dans l'horaire général, un enseignement scientifique enflé de la sorte? Une tradition de bon sens avait limité à 20 heures pour une semaine de 5 jours, soit à 4 heures quotidiennes, le temps consacré à la classe[2]; car il fallait ménager l'attention des enfants qui a des bornes, et leur accorder, suivant la méthode éprouvée de notre éducation secondaire, le temps de réfléchir aux leçons du maître, d'avoir et de satisfaire des curiosités, de fournir enfin l'effort fécond qui fortifie la volonté, assouplit l'intelligence, lui donne conscience de ses moyens et l'accoutume à se passer de lisières. On négligea ces conditions vitales. Pour introduire 10 heures de sciences en seconde et en première (C et D) sans supprimer le minimum indispensable de lettres, d'histoire, de géographie et de langues vivantes, on imposa 27 et 28 heures de classe[3] à des élèves de quinze et de seize ans, soit tantôt 5, tantôt 6 par jour. Le travail personnel devenait impossible. Le gavage se substituait à l'éducation. Après l'enseignement supérieur, on germanisait le secondaire;

1. En 1923, lors de la réforme, hélas éphémère, de M. Léon Bérard, elle comptait en seconde quelque 600 élèves répartis dans les 372 lycées et collèges.

2. En 1865, les programmes de V. Duruy comportaient dans les divisions supérieures 21 heures de classe. En 1880 Jules Ferry, pour introduire les langues vivantes et le dessin, eut l'imprudence de charger l'horaire au lieu de faire des sacrifices sur les autres matières. Il soumit les élèves à 23 heures de classe en seconde et à 22 en rhétorique, auxquelles s'ajoutaient 2 heures de dessin. Mais Goblet, par un arrêté du 22 janvier 1885, après cinq ans de cette fâcheuse expérience, réduisit délibérément les classes, du début à la fin des études, à 20 heures hebdomadaires. L'Université s'en trouva si bien que les réformateurs de 1890 maintinrent cet horaire.

3. Exactement 27 heures en 2e C, 28 heures en 2e D; 26 en 1re C, 28 en 1re D. On ne donne ici que les horaires de ces deux classes, qui sont les plus caractéristiques; ceux des autres sont surchargés aussi.

avec tout le plan d'études imposé par Guillaume II en 1901 à ses gymnases[1], on empruntait aux Allemands leurs horaires.

L'inflation des horaires scientifiques et celle des programmes, qui en est la conséquence, dérivaient d'une erreur fondamentale attestée par un document trop peu connu : on cessait de considérer la culture secondaire comme une formation; elle devint une préparation aux grandes écoles, dont elle dut subir les exigences. Comme suite à la réforme de 1902, et pour accommoder à leur nouvelle destination ces horaires démesurés, un arrêté du 3 août 1903 instituait une Commission interministérielle chargée « de préparer, pour les classes de Mathématiques spéciales *et de Mathématiques élémentaires* des lycées et collèges, *des programmes d'enseignement devant servir en même temps de programmes pour les examens d'entrée*[2] à l'École Polytechnique, à l'École Normale supérieure (section des sciences), à l'École des Mines, à l'École Nationale des Ponts et Chaussées, à l'École centrale des Arts et Manufactures, à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et à l'Institut national agronomique » (art. I). Outre les délégués du ministre de l'Instruction publique, cette Commission en comprenait six de la Guerre, quatre du Commerce et de l'Industrie, deux de l'Agriculture. Ainsi les représentants des différentes carrières scientifiques collaboraient aux programmes des études, et non seulement pour fixer ceux des classes où se préparent les concours d'entrée aux écoles : ils intervenaient même pour accommoder et subordonner ceux du baccalauréat aux prétendus besoins des concours, comme si la fin de l'enseignement secondaire était de s'y présenter, et comme si tous les élèves, même des sections C et D, aspiraient à une école scientifique. Liard, dont on connaît le rôle prépondérant dans la réforme, avouait plus tard les fâcheuses conséquences de cette intrusion. Il montrait en particulier de quel poids le concours d'entrée à l'École Polytechnique pesait sur les programmes des lycées : « Pour faire place à de nouveaux enseignements qu'a-t-elle

1. Voir sur ce point : L. Blum, *La bataille pour les humanités* (*Revue de Paris* du 15 mai 1923, p. 356-359) et *Le contresens politique de la contre-réforme moderniste* (*Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1927, p. 361-363).

2. Les mots en italiques ne sont pas soulignés dans le texte.

fait? Elle a refoulé dans la classe de Mathématiques spéciales d'autres enseignements qu'elle donnait autrefois, l'analyse, par exemple, et une partie de la mécanique. Par contre-coup les Spéciales, ainsi enflées outre mesure, ne pouvant contenir les matières nouvelles dont on les chargeait, ont, pour leur faire place, reversé à leur tour dans la classe inférieure, c'est-à-dire en Mathématiques élémentaires, une partie des enseignements qu'elles avaient donnés jusque là, par exemple les dérivées, qui sont un chapitre assez difficile. Ainsi, d'étage en étage, le poids est descendu, la surcharge s'est fait sentir dans toutes les classes. A cela nos programmes ne peuvent rien : ils subissent la conséquence d'un état de fait[1]. »

C'est ainsi qu'on préparait la ruine de l'éducation secondaire, interdisant les études gréco-latines, base solide d'une vraie culture à ceux qui eussent voulu en bénéficier avant de se spécialiser dans les sciences, paralysant pour les élèves d'humanités mutilées (section C) à la fois l'enseignement des lettres et celui des sciences, vouant ceux de la section D à des travaux forcés dont la vertu tant célébrée des « humanites modernes » ne parvint pas à conjurer les effets déprimants.

***

Dès son arrivée au ministère de l'Instruction publique, M. Léon Bérard essaya de sauver, avec les humanités, toutes les études secondaires qui mouraient étouffées sous le poids des heures d'enseignement et des programmes. D'accord avec des savants comme MM. Appell et Émile Picard, avec M. Édouard Le Roy qui, avant de succéder à M. Bergson au Collège de France, avait occupé une chaire de Mathématiques spéciales au lycée Saint-Louis, il entreprit

1. Déposition à l'Enquête poursuivie de 1910 à 1919 par la Commission de l'Enseignement de la Chambre. Voir : Julien Simyan, *Avis présenté au nom de la Commission de l'Enseignement et des Beaux-Arts* (Annexe au procès-verbal de la 2e séance du 1er juillet 1919). Il est d'ailleurs juste de noter que les horaires étaient fixés avant que ne fût créée la Commission chargée d'y ajuster les programmes. La responsabilité de « l'état de fait » que semble regretter Liard incombe manifestement à ceux qui ont comme sollicité ce refoulement des matières en multipliant les heures d'enseignement scientifique.

de ramener l'enseignement scientifique à son rôle éducatif, qui n'exige ni tant de classes ni tant de matières. On n'avait pas, en France, attendu les réformateurs de 1902 pour éveiller les vocations scientifiques et amener les jeunes gens, par les disciplines appropriées, aux études supérieures. Jusque là on n'avait pas cru que les humanités fussent inutiles aux hommes dès qu'ils aspirent à devenir des savants. Les plus illustres d'entre ceux qui honorèrent la science au XIXe siècle ne s'étaient spécialisés qu'après le baccalauréat littéraire et, sans regarder si haut, un grand nombre des plus distingués parmi les « scientifiques » s'étaient contentés jusqu'après la rhétorique d'étudier les mathématiques avec deux ou trois heures de classe par semaine. Le ministre pensait sagement que la méthode importe plus pour préparer l'esprit aux sciences que l'étendue des programmes. Rejetant la spécialisation après la première partie du baccalauréat, il élabora un plan d'études où les futurs « scientifiques » pussent suivre les classes d'humanités gréco-latines, et les futurs humanistes se former suffisamment l'esprit aux disciplines des mathématiques et de la physique. Même dose de science pour les uns et les autres, mais réduite au nécessaire. Si, avec 3 heures de sciences en troisième, en seconde et en première, on avait pu faire jusqu'en 1902 des savants, des professeurs de mathématiques et de physique, des ingénieurs qui n'avaient rien à envier aux produits des sections C et D, il lui sembla qu'en accordant à ces disciplines 3 heures en troisième, 4 heures en seconde et en première, il ne compromettait pas l'avenir de la science. Pour réaliser ce qu'on a nommé « l'égalité scientifique » il dut imposer aux lettres un dur sacrifice. La section gréco-latine abandonna 3 heures sur 14 et le français fut réduit à 3. M. le recteur Appell, qui ne passe point pour méditer la ruine des sciences, en rédigea les programmes. A l'unanimité le Conseil supérieur consulté donna un avis favorable à l'enseignement scientifique égal pour toutes les sections, mais quand on en vint aux horaires, les spécialistes de ces études ne voulurent pas les accepter. La science était en danger sans le bourrage dont, jusque là, les futurs savants s'étaient aisément passés. Et comment fournir tous les ans 250 élèves à l'École Polytechnique si l'effectif des 15 000 enfants inscrits

pour chaque classe dans l'ensemble des établissements universitaires et privés n'étaient surmenés en vue d'un concours d'entrée auquel ils ne se présentaient pas[1]? Les professeurs de sciences firent prévaloir de telles raisons au Conseil supérieur, dont le ministre, après d'inutiles négociations, se résigna, de guerre lasse, à suivre l'avis. Les horaires globaux passaient de 20 à 22 heures et demie (sans le dessin) pour la seconde, à 24 heures pour la première et à 26 heures pour la classe de Mathématiques, soit au moins 5, 8 et 12 heures de travail supplémentaire imposé aux élèves chaque semaine[2].

On pouvait espérer de M. François-Albert qui usait de la manière forte en supprimant d'un trait de plume les mesures étudiées avec soin par son prédécesseur pour restaurer les humanités, en userait aussi contre l'inflation injustifiée des horaires; mais son énergie, indomptable contre les études gréco-latines, tomba devant les prétentions des « scientifiques » à qui les horaires excessifs de 1923 ne suffirent plus. Il en accepta le remaniement et ce furent 8 heures et 8 heures et demie de sciences qui furent inscrites aux programmes de la première et de la seconde, portant l'horaire global à 25 et à 25 heures et demie, soit 10 et 11 heures de travail de plus pour les élèves que sous le régime respecté jusqu'en 1902.

L'Université continuait de subir les horaires allemands sans se résigner à la méthode allemande, les élèves d'être soumis chaque semaine à des devoirs nécessaires que seuls peuvent réussir, dans ces conditions, les esprits exceptionnellement doués. Depuis 1902, c'est, dans les lycées, le règne de la besogne bâclée par la faute des horaires et des programmes. De là cette décadence des études à laquelle n'échappe aucune discipline, et, ce qui est pire, cette crise de la conscience intellectuelle dans la jeunesse, à qui l'on rend impossible l'initiative, la réflexion, le souci de la tâche, le scrupule de bien faire, la probité de l'esprit. Ces habitudes de travail que réclament tous les enseignements sont particulièrement indispensables aux élèves d'humanités. Aussi la section gréco-

1. On verra plus loin que les représentants de l'École Polytechnique protestent aujourd'hui contre cet argument. En 1923 son directeur des études, membre du Conseil supérieur, ne semble pas l'avoir combattu.

2. Il ne faut pas oublier que chaque heure de classe, supposant une préparation, exige en moyenne au moins une heure de travail à l'étude.

atine, astreinte comme les autres à 8 heures et 8 heures et demie de sciences par semaine dans les deux classes supérieures, mais avec le grec par surcroît, qu'on n'étudie ni dans la section A′ (latin-rien), ni dans la section B où le grec et le latin sont remplacés par une seconde langue vivante, la classe d'humanités par excellence, et, à vrai dire, la seule, ne peut recueillir que quelques jeunes héros, capables d'affronter de tels programmes et d'absorber tant de matières, qu'eux-mêmes ne peuvent s'assimiler.

***

L'histoire de l'erreur qui mine l'enseignement secondaire indique les conditions de son relèvement. Au lieu de fixer *a priori* programmes et horaires ambitieux, considérer d'abord la capacité des jeunes intelligences et y subordonner les heures de classe et les matières enseignées; un repas léger et substantiel est plus profitable qu'un amas indigeste de victuailles. Ramener l'éducation secondaire à sa mission, qui est de préparer à la vie intellectuelle; peu importe que les jeunes gens sortent du lycée avec un léger bagage, pourvu qu'ils puissent ensuite s'appliquer utilement, selon leur goût, à toute étude. Renoncer à vouloir qu'à dix-huit ans ils soient « instruits » et même qu'ils aient des clartés de tout, prétention chimérique aujourd'hui. Emprunter aux lettres et aux sciences leur substance éducative et les réduire à leur rôle de disciplines. Former ainsi des esprits ouverts sur le monde comme sur eux-mêmes, et qui sachent se conduire; ambition assez haute, et même concevable seulement pour une élite. Comprendre enfin, après la catastrophe de 1902, dont les programmes de 1925 n'ont pas atténué les effets, que les humanités demeurent le fondement de l'éducation secondaire, et que les sciences mêmes doivent, jusqu'à l'heure de la spécialisation, n'y figurer que comme un complément précieux et indispensable, les renforçant et renforcées par elles. Si les bacheliers ainsi formés poursuivent des études scientifiques, ils acquerront dans les classes spéciales des lycées et dans les Facultés les connaissances utiles à leur carrière. Aux autres, tant de mathématiques, de physique

et de chimie vite oublié est une surcharge sans profit. Ils en gardent une certaine aptitude à raisonner, qu'ils garderaient aussi bien de moindres programmes. Mais les humanités laissent à ceux qui en sont imprégnés, avec un jugement plus fin et plus solide dans leur vie intellectuelle et morale, l'essentiel de la civilisation, si même ils ne sont plus aptes après de longues années à lire un texte grec ou latin.

A cette conception de l'enseignement secondaire, on continue d'opposer le sophisme spécieux qui, depuis vingt-huit ans, a causé tant de ravages dans l'éducation de la jeunesse : « La place de la science dans les programmes doit être proportionnée, nous dit-on, à son importance dans la vie économique et industrielle; les élèves ne doivent pas ignorer les découvertes des mathématiques et des sciences expérimentales qui chaque jour transforment le monde. Les humanités antiques sont moins utiles à un homme du XXe siècle voué à la lutte pour la vie matérielle; il leur faut céder la place. » Le grec est la première victime offerte à la nouvelle idole. A quoi bon initier encore les enfants au culte de la beauté, de la raison, de la mesure, sous le règne de la machine?

Où s'arrêteront les sacrifices? La science ne s'achèvera jamais; ses espoirs sont sans limite; au contraire les facultés de chaque homme sont bornées, et plus encore celles des enfants. Dans dix ans, quelle autre discipline faudra-t-il immoler aux plus récentes vérités scientifiques? Le latin évidemment, utile, disent nos modernistes, aux seuls ecclésiastiques. Et dans vingt ans? Ce qui restera du français.

Mais les mathématiques, la physique et la chimie ne sont pas seules à progresser. Chaque jour s'agrandit l'immense domaine de l'histoire. Depuis dix ans la face de l'Europe a changé, un monde nouveau semble naître qu'une vie humaine serait trop courte pour étudier. La géographie, vaste comme la terre, est désormais infinie comme toutes les sciences, dont elle est devenue solidaire. A chaque génération, l'évolution des sociétés et des talents renouvelle et enrichit la littérature chez nous et à l'étranger. La philosophie enfin, continuant à scruter l'esprit, et profitant de toutes les connaissances nouvelles, précise chaque jour ses notions sur l'univers et sur l'homme. Pourtant qui songe à grossir les horaires

de ces disciplines fécondes au détriment de la culture fondamentale[1]?

Justifiera-t-on ceux des sciences par le besoin d'éveiller les vocations? Des mathématiciens comme MM. Appell, Émile Picard et Édouard Le Roy, quand ils préconisaient en 1922 « l'égalité scientifique » avec des programmes à la portée de tout esprit moyen, ne jugeaient pas que l'abondance des matières y contribue nécessairement. « Il faut prendre pour point de départ ce postulat, écrit de son côté M. Émile Borel avec son expérience de savant et de professeur, qu'une culture scientifique doit avoir pour but unique de faire comprendre aux élèves sur quelques exemples la beauté de la science, et que tout le reste viendra par surcroît[2]. » C'est ainsi qu'un enseignement des sciences « pourra contribuer le plus efficacement à la culture générale ».

C'est pour n'avoir pas vu cette vérité lumineuse que des savants malavisés ont donné l'assaut à la culture littéraire pour faire place à des programmes en rapport avec les progrès de la science Dès 1857, l'illustre physicien Biot s'inquiétait de leurs attaques. Dans son discours de réception à l'Académie française (5 février), il conseillait aux jeunes gens de les mépriser : « Vous tous, jeunes gens qui arrivez dans la carrière des sciences apportant l'ardeur vive et pure de votre âge... appliquez-vous d'abord à exercer, assouplir, perfectionner les ressorts de votre esprit par l'étude des lettres. N'écoutez pas ceux qui les dédaignent. On n'a jamais eu lieu de s'apercevoir qu'ils fussent plus savants pour être moins lettrés[3]. » Plus tard Paul Bert, au temps où s'élaboraient les futurs programmes de 1880, s'opposait à la substitution des sciences aux humanités comme fondement de l'éducation secondaire. « On a dit et peut-être avec raison que les études littéraires à l'exclusion des sciences ne prépa-

1. Il est vrai qu'on tend à grossir tous les programmes. Mais comme les horaires de ces disciplines n'augmentent pas, les professeurs sont bien obligés d'y choisir ce qui leur paraît le plus propre à l'éducation. Le plus grave est que la connaissance de ces programmes est exigée des candidats au baccalauréat.

2. *L'Enseignement des Sciences dans les lycées. Revue de Paris* du 15 juin 1922, p. 807.

3. Texte signalé par M. le professeur Gley dans son discours à l'Académie de médecine du 3 janvier 1928.

reraient qu'une nation de rhéteurs; prenons garde que des études scientifiques exclusives ne préparent une nation de contremaîtres[1]. » En 1911, Henri Poincaré, dans une conférence célèbre, montrait que fermer aux élèves du classique la carrière des sciences était une erreur néfaste, non seulement parce qu'on privait les savants d'une éducation nécessaire à la vie de l'esprit et de l'âme, mais aussi parce que la formation littéraire leur est infiniment précieuse, pour étudier les mathématiques, la chimie, la physique ou l'histoire naturelle, par la précision et l'habitude de l'analyse qu'on y gagne[2].

On s'aperçut vite que les esprits élevés dans les nouvelles forceries scientifiques n'avaient généralement ni la vigueur, ni la méthode, ni la finesse de ceux qui avaient été cultivés d'abord par les humanités. Le plus fâcheux est qu'une génération entière, dont l'éducation a été ainsi faussée, ne regrette même plus d'avoir été mal aiguillée[3]. Un mathématicien de l'enseignement secondaire s'est fait naguère une sorte de célébrité pour avoir prononcé cette parole mémorable dans un congrès universitaire : « Je n'ai pas fait d'études classiques, et je ne vois pas ce qui me manque », attestant ainsi l'avantage de ceux qui ont appris dans le commerce de Socrate à mesurer l'étendue de leurs lacunes. Il est certain qu'on peut, sans culture littéraire, réussir dans les sciences; mais, si des dons supérieurs ont permis à quelques savants de s'en passer, on ne voit pas quelle supériorité l'ignorance des lettres antiques leur confère sur un Claude Bernard, un Berthelot, un Pasteur, un Henri Poincaré, un Hermite, un Émile Picard, un Paul Painlevé, un Giard, un Gley, ni ce qu'ils eussent perdu de leurs qualités s'ils avaient élargi leur horizon comme eux et comme tant d'autres par des études moins incomplètes.

1. Discours prononcé à la distribution des prix du lycée Fontanes le 5 août 1879. Jules Ferry d'ailleurs se garda bien de frapper à mort les études libérales. Les ennemis des humanités durent patienter jusqu'en 1902.

2. H. Poincaré, *Les Sciences et les Humanités* (Arthème Fayard, 1911).

3. Dans la conférence citée, H. Poincaré disait que les savants d'alors, privés de formation littéraire, la regrettaient, mais depuis 1911 le mal a empiré.

***

Qu'ils se destinent ou non aux sciences, c'est aux disciplines gréco-latines qu'il faut d'abord soumettre les esprits, si l'on veut reconstituer en France une élite digne du passé. En dépit de certains docteurs modernistes, ingrats envers l'éducation à quoi ils doivent le meilleur d'eux-mêmes, elles ne produisent pas plus de déclamateurs que les études dites modernes. Ce n'est pas parmi les humanistes que se recrutent le plus grand nombre des rhéteurs de la tribune ou des réunions publiques. En dépit de leur ironie sur « la distinction » que procure le commerce des auteurs anciens, et sur l'élégance de l'esprit aussi offensante, à leurs yeux, pour la démocratie que celle du veston, depuis quarante ans que de mauvais plans d'études ont écarté de l'enseignement classique la moitié de la jeunesse, on cherche en vain ce que la nouvelle éducation a produit non pas même de comparable, dans les lettres, l'éloquence, l'histoire ou la philosophie, aux fruits de la culture gréco-latine, mais seulement d'appréciable. Depuis qu'on a condamné les humanités à disparaître, les humanités de remplacement pullulent : « humanités modernes », mutilées et inexplicables sans les anciennes; « humanités scientifiques[1] », jeu de mots sur la part magnifique dans la pensée humaine des sciences abstraites ou expérimentales, qui pourtant n'étudient pas l'homme; « humanités techniques », trouvaille inattendue, dont parlent sérieusement de graves personnages[2]. Mais ce n'est pas en se décorant de leur nom que d'autres enseignements pourraient tenir lieu des études classiques. On ne changera pas par des mots plus ou moins habiles l'histoire de la poésie, de la beauté littéraire, de la pensée, de la morale. Les lettres antiques sont l'aliment indispensable des esprits destinés à poursuivre l'œuvre de la civilisation, parce que, suivant le mot de M. A.-M. Desrousseaux-Bracke, elles sont la civilisation même. Si nous voulons entretenir les facultés par quoi les

1. Le mot, d'après Liard, aurait été prononcé par un savant très attaché aux études gréco-latines. Il a été depuis utilisé contre elles par les partisans de la culture scientifique fondamentale.

2. Voir *Revue Universitaire* de janvier 1928 : *Culture générale et enseignement technique*.

hommes d'Occident savent rechercher le vrai dans tous les ordres de pensée, ennoblir et embellir la vie, il faut mettre la jeunesse à l'école des premiers maîtres qui les ont portées à leur perfection et la faire boire à la source pure. Loin de s'opposer à l'étude des littératures étrangères, les humanités antiques en sont le fondement indispensable, car elles sont « le lieu géométrique des points de départ et des points d'appui de toutes les littératures modernes[1] ». Loin de nuire à la culture scientifique, elles préparent excellemment les esprits, comme le montrait Henri Poincaré, à l'intelligence de toutes les sciences et à la recherche[2].

Bien mieux, sous l'influence de l'histoire et de l'esprit scientifique, leur méthode a évolué au cours du XIXe siècle, et elles sont devenues une nourriture plus substantielle encore. Si elles continuent à mettre la jeunesse en contact avec les plus belles œuvres chantées ou écrites dans la jeunesse de la civilisation, et avec une humanité simple, intéressante pour elle parce qu'elle peut s'y reconnaître, à éduquer le jugement, le goût, la conscience, et, ce dont aucune littérature moderne n'est capable, à former des citoyens, elles exercent aujourd'hui, de surcroît, non moins utilement que les sciences, la faculté d'observation.

C'est un fait malheureusement méconnu des réformateurs de 1902, qui voyaient une opposition entre les disciplines littéraires et l'esprit scientifique, les premières égarant, d'après eux, la pensée dans un idéalisme stérile, les sciences le ramenant aux réalités. Et même Liard, dont l'autorité fit prévaloir le nouveau plan d'études au Conseil supérieur, regrettait que l'éducation scientifique eût été « trop tournée vers les mathématiques abstraites et pas assez vers les sciences expérimentales ». « Ce pays, disait-il, qui est surtout de génie idéaliste et déductif, a besoin d'un grand bain de réalisme. » Aussi attribuait-il à ces sciences un rôle pré-

1. A.-M. Desrousseaux, *De l'utilité des études classiques pour les jeunes Français* (*Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, octobre 1927).

MM. P. Crouzet et A. Fournier, s'inspirant de la même idée, ont publié une méthode pour l'enseignement de l'anglais avec l'appui du latin. C'est le premier volume d'une série : *Les Ponts romains* (Privat-Didier).

2. Voir sur ce point les solides observations de M. A.-M. Desrousseaux dans l'article cité à la note précédente.

pondérant : « C'est d'elles que viennent deux notions essentielles, deux habitudes d'esprit qui sont des forces : la notion de la vérité positive, c'est-à-dire du fait expérimentalement constaté, et, avec elle, l'habitude de tenir le fait pour un fait qui s'impose et qu'on ne peut maîtriser ou modifier que par d'autres faits, puis la notion plus générale de la loi naturelle, c'est-à-dire de la relation des faits individuels entre eux, et, avec elle, l'habitude de tenir la vérité objective pour indépendante de nos désirs ou de nos volontés[1]. »

Mais cette éducation positive ne résulte pas moins des disciplines littéraires que des sciences expérimentales[2], et l'on peut dire que, par les humanités, elle est autrement féconde. La physique et la chimie observent la matière inerte, les lettres attirent l'esprit de l'enfant sur le fait humain (moral, littéraire ou esthétique) non moins rigoureusement constaté par les textes étudiés qu'un fait physique par une expérience; lui aussi s'impose jusqu'à ce que d'autres faits viennent l'infirmer; et cette observation de la vie supérieure n'habitue pas moins à incliner devant la vérité objective nos désirs et nos volontés. Cette probité de l'esprit s'acquiert avec plus de profit pour l'éducation dans le commerce des plus beaux exemplaires de l'humanité pensante que dans un laboratoire parmi des cornues et des éprouvettes.

L'idée même de l'évolution, qui domine l'histoire naturelle, a pénétré dans les études classiques et les a renouvelées. Sans aller jusqu'à la thèse de Brunetière, pour qui les genres littéraires se tranforment suivant les mêmes lois que ceux de la nature, on ne peut plus aujourd'hui s'appliquer aux œuvres de l'esprit sans les replacer à leur date dans la suite de la civilisation, et sans constater les modifications que le temps apporte dans les idées, dans les sentiments, dans les langages, dans les formes de beauté, sans noter l'éternel et l'éphémère dans la vie morale et dans l'art. La visite d'Ulysse au pays des morts, la descente d'Énée aux enfers, la *Divine Comédie*, trois conceptions, trois arts différents, trois types de beauté, trois poèmes dont chacun est inexplicable sans le précédent.

1. Louis Liard, *Conférences pédagogiques* (1904).

2. Les humanités l'emportent de beaucoup, quant à l'éducation positive, sur les sciences abstraites, qui ont d'ailleurs une autre vertu.

Quelle vue sur l'évolution de l'humanité! Quelle leçon des faits eux-mêmes attestés par les textes[1]! Sans vouloir diminuer la part légitime et nécessaire des sciences dans la formation des esprits, on peut dire que les lettres, loin de les contrarier, concourent par leur méthode aux mêmes résultats, mais avec cet avantage qu'elles exercent les facultés utiles aux sciences comme à tout genre de pensée, non sur des abstractions ou sur le monde physique, mais sur les idées, les sentiments, le langage, la beauté, les plus éducatrices des réalités humaines.

***

Mieux que la science aussi elles peuvent résoudre ce problème délicat de l'éducation moderne : concilier la culture positive et la culture désintéressée. Que des savants dont la vie est consacrée à la recherche de vérités nouvelles, parvenus à tirer des mathématiques, de la physique ou de la chimie les pures joies de la découverte, aient pensé que la vertu de ces études suffit à élever la jeunesse au-dessus des intérêts secondaires, rien de plus naturel que cette illusion. Mais le bouleversement pédagogique de 1902 a montré combien elle fut dangereuse. Depuis que, pour les suralimenter de sciences, on a réduit à leur plus simple expression les études littéraires, il n'apparaît pas que les élèves aient mieux compris la beauté de la science et que leur esprit s'en soit épuré. Ce qui les frappe surtout c'est l'utilité pratique de ce qu'on

1. Cf. Henri Poincaré, *Les Sciences et les Humanités* (p. 24) : « Les langues évoluent, elles vivent; les mots ont leur histoire, ils se transforment; on retrouve dans le mot français la trace du mot latin dont il dérive, comme on trouve dans l'homme, d'après Giard et les autres transformistes, des traces de son ancêtre simiesque. Son aspect antérieur a pu se modifier, mais on apprendra par l'exercice à ne pas être dupe de cette apparence et à la retrouver sous son déguisement. Le biologiste doit de même reconnaître le type zoologique ou botanique sous les divers vêtements dont il se couvre. »

Cf. aussi Giard (*Éducation du morphologiste*), cité par lui : « Habilement conduites, ces études littéraires pouvaient même fournir à l'esprit de l'apprenti morphologiste une excellente préparation pour ses futurs travaux. L'analyse linguistique révèle bientôt à une intelligence avertie les lois de structure et d'évolution des formes du langage tout à fait comparables à celles qu'on peut déduire de l'observation des êtres vivants. » (*Ibid.*, p. 23.)

leur enseigne. Ils conçoivent la civilisation à l'américaine; ils s'adonnent aux mathématiques, à la physique et à la chimie, parce qu'elles sont nécessaires pour devenir ingénieur. Les applications de la science les intéressent beaucoup plus que la science. Au cours de sa carrière un professeur de lettres a pu faire cette expérience sur des centaines de candidats à l'École Polytechnique ou à l'École Centrale : dans une dissertation sur la grandeur de la science, l'enthousiasme de ces jeunes gens est intarissable sur les chemins de fer, sur les ponts, sur les tunnels, sur la télégraphie sans fil, sur les avions, sur les améliorations apportées à la sécurité, au bien-être, à la santé des hommes par les savants, bienfaits certains qui méritent leur reconnaissance; mais jamais ils ne semblent apercevoir la beauté d'une démonstration ingénieuse qui satisfait pleinement l'esprit, d'une vérité conquise sur l'inconnu par le « roseau pensant », d'une découverte qui renouvelle la conception de la matière et fait reculer un peu les ténèbres qui nous entourent, aiguillant l'esprit vers d'autres vérités; ils ne sentent pas le rare plaisir du dévouement à la science[1]. Lucrèce, qui sans connaître ni l'électricité ni le radium, fondait mieux son enthousiasme, peut offrir une leçon utile aux élèves de sciences du XXe siècle.

Les lettres classiques ne peuvent être détournées de leur fonction éducatrice par des pensées utilitaires. Elles entretiennent la jeunesse, pendant les quelques années de sa formation, dans le culte désintéressé des choses de l'esprit. Une de leurs vertus les plus efficaces, c'est de n'être utiles qu'à éduquer, sans même qu'apparaisse d'abord à l'enfant cette utilité. « Il sera toujours inférieur, celui dont l'esprit n'a pas d'abord été élevé jusqu'à l'inutile. Mais ce mot ne doit pas tromper. Les connaissances littéraires sont

1. Jaurès a fait une observation analogue à propos des langues vivantes. « Oui, il est parfaitement vrai que l'étude des civilisations modernes et contemporaines peut ouvrir à l'esprit les plus larges pensées... mais ce que nous disons, c'est que dans l'étude des langues modernes, des littératures modernes, il y a un très grand péril, c'est qu'en même temps qu'elles peuvent servir à la culture désintéressée, elles peuvent être appliquées dans une large mesure à des fins d'utilité immédiate... » (Discours à la Chambre des Députés dans la discussion de la proposition de Jules Legrand. *Annales* de la Chambre des députés. Sess. extr. de 1896, pp. 522-523.)

souvent en nous les plus fécondes; elles ressemblent à ces montagnes aperçues au fond des paysages, qui paraissent seulement élever dans le ciel une gloire oisive de neige et de glaciers, et d'où viennent cependant toutes les eaux qui rendent fertile la plaine[1]. » Ce dont les petits Français d'aujourd'hui ont le plus besoin, c'est d'être immunisés, grâce aux études civilisatrices par excellence, contre la barbarie moderne qui finirait par détruire chez nous toute vraie culture. Qu'on n'objecte pas la nécessité de les armer pour la lutte des intérêts. Les conversations de la famille, pour la plupart, les journaux, la rue, l'ambiance ne les y préparent que trop. L'esprit pratique les hante. Ils sont plongés chaque jour, à la sortie du lycée, dans un bain de réalisme vulgaire, différent de celui que leur préparait Liard, où ils risquent de noyer, avec le charme naïf de la jeunesse, les nobles instincts qui permettent de former une élite. Le remède préventif contre la contagion des jeunes esprits, ce sont les humanités, qui les feront vivre plusieurs années dans la pure atmosphère des réalités supérieures.

***

Le salut semble venir de ceux-là mêmes qui peuvent apprécier les lacunes des « scientifiques » trop dépourvus de lettres. La Commission du surmenage a entendu deux dépositions capitales qui l'ont fort impressionnée. M. le général Alvin, commandant de l'École Polytechnique, auquel s'était joint M. Eydoux, directeur des études, et M. Guillet, directeur de l'École Centrale, ont tenu à décharger de toute responsabilité dans la multiplication des heures d'enseignement au cours des études secondaires l'examen d'entrée de ces écoles. Ils ont déclaré que les programmes démesurés des Mathématiques élémentaires n'étaient ni nécessaires ni utiles à la classe de Mathématiques spéciales[2]. L'un et l'autre ont affirmé que ceux de 1890 suffiraient pour mener au baccalauréat scientifique et préparer les jeunes

1. Abel Bonnard, *Les Humanités. Revue de Paris* du 1er mars 1923.

2. M. Labrousse, professeur de mathématiques spéciales au lycée Saint-Louis, a fait une déclaration analogue.

gens aux études supérieures. « Il est vrai, écrivent M. le général Alvin et M. Eydoux, que les programmes de sciences précédant le baccalauréat sont devenus extrêmement complets, nous n'osons dire touffus. Mais l'École Polytechnique n'en a nullement besoin. Si l'on se bornait aux programmes de sciences en vigueur il y a une trentaine d'années, entre 1896 et 1900, ils seraient, à notre avis, amplement suffisants, comme ils l'étaient à ce moment, pour entrer en Mathématiques spéciales, surtout avec l'habitude, qui s'est généralisée, d'avoir des classes de Mathématiques spéciales préparatoires. Autrefois, par exemple, les dérivées n'étaient abordées qu'après le baccalauréat; aujourd'hui on les traite en Mathématiques élémentaires en même temps d'ailleurs que la notion de fonction primitive. Nous ne discuterons pas la question de savoir si cela est préférable ou non au point de vue pédagogique, nous bornant au fait que nous ne sommes pas responsables de leur introduction au programme. — D'autre part, que de parties, dans ce même programme de Mathématiques élémentaires, que nous ne demandons pas ou qui sont enseignées à l'École même! Nous citerons, en nous limitant beaucoup, toutes les théories d'arithmétique pure, la cosmographie; dans la physique, les mouvements vibratoires avec l'acoustique et l'optique ondulatoire, les courants alternatifs de l'électricité, les oscillations électriques; en chimie, la chimie organique. — Nous ne verrions donc aucun inconvénient pour nous dans la réduction des programmes scientifiques de l'enseignement secondaire, à condition, en leur enlevant leur caractère encyclopédique, de conserver les bases qui servent à la formation des esprits scientifiques et qui se trouvent dans les programmes en vigueur entre 1896 et 1900[1]. » M. Guillet de son côté a bien voulu se charger d'indiquer dans une note ce qu'on pourrait supprimer au programme des Mathématiques élémentaires sans nuire au recrutement des grandes écoles, et il y a fait des coupes sombres[2]. Ainsi est réduit à néant le

1. *Note sur le programme d'admission à l'École Polytechnique dans ses rapports avec les programmes de l'enseignement secondaire*, remise à la Commission du surmenage. *Bulletin officiel du syndicat des professeurs*, décembre 1929-janvier 1930. Numéro spécial, p. 416.

2. *Ibid.* Février-mars 1930. Numéro spécial, p. 628 et 629.

prétexte invoqué en 1923 puis en 1925 par les spécialistes pour réclamer des horaires de sciences qui tuent l'enseignement littéraire.

Les données du problème ainsi modifiées, la solution apparaît. Si les matières scientifiques étudiées jadis, avant la classe de Mathématiques élémentaires, en cinq ans de scolarité, sont réparties sur les six ans de la scolarité actuelle, et si, les programmes de cette classe étant considérablement allégés, on y reporte des chapitres trop difficiles pour des élèves moyens de seconde et de première non encore spécialisés dans les sciences, nul doute qu'on puisse rétablir la règle normale des 20 heures hebdomadaires de classe en maintenant, pour toutes les sections, un enseignement scientifique égal, mais réduit, accessible à tous et compatible avec les nécessités des études gréco-latines.

Il appartient à la Commission, puis au Conseil supérieur, de juger sur quelles matières des sciences pourraient porter les réductions. Sans doute voudront-ils tenir compte des opinions, exprimées non par les sociétés de spécialistes qui défendent les heures de leur enseignement avec opiniâtreté, mais par ceux des professeurs qui, pris isolément, s'émancipent de la doctrine corporative. Les mathématiciens déclarent dans les conversations que leurs programmes, ayant été diminués de moitié en 1925 pour les classes de première et de seconde, ne peuvent l'être davantage, mais ils sont obligés de reconnaître que leurs horaires n'ont pas diminué dans la même proportion[1]. Ils ne dissimulent pas d'ailleurs que la physique leur paraît assez inutile en seconde, car beaucoup de matières inscrites au programme ne peuvent être traitées, depuis que celui de Mathématiques a été allégé de certaines parties comme les équations du 2e degré. Ils sourient d'ailleurs quand on leur parle des exercices pratiques en seconde et en première, dont le profit leur paraît douteux[2]. Comme il se

1. Il y avait 5 heures de mathématiques dans la section latin-sciences de 1902; il y en a aujourd'hui 4 dans toutes les sections.

2. Cette appréciation sur le faible rendement des travaux pratiques est confirmée par les résultats du Concours général pour la classe de Mathématiques, où les meilleurs élèves ont montré le peu de profit qu'ils en ont tiré. « En proposant cette année un tel problème, écrit M. l'Inspecteur général Faivre-Dupaigre, nous désirions nous rendre compte de la façon dont les élèves savent

trouve parfois des physiciens pour exprimer avec franchise la même opinion sur l'enseignement actuel de la physique, on est bien obligé de ne pas la négliger.

***

De quelque manière que s'entendent les spécialistes des sciences pour sacrifier un peu de leurs horaires et de leurs programmes au salut de l'enseignement secondaire, la conception de 1902 qui l'a ruiné n'est plus défendable. Il est manifeste qu'il meurt de l'impossibilité pour les humanités intégrales de vivre. Il ne s'agit plus de leur concéder un droit précaire à l'existence. Tant qu'on ne leur aura pas restitué leur place éminente dans l'éducation, les études ne se relèveront pas. Tant qu'on n'accordera pas aux élèves humanistes le temps de réfléchir, de lire et d'écrire, le rendement de leur travail demeurera, pour la plupart, presque nul[1]. Tant que la multitude des esprits moyens sera écartée du classique par des programmes scientifiques excessifs et qu'il faudra des dons exceptionnels pour suivre de vraies études littéraires sans renoncer aux études supérieures de sciences, la section A

utiliser des résultats d'expériences pour la représentation continue d'un phénomène, et juger ainsi du bénéfice qu'ils ont pu retirer à cet égard de trois années d'exercices pratiques. Or je dois reconnaître que nous avons été un peu déçus. Sur 295 copies, il y a eu 17 copies blanches, et 76 sans aucune courbe ou avec des courbes informes. Ceci implique un manque d'habitude un peu trop généralisé... En résumé, on ne sait pas assez apporter dans tout cela l'esprit du physicien : souci de la précision limitée des mesures et des calculs, examen et liaison des résultats, pour leur traduction en réalités physiques. C'est pourtant à ce double but que doit tendre et aboutir l'éducation de nos élèves par les travaux pratiques. » *Bulletin de l'union des physiciens*, octobre 1928.

1. La Commission du surmenage a déjà décidé, au nom de l'hygiène, sur la proposition de M. le docteur Lesage, que les enfants ne pourraient être tenus en classe plus de 20 heures par semaine en sixième et en cinquième ; de 22 heures en quatrième et en troisième, de 24 dans le cycle supérieur, le dessin étant compris dans ces horaires. Ce maximum est encore un peu trop élevé, surtout en seconde et en première, pour les besoins de la méthode française qui exige plus d'études que de classes. Il faudrait revenir aux 20 heures (dessin non compris) fixées par René Goblet ou à la rigueur aux 21 heures de Victor Duruy, d'autant plus que la gymnastique, obligatoire aujourd'hui, retient encore l'élève 2 heures au lycée. Si on adoptait pour l'horaire le maximum accepté par les médecins, les élèves seraient au lycée, à partir de la seconde, 26 heures par semaine, soit plus de 5 heures par jour, donc toute la matinée et 2 heures de l'après-midi. L'étude du matin demeurerait tous les jours supprimée.

restera désertée. Le pire méfait des programmes de 1902 a été de creuser un fossé infranchissable entre des disciplines qui doivent se compléter, nécessaires les unes et les autres à l'éducation d'une élite capable de résister à l'utilitarisme barbare qui déferle sur l'Europe, et de maintenir chez nous la prépondérance de l'esprit. L'erreur de 1925 fut de n'avoir comblé ce fossé que sur le papier, d'avoir cru concilier l'enseignement gréco-latin et celui des sciences en maintenant, avec des horaires qui les paralysent également, une abondance de matières scientifiques inutile pour déterminer des vocations, superflue même pour la préparation aux grandes écoles, ridiculement vaine si on prétend faire connaître, avant la dix-huitième année, les immenses acquisitions de la science. Puisque la Commission du surmenage est naturellement amenée à réduire les horaires, il est permis d'espérer qu'elle en profitera pour demander au ministre d'imposer un terme à la longue et désastreuse expérience d'une doctrine pédagogique depuis longtemps en faillite.

I. BLUM

IBN SA'OUD

ROI DU HEDJAZ ET DU NEDJD

Ibn Sa'oud, roi du Hedjaz et du Nedjd, est aujourd'hui la plus grande figure de l'Islam, car il unit en lui ce que les Musulmans exigent de qui prétend les gouverner de haut : les dons du chef de guerre et ceux du puissant organisateur.

Trente années de durs combats et d'improvisation audacieuse ont fait de lui le chef incontesté du mouvement arabe, et le maître de l'Arabie. Il a reconstitué, avec audace et mesure, l'empire de ses ancêtres : les Sa'oud.

Ce double don, celui des combats, celui de l'utilisation de la conquête, plaît à l'Arabie wahhabite. Elle retrouve en eux la personnalité du Prophète, — législateur autant que guerrier, — dont doivent s'inspirer à chaque instant ceux qui se disent ses émules.

La difficulté d'être, à la fois, l'Imam et le maître de la guerre dans ce pays désertique, incessamment soumis aux fluctuas tions des tribus, plus mobiles, plus décevantes que les sable eux-mêmes, surpassèrent, depuis Mahomet, les forces de tous ceux qui s'y essayèrent. Ibn Sa'oud semble avoir triomphé de ces difficultés complexes. Bien qu'il soit impossible de prédire l'avenir, même immédiat, du pays des remous perpétuels et des convulsions soudaines, déjà l'œuvre du maître actuel de l'Arabie wahhabite mérite vraiment d'être connue. Elle laissera plus et mieux que des traces durables. Depuis 1900, ses organismes essentiels résistent aux attaques

intérieures et extérieures, parce qu'ils répondent à ce désir immense de prendre rang parmi les civilisés que ressentent si violemment, aujourd'hui, les deux groupements arabe et turc de l'Orient méditerranéen.

L'État qui s'intitule « royaume du Hedjaz, du Nedjd et de ses dépendances » est établi sur les deux forces vives de l'Islam arabe : sentiment religieux, sentiment politique. Le trait qui caractérise l'action d'Ibn Sa'oud, celui qui donne à son esquisse d'un empire ses meilleures chances de durée, est d'avoir étroitement amalgamé ces deux facteurs religieux et politique; l'on pourrait même dire, sans exagération, politique et religieux.

Ibn Sa'oud, essentiellement croyant, mais sans aucun fanatisme, a saisi, bien avant les premières heures de son effort, combien cette formule conviendrait au renouveau arabique. Il ne la créa pas. Elle était déjà, tout entière, dans l'œuvre de son ancêtre le grand Sa'oud, lorsque celui-ci reprit à son profit, en 1759, la réaction hanbalite d'Ahmed ibn Hanbal Shaybani qui date de l'an 855 de l'hégire. Déjà, le fondateur du rite sunnite hanbalite, à Bagdad, s'en prenait à « la profanité des Oulémas ».

Abdul Wahhab, élève des universités de Bagdad et de Damas, y retrouva le même esprit. Originaire d'Ayaïna, ville de l'Arabie centrale, chassé de sa cité par ses concitoyens qu'irritaient ses prédications réformistes, il se réfugia à Dara' iya, grand centre urbain du Nedjd, que gouvernait alors l'émir Mohammed Sa'oud, chef de la dynastie des Sa'oud, issue d'un clan des Anézé. Le Wahhabisme d'Abdul-Wahhab, uni au sens politique et guerrier des Sa'oud, créa ce premier empire à la floraison magnifique et brève, que releva, cent ans après son déclin, le Sa'oud d'aujourd'hui.

Déjà, en 1759, le Wahhabisme traditionaliste et moderniste, tout à la fois, sous sa formule puritaine, exaltait les facultés guerrières et l'esprit réaliste du Bédouin, hostile aux déliquescences asiatiques.

Ibn Sa'oud reprit la doctrine en l'adaptant au présent.

Dans son remarquable article du 15 mars 1928[1] M. Léon

1. « La politique anglaise en Arabie, 1915-1927 », par Léon Krajewski, *Revue de Paris* du 15 mars 1928.

Krajewski a fixé ces débuts : la grande querelle avec les Hachémites, les démêlés avec l'émir Ibn Réchid du Djebel Chammar, les tours et détours de la politique anglaise en Arabie, enfin, tout l'ensemble de ces difficultés, qu'à l'heure présente, Ibn Sa'oud semble avoir vaincues. L'étude de M. Krajewski expose clairement et véridiquement le prologue de la lutte actuelle dont tous les fils étaient entre les mains britanniques, mais passent, un par un, entre celles d'Ibn Sa'oud, le maître de l'heure.

L'Angleterre est, jusqu'ici, la tutrice sévère, mais bénévole, de la famille Hachémite. Elle pensionne à Chypre l'ex-roi Husseïn, elle a placé sur le trône de l'Irak son fils Fayçal, elle a mis en Transjordanie son fils Abdallah, mais voici que le pivot de la combinaison, le si intelligent Fayçal de l'Irak, vient de faire ouvertement sa paix avec Ibn Sa'oud, s'inclinant devant sa prépondérance, coup direct porté au prestige britannique.

L'Angleterre soutient aussi — car sait-on jamais? — l'héritier des Réchid du Djebel Chammar, vaincus par Ibn Sa'oud en 1922. Elle est prête à lancer le jeune prince à l'assaut de l'empire wahhabite, lorsqu'elle le jugera opportun, mais voici qu'Ibn Sa'oud se renforce chaque jour. Elle entretient, à grands frais, au Nedjd même, sur les frontières de l'Irak et de Transjordanie, la rébellion des Cheïkhs qui furent les lieutenants de la conquête et que le vainqueur ne put combler à leur gré, ses ressources n'y pouvant suffire; mais depuis un an, les succès d'Ibn Sa'oud sont ininterrompus et les mécontentements fléchissent. Enfin, malgré tout, l'Angleterre attend son heure et combat âprement, silencieusement, celui qu'elle soutint parfois, qu'elle menaça plus souvent encore, comptant toujours le trouver plus souple et plus docile. Il n'est, et ne sera jamais, ni l'un, ni l'autre, cependant, sa valeur n'exclut pas sa prudence. Lui aussi sait manœuvrer tenacement, silencieusement.

Ce duel est, pour nous, du plus vif intérêt; il se relie à la question syrienne qui s'apparente étroitement à la question arabe, et, nous sommes en Syrie.

M. Krajewski a fixé les phases des tractations de 1915, entre l'Angleterre et le Chérif Husseïn — alors souverain de

la Mecque et de Médine — et celles de l'accord de janvier 1916, confirmé en 1918, qui lui donnait si généreusement, en plus d'une mensualité de cent vingt mille livres anglaises or, une partie de ce qui nous avait été concédé en Syrie, le 16 mai 1916, par l'accord Sykes-Picot.

La France ne connut qu'en février 1919 les véritables clauses des accords anglo-arabes que l'Angleterre n'avouait ni ne niait.

Toutes nos difficultés syriennes sont filles de cette confusion. Elle alimente les révoltes. Aujourd'hui, encore, la Syrie intellectuelle et politique — c'est tout un, chaque intellectuel incarnant un politicien exaspéré, — se partage en trois clans : français, anglais, américain. La question syrienne, emmêlée à fond par ces deux accords contradictoires de 1916 : l'anglo-arabe, l'anglo-français, reste, pour nous, lourde d'inconnu, de dangers et de perplexités.

Voilà pourquoi le sort du roi Ibn Sa'oud ne peut nous être indifférent.

***

Quel est cet homme? cet Emir de grande tente? « Arabe entre les Arabes », comme il le dit de lui-même, se vantant d'avoir les défauts et les qualités magnifiques de son clan.

Pour le connaître, il faut écouter ceux qui l'approchèrent. Quelle que soit leur origine, ils l'évoquent avec les mêmes mots. Égyptiens, Syriens musulmans, gens des Indes ou de la Perse, de Turquie, d'Afghanistan, gens de la Mecque ou de Djedda, conseillers, ministres, ceux qu'il dompta, ceux qu'il capta par son intelligence et son charme, ceux qui le craignent, ceux qui se vouent à lui le décrivent ainsi :

Cinquante ans splendidement portés. De haute stature, dominant son entourage, à tous points de vue; il est un seigneur, mais en parfaite simplicité, sans aucune des défaillances de la vieille Asie. Tout en lui est viril et clair, affiné, expressif et vrai.

Deux traits marquants : les yeux, la bouche infiniment séduisants au repos, terribles dans la colère. Ces fameuses colères dont les siens ne parlent qu'en tremblant, avec des gestes qui évoquent les violences du « semoun », semblent à

la réflexion, au spectateur étranger, plus voulues que réelles.

Lorsque ses yeux reflètent les lueurs de l'acier, tandis que la bouche se crispe jusqu'à devenir une mince ligne blanche, Ibn Sa'oud obtient, par ce simple effet, ce que d'autres ne doivent qu'à des actes cruels. Le magnétisme qui se dégage de sa personne fait plier les plus fiers et les plus obstinés. Et puis, n'est-il pas l'Imam des Wahhabites, le chef religieux de son peuple? Le politique avisé qui se cache en lui, observe lucidement les résultats obtenus par le successeur et l'émule de Mahomet. Ces colères n'étaient-elles pas celles du Prophète, lorsque ses proches l'avaient trahi?

Amen Rihani, l'un de ses conseillers syriens qui opère la liaison entre l'Amérique et lui le dépeint ainsi, au désert, pendant la halte, après une rude étape :

« De stature impressionnante, mais parfaitement harmonieuse. L'Aba brun — le manteau du Bédouin — jeté sur une robe blanche, la tête recouverte de la coiffure du désert; un mouchoir rouge encerclé par l'ighal en fils d'or, réservé à la famille royale, un sourire spiritualisé. Son caractère est complexe. Il se connaît aussi bien qu'il connaît son peuple et le domine plus par sa personnalité que par sa fonction ».

Son respect pour l'Amérique, pour Wilson « qui éveilla les nations opprimées », est celui de tout l'Orient méditerranéen. « L'Amérique, mère des nations faibles », dit Ibn Sa'oud.

Ce jour-là, questionné sur l'Europe, il la définissait ainsi, dans une boutade : « Une porte d'airain derrière laquelle il n'y a rien »; et, comme les siens reprochaient à l'Amérique son isolement égoïste, il répliquait vivement : « L'association entre l'Amérique et l'Europe ressemblerait à mon association avec le Bédouin du Nord ».

Ibn Sa'oud dans la colère, Ibn Sa'oud au repos, sont deux êtres totalement opposés; son humeur la plus habituelle est l'enthousiasme et l'optimisme, avec un fond d'ironie latente, un humour à lui, qui laisse toujours planer quelque doute sur sa pensée secrète, si jalousement gardée, même à ses moments d'expansion apparente.

Il aime à parler de ses temps héroïques, de sa prime jeunesse, lorsque, ayant vingt ans à peine, il imposa aux tribus de l'Arabie centrale le joug de la loi et de la religion. Ce sont

ces luttes, alors limitées à la vie nomade, qu'il évoque aux heures de détente, se vantant d'avoir appris, par elles, tout ce que la nature humaine peut endurer.

Tel est Ibn Sa'oud, disent ses associés : un homme au cœur grand, à l'âme noble. Un véritable Arabe, un Bédouin de pure race, doué intuitivement comme pas un, chef de trois millions d'hommes. Ses partisans sont dispersés sur un espace considérable, séparés les uns des autres par des déserts immenses. Son empire, qui englobe aujourd'hui les deux tiers de la péninsule arabique, est aux trois quarts stérile, ses populations réduites par des siècles de misère et de combats. Des pistes désertiques tiennent lieu de routes, les richesses minières gisent sous les sables. La seule garantie de cette association est la religion wahhabite et la parole d'Ibn Sa'oud.

Cependant, son emprise, qui s'infiltre par toute l'Arabie, ne se discute plus. « Ce que l'on me prendra par la force, je le reprendrai par la force », peut-il dire, ayant accompli la plus dure partie de son plan. Unité, confédération arabe, sont ses mots favoris.

Ce fin politique, ce guerrier habile, qui parvint avec de si maigres ressources à reconstruire, en trente ans, sur un terrain aussi ingrat, son domaine arabique, a subi dans sa vie une seule influence, mais elle fut décisive et le suivra jusqu'à son terme.

Il avait quinze ans, environ, lorsque sa maison s'effondra sous les coups de l'émir Mohamed ibn er Réchid, du Djebel Chammar, qui chassa les Sa'oud de Riyadh, leur forteresse du Nedjd.

Son père Abd er Rahman, le Sa'oud d'alors, s'enfuit avec sa famille et se plaça sous la protection de l'émir Moubarak de Koweit. Celui-ci se fit l'éducateur du jeune Sa'oud et, séduit par son intelligence, autant que par son énergie précoce, il lui enseigna longuement ce que l'on pouvait observer dans ce poste d'écoute, unique au monde, qu'était, qu'est toujours le golfe Persique.

Ce maître, adroit autant qu'ingénieux, initia l'héritier des Sa'oud aux secrets arabiques, à ceux de l'Orient et de l'Occident, le préparant ainsi à recouvrer ses terres ancestrales. Il lui démontra la faiblesse de l'empire ottoman, — grand allié des Ibn Réchid du Djebel Chammar, — la vulnérabilité de l'Angleterre, et lui enseigna l'art de ruser avec l'un, d'uti-

liser l'autre, tout en se gardant et de l'un et de l'autre. Il redressa en lui ce que l'exil aurait pu détruire : le légitime orgueil du clan, cette confiance en son étoile sans laquelle rien ne peut aboutir. Il lui inculqua la hardiesse des forts et le mépris des complots.

Son père Abd er Rahman y ajouta l'enseignement wahhabite, la fierté de la doctrine puritaine libérée de tout apport étranger. Il lui rappela le fait capital du règne des Sa'oud : en 1759, Mohammed ibn Abdul Wahhab, élève des universités de Bagdad et de Damas, apporta au Nedjd la réaction hanbalite, qui allait devenir le Wahhabisme guerrier, créateur d'un état établi sur le mouvement moderniste de l'Islam, mi-religieux, mi-politique.

C'est ainsi, sous l'effet de cette double formation, qu'Abdul-Aziz ibn Abd er Rahman ibn Sa'oud reprit, à vingt ans, par surprise, Riyadh, sa forteresse du Nedjd.

Le coup de force s'accomplit grâce à l'aide matérielle de Moubarak, les préparatifs furent menés sous les yeux du capitaine Shakespear, l'agent politique anglais à Koweit, qui ne se doutait pas à quel point il était manœuvré par ce jeune prince au visage énergique et secret.

A peine libéré de l'étreinte des Chammar, il s'agissait de tenir tête à leur grand associé, l'empire ottoman, et à son protégé le Chérif Husseïn, alors en possession des villes saintes : la Mecque et Médine.

L'Angleterre, inquiète du prestige croissant d'Abd-ul Aziz Ibn Sa'oud, s'efforça d'arrêter son armée, mais dès que le jeune vainqueur fut maître des villes saintes, il fallut bien traiter avec lui. C'est ce que fit Sir Gilbert Clayton, le plénipotentiaire britannique, à l'oasis de Bahra, près Djedda, le 3 novembre 1925, par un traité entre la Grande Bretagne et Ibn Sa'oud, roi du Hedjaz, du Nedjd et de ses dépendances.

Ce traité était, aux yeux de l'Occident, la consécration officielle de la nouvelle conquête. Avec le vainqueur, seul maître des villes saintes, le Wahhabisme prenait rang de religion d'État. L'élève de l'émir Moubarak avait rempli sa double mission spirituelle et temporelle.

Ibn Sa'oud, tout en étudiant les causes du déclin des floraisons éphémères des Sa'oud et des Ibn Réchid, découvrit

que, si les uns avaient échoué en vue du port, pour avoir négligé de former une armée de métier, les autres succombèrent, parce que leur excellente armée manquait d'un idéal assez puissant pour survivre au chef qui l'avait créée. Le secret de la réussite d'Ibn Sa'oud fut d'unir les deux forces : la mystique wahhabite et la cohésion des cohortes combattantes, perpétuellement soumises à l'appel aux armes. Avec cette rapidité qui le caractérise, il organisa ses « Ikouans », « les Frères », « les émigrants d'Allah », élite des tribus bédouines, qu'il fixa sur les points d'eau découverts par ses soins, en agglomérations villageoises ou urbaines, suivant l'importance des puits.

Faire partie des Ikouans est un privilège hautement recherché qui entraîne des avantages spirituels et temporels extraordinaires. Les colonies ikouanes sont strictement militarisées. Dès sa naissance, chaque enfant mâle y devient une recrue, soumise à la discipline du soldat, et à l'enseignement wahhabite. En temps de paix, les Ikouans cultivent leurs terres, comme le firent les centurions romains. Au cours des périodes de sécheresse, des vivres et des semences leur sont largement distribués; c'est leur dû. En retour, ils doivent se tenir prêts à répondre instantanément à tout appel d'Ibn Sa'oud. Les Ikouans, « la terreur blanche de l'Arabie », « démons ou héros » suivant les uns ou les autres, exaltés par leur foi ardente et le paradis promis à qui meurt en combattant pour cette foi, sont les enfants gâtés d'Ibn Sa'oud. Il ne leur refuse rien, ou presque rien.

Il donne à chacun sa place, le sage est son serviteur, le tolérant son commerçant ou son agent à l'extérieur, l'exalté son guerrier. Les Ikouans forment le noyau de l'armée de métier d'Ibn Sa'oud, ils en sont l'élément invincible. Cette puissance terrible pourrait dévorer son maître et, parfois, lui tient tête; alors le lion rugit et dit : « Nous vous avons conquis par l'épée; elle reste levée sur vos têtes ».

Le Bédouin de l'Arabie centrale est indiscipliné, très sensible aux influences religieuses; chacun de ses maîtres le mena au nom d'Allah. Ibn Sa'oud conquit le Bédouin, en fit un bon Wahhabite et l'enchaîna au sol; œuvre de conquête et de prosélytisme qui vont de pair.

Les colonies ikouanes d'Ibn Sa'oud, dont le nombre s'accroît avec une rapidité incroyable, sur tous les points de l'Arabie wahhabite, ne sont que les cantonnements fixes d'une armée de métier, commencée en 1910 et hardiment élargie. L'école, la mosquée, les puits en sont les matériaux de fond.

Le mouvement ikouan n'est qu'une intensification du Wahhabisme, un plan minutieusement élaboré, la recherche d'une rénovation du Bédouin, de l'apaisement de son inquiétude permanente. Les colonies ikouanes assurent la stricte observance des préceptes wahhabites et créent ces îlots de sédentarisation qui mordent, en tous sens, sur le désert arabique, en le modifiant profondément. Là-bas, comme partout, c'est la fin du vieux monde.

L'Ouléma est la puissance qui relie l'un à l'autre l'Imam et son peuple, mais la politique ne le concerne pas. Il doit veiller à ce que tout s'accomplisse suivant les prescriptions du Coran et du Sunna et ne peut aller au delà. Pour le reste, Ibn Sa'oud est seul maître. Il doit seul traiter avec les puissances étrangères, seul appeler son peuple au « gazou » ou au « djihad », seul accorder une concession à quelque groupement d'infidèles, soit pour le pétrole, soit pour les mines de l'Arabie. Nul n'a le droit de protester. Il fallait, pour obtenir cette séparation du spirituel et du temporel, l'adresse de cette diplomatie subtile, et cette énergie que rien ne peut surprendre.

De temps à autre, les conflits surgissent, alors le chef réunit son conseil suprême : Oulémas, Cheikhs des tribus, grands notables. Il décrit les difficultés du moment, subjugue, émeut, puis pose la question de confiance, menaçant de se retirer sous sa tente et de renoncer au pouvoir. Invariablement, la majorité lui est acquise. Les Oulémas récalcitrants subissent, parfois, quelque peine légère, quelques jours de réclusion, juste ce qu'il faut pour leur faire toucher la limite de leur puissance; l'obstacle est surmonté.

Les revenus essentiels d'Ibn Sa'oud sont le Zakat, impôt sur les moutons et les chameaux, la taxe agraire sur les récoltes principales : dattes et céréales, la taxe sur l'irrigation, les droits de douane, le pèlerinage en croissance rapide et continue grâce à la paix qui règne dans les villes saintes. Sa générosité

est proverbiale. « Certains viennent à Riyadh avec des présents et en repartent enrichis par eux », disent les Arabes.

Laissons parler une voix druze, celle de l'un de ses hôtes les plus aimés, pèlerin de mai dernier qui m'écrivait alors de la Mecque :

« Sa Majesté Ibn Sa'oud est connue par sa générosité et son caractère chevaleresque. Les soins dont je suis entouré sont extraordinaires. Je ne suis pas seul à être si bien traité. Les hôtes d'Ibn Sa'oud se comptent par milliers, et cela de façon permanente. Les uns partent, les autres viennent à la Mecque, à Médine, à Djedda, à Riyadh, à Haïl, à Taïf, c'est un va et vient continu.

» Des milliers et des milliers vivent des subsides du roi. Chaque jour, des nécessiteux viennent réclamer, l'un un chameau, l'autre des vêtements, un autre encore des dattes ou des céréales, on ne met presque personne à la porte.

» C'est légendaire, comme aux temps des Califes, et si Ibn Sa'oud était aussi riche qu'Haroun al Raschid, par exemple, il l'aurait peut-être dépassé.

» Dans la ville d'Al Hasa, près du golfe Persique, on fabrique des Abas — manteau arabe — tout à fait réputés. Chaque année, la presque totalité de ces Abas, vingt mille ou plus, est achetée par le roi. Cela ne suffit pas; on en achète d'autres milliers en Perse. Quelques-uns critiquent Ibn Sa'oud pour cette prodigalité. Quant à moi, je suis d'avis que, tout en tâchant d'équilibrer le budget de l'État, il faut au roi une liste civile très large. Les Arabes, et surtout les nomades, ne conçoivent pas qu'un chef puisse ne pas être généreux et capable de satisfaire leurs besoins. Par cette générosité, Ibn Sa'oud exerce une influence qui lui épargne des dépenses beaucoup plus grandes. Lorsqu'il fait appel aux siens, tout le monde se met en marche à ses propres frais. Quelquefois le roi distribue seulement des cartouches.

» Lorsqu'il a voulu corriger El Dowich et Ibn Béjad, — il y a sept ou huit mois, — il mobilisa trente mille combattants, et cela ne lui coûta, pour une campagne d'un mois et demi, que quarante mille livres or. Voilà quels sont les avantages d'un souverain comprenant la mentalité arabe. On dit, cependant, que Sa'oud, son fils aîné et prince héritier, est

encore plus généreux, à tel point que son père lui conseilla ainsi la prudence : « Donnez tout, lui dit-il, mais faites attention lorsqu'il s'agit des armes et des chamelles. »

» Le roi a quitté la Mecque, il y a quelques mois, pour aller châtier des rebelles dont la révolte a plusieurs causes, entre autres le modernisme, mais Ibn Sa'oud n'est pas fou comme certains le sont. Il modernise en s'appuyant sur le Coran même. Il ne dit pas — comme d'autres qui détruisent en croyant bien faire — : vous devez renoncer à toutes vos traditions ou vous succomberez.

» Non, il leur dit : « il vous a été prescrit par notre livre sacré de chercher tous les moyens pour devenir les plus forts et les plus prospères, or, tout ce qui nous donne la force et le bien-être — que cela soit d'origine orientale ou occidentale — nous devons l'adopter. « La sagesse doit être l'objet « des recherches du croyant, a dit le Prophète, il doit la « chercher jusqu'en Chine même. »

» Dans le Coran, il y a des versets innombrables exhortant à l'instruction et à la meilleure culture. Ibn Sa'oud ne s'est pas contenté de prêcher lui-même, car c'est un grand discoureur, mais il a recherché l'avis des théologiens, dans un congrès où tous les Wahhabites, huit cents chefs, étaient présents. Le roi demanda, en pleine séance, si quelqu'un avait à se plaindre. Tous lui répondirent n'avoir qu'à se louer de lui, mais trois points les inquiétaient : 1° les blockhaus construits sur leurs frontières du Nedjd par les anglo-arabes de l'Irak; ils ne sauraient tolérer cela et ne reculeraient devant aucun sacrifice pour détruire cette série de forteresses dont l'objet était de les isoler des autres Arabes; 2° les télégraphes sans fil, les téléphones et autres inventions d'Occident qui troublent les consciences. Ils réclamaient des explications sur ces machines; enfin, 3° le fait que l'instruction dans la religion d'Allah n'était pas suffisamment répandue.

» Le roi répondit, promettant d'arrêter la propagation des blockhaus et de répandre l'instruction de la vraie foi. Quant aux machines modernes, il déclara que, si les Oulémas les jugeaient contraires à l'Islam, il était prêt à les détruire. Or, les Oulémas convinrent à l'unanimité que ces choses étaient utiles à la société et que, ni dans le livre (le Coran) ni dans les

traditions du prophète (la Sounna), rien ne les interdisait.

» Alors, Ibn Sa'oud eut les mains libres. Il put moderniser autant qu'il le voulut, sans être contredit. Dès qu'une fraction de fanatiques soulevait à nouveau la question, il pouvait les combattre au nom de la religion elle-même. C'est ce qu'il fit, d'ailleurs, et le peuple et le corps des Oulémas furent avec lui.

» Quant à la prière, dans tous les États d'Ibn Sa'oud, elle est obligatoire.

» La moralité est aussi de rigueur. On est très sévère contre la débauche. C'est pour cela que l'on se marie beaucoup et que l'on fait beaucoup d'enfants. Le roi, lui-même, a dix-sept enfants mâles et quinze filles. Son père, mort depuis deux ans, en avait également un grand nombre, le plus jeune a sept ans à peine. L'on pousse la rigidité très loin, le vin, bien entendu, est interdit, mais le tabac aussi. Les habitants de la Mecque accoutumés à fumer le font chez eux; en public, c'est strictement défendu. La musique, le chant, le jeu, le théâtre, tout est interdit.

» Les Mecquois accoutumés aux plaisirs se plaignent amèrement. Tous reconnaissent, pourtant, que la sécurité dont jouit actuellement le Hedjaz est inouïe et que, depuis le calife Omar, l'on n'en avait plus connu de pareille.

» Ces déserts sans fin sont plus sûrs que l'Europe. Je n'en finirais plus si je commençais à vous en citer des exemples, je me bornerai à ce qui m'est arrivé récemment : étant en auto, à 30 kilomètres de Taïf, sans m'en apercevoir, j'ai laissé glisser sur le chemin l'Aba que j'avais derrière moi. A l'étape suivante, le lendemain matin, l'émir est venu me trouver. « Qu'avez-vous perdu? » me dit-il. Je n'en savais rien, mais les domestiques interrogés firent des recherches et constatèrent que le grand Aba noir manquait. Alors, l'Emir sourit et dit : « Hier, à ce qu'il paraît, vous l'avez laissé choir dans » le Gaïm, sur la route. Les caravanes qui vinrent après vous » l'ont remarqué. Personne n'osa y toucher. On s'écarta de » la route pour éviter de passer auprès de l'Aba. Enfin nous » avons été avertis et je l'ai fait chercher. »

» Jadis, l'empire ottoman, le gouvernement égyptien, l'émirat de la Mecque mettaient des troupes en marche, des

canons, de la cavalerie, sans obtenir la sécurité. Chaque année, les pèlerins étaient pillés, parfois massacrés. Pour passer, il fallait payer les tribus. Tout cela paraît aujourd'hui un passé si lointain, il semble que des siècles se soient écoulés sur ces tragédies. »

***

« La justice est le principe même de l'État », dit volontiers Ibn Sa'oud. La sienne est une justice toute féodale, mise à l'honneur en théorie et en pratique. Tel est le mot d'ordre des caravanes : d'Al Hasa à Tihama, du Nefoud au Jauf.

La justice d'Ibn Sa'oud est celle du prophète. L'exécution en est intégrale et rapide, sans distinction de clan ou de rang. Elle n'épargne personne. Toutes les têtes coupables, toutes les mains criminelles sont également tranchées. Le résultat: sécurité parfaite dans un pays où, depuis des siècles, vol, pillage, anarchie suivaient leur bon plaisir. De l'avis unanime des voyageurs orientaux et occidentaux, la paix du Nedjd, du Hedjaz et de tous les pays soumis à Ibn Sa'oud surpasse ce que l'on peut concevoir. D'Al Qatif à Abha, dans l'Assyr, de Wadi Dawasir, au sud, à Wadi Sirhan, au nord, rien ne peut troubler le voyageur. La chronique le proclame par d'innombrables récits qui vont de place en place, de caravane en caravane. « Du golfe Persique au Hedjaz, la main d'Ibn Sa'oud écarte tout péril et protège celui qui voyage », dit-on au nouveau venu.

Aussi, tout l'Islam envoie-t-il ses émissaires à la Mecque et à Riyadh; le rayonnement politique de l'Imam des Wahhabites s'accroît ainsi chaque année. Cette volonté de faire de l'Arabie un empire homogène, et d'accueillir chaleureusement tous ceux qui viennent vers lui, l'entraînent à commettre plus d'une infraction aux principes strictement wahhabites. Il faut tout son prestige et toute son adresse pour le tirer de ces mauvais pas. Il exerce la plus large tolérance envers les Chiites du Hasa, « la chamelle à lait de l'empire wahhabite », la seule province qui, avec le Qasim, alimente le Trésor central. Ibn Sa'oud est son propre ministre des finances; il veille personnellement, et dans le moindre détail, à l'emploi de tout prélèvement opéré sur le Trésor.

Intimement persuadé de la pureté, de la justice de sa doctrine, et l'appliquant à son peuple par la force, il a cependant sur le monde extérieur des vues claires et perspicaces. Tous les voyageurs l'ont noté. Ce conquérant-législateur, remarquablement informé, interprète au profit de ses nécessités politiques les points douteux des préceptes ou de la coutume. Ce qui domine certainement en lui, c'est ce profond désir de centraliser les forces éparses des pays arabes et d'en former, pour lui et sa descendance, une confédération puissante.

Ce qui frappe surtout, en cette intelligence, c'est l'absence des lacunes que subissent, tôt ou tard, les hommes livrés à eux-mêmes, dans la possession du pouvoir absolu. Celui-là étonne par son renouvellement, par cette manière d'assimiler une information presque universelle.

Il ne se confie jamais; il n'est pas d'être plus secret, sous une apparence plus ouverte, il n'en est pas qui se garde plus jalousement de toute influence. Suivant ses propres paroles, il est seul, absolument seul, parmi tout un peuple fanatiquement dévoué à sa personne. Chacun arrive librement jusqu'à lui, mais il ne se livre à aucun; ses conseillers les plus appréciés ne peuvent se vanter d'avoir modifié la moindre de ses décisions, et, cependant, il n'y a pas en lui d'entêtement, mais cette habitude du travail personnel qui l'entraîne à tout voir par lui-même, à préparer son action après avoir démêlé — seul vis à vis de lui-même — l'immense apport quotidien qui lui arrive de l'Europe, de l'Amérique et de l'Orient.

Partout, à Riyadh, — son foyer familial, — à la Mecque, pendant les trois mois du pèlerinage annuel, au désert, sous la tente, au cours des expéditions de guerre, sa vie est pareille : le lever, une heure avant l'aube, la prière, le travail, les audiences, la vie familiale, le repos, tout est strictement réglé. Cette régularité implacable, qui exaspère souvent ceux qui doivent la partager, sa grande sobriété lui permettent de fournir une somme d'activité vraiment considérable. Il connaît chaque pulsation, chaque point faible de sa conquête, chaque réaction de ses Bédouins qu'il aime et auxquels, si souvent, il pardonne dans son cœur, parce qu'il se sait sem-

blable à eux, et serait aussi ondoyant, peut-être, si la certitude de sa « mission » ne le plaçait au-dessus des fragilités humaines.

Il est réaliste, passionnément, étant d'un pays âpre et redoutable, qui ne se nourrit pas de miel et d'illusion, mais de labeur aride et d'obligations commerciales. N'amassant rien pour lui, contraignant ses proches à se contenter, comme lui-même, du strict nécessaire, il se sent en droit d'exiger de tous le maximum du sacrifice, le minimum du bien-être. La conquête est plus réaliste que guerrière, et cependant, ce meneur d'hommes est un stratège incomparable, mais sitôt le danger immédiat conjuré, il se tourne vers les nécessités pressantes, utilisant cette faculté d'organisation qui est sa véritable force. Il a, pour cela, tout un état-major de techniciens musulmans venus de Syrie, d'Égypte, de Turquie, des Indes et autres pays d'Islam. Les Syriens d'Amérique lui apportent les méthodes du nouveau monde, ce sont celles qui lui plaisent le mieux. Ainsi, l'Arabie d'Ibn Sa'oud brûle les étapes, et rien n'est plus curieux que de voir les procédés de la spécialisation à outrance régner dans les organismes du gouvernement wahhabite, avec cette utilisation intensive du temps que pratiquent les États-Unis.

J'ai vécu sur place cette étrange association, en février 1929, lorsque j'étais, au palais d'Al Kandara, tout proche de Djedda, l'hôte du jeune roi Fayçal ibn Sa'oud, le fils préféré d'Ibn Sa'oud qui lui confia la garde du difficultueux Hedjaz, en lui adjoignant pour cette tâche, plus que délicate, le plus intelligent, le plus avisé de ses intelligents ministres, un Syrien nationaliste, bien entendu, un Druze du Djebel Haouran, élève de l'Université américaine de Beyrouth, ayant cependant pour la France une attirance aussi vive que raisonnée.

Fouad bey Hamza, jeune éducateur d'un tout jeune roi de vingt-cinq ans à peine, déjà chargé de responsabilités et de soucis, représentait auprès de lui, avec vigueur et adresse, cet élément syrien qui joue un rôle si important en Arabie wahhabite. Il était ardent et réfléchi, tout à la fois, la robustesse druze lui permettait d'endurer un climat funeste pour tout étranger. Il lui opposait sa solidité de montagnard, son énergie, sa volonté, son ambition même, enfin tout ce qui

sauve les hommes dans ces régions dévorantes. Sa parole reflétait celle d'Ibn Sa'oud qui se battait alors, sur les frontières du Nedjd et de l'Irak, contre les tribus soulevées par l'or anglais. Oh! ce mot n'était jamais prononcé, certes, il fallait deviner sans jamais s'informer, comprendre sans le dire, enfin lire les visages et saisir au vol les réticences. A ce moment même, les Wahhabites venaient d'être informés du grand projet d'encerclement conçu par la Grande-Bretagne : un état isolateur comprenant la Palestine, une partie du désert de Syrie, la Transjordanie, l'Irak, un morceau du Nedjd, l'Al-Hasa, enfin s'étendant sur toutes les frontières du nord et de l'est de l'Arabie wahhabite, s'appuyant sur une politique de Mer Rouge, en accord avec l'Italie qui serrerait durement, par le Yemen, les possessions d'Ibn Sa'oud. La conclusion de cette entreprise serait un blocus entraînant, à brève échéance, la famine et la mort lente des pays wahhabites.

Déjà, le branle était donné par une attaque d'ensemble sur les confins transjordaniens et irakiens.

J'arrivais à l'heure décisive. Il n'est pas étonnant, qu'en pareille circonstance, un esprit aussi réfléchi que celui d'Ibn Sa'oud se soit affermi dans l'idée qui le tenait depuis trois ans déjà : un accord avec la France, présente en Syrie, tenant donc, sous sa tutelle, le second foyer du mouvement arabe, le premier étant l'Arabie. La France pouvait contenir l'inquiétude syrienne et la diriger vers une indépendance raisonnée et agissante à la fois. Le contrôle français en Syrie, les intérêts économiques de l'Arabie en Syrie se trouvaient en parfaite concordance. Ibn Sa'oud en avait fait l'essai. Nul ne connaissait plus intimement les Syriens, leurs dons réels de travail et d'organisation, dès qu'ils sont obligés de s'abstraire des luttes purement syriennes, la stérilisation de ces dons, dès qu'un maître énergique ne canalise pas leurs passions.

Que demandait pour eux Ibn Sa'oud? Le maximum de tolérance, de libéralisme et de justice, avec la direction la plus réaliste, au rendement le plus rapide. De son côté, le maître de l'Arabie, chef du regroupement arabe, pouvait nous assurer la paix en Syrie, son emprise sur les comités syriens en était la meilleure garantie. Donc, des deux côtés :

français, arabique, concordance des intérêts et même des méthodes. Les intérêts économiques primant tous les autres, suivant la formule du temps présent, les méthodes devant s'adapter à la hardiesse des organismes de gouvernement que la rapidité des résultats impose. Du côté arabique, nous connaissions déjà la prudence des actes, la préoccupation de limiter les faits de guerre à la plus stricte défensive, et ce modernisme, cette mesure si éloignées de la faiblesse, qui ne pouvaient déplaire chez nous.

Ainsi, toute une politique du désert se déroulait depuis trois ans, entre les confins wahhabites et le désert de Syrie. Elle ne visait personne et s'en tenait à ces bons procédés qui simplifient l'existence et créent forcément, à la longue, de la compréhension et quelque sympathie. Les deux contractants avaient fait honneur à leurs engagements. Il n'était pas difficile d'élargir peu à peu l'accord, ce qui pouvait être la solution de nos difficultés syriennes, et, pour Ibn Sa'oud, le moyen d'atteindre son but : ce regroupement des pays arabes, sous forme de confédération économique, ouvrant à l'Arabie les anciennes voies des échanges.

Quoi qu'on dise, quoi qu'on pense, le prestige de la France en Orient méditerranéen est intact. Que ce soit en Orient turc, ou en Orient arabe, — ces deux forces vives, — nous représentons ce que l'Occident a de meilleur et de plus complet. Nos lacunes sont connues, certes; on nous reproche d'hésiter volontiers au moment décisif, de tout laisser en suspens, d'abandonner parfois ceux qui se vouèrent à notre cause. Cependant, vaille que vaille, nous restons les seuls capables de tenir le contrat d'association, les seuls qui n'aient pas le mépris inné de l'homme de couleur et la conviction que, vis à vis de lui, la parole donnée ne saurait compter aux heures difficiles.

Depuis le XVIe siècle, nous sommes en contact étroit avec ce double Orient méditerranéen. Il est tout imprégné de nos idées, il ne saurait vivre éloigné de nous, et ce qui est plus fort encore, nous ne saurions nous passer de lui, tant nous sommes accoutumés à lui. A la longue, ainsi, un peu de l'âme orientale s'est infiltrée en nous. Il suffit, pour s'en convaincre, de voyager en Orient et de laisser venir jusqu'à soi cet hommage collectif qui s'adresse partout à la France. C'est

grâce à nous, certainement, que pays arabes et pays turcs ne se tournent pas vers l'asiatisme, mais recherchent cet formule mi-occidentale, mi-orientale, toute d'ordre et de travail, qui leur semble répondre aux désirs de leurs peuples.

Ibn Sa'oud a pour règle d'appliquer ce principe : « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Tout en suivant de près les événements d'Europe, il mène diligemment ses affaires arabiques. La plus délicate — après la question des confins du Nedjd vers l'Irak et la Transjordanie — est certainement celle du Yemen, ses démêlés avec l'Imam Yahia, grand ami de l'Italie.

Pour cela, également, laissons parler une voix arabe, l'une des plus autorisées.

» Depuis qu'Ibn Sa'oud a conquis le Hedjaz, une certaine rivalité existe entre lui et l'Imam Yahia, roi du Yemen. Les raisons en sont multiples d'ailleurs; comment les deux seuls souverains indépendants des Arabes seraient-ils en parfait accord? Mais il y a, entre eux, plus que le voisinage et les frottements des frontières. Les Sa'oud sont Wahhabites, c'est-à-dire les plus purs des Sunnites. La famille de l'Imam Yahia continue la dynastie qui régna sur les Zeïdites depuis mille ans. Les Zeïdites sont Chiites. Ils sont issus de Zeïd, fils de Hussein, arrière petits-fils d'Abou Taleb, beau-fils du Prophète, vénéré et préféré par toutes les factions Chiites de l'Islam dont la Perse est la protectrice.

» Zeïd, petit-fils d'Ali, s'insurgea contre les Califes Abbassides et fut pris et mis à mort. Depuis, une partie des Arabes de l'Yemen le vénèrent et considèrent ses descendants comme les seuls imams légitimes. Cette peuplade des Zeïdites ne compte plus que deux millions d'âmes, mais elle habite dans les hautes montagnes de l'Yemen, ce qui la rend énergique et belliqueuse.

» Les Chafeites de l'Yemen sont Sunnites et deux fois plus nombreux que les Zeïdites, mais ils habitent dans les plaines, manquent de chefs, et, par conséquent, subissent la domination des Zeïdites, moins nombreux qu'eux. Les Chaféites, Sunnites comme Ibn Sa'oud, — bien que leur école théologique soit Chafeï et non Hanbali, — sont reliés à lui par le Sunnisme qui les oppose également aux Zeïdites, Chiites moins intolérants que les Persans, mais Chiites quand même.

Les Chaféites de l'Yemen penchent donc vers Ibn Sa'oud, c'est une raison pour que la défiance de l'Imam Yahia soit en éveil.

» On sait que le Seïd Idrissi, descendant d'Aly, lui aussi, et Marocain d'origine, s'était révolté contre la Turquie, il y a quelque trente ans, et s'était taillé une principauté sur les côtes de la province d'Assyr entre le Hedjaz et l'Yemen. Pendant la guerre générale, l'Idrissi était en parfait accord avec les Anglais et les Italiens. Très malin, et fin diplomate, Idrissi n'accepta que des canons, des armes et de l'argent, Lorsque ses alliés voulurent débarquer sur son territoire, pour le soutenir contre la Turquie, il s'en excusa, ne se faisant aucune illusion sur leurs intentions finales.

» La guerre finie, les Anglais aidèrent Idrissi à occuper Hodeïdah, le port principal de l'Yémen. Déjà, l'Imam Yahia détestait Idrissi, étranger au pays, qui s'y installait en maître. Quand il fut à Hodeïdah, le port par excellence de l'Yemen, ce sentiment s'aggrava encore.

» Idrissi, Chafeite, était le point d'appui des Chaféites des États de l'Imam; il ne tarda pas à mourir et Hodeïdah tomba aux mains de l'Imam, après une lutte par les armes. Idrissi sachant, qu'après sa mort, l'Imam s'empresserait de conquérir sa principauté, fit un testament qui plaçait son fils sous la tutelle d'Ibn Sa'oud.

» La possession de l'Assyr assurait à Ibn Sa'oud un littoral de plusieurs centaines de kilomètres sur la Mer Rouge, avec les ports de Lith, de Koufoda et d'autres encore. C'était l'une des raisons de l'animosité du roi Hussein, ex-souverain du Hedjaz, contre Ibn Sa'oud, animosité qui coûta à Hussein son propre trône. L'Imam Yahia n'était pas moins jaloux de l'expansion d'Ibn Sa'oud dans des territoires qui, géographiquement parlant, faisaient partie de l'Yemen. Lorsque Ibn Sa'oud accepta la tutelle du fils d'Idrissi, la mauvaise humeur de l'Imam Yahia s'accentua.

» Alors les intellectuels arabes se sont alarmés. Ils n'ont pas manqué de signaler le danger d'un conflit armé à chacun des deux souverains rivaux.

» Le désaccord entre les deux puissants voisins n'est pas arrangé, mais le danger d'une guerre est conjuré, et cela,

grâce à la méfiance des Arabes envers les puissances occidentales installées dans la Mer Rouge : Angleterre et Italie. Sans leur présence, les deux rois se seraient combattus depuis longtemps ».

Pour saisir toutes les circonstances de la domination d'Ibn Sa'oud et les dangers qui la menacent, il faut quitter le littoral de l'Assyr et remonter, à vol d'oiseau, jusqu'aux confins du Nedjd. C'est là que se joue réellement le sort de sa conquête. Depuis un an, la lutte sourde entre l'Angleterre, et l'organisation militaire d'Ibn Sa'oud est particulièrement aiguë. Cette lutte qui, déjà, se déroulait en février 1929, lors de mon séjour à Al Kandara, ne s'apaisa que lentement. L'Angleterre avait donné l'effort suprême en stimulant tous les mécontentements politiques et religieux, toutes les rancunes de clans.

Ibn Sa'oud avait promis à son bras droit Fayçal al Dowish, chef des Moutaïrs, l'émirat des tribus de Taïf, de Médine et du Harb, mais la surenchère britannique fut la plus forte, Fayçal al Dowish devint l'âme de la révolte, avec Soltan ben Bejad, chef des Ataïbé, qui devait recevoir l'émirat de Taïf et la direction des affaires bédouines du Hedjaz, avec Nehar ben Haklemm, chef des Ajman, — tribu ennemie des Sa'oud, — qui attendait l'émirat des tribus du Hassa, et de Koutaïf, et Khaled ben Lom, chef des Kharma du Hassa, qui ne briguait rien moins que l'émirat de la Mecque.

Ces quatre chefs de la résistance, après avoir vigoureusement combattu de 1928 à l'heure présente, sont réduits à merci. Lorsque, peu de mois avant sa mort, sir Gilbert Clayton, le plus expert des diplomates britanniques, revint au Hedjaz, pour parlementer avec le chef des Wahhabites, il rencontra une volonté absolue de ne rien entendre.

Cependant l'amitié, la confiance et l'admiration réciproque des deux hommes était grande. Jamais Ibn Sa'oud ne fut vanté — même exalté — en toute circonstance, comme par celui qu'il nommait « le roi de l'Irak », et aussi « son meilleur ami ». Jamais Sir Gilbert Clayton n'éveilla de sympathie plus profonde, plus sincère que le fut celle de l'homme qu'il devait combattre, tout en étant intimement persuadé que s'en prendre à cet élément d'ordre, à cette claire intelligence, était la plus absurde des erreurs.

La compréhension des deux hommes, la clarté de leurs vues se heurta aux résistances des bureaux de Londres. Sir Gilbert Clayton, nommé Haut-Commissaire en Irak, y mourut en juillet dernier, et, depuis, l'Irak est en effervescence.

En novembre 1929, Fayçal al Dowish, après avoir été ravitaillé à Koveït par l'Angleterre, marchait à fond dans le Hasa et aux alentours du Qatif où Ibn Sa'oud, en personne, lui infligea la défaite décisive. A la fin de décembre, les Anglais envoyaient deux sections d'autos blindées à la rescousse, du côté de Koveït, et lançaient les Haouaïtat de Transjordanie à l'assaut des postes wahhabites de la région frontière de Maan.

Tous ces efforts furent vains.

Cet homme qui, en trente ans, contre vents et marées, se tailla un empire, puis l'organisa, tout en continuant à se battre, est une des plus curieuses figures de l'époque.

Comme Moustapha Kémal en Anatolie, Ibn Sa'oud a compris les dons et les lacunes de son peuple : le Bédouin du désert. Il n'exigera jamais de lui ce qu'il ne peut donner. Tout le secret de son prestige est là. Sa générosité qui réserve si peu pour lui et ses proches — le strict nécessaire — le sauve de l'envie, cet âpre défaut des Arabes. Il les domine, mais il les aime; il sait châtier et pardonner en toute justice.

Au point de vue européen, et, disons-le franchement, au point de vue français qui surtout nous préoccupe, cet homme de paix et de sagesse auquel Sir Gilbert Clayton, après avoir longuement ferraillé avec lui, reconnaissait une valeur si grande, doit retenir notre attention.

On sent partout, en Arabie wahhabite, cette ardeur contenue, ce grand élan vital qui, du Nedjd, se répand par le grand nomadisme jusqu'au désert de Syrie, terre promise des Arabes, « terre du lait et du miel ». La tribu dont les Sa'oud sont issus, les Anézé, vont jusqu'à Alep; ils y apportent les traditions des déserts arabiques, mais sous l'impulsion d'Ibn Sa'oud, et sous l'influence de nos officiers placés aux confins du désert de Syrie, ils tendent à se sédentariser, fait unique dans leur longue histoire.

Le désert de Syrie est le domaine des Anézé. Les Rouallah,

l'un de leurs groupements les plus considérables, est en liaison étroite avec les postes français. Alep, Hama, Homs, Damas sont en contact permanent avec le grand nomadisme venu de l'Arabie. De tout temps, les Chammar et les Anézé arabisèrent la Syrie. Cette infiltration, commencée bien avant l'Islam, prépara la transformation ethnique et sociale des Syriens.

L'émigration des déserts arabiques vers la mer est une loi historique, aussi ancienne que les déserts eux-mêmes.

Isoler la Syrie de l'Arabie fut de tout temps impossible; l'une et l'autre ne pouvant se passer de leurs échanges. Il est donc aisé de comprendre pourquoi les rapports, entre Ibn Sa'oud et la puissance mandataire en Syrie, sont de si grande importance. Pour les deux pays, la politique du désert est une question vitale; elle intéresse, elle passionne même nos officiers en Syrie, là s'épanouissent leurs dons d'adaptation rapide et de sympathie agissante.

***

C'était à Djedda, en février 1929. Fayçal Ibn Sa'oud m'ayant cédé son palais d'Al Kandara, en plein désert, à 7 kilomètres de Djedda, s'était réfugié, avec ses Ikouans, dans l'ancien Konak turc, surélevé comme le sont les riches demeures de la ville farouche qui lance à l'assaut du ciel ses forteresses blanches ornées des bois précieux venus de Java.

Toute la Mecque était descendue, ce jour-là, pour recevoir la visiteuse et enregistrer ce fait sans précédent : une non-musulmane officiellement reçue par le jeune vice-roi du Hedjaz, assisté de son ministre, partenaire habituel de mes longs, entretiens sur l'Arabie wahhabite et le nationalisme syrien.

Dès l'abord, l'apparat militaire le plus original, le plus impressionnant dans sa simplicité voulue, rappelait l'autre aspect de l'Arabie, celui de la conquête. Les Ikouans, sous les armes, encadraient l'entrée, s'échelonnaient au long des escaliers sans fin, remplissaient une chambre grande ouverte sur la pièce où se trouvait le jeune roi. Ainsi, officiers et soldats, harmonieusement groupés, participaient à la réception donnée pour l'amie étrangère.

C'était saisissant d'allure et d'élégance martiale, ravissant de spontanéité et de jeunesse. Le jeune roi revêtu des robes nedjiennes portait, sur son charmant visage, le poids de trois années de gouvernement. Sa courtoisie si parfaite et si digne, qu'un sourire adoucissait encore, l'obligeait à repousser les préoccupations de l'heure pour se pencher sur l'hôte, sur ses paroles et ses questions. Nous venions d'évoquer rapidement nos premières rencontres à Paris, trois ans auparavant. Je le retrouvais ici, chargé de soucis et d'initiatives, aux prises avec les difficultés hedjaziennes, celles de la diplomatie, celles du pèlerinage et de tout ce que peut susciter l'esprit frondeur des Hedjaziens. Aussi n'était-ce pas à la légère qu'Ibn Sa'oud avait placé, auprès de son fils le plus aimé, ce jeune mentor syro-druze, à la si fine intelligence décuplée par toute la ténacité de sa race.

Nous venions d'aborder, tour à tour, les sujets essentiels, sous les regards ardents de l'auditoire ikouan, étagé en pyramide, dans la chambre voisine, magnifiquement immobilisé, avec ce quelque chose de si fier, de si assuré de soi-même qui caractérise l'Arabie wahhabite.

Rien n'était plus simple, plus militaire que le sommet de cette haute maison, tout en fenêtres, ouvrant sur le grand large, et la triple ceinture des récifs, beauté tragique de Djedda.

Tout était grand : le cadre, les hommes, leurs espoirs et leurs buts. Le fait d'être chez soi, maître absolu de ses actes, donne une sérénité parfaite; la colère est l'arme des faibles. Comme nous parlions de Paris, de cette hospitalité unique, qui consiste surtout à respecter la liberté des autres, en ne leur imposant rien de soi, le jeune roi avait souri et, montrant fièrement le dur cadre, ses soldats, la mer et ses récifs, il murmurait l'éternelle question que l'Orient posa toujours à la France : « Nous avez-vous compris? »

Quelques instants après, pour satisfaire un désir de l'étrangère, l'auto, suivant la piste du rivage, glissait rapide sur le sable mouillé, à la recherche du célèbre rayon vert, gloire des couchants du littoral arabique. Les vagues embrasées par les derniers rayons du soleil frôlaient la voiture, tandis que les ondes lumineuses acquéraient une violence qui n'apparaît

qu'ici. Les teintes les plus étranges se succédaient, incendiant le sable et l'eau, les écueils du grand large et les humbles plantes du désert. Silence et solitude régnaient impérialement. Les yeux brûlés, par leur avidité même, s'efforçaient de tout retenir : le globe rouge, immense, hallucinant dont l'eau captait les rayons et dévorait la substance, l'espace maritime, l'espace désertique, et le ciel qui, déjà, s'éclairait pour la nuit, dans la fin imminente du jour.

Soudain, le globe solaire n'était plus; un jet de lumière verte fulgurante lui succédait, s'épanchait sur l'eau, flambait, s'éteignait. Tout cela en quelques secondes, et, sans transition aucune, des étoiles formidablement agrandies qui remplissaient le ciel noir des nuits arabiques, un seul scintillement s'élevait, accompagné par une brise fraîche, par le chant rythmé des vagues. Cette splendeur nocturne, supraterrestre, dominait tragiquement les passions humaines.

Alors, seulement, il devenait possible de saisir ce que peuvent être, sur ce littoral arabique, l'eau, les sables, le ciel, ces trois infinis.

***

Le 2 février 1930, le roi Ibn Sa'oud ayant définitivement maîtrisé sa dissidence, dont les chefs s'étaient réfugiés sous les tentes britanniques, en territoire irakien, jugea utile de conclure ouvertement les négociations engagées depuis deux ans avec le roi Fayçal de l'Irak,

Cette réconciliation publique est le premier acte de la confédération arabe si ardemment poursuivie par l'Imam des Wahhabites. Quant à Fayçal de l'Irak, s'il n'est pas un guerrier, il a l'esprit le plus subtil et le plus délicat qui soit. Comme Ibn Sa'oud, il est profondément croyant, sans aucun fanatisme.

Sir Francis Humphrey, haut-commissaire britannique à Bagdad, a pris l'initiative de ce qu'il ne pouvait empêcher. C'est à bord d'un croiseur britannique que les deux rois arabes se sont rencontrés. La nouvelle a fait son tour d'Orient.

Voici donc Ibn Sa'oud libéré des dangers les plus pressants : la guerilla perpétuelle sur ses frontières irakiennes et trans-

jordaniennes, la lutte contre les Hachémites dont la nombreuse clientèle, au Hedjaz, pouvait lui valoir de graves ennuis, la rébellion du Nedjd momentanément arrêtée.

Fayçal de l'Irak lui apportera sa profonde expérience des questions occidentales et sa finesse diplomatique. L'association du Nedjd et de l'Irak peut former le noyau d'une confédération à laquelle se relieront la Syrie et l'Égypte, parce que la vie commerciale impose à tous ses exigences. Le fait le plus marquant de notre époque est cette marche foudroyante qui concentre en quelques années ce qui, autrefois, s'élaborait au cours des siècles. Il est vrai que les empires arabiques se firent et se défirent toujours rapidement, les sables recèlent mille traîtrises. Quelle que soit la durée de l'œuvre d'Ibn Sa'oud, elle sera tôt ou tard reprise par ses successeurs, et l'impressionnante figure de l'homme tentera, longtemps encore, plus d'un historien.

BERTHE GEORGES-GAULIS

M. ANDRÉ CHAUMEIX

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'élection de M. André Chaumeix à l'Académie française est la consécration d'un talent dont l'éloge n'est plus à faire devant les lecteurs de la *Revue de Paris*. Pendant six ans, de 1920 à 1926, M. André Chaumeix, succédant à M. Marcel Prévost, qui venait de fonder la *Revue de France*, a dirigé notre revue. Son nom s'est trouvé d'abord associé, sur notre couverture, à celui de l'éminent historien Ernest Lavisse, qui y figurait depuis vingt ans. Puis, ce dernier ayant été contraint par l'état de sa santé de prendre un repos, qui fut, hélas! bien court, M. Chaumeix, se tenant en étroite liaison avec le comte de Fels, alors président du Conseil d'administration de notre revue, assura seul la préparation de nos sommaires; on sait avec quelle largeur de vues, quel goût, quel souci de ne négliger aucun problème d'ordre intellectuel, aucune question d'actualité. Pour nous en tenir au domaine littéraire, l'examen des livraisons de cette époque révèle une importante transformation. Une nouvelle génération commence de collaborer à notre revue. Ne pouvant énumérer vingt noms devenus célèbres, contentons-nous de citer Jean Giraudoux, François Mauriac, Paul Morand, André Maurois, qui forment aujourd'hui, dans l'esprit des lettrés, avec un Duhamel, un Valery Larbaud, un Gide, une autre académie, sans existence officielle, mais non pas sans prestige.

Chaque livraison, alors, contenait une étude politique de M. André Chaumeix. Leur somme constitue l'histoire la plus intelligente et la plus complète des années d'après-guerre. On ne saurait d'ailleurs la séparer de cette suite d'articles excellents que M. Chaumeix a donnés dans la *Revue des Deux Mondes* de 1919 à 1920, dans le *Figaro* (où il exerce depuis trois ans les fonctions d'administrateur général), et surtout dans le *Journal des Débats*, auquel, depuis trente ans, il collabore quelque trois cents jours par an.

Les articles placés en tête de ce journal ne portent pas de nom d'auteur, car ils possèdent le privilège de représenter l'opinion politique de la « maison ». De 1900 à 1908 M. Chaumeix partagea cet anonymat flatteur avec Francis Charmes et Jules Dietz. Depuis lors il est, seul, « celui qui ne signe pas ».

La politique de M. André Chaumeix, qui, en France comme à l'étranger, fait éclore chaque jour tant de commentaires louangeurs ou haineux, s'est toujours inspirée de la grande tradition libérale nationale française. Elle comporte à la base un respect des droits de l'individu qui incite très logiquement ses tenants à combattre le socialisme, lequel sacrifie tout à l'État, et le radicalisme, dans la mesure où il se met à la remorque du socialisme. Rien de plus menacé aujourd'hui que cette pauvre liberté individuelle. Comme tel roi de France mal engagé jadis dans un combat corps à corps, elle doit se garder à gauche aussi bien qu'à droite. Les dictatures autocratiques ou socialistes la tiennent également pour haïssable et dangereuse, et M. Georges Duhamel vient de nous montrer qu'elle a trouvé un nouvel ennemi, moins déplaisant, mais non moins redoutable, l'américanisme. Nous ne parlons même pas du communisme, pour qui toute velléité d'indépendance a l'aspect d'un crime... On ne compte plus les escarmouches et les batailles où M. Chaumeix s'est engagé pour combattre ces adversaires diversement déguisés. Et si quelques-uns ont pu oublier sa campagne contre le combisme, tout le monde se souvient des flèches acérées qu'il a lancées naguère sur le cartel et le cabinet Herriot.

Sur le plan international, M. André Chaumeix n'a jamais manqué de défendre avec ardeur les mesures capables d'augmenter notre influence ou de sauvegarder notre prestige. Il

n'est pas de l'école de la faiblesse et du laisser-faire. Il veut une France forte et nourrit une défiance inapaisable à l'égard de l'Allemagne. Quand on songe qu'il a été un des plus passionnés partisans du service de trois ans, on ne peut lui reprocher d'avoir manqué de clairvoyance. Que, depuis la guerre, il n'ait pas sensiblement modifié son attitude, qu'il n'ait pas accepté sans réserve les déclarations pacifistes de certains partis allemands, qu'il se soit inquiété des armements d'outre-Rhin, des fortifications de la Prusse Orientale, du rapprochement germano-russe, du croiseur B, etc., d'aucuns le lui ont reproché. Mais convient-il que notre pays tout entier s'abandonne aux effusions franco-allemandes? Sans nul doute de ce côté-ci du Rhin nous souhaitons tous la paix. Mais, après les manifestations du Casque d'Acier, le livre d'un Jünger, qui chante la guerre, rêve de dévastations wagnériennes et trouve d'innombrables lecteurs sur les bords de la Spree nous invite à nous tenir sur nos gardes. Dans de pareilles conditions félicitons-nous que notre pays possède à la fois un Briand prophète de la paix, engagé — avec beaucoup de finesse diplomatique d'ailleurs — dans la voie royale de la paix universelle, et des journalistes qui, tel M. André Chaumeix, rappellent à notre opinion que nous ne devons pas, en nous désarmant à l'excès, offrir à nos ennemis d'hier la tentation de nous étouffer au milieu des embrassades.

Le souci de préserver notre pays de réveils déplaisants, au retour de trop beaux voyages au pays d'Utopie, a incité M. André Chaumeix, depuis dix années, à défendre, en toute occasion, le principe de l'Entente cordiale, à montrer que de grands intérêts communs devaient déterminer une alliance étroite de la France et de l'Angleterre. Sa voix, on le devine, s'adressait surtout aux journalistes de Londres, qui analysent et discutent ses articles devant leur public. Qui ne regrette, au milieu des menaces qui nous entourent, et dans l'agitation guerrière d'une Europe imparfaitement pacifiée, qu'elle n'ait pas été écoutée?

La politique n'absorbe pas seule l'inlassable activité de M. André Chaumeix. Aux *Débats*, dans la *Revue de Paris*, dans la *Revue des Deux Mondes*, il a écrit de nombreux articles de critique littéraire. Et là encore il est un des « entraî-

neurs » de l'opinion. Dans cette fameuse querelle des premiers articles consacrés à Proust, où s'engageait si volontiers le regretté Paul Souday, M. Chaumeix pourrait, s'il en avait le goût, prendre position. Il a été des premiers en effet à montrer la puissante originalité de *Du côté de chez Swann*, et la nouveauté des procédés d'analyse psychologique qui y étaient mis en œuvre, tout comme, quelque dix ans plus tôt, il avait révélé à ses lecteurs la philosophie bergsonienne.

Mais s'il lui est arrivé, dans de pareilles circonstances, d'étudier un auteur en soi, de démonter ses procédés de raisonnement, ses conceptions artistiques, de restituer minutieusement en somme le « monde intérieur » d'un écrivain, constatons qu'à l'ordinaire il lui plaît davantage de rechercher le dessin de ces courants qui traversent, entraînent la vie littéraire, de montrer les affinités de tels ou tels auteurs, de déterminer les influences qu'ils subissent et exercent. Cet ancien normalien a la passion de l'histoire, et quand il tente de dresser ces cartes éphémères du mouvant royaume littéraire, on dirait qu'il songe à préparer le travail des historiens de demain. Plutôt que de leur offrir une échelle de valeurs, dont le temps risquerait de prouver la fragilité, il a souci, plus prudent ou plus sage, de leur indiquer certaines filiations, certaines correspondances intellectuelles qu'un contemporain perspicace est seul à pouvoir démêler, car il connaît tels chaînons, — qui sont des hommes, — dont personne, dans la génération suivante, ne conservera la mémoire. Au reste M. Chaumeix ne s'en est pas tenu à l'observation des franges de cette vague éternellement lancée qu'est l'actualité littéraire et, se reportant aux années mortes, il a, pour le grand ouvrage de M. Joseph Bédier, restitué le vrai visage de vingt années de notre littérature.

Je crois que c'est le seul livre où M. Chaumeix ait laissé enfermer ses écrits et le préjugé en faveur du brochage et de l'ouvrage « à ranger sur les rayons d'une bibliothèque » est si fortement établi que certains songent à lui reprocher la ténuité de son œuvre, sans vouloir considérer qu'il a écrit la valeur de quelque soixante volumes. Mais voilà! Son nom ne figure pas sur une couverture de livre!... Telle est la grandeur et la misère des journalistes! Ils dirigent l'opinion, ils pétris-

sent chaque jour le visage d'un pays, ils ont, chaque jour par dizaines ou centaines de milliers des lecteurs attentifs, passionnés, mais leur œuvre meurt chaque jour. Il y a de tout dans le journalisme : depuis cette extrême bassesse de pensée, d'âme et de style, que nous voyons, chaque matin, chaque soir, se déployer dans les journaux, où il est impossible de parcourir une page sans rencontrer une douzaine d'insanités monumentales, jusqu'à la plus rare distinction d'esprit, la science la plus solide, les dons d'artiste les plus prestigieux. Les « grands journalistes » sont à la fois gâtés et méconnus. Gâtés parce qu'ils ont prise sur la foule et qu'ils sont tout-puissants. Méconnus parce qu'ils n'ont pas dans la littérature le rang auquel ils ont droit. Si l'on énumère nos premiers écrivains, combien songent à les citer? Leur consacre-t-on dans les manuels, première promesse de durée, la place que devrait leur valoir leur talent? Se rend-on compte, au reste, de la dépense d'esprit, de logique, de connaissances que représentent les articles qu'essaiment, — nous citons des noms pêle-mêle et sans considération de tendance ou de spécialité — les Léon Daudet, les Henry Bidou, les Albert Flament, les Gérard Bauër? Que de dons étincelants! Quel sens de la vie affirmé dans les conditions les plus difficiles, les plus ingrates! Il n'est pas question ici de ces retraites estivales, de ces solitudes douillettement aménagées que peuvent se réserver les romanciers, les dramaturges, les essayistes. La vie fournit chaque matin une pâte dans laquelle il faut travailler tout de suite, pendant qu'elle est chaude. Sûreté de la mémoire, précision du trait, rapidité de l'exécution, toutes les qualités sont exigées. La moindre erreur est guettée; avidement exploitée par les adversaires, elle risque de compromettre toute une carrière. Plus un article de journal est réussi, plus il est difficile de lui réserver une place dans un recueil, dans un livre, car il emprunte, il faut qu'il emprunte sa vie à l'atmosphère d'une journée, et, soit qu'il se laisse entraîner par lui, soit qu'il le combatte, qu'il utilise un courant né avec l'aurore et destiné à mourir après « la dernière édition ». Un article est fait pour la lumière, les passions d'un seul jour et il ne retrouvera jamais plus l'éclairage qui lui convient.

Cette intuition de l'actuel, ces dons de pilote, de diplomate

et d'écrivain qu'on exige d'un journaliste, M. André Chaumeix les possède au plus haut degré et tous ceux qui l'ont vu travailler se souviennent avec étonnement de la rapidité et de la sûreté de ses improvisations. Il excelle à prendre chaque matin la température politique de la journée. Et quand il a lu les dépêches, les journaux..., donné quelques coups de téléphone..., il parachève en une heure un article spirituel, léger, alerte, trait aigu, lancé contre un ennemi, croquis à main levée de cette carte politique, dont une inlassable et maligne Pénélope semble modifier chaque nuit les contours, analyse, exposé, message. Et cela a toujours un air bien français de logique, de clarté, de raison...

C'est le grand journalisme que l'Académie française a accueilli en la personne de M. André Chaumeix et il était juste qu'elle l'accueillît. M. Paul Valéry a écrit quelque part que l'intérêt du « monde » tient en ceci que l'on y rencontre des types représentatifs, des symboles des divers modes d'activité humaine : tel paraît vraiment le délégué de l'art, celui-ci de la littérature, ceux-là de l'industrie, de la science, de l'église, de l'argent... L'Académie, petit à petit, en est venue à ressembler au monde ou du moins à cette conception idéale, abstraite du monde. Ses membres, pour la plupart, sans doute, représentent les belles-lettres, mais on rencontre aussi « sous la coupole » la politique, la peinture, la science militaire... Demain peut-être ce sera la grande industrie créatrice..., si du moins la crainte de voir l'industriel génial faire faillite après son élection n'entrave pas la tendance actuelle (avec les écrivains rien de tel à redouter. S'ils sombrent, après la prise d'habit... qu'importe? Le souvenir de leur passé ne cesse pas d'expliquer « l'immortalité » qu'ils ont conquise...). Quant au journalisme, l'Académie, à maintes reprises, déjà, a témoigné en quelle haute estime elle tenait son élite — et cela en accueillant Édouard Hervé, John Lemoinne, Francis Charmes, et j'en passe. Elle vient de signifier qu'elle ne comptait pas rompre avec cette tradition équitable et tout le monde applaudit à son geste... et à son choix.

MARCEL THIÉBAUT

TABLEAUX DE PARIS
ET D'AILLEURS

DIMANCHE, A LYON, PENDANT LA PLUIE. — Au cours d'un récent déplacement, je me trouvai passer de nouveau quelques heures à Lyon. Une existence volontairement errante nous enseigne que l'on ne pourrait, si prolongé soit un séjour, définir en une fois la personnalité d'une grande ville.

Le renouveau des saisons donne à l'habitant même une mentalité qui varie. Il faut revenir souvent pour le juger. Il nous est arrivé de causer un soir après dîner avec une personne et de ne plus la retrouver semblable, à la seconde entrevue. Nous-mêmes, n'étions-nous pas dans des conditions d'échanges transformées? Et le moins semblable à lui-même, c'était peut-être nous.

Dimanche de mai pluvieux, ciel chargé de nuages, brumes sur les collines avoisinantes, qu'un rayon de soleil disperse et que ramène bientôt, plus moutonneuses et plus denses, un souffle gris.

Je n'avais devant moi que quelques heures. C'était encore, à dire vrai, cette même impression d'indéfinissable mélancolie que dégage une cité où le labeur accable sans offrir en suffisance, dans un autre domaine, des compensations qui fassent oublier le présent. Certes, l'impression pénible est moins marquée au printemps, même s'il pleut.

Elle n'est peut-être, après tout, que celle ressentie par le voyageur dans toute ville trop grande, qui a besoin pour se maintenir d'une activité toujours accélérée.

Non, ce n'était plus Aix, Avignon, ces villes où la jeunesse s'empare du trottoir de la rue principale dès six heures du soir pour y régner jusqu'à la nuit, gaîment.

Le long d'un quai du Rhône, se répandaient les baraquements d'une fête foraine. Et des chevaux de bois tournaient dans une averse. Des soldats bleus se pressaient près des boutiques vertes. Les femmes en costume du dimanche, mais encore hivernal, s'abritaient sous la corniche des magasins aux devantures closes.

Que faire, un dimanche de mai, s'il vente et pleut, lorsqu'une ville possède un musée célèbre, sinon s'y rendre? Les visiteurs couvraient les degrés du *Musée des Arts*. Je m'y lançai avec eux.

Vaste cour plantée. Galeries. Pierres antiques, fragments noircis par l'atmosphère fumeuse et souvent embrumée.

J'avais déjà plusieurs fois visité le musée de Lyon. Il est bien digne d'une grande ville. Lyon peut être reconnaissante à ceux qui l'en ont dotée. Le jeune homme qui veut étudier la peinture ou tout simplement s'initier à quelques notions y trouve, pour le moderne même, à peu près tout ce qui peut le séduire, le guider, le retenir, de Corot à Fantin-Latour, de Gauguin à Bonnard, de Vuillard à Utrillo — et dans les meilleurs choix.

Lorsque, par la mémoire, je me reportai au Musée de Marseille, que j'étais retourné voir quelques jours auparavant, — les musées bénéficient beaucoup de la pluie, au printemps, — la différence était telle qu'elle ne semblait pas croyable.

A Marseille, le musée semble un décor.

Tout ce qu'un architecte peut mêler, juxtaposer, accoler, évoquer, inventer, rassembler, de la pierre au rocher, de la forme humaine sculptée à l'eau en cascade, de la colonnade aux escaliers, se trouve *traité* là, vers 1865 ou, en tous cas, avant 70. C'est ce que l'on peut voir, pour un musée, de plus fou, de plus sinistre, surtout.

Enfin, après avoir franchi le seuil, le visiteur découvre que les Marseillais d'alors, en chargeant M. Espérandieu de leur bâtir un musée, n'*espéraient* avant tout qu'une cascade.

Trois salles au premier étage pour la peinture. Et de quel

mauvais choix, plutôt dans quelle absence de choix, au hasard des legs!

La revue littéraire marseillaise *Vasco*, qui est si vivante et si agréable à lire, devrait bien entreprendre une campagne pour que le plus grand port de France possédât un musée digne du grand nom de Marseille, soigneusement entretenu et *augmenté*. On ne nous fera pas croire que, si les Marseillais tenaient quelque peu à leurs galeries, l'État ne leur enverrait pas comme à d'autres quelques acquisitions. Des donateurs suivraient.

Un peintre méridional de mes amis, dont le cerveau est sans cesse en ébullition, m'avait apporté, l'an dernier, un projet de temple au Génie Latin, contenant bibliothèque et musée : il se proposait de le faire accepter par la Ville de Marseille. Je le décourageai en lui dépeignant ce qu'était le Musée de Marseille dans ce château d'eau de Longchamp. Le Temple du *Génie Latin* devait émigrer sur quelque colline plus accueillante au génie!

Nous aimons Marseille. Nul ne pourrait nous contester cette tendresse. Mais, pour la peinture, pour l'art, pour le souci de posséder un musée et le désir d'en tirer quelque fierté, — peu de villes au monde témoignent de plus d'indifférence.

A Lyon, l'architecte, beaucoup plus raisonnable, dessina une vaste cour intérieure destinée aux œuvres de sculpture de plein air et à la végétation.

Autour de ce quadrilatère, les salles sont nombreuses et éclairées. Quelques peintres vivants y sont encore un peu mieux traités qu'il ne conviendrait. Mais ne chagrinons personne. Et puis, la mode, c'est-à-dire des courants variés, indéfinissables, qui échappent à toute analyse, donne aujourd'hui des airs de chef-d'œuvre à des toiles qui devront céder la place. Voilà où le Temps intervient presque toujours, avec sa lenteur accoutumée. On peut le comparer à un homme qui doit couvrir plus de chemin à travers la terre lourde, les rocs durs et sous les bois épais, que le long des trottoirs couverts d'asphalte des grandes villes.

La *Femme au Chevalet*, de Corot, n'était pas, jadis, le chef-d'œuvre qu'elle est devenue. *Les gens de goût*, guidés par les

marchands probablement, préféraient ces effets vaporeux du matin, ces arbres au bord d'un étang, au pied desquels cheminait quelque campagnarde indécise, coiffée d'une tache rouge vermillon. Des paysages exécutés en Italie, des personnages de Corot, il n'était pas question. Aujourd'hui, ce sont les paysages, si bien imités par Trouillebert, qui ne plaisent plus. Ils ont l'air fabriqués en série. Les *amateurs* véritables leur préfèrent ces paysages d'Italie, peints en voyage, dans la jeunesse, avec paix et amour, le sac au dos, sans souci de plaire à personne qu'à soi-même. Le moindre est un chef-d'œuvre.

La Femme au Chevalet est de ces études non destinées à la vente et que peignait un homme désespérant de les réussir. De là cette vie indéfinissable qui émane d'elles et qui ne saurait exister sans effort.

Un ravissant Boudin, *Trouville* : les nuages blancs à l'embouchure vaseuse de la Touque, les coques des embarcations sur le flanc. Boudin, l'enfant du Havre, les a aimés, ces bateaux, avec tendresse; il leur donne des visages, une vie propre, ils se rôtissent au soleil. Ils s'en vont précédés par de légers nuages, dans un air *mouillé*, délicieux. Chaque petite maison *rit* à sa manière, entre les fusains et les tamaris. Et, toujours, quelque drapeau qui flotte vient mettre un air de France paisible et léger sur cette terre normande.

La Lecture, de Fantin : Mademoiselle Dubourg et madame Fantin, sa sœur. Le profil de la jeune femme qui écoute lire, à contre-jour, l'œil grand ouvert : sérénité de cet art qui va, lui aussi, à la perfection du métier, sans donner cette impression si ennuyeuse de ce qui n'est fini que pour ressembler le plus possible au modèle.

Fantin, lui, achève son *Fantin*, il y ajoute sur un coin de table le petit bouquet souffreteux, qui n'a pas coûté cher et qu'il aime d'autant mieux, placé dans une sorte de petite flûte à vin de champagne : deux boutons de rose, une rose à peine ouverte, une feuille. Et le livre qu'on lit, la matière du papier, la pâte blanche. Le dossier courbe et médiocre des chaises de bois verni, luisantes d'être frottées au chiffon de laine. Le fond gris de la chambre. Ce doit être un dimanche où il pleut, en cette même saison...

De Monet, des pommiers en fleurs, de la bonne époque, celle où le peintre de Giverny n'avait pas été pris de l'ambition de recommencer cinquante fois la même meule de foin, le pont de Westminster ou le portail de la cathédrale de Rouen pour instituer trop orgueilleusement une sorte de grande et d'ailleurs vague philosophie de son art. Il prétendait, à chaque minute du jour, nous offrir un aspect différent. Il ne peignait plus les *choses*, mais les *minutes passant sur elles*. Dommage. Il avait eu, jusqu'à 1885, des dons radieux. Comme Rodin, des amis — des amis dans les Lettres — l'ont gâté! Le métier du critique et celui du peintre sont différents; cependant le peintre peut, comme le littérateur, gagner sur lui-même en se trouvant, non pas critiqué, mais expliqué par un étranger. Mais le *familier*, celui qui voit naître l'ébauche, qui influence le créateur dès les premiers tâtonnements, qui fait interrompre un heureux début ou modifier insidieusement une toile commencée? Quels mauvais conseils il donne! Le familier d'un peintre, c'est trop fréquemment un raté, qui *regarde* travailler celui qui a du talent. C'est son don. Il préfère ne rien tenter de lui-même. Ce qui ne l'empêche pas d'être intelligent. Il l'est même trop, quelquefois, — pour un peintre.

Nous sommes surpris, nos devanciers l'ont été de même, de voir brusquement dérailler certains artistes; ou bien ils changent de voie, leur manière devient toute différente de ce qu'elle était : le familier! Ne cherchez pas plus loin.

•

Nous sommes à l'époque des *Salons*, il est donc permis de parler de peinture, à propos du Musée de Lyon. N'est-il pas préférable de parler de bonnes œuvres. Énumérer les *envois* à la Société des Artistes français m'a toujours semblé sans utilité! Nul n'y apprend rien. Lit-on même ces colonnes, à part l'artiste qui cherche son nom des yeux? Hélas! Je ne suis même plus certain que les seuls gens qu'il serait intéressant de faire venir au Salon pour les peintres s'y rendent encore. Je le souhaiterais, mais ce n'est qu'un vœu!...

Jamais on ne s'est tant entretenu de peinture. Pourtant, des hommes jeunes disent encore : « La peinture? Je n'y connais rien. » Que pensent-ils donc que ce soit : s'y *connaître en peinture*? Les mêmes avouent d'ailleurs ne rien *connaître*

à la Musique et ne pas savoir faire de différence entre un siège paysan et une chaise de Jacob....

Ils n'ont jamais rien regardé, ni consenti à l'effort indispensable pour retenir, d'abord, quelques notions élémentaires, qui permettent très vite de s'attacher et de distinguer à des nuances très marquées ce qui *est* de ce qui *n'est* pas.

Revenons au Musée de Lyon. La *Folle* de Géricault, le visage de *Tricoteuse* révolutionnaire, peint par David, peuvent-ils laisser l'esprit indifférent plus que l'admirable *Marseille* de ce grand peintre qui n'a pas encore été mis à sa vraie place : Eugène Dufeu?

Il y au Musée de Lyon des fruits peints par Desportes, peintre français du XVIIIe siècle, et d'autres par Jean David de Heem, hollandais, vers la fin du XVIIe.

Le Français, qui excelle, celui-là, Desportes, surpasse le Hollandais, pourtant bien savant, et qui est habile et qui a de l'expérience et du goût. Mais je ne sais quoi paraît être exécuté en plein air et comme en se jouant par le Français. Il doit chanter pendant qu'il peint.

L'une des pièces capitales du Musée de Lyon, c'est le buste de madame Récamier, Lyonnaise, par Chinard son compatriote. Deux gloires. Ceux qui font grand cas de ce buste se laissent prendre aux qualités du sculpteur, qui est soigneux et méticuleux. Il a presque toujours travaillé dans la réduction, le petit, la terre cuite gracieuse, aimable, le médaillon bourgeois. Pour madame Récamier, il a voulu se surpasser. Si le buste fut ressemblant, tant pis pour madame Récamier. Il l'a représentée avec des joues rebondies, une mâchoire massive, qui lui donnent un air paysan. Et quelle vulgarité dans cette attitude de la belle de campagne qui lance sous la paupière baissée des regards en coulisse! On songe à Jeannette, à Jeanneton, aux romances égrillardes; la future amie de Chateaubriand a l'air d'un Greuze de cabaret. Le marbre achève d'alourdir cette composition qui manque de grâce déjà et fait d'une femme célèbre par sa beauté une demoiselle de boutique, rebondie, mais *sans* élégance ni esprit. Ou, alors, si Juliette possédait ces joues, voilà bien le prestige de certaines expressions, de certains traits, de la car-

nation, de l'éclat, de la jeunesse. Portés à un point de perfection exceptionnelle, ces dons empêchent les contemporains, sinon de voir, tout au moins de s'exprimer avec sincérité sur les défauts. J'ai fait souvent cette réflexion devant des photographies d'artistes d'autrefois. Au temps où l'on ne retouchait pas, où l'on ne faisait pas une grande femme d'une naine, et où le même sourire n'accompagnait pas tous les visages comme un papillon découpé. Nous nous disons : Comment? Rachel était maigre, ainsi?... Comment? voici madame Doche qui créa la *Dame aux Camélias*? Voilà Rose Chéri, autre héroïne de Dumas fils?... etc...

La beauté parfaite est si exceptionnelle que je ne sais pas si un homme pourrait, à la fin d'une longue existence, faire l'aveu de l'avoir aperçue, *même une fois!*

Il est des femmes ravissantes, il est des ensembles de traits qui nous émeuvent; mais, s'il fallait convenir qu'ils respectent toutes les lois esthétiques, dirions-nous *oui*? La grandeur de l'art, chez les anciens, c'est, peut-être, d'avoir créé, de toutes les beautés éparses en ce monde, une formule de beauté offerte aux hommes, pour comparer et discerner. D'ailleurs, la même femme vue par plusieurs artistes est vue différemment, et lorsque plusieurs peintres fixent ses traits, elle peut contempler avec surprise autant de personnes différentes qu'elle a de portraits.

Nous préférons madame Récamier, par David. A-t-il su faire tourner à demi la tête de son modèle, pour éviter, précisément, de nous montrer ce masque trop large? Je ne sais, mais, dans le marbre de Chinard, cela confond.

Dans une petite salle, l'une des rares qui soit mal éclairée, un portrait de dame de Monticelli et une étude de jeune femme, par Manet. Celle-là n'est pas des meilleures du peintre. C'est, plutôt, une de ces pochades entreprises vers la fin de sa vie, à un âge qui n'était certes pas celui d'un vieillard, mais où Manet souffrait cruellement déjà, et où il est aisé d'imaginer *qu'il donnait* des séances et commençait un portrait, plutôt pour avoir auprès de lui la société d'une jolie fille et oublier son mal en parlant avec elle, que dans l'espoir de rien terminer, hélas! qui valût les œuvres anciennes. La signature même, à peine tracée, devenue presque illisible, le prouverait.

... Il est cinq heures. On ferme. Les gardiens sur les paliers regardent les retardataires comme les gendarmes dévisagent les malheureux, qui, sur les grandes routes, au crépuscule, cheminent....

Dehors, il pleut. Mais l'après-midi du dimanche a passé!

***

Autun. — Je m'étais toujours promis de passer par Autun. D'abord, je l'avoue, à cause du souvenir du prince de Talleyrand nommé évêque d'Autun en 1788. Et puis, cette petite ville, qui semble s'être assoupie dans la mémoire des Français, dont on ne parle jamais pour ses crimes ou la fabrication d'un apéritif nouveau, a brillé d'un passé aussi mouvementé que son présent est monotone. Elle fut un instant capitale des Gaules; elle avait été florissante sous les Romains. Lorsque les Romains ont jadis occupé ou fondé une ville, il est bien rare que le pays ne mérite pas, encore aujourd'hui, d'être parcouru. Ainsi nous arrive-t-il, par le monde, d'apprendre qu'une habitation, audacieusement et toujours particulièrement bien située, est quatre-vingt-dix fois sur cent la propriété d'un Anglais.

Entre Châlon-sur-Saône et Saulieu, la route est fort belle.

... Et puis, il y a ce brusque saut dans le silence du passé que nous offre Autun, ses clochers, que Louis XII admirait déjà, son collège, dont la grille dorée, ornée de luths et de mappemondes, de globes célestes et de livres soutenus par un caducée, est bien l'une des plus gracieuses qui se puisse voir.

Aussitôt après le déjeuner, je montai tout en haut de la vieille ville, jusqu'à la cathédrale. Les rues forment des crochets et des courbes. On y croise à tout instant quelque prêtre ou quelque religieuse au regard droit. De vieilles portes. *Hôtel Rolin et de Beauchamp*. Bientôt, il me semble avoir demeuré à l'ombre de la cathédrale d'Autun, le long de cette dévalante rue Notre-Dame, dans une maison que je crois être l'évêché, à un seul étage, au fronton triangulaire, précédée d'un jardin, et où l'on accède par un escalier de pierre à double révolution dont la rampe est faite de gros

balustres. C'est près du *Cul-de-Sac du Jeu de Paume*. Une maison à meneaux, sur laquelle rampe le tronc noueux d'une glycine centenaire, en fait foi.

Talleyrand, évêque d'Autun, âgé de trente-quatre ans, a-t-il vécu là? Ou bien l'ancien évêché serait-il dissimulé derrière les marronniers du *Musée d'Histoire Naturelle*?

Devant le portail gauche de la cathédrale, stationne un corbillard à pompons.

Le clergé vêtu d'ornements noirs descend les degrés. Puis, les porteurs du cercueil de bois blond, sur lequel sont relevées les extrémités du drap funèbre.

Par le grand portail et le long des degrés s'échappent les invités. Des traditions lointaines veulent que le cercueil soit placé dans le corbillard en présence des seuls parents. Trois hommes graves, rigides, tête nue, trois femmes roulées dans le crêpe et penchées par le vent et la pluie menaçante. Le corbillard se met en marche vers une petite place ombragée. Aussitôt les invités, qui s'étaient massés entre une fontaine de la Renaissance à colonnettes et les degrés, se précipitent pour rejoindre, derrière le corbillard, cette demi-douzaine de personnages à peine dessinés... Qui part pour le dernier voyage, devant mes yeux, après une longue existence écoulée dans le silence de la petite ville quasi-morte?...

L'odeur de l'encens et des cierges éteints persiste dans la nef. Mais le catafalque est déjà démonté, disparu. Il ne reste qu'un drap noir plié sur une chaise, près de la grille. L'autel est surélevé sur les marches, il emplit la petite abside. M. de Talleyrand a célébré la messe à cette place. Vers 1789, envoyé comme représentant aux États généraux, il a médité ici, dans cette petite chapelle de côté, consacrée à Saint-Joseph et d'où l'on peut suivre l'office divin. Deux fauteuils du temps du roi Louis XV sont encore là. Dans une niche, deux personnages grandeur naturelle, sculptés dans le marbre blanc, le ménage Pétrus Janin et Anna Guéniot, fraise, collerette, ample jupe, sont en prière, depuis le XVIe siècle. Ils ont vu, leur face blanche et dure tournée vers l'autel, officier celui qui devait plus tard épouser madame Grant, défaire et refaire la carte de l'Europe et travailler à la grandeur de la France, dans un temps où, déjà, *il fallait durer*!...

Que subsiste-t-il des présences en allées? C'est une interrogation éternelle.

Quelque appareil, un jour, nous fera percevoir les sons demeurés, dont les vibrations se prolongent à travers l'éternité sous les voûtes et dans les chambres?

Mais quelle petite cathédrale pour cet ambitieux qui s'essayait!... Je l'imagine agenouillé au milieu de son chapitre, sur ces marches, prêt à partir pour Paris... Et, dans les vapeurs d'un encens pareil à celui qui s'efface à cette heure, demandant à Dieu, en secret, de ne plus jamais regagner Autun et de rester à Paris!

***

Dagnan-Bouveret, René Ménard, Ernest Laurent. — L'Exposition de l'œuvre de Dagnan-Bouveret à l'École de Beaux-Arts, les rétrospectives d'Ernest Laurent et de René Ménard montrent, une fois encore, ce qui sépare brusquement les générations. Il faudra que le temps passe pour que certaines personnes puissent savoir ce que valaient ces artistes. Deux au moins étaient membres de l'Institut, mais le public commence à ne plus faire cas de ces distinctions, lorsqu'il sait que ni Renoir, ni Fantin-Latour, ni Claude Monet, ni Manet, ni Degas, ni Cézanne, — ni Corot, ni Courbet, ni J.-F. Millet, ni Daumier, bien entendu, — pas plus que Sisley, Pissarro ou Boudin, n'en ont été.

Ernest Laurent et René Ménard, comme Dagnan-Bouveret, étaient des esprits cultivés, des artistes épris de leur art. Dagnan a écrit des lettres qui témoignent de la délicatesse et de l'élévation de ses sentiments, ses amis l'estimaient et nul n'était plus simple et serviable... Il lisait les anciens; il professait le culte de la beauté.

Lorsque j'avais dix-huit ans, mes camarades et moi nous entraînions à une certaine admiration pour René Ménard et pour Dagnan-Bouveret. Ce dernier prêtait aux regards quelque lumière. Ce feu nous illusionnait-il? La flamme des cires paraissait communiquer à ses toiles cette lueur qui détache les buissons de cierges sur la pierre verte des basiliques anciennes. Cette pénombre moisie, Dagnan-Bouveret ne s'en

est malheureusement jamais échappé. Il commençait de peindre à l'époque où les impressionnistes se lançaient à l'assaut de l'enseignement de l'École. C'est leur période éblouissante. Ce dut être un enivrement incomparable pour un peintre d'avoir vingt ans, entre 1872 et 1882. Mais il y avait, et c'était le plus grand nombre, ceux qui réagissaient par esprit d'école. Des peintres comme Dagnan-Bouveret ou René Ménard se sont refugiés dans la littérature. Dagnan prêtait à ses modèles un regard illuminé. Tandis que Ménard ne peignait que des cimes, des temples ruinés ou leur reflet dans un lac, Dagnan se servait trop souvent de ces professionnels auxquels on ne peut jamais désapprendre la pose convenue. Il hésite entre Bastien-Lepage et Jules Lefebvre. S'il vaut mieux que l'un, il ne vaut peut-être pas l'autre. Il n'évolua pas. C'est dommage. Il avait des qualités de race. Mais ce qu'il exécute en plein air semble toujours peint dans l'atelier. De même Ménard. Il est de ces artistes que l'on n'imagine que devant un chevalet, dans une pièce à verrière, aux meubles bruns, anciens et luisants. Ils ne hasardent rien. Ils n'improvisent pas. Ils vont retrouver leurs aînés par le pastiche, mais ne tentent pas de joindre leurs cadets. Ils paraissent goûter si profondément toutes les ressources du métier acquis qu'on ne les imagine point y modifiant rien, jamais. Les fonds bitumeux ou verdâtres de leurs portraits détruisent peu à peu la lumière, ces laques carminées vont faire craquer la couche de peinture. Une boule de verre dans la main d'une jeune muse drapée de velours garance, une guirlande de roses pourpres, quelques réminiscences du xve siècle. Voilà sincèrement un art qui fait penser à celui de Coppée dans le *Passant*, ou de Dorchain.

Je voyais l'autre dimanche un petit tableau de Dagnan-Bouveret qui m'amusait, au Musée de Lyon. Il a pour sujet *Une noce chez le Photographe* il est daté 78-79. C'est une façon d'instantané, longuement retouché. Quel malheur que Dagnan-Bouveret n'ait point continué dans cette voie! On peut regarder, dans la même manière, à l'Exposition actuelle de l'École des Beaux-Arts, le *portrait du Grand-père Bouveret*. La pendule sous le globe, et jusqu'à la carte de visite placée près de l'encier, voilà, je pense, le vrai Dagnan-Bouveret.

Un travail méticuleux, un métier qui n'a plus rien à acquérir. Mais, si je regarde dans la grande salle où se trouve exposé cet œuvre d'un peintre qui a beaucoup pensé et travaillé, qui fut membre de l'Institut, etc..., je cherche en vain dans ces vertes ténèbres une toile qui possède ce que nous demandons à l'air d'une journée. Ingres n'a l'air d'avoir pensé profondément à rien lorsqu'il peint, par exemple, le portrait de Granet, — que je viens de revoir au Musée d'Aix, en recherchant, parmi les fontaines bruissantes et les belles portes des anciennes demeures, le séduisant fantôme de *la Pécheresse* de M. Henri de Régnier. Ingres a peint son ami Granet, à Rome, en donnant pour fond au tableau la Ville Éternelle. Quelle sourde symphonie! Elle égale celle du *portrait de Balthazar Castiglione* de Raphaël, au Louvre. Tout est là, sans l'apparence d'aucune invention. L'invention, c'est ce qui se démode le plus dans un tableau. Moins il en offre, plus il a de chances de demeurer. Ingres habille Granet en costume de l'année, il ne l'affuble d'aucun oripeau, mais avec quelle science il établit sa gamme de bruns autour de ce visage à la peau safranée sur le fond beige de la Ville papale!

Voyez, au Louvre, le portrait de madame Rivière. Nous la connaissons. Pour moi c'est une vieille amie. Que de conversations nous avons échangées, comme avec madame de Senones lors de mes passages à Nantes. J'écrirais — avec quelle délectation! — leur existence, sans une ligne de document. Placez-vous devant les portraits exposés dans la salle de l'École des Beaux-Arts. Il faudrait d'abord que vous dépouilliez par la pensée les personnages de leurs vêtements qui n'ont pas le courage d'être de leur temps. Dagnan habille à la manière Vinci. Les bourgeoises sont flattées, lorsqu'elles ne sont ni intelligentes ni spontanées. Quant à Ménard, il nous fait voir les paysages à « la manière Platon ».

Leur culture les empêche de rester originaux. Ceux qui nous suivront préféreront peut-être à Dagnan, Boldini, ce Van Dyck de la rue de la Paix, qui aime trop le dernier chiffon à la mode, celui-là, mais qui le peint dans une sorte de furia énervée et joyeuse qui n'est qu'à lui.

Pour Dagnan-Bouveret, il reste le petit portrait de celle qui fut *la Divine*, la plus pure image de tragédienne, la comé-

dienne idéale, du Théâtre-Français. Que madame Bartet, pour qui j'ai tant d'admiration et d'affectueuse reconnaissance pour les souvenirs que je lui dois, me pardonne. Mais il y avait mieux à exprimer de ce visage qui évoquait Racine dans les coulisses de Beaumarchais et donnait le regard de Phèdre à la comtesse Almaviva. Otez la perspective de la Seine nocturne sous les ponts de Paris illuminés, que reste-t-il de ce charmant pastiche? Les galeries de Florence avaient corrompu Dagnan. Il ne nous a point laissé madame Bartet, mais une héroïne de roman qui aurait lu les *Sensations d'Italie* à Fiesole et qui prendrait le pont des Saints-Pères pour le *Ponte-Vecchio*.

De même pour les souvenirs écrasants de la Grèce de Ménard. Nous voudrions qu'il nous eût laissé un ciel qui fût un ciel de tous les jours. Un ciel en peignoir du matin, un de ces ciels *décoiffés* d'une matinée de printemps où la brise courbe les aubépines roses et les lilas.

Ernest Laurent, que l'on expose aux Tuileries, fut un peintre pour dames ayant le sentiment de n'être pas très jolies et préférant laisser d'elles une image effacée... Ici, encore, beaucoup de littérature... Mais, entre Henri Martin et Aman-Jean, ce fut un peintre de talent et qui marque son époque. Il a laissé des images dont la brume qui les environne ne diminue point toujours l'acuité.

Encore une fois, les jugements ne sont jamais sans appel. Et toujours il faut séparer l'homme, que quelques-uns seulement connurent, de son œuvre, qui est à tout le monde. Ici ces trois hommes étaient parfaits. Leurs amis les regrettent. La Postérité, elle, qui a de l'ordre et du temps devant soi, la postérité met une étiquette sur ces toiles, où nous lisons le mot *attendre*.

***

« TABLEAU DE PARIS », POUR FAIRE LIRE, DANS VINGT ANS, A CEUX QUI TÉLÉPHONERONT AISÉMENT. — J'écoute, dans la chambre claire, téléphoner la Dame : — Non, Mademoiselle, je vous demande *Louvre* : 10.90, *deux fois* 5.

C'est une demi-heure de printemps, après la pluie. Ce qu'est, pour une comédie, la répétition, avant celle des couturières, alors que la moitié seulement des comédiens est

habillée. Les autres ont leurs habits de la rue, ceux du « tous les jours ». Ainsi, du printemps d'aujourd'hui. Ses figurants portent encore le costume vert, mais quelques demoiselles sont habillées de fleurs, de soleil et de chants d'oiseau. La fenêtre est ouverte, les radiateurs brûlants. Des quarantaines roses du Midi, que certains appellent encore giroflées, et des narcisses blancs et des narcisses jaunes et doubles, auxquels on donne en Angleterre ce nom, charmant à entendre pour nos oreilles, *daffodils*, trempent dans des vases de cristal.

La dame garde le récepteur à l'oreille. Près du lit, de l'époque Louis XVI, — *de l'époque* comme disent les gens du métier, — il est fort joli dans sa grâce sculptée, blanche et fleurie, à la proportion de la dame, de l'élégance d'une femme et du plaisir que l'on peut éprouver à demeurer étendue, — près du lit, un meuble cubique et de bois clair, d'un mètre de haut, à la porte entr'ouverte, phonographe électrique. Des livres sur le lit, des revues étrangères et même françaises, les beautés de cinéma de *Pour Vous* et des jardins italiens. Le visage et le corps de miss Joan Crawford et un cyprès dressé sur une terrasse.

Le phono électrique joue en sourdine un air qui fait penser à *Moana*. Dehors, les oiseaux chantent dans les arbres, le soleil répète son entrée, entre deux nuages. Tout est insaisissable autour de moi, indéfinissable. J'aspire de la clarté, je respire du soleil, je bois des fleurs. Le parfum de la vaste chambre est entretenu par la flamme de je ne sais quelle cassolette.

Et les yeux de la dame étendue, qui téléphone, fixent sur les miens les regards les plus désolés du monde. Elle me tend le récepteur :

— Je vous en prie, téléphonez à ma place.

Elle me donne le numéro : *Louvre* : 10.90.

Je le demande... Silence. Enfin, au bout de quelque cent secondes, une voix :

— Eh bien?

Voix peu aimable. Je sursaute, car je m'engourdissais dans le parfum tahïtien du phonographe, dans la saveur entretenue par l'invisible cassolette, dans les bruits du soleil rajeuni envahissant la pièce.

J'articule, des lèvres, de la mâchoire, comme un acteur, deux nombres après le mot de Louvre qui me fait penser au roucoulement d'une colombe. De New-York on m'entendrait, tant j'articule bien.

— Répétez! — me dit la demoiselle, de la voix que je ne puis qualifier que de *peu aimable.*

Je répète. Cette fois, je l'ai dit comme un conférencier ou un prédicateur. Du Purgatoire, j'aurais été entendu.

Pourtant, la demoiselle répète des nombres en disant 86 au lieu de 90.

— Mais non, mademoiselle, 90!

Hélas! Personne n'est plus là!

Sur le lit *d'époque* Louis XVI sculpté d'une grecque et garni de fleurs en relief, la dame a bondi comme un jeune fauve dans sa robe d'intérieur. Elle est maintenant presque accroupie.

— Hein! Vous voyez!

J'entends une sonnerie d'appel. Je vais avoir le... 86!

En effet, voix de domestique indifférent et stylé...

— 10.90?

— Non, monsieur, 86.

— Raccrochez, raccrochez! — s'écrie la dame.

Je raccroche...

Elle boule ses coussins, la peau de zèbre bordée de galuchat rose, glisse sur le tapis.

— Je vais redemander, — dis-je.

— Depuis une heure!... Et c'est urgent... je téléphone à mon docteur!

Je sonne... je sonne... J'aurais l'oreille *ouverte* sur les profondeurs de Padirac, le silence ne serait ni plus noir, ni plus dense.

Et, dehors, dans l'air tissé de chants d'oiseaux, je vois des feuilles luisantes qui m'évoquent l'*impressionnisme* de Ronsard, et de Montaigne, et de Joachim du Bellay, et mon oreille déguste ce qui est déjà *classique* dans les sons de trompes d'autos qui passent au loin.

Brusquement, je reçois sur le tympan un : *Allo!* qui ressemble au claquement du fouet du dompteur sur l'échine du fauve.

Je reprends, d'une voix pour l'auditoire de l'*Université des*

Annales et qui ferait sourire madame Adolphe Brisson :

— Mademoiselle...

Pas de récriminations. Je dis simplement :

— Mademoiselle, j'ai demandé le *Louvre* 10.90.

Si mon cerveau ne me semblait *bercé* par les accords du phono électrique dont les disques changent mécaniquement sans qu'il soit besoin d'y veiller, je sens que je m'endormirais, car il me semble que l'extrémité des fils du récepteur trempent dans un flacon de soporifique.

— On sonne! — dis-je. — On sonne pour obtenir le bureau de *Louvre*.

J'entends une nouvelle voix féminine. Charmante celle-ci...

Le numéro que j'ai donné est exactement répété par ma première demoiselle.

— *10.90*. Bien, mon petit, — lui répète la seconde...

Ah! cette fois, nous le tenons!

La dame se rapproche de moi, prête à saisir le commutateur, dès que sera établie la communication.

Mais je n'entends point sonner.

La charmante seconde voix, qui avait répondu « Bien mon petit » à sa consœur, appartenait à l'une de ces personnes démonstratives mais négligentes qui promettent, mais ne tiennent pas.

Me revoici au-dessus de Padirac.

Dehors, continuent les gravitations universelles.

Au delà de l'éther si bleu de ce jour de printemps, des millions d'astres s'entrecroisent à des millions de kilomètres. Des milliers de feuilles nouvelles dans le bois de Boulogne sont animées d'une vie tumultueuse, exaspérée. Moi-même, dans mes veines, mon sang... Et toutes ces fleurs par terre dans les récipients de verre, des canaux invisibles leur maintiennent une vie jaune ou rose et charrient, jusqu'à l'extrémité de leurs pétales, la proche décomposition. Tout meurt. Je mourrai...

Et la dame blonde, qui rattrape sa couverture de zèbre, — car la panthère est démodée! — la dame blonde se flétrira... Est-ce possible?...

Et les trompes d'autos et ces disques en sourdine qui me mettent à fleur de peau Honolulu devant la mer céruléenne...

En ce moment, je pourrais être ailleurs. La dame attend son docteur. Et j'ai l'oreille perdue au-dessus d'un nouveau Padirac.

— Plus rien! — dis-je à mi-voix...

— Rien? — soupire la lionne vêtue de crêpe georgette.

— Nous devons être accrochés avec un abonné qui ne répondait pas. La demoiselle ne reparaît pas!...

Et nous sommes en 1930... On photographie, au delà de cette vaporeuse écharpe des nuits méridionales que forme la voie lactée, on photographie des astres invisibles. La T. S. F. apporte chez la concierge la voix de Bernard Shaw et le cours du coton à New-York. Dans le phonographe électrique, les disques se changent, s'intercalent, sans que j'y aie rien à voir. Et je ne puis téléphoner à 550 mètres d'ici, *au Louvre, je ne sais quoi 90,* sans devoir rester quarante minutes à m'exaspérer à l'appareil, ni voir une femme charmante qui m'avait consacré une heure de sa journée — bien prise pourtant; la mienne aussi! — devenir enragée ou quasi, tandis que moi-même je songe qu'il me faudra prendre dix gouttes d'un noir liquide en rentrant, pour calmer un cœur qui ne voudrait battre que pour le plaisir ou la joie de vivre.

On me dit que l'un des prédécesseurs de l'actuel ministre des P. T. T., désirant renouveler un matériel indigne de nous, acquit des Américains un stock que ceux-ci jugeaient *inemployable.*

On serait prêt à le croire...

Je fais le geste d'un homme désespéré qui se résigne et je dis à la dame, morte à demi sous la peau de zèbre qui lui recouvre les jambes :

— Écrivez à votre docteur. Je porterai la lettre, en m'en allant!

ALBERT FLAMENT

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

La Vie orgueilleuse de Clemenceau,
par **Georges Suarez** (*Éditions de France*).

On dit souvent que les contemporains ne peuvent pas faire l'histoire des événements qu'ils viennent de vivre : ils sont trop près, les arbres leur cachent la forêt. Opinion peut-être discutable, quand on constate le nombre énorme de témoins dont, pour des raisons diverses, l'histoire prétendue digne de ce nom ne peut recueillir les informations. L'histoire des hommes, la biographie, est-elle plus facile pour les contemporains? Connaissons-nous mieux les personnages que nous avons vus agir? Ce n'est pas certain, surtout lorsque leur vie a été mouvementée, agitée, pleine de traverses et de bouleversements comme celle de Clemenceau. Il faut ajouter que le vieux Vendéen était un impulsif, plutôt qu'un profond raisonneur, que, s'il a fait beaucoup de confidences quand un parlement ingrat lui eut signifié sa retraite politique, il en faisait peu avant d'agir et que la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. Ce qui est vrai surtout de l'homme politique. Il faut ajouter encore que, même dans la vie d'un homme de volonté comme Clemenceau, les événements jouent un rôle considérable, en particulier lorsque, lancé dans la vie politique dès sa jeunesse, le héros ne parvient que tard à la gloire qui fait taire — ne serait-ce qu'un moment — les rancunes inévitables.

Pour raconter une telle vie, il n'y a plus qu'un moyen, — indiqué par la nature des choses : — c'est de la suivre pas à pas. C'est, en même temps, d'ordonner le récit en fonction du personnage principal, sinon unique, de découvrir en lui un trait fondamental et de tout y ramener. M. Georges Suarez s'est rallié à ce parti en racontant la *Vie orgueilleuse de Clemenceau.*

Son récit, solidement documenté, nous fait apercevoir toutes les étapes de la carrière du Père la Victoire : la jeunesse, et les âpres

leçons de l'exemple paternel; les années de formation, déjà remplies de politique; le voyage en Amérique; le retour en France pour le 4 septembre; la Commune; puis, en somme, toute l'histoire de la IIIe République à tous les grands moments de laquelle on retrouve Clemenceau. M. Georges Suarès rappelle les faits en les présentant du point de vue de son héros, en laissant à celui-ci une unité, une continuité de pensée, ou, du moins, de sentiments, qui donne à sa carrière une apparence d'enchaînement logique, une manière de régularité. L'aboutissement, imprévu pourtant, c'est la guerre : après trois années d'inaction, si l'on peut dire, Clemenceau connaît la gloire d'incarner les espoirs d'un peuple qui ne veut pas mourir. Puis, sublime satisfaction d'orgueil — il est délaissé, abandonné : lui qui a toujours méprisé les hommes, il se renferme plus que jamais dans son dédain qui n'a jamais été mieux compréhensible.

Malgré le souci qu'a apporté M. Georges Suarez à se documenter, il n'est pas certain que la complaisance même qu'il a mise à présenter son modèle ne finit pas par nuire à l'exactitude. Du point de vue psychologique l'idée d'ordonner toute la vie de Clemenceau en fonction de son orgueil se justifie parfaitement. Mais il reste ainsi vraiment trop de points d'interrogation : la lumière n'est pas portée sur tous les endroits de cette carrière surhumaine. On aperçoit bien le héros : on voit moins bien l'homme. Mais celui-ci est si riche, sa personnalité est si accusée, elle a tant de fois imposé — dans la mesure permise à l'individu — sa marche aux événements, que, même incomplètement représenté, Clemenceau suffit à animer, au sens propre du terme, le livre de M. Suarez, à lui donner la vie. Metteur en scène plein de talent, historien élevé à l'école du journalisme, M. Suarez a réussi à amener jusqu'à nous la vitalité prodigieuse de Clemenceau dans un récit détaillé d'annaliste méticuleux, qui sait, à force de verve, faire grouiller autour de son personnage central tout un monde d'individualités obscures qui sont autant de repoussoirs. Livre vibrant, ardent, dont la passion ne dessert au bout du compte ni le modèle, ni l'auteur.

La Vie de Bougainville, par **Jean Dorsenne** (*Gallimard*).

Il appartenait à M. Jean Dorsenne de parler de Bougainville. Car il détient une sorte de record parmi les homme de lettres amis de l'exotisme. Il s'est rendu à Tahiti sur un bateau à voiles comme le grand homme dont il retrace aujourd'hui l'histoire, il a vécu parmi les indigènes de la nouvelle Cythère. Et, s'ils lui ont montré que

l'homme de la nature évolue rapidement, qu'il est capable de s'assimiler jusqu'aux faiblesses des blancs, tout en sachant faire parmi eux des choix redoutables, ils l'ont laissé se prendre aux charmes de leur pays, en sentir la poésie demeurée naïve malgré certaines nouveautés... par trop modestes. De tout cela il est resté à M. Jean Dorsenne une sorte d'attachement pour Tahiti qu'il a tout naturellement étendu au souvenir du grand Français qui avait visité l'île heureuse au XVIIIe siècle.

Comment n'éprouverait-on pas de la sympathie pour cette figure curieuse, pour ce mathématicien qui, sur le point de devenir avocat, se sentit une passion incoercible pour le métier des armes, se forma sous Chevert, tâta de la diplomatie, se rendit au Canada avec Montcalm et fut blessé dans le combat où son chef reçut la blessure mortelle? L'échec honorable subi alors ne détourna pas Bougainville des aventures. Il s'était adapté au nouveau métier de marin et tenta d'abord d'établir aux Malouines une colonie d'Acadiens qui voulaient rester Français. La colonie connut rapidement une certaine prospérité, puis il fallut la céder aux Espagnols qui firent valoir sur l'archipel des droits anciens : du moins Bougainville n'eut-il pas le crève-cœur de la livrer aux Anglais qui, d'ailleurs, ne perdirent rien pour attendre (les Malouines sont aujourd'hui les Falkland, illustrées par la décisive victoire britannique sur l'escadre allemande du Pacifique).

Ce nouvel échec aux Malouines fit naître dans l'esprit de Bougainville l'idée qui devait amener son nom à la postérité : il se décida à entreprendre un long voyage dans la Mer du Sud, dans l'océan Pacifique. Ici, le récit de M. Jean Dorsenne devient complaisant et détaillé. Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont déjà pu en apprécier en partie l'agrément. Ce qui plaira surtout dans l'exposé complet, c'est la façon dont l'auteur retrace les procédés d'humanité et de douceur, grâce auxquels Bougainville sut obtenir, des hommes de l'expédition, des efforts exténuants dans les conditions les plus difficiles. Conduite rare à l'époque, et qui, autant que son origine, contribua à rendre malaisée la situation de Bougainville dans la marine royale, imbue de préjugés intolérables. L'illustre navigateur en fut la victime. Du moins, après la Révolution, le régime impérial allégea-t-il les dernières années de Bougainville en le mettant à l'honneur. Destinée aventureuse et grande, où se mêlent les tristesses et les joies, et que M. Jean Dorsenne a retracé avec la délicatesse de touche qui est la marque de son talent.

L'Expérience de 1924,
par **Jacques Bardoux** (*Firmin-Didot*).

L'expérience de 1924, c'est celle du socialisme au pouvoir en Angleterre, celle du premier cabinet Mac Donald. Les circonstances ont fait que le livre de M. Jacques Bardoux a paru alors qu'un second cabinet Mac Donald était aux affaires depuis plusieurs mois, et que les événements quotidiens permettaient une confrontation continuelle des conclusions de l'auteur avec la réalité. Épreuve redoutable, d'où l'on peut dire que M. Jacques Bardoux se tire avec honneur.

Il est, depuis de longues années, un observateur attentif de la vie politique anglaise; et il s'est attaché, dans son livre, à rechercher dans le passé les origines, les motifs déterminants de la pensée et de l'action gouvernementales des socialistes britanniques aux prises avec le présent. Cette recherche infatigable, appuyée sur une documentation très étendue et d'une remarquable précision lui a permis de distinguer avec exactitude les raisons qui ont fait agir M. Mac Donald dans le cours de son premier ministère. Et, sur ces bases, il était facile de prévoir ce que pouvait être le second.

Même faillite dans les questions intérieures, si redoutables, que pose la réadaptation de l'économie britannique aux données nouvelles. Même faillite dans la solution des grandes questions impériales : rapports avec les Dominions, et surtout avec l'Égypte et l'Inde, — les événements des dernières semaines : rupture des négociations avec les Égyptiens sur le problème du Soudan, reprise de la campagne de désobéissance civile aux Indes, montrent qu'un gouvernement travailliste n'apporte pas précisément avec lui des conditions favorables. — Même désir, ou mieux même nécessité, de demander à la grande politique occidentale des compensations et des satisfactions : en 1924, Chequers et conférence de Londres; en 1930, Conférence navale. L'avenir dira comment l'Angleterre pourra se tirer de la situation ambiguë dans laquelle cette dernière a laissé l'Europe, à laquelle les hommes d'État de Londres entendent appliquer encore la politique du double pavillon, abandonnée dans l'ensemble du monde.

On le voit, l'étude de l'*Expérience de* 1924 ne mène pas seulement à la connaissance de la politique anglaise. A cette politique les autres nations sont intéressées directement. Elles le sont aussi indirectement : car la poussée socialiste n'est pas spéciale aux Iles Britanniques. Sur ce point encore, le livre de M. Jacques Bardoux fournit d'utiles sujets de méditation.

Rien à signaler, par **Paul de Rosaz** (*Tallandier*).

Un livre de guerre, et un des plus sincères, des plus vigoureux. Ne nous trompons pas sur le titre. Le récit est plein de l'âpre misère du combat d'où devait sortir la gloire. Mais, volontairement, l'auteur a raconté une attaque qui n'a pas réussi, de celles, hélas : qui n'apparaissaient pas au « communiqué ». Et la phrase rituelle à quoi il se réduisait alors : « Rien à signaler », dissimulait le mécompte du commandement.

Elle dissimulait aussi des souffrances et des morts. Ce sont ces morts, ces souffrances, que M. de Rosaz retrace pour une période courte, le passage en première ligne d'une compagnie d'infanterie. Il le fait de la façon la plus complète, avec une minutie heureuse qui ne laisse rien dans l'ombre. Il montre une compagnie au combat; mais, à la différence de ce qu'ont fait d'autres auteurs avant lui, cette compagnie n'est pas un troupeau. C'est une unité que commande son capitaine aidé de ses chefs de sections, officiers et sous-officiers. Et, parmi ceux-ci, il y a des types variés, choisis peut-être avec quelque complaisance, pour représenter des tendances différentes, des nuances particulières dans la manière d'accepter le devoir universel. Mais les uns et les autres vivent, pensent, et peinent. Ils remplissent leur fonction de chefs.

Cette particularité fondamentale de l'ouvrage est un garant de sa véracité. De même que les hommes au combat ne sont pas une horde de malheureux livrés au pur hasard, de même le temps de la misère n'est pas continu. Il n'y a pas que des tristesses ou des rancœurs dans leur vie. Il y a aussi une aptitude d'esprit faite d'ironie, et presque de gaîté, alimentée par des plaisanteries traditionnelles que font varier les circonstances et la fantaisie de chacun. Aucun auteur n'a encore réussi à faire revivre avec plus de bonheur cette atmosphère spéciale dans laquelle on rencontrait à chaque instant l'héroïsme sans phrase, sous toutes ses formes.

Ceci est vraiment le livre d'un combattant : il y a des choses que seul un combattant peut dire. On regrettera seulement que l'expression ne soit pas constamment à la hauteur de la pensée.

J.-M. BOURGET

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.